

# Commune de TREIGNAC

## PLAN LOCAL D'URBANISME



**Porter à la connaissance de l'État**

**Rapport de présentation**

**MARS 2017**

**Direction départementale des territoires  
de la Corrèze**



**Service  
des études et  
stratégies  
territoriales**

**Unité  
planification**

**Agence de  
moyenne Corrèze**





## SOMMAIRE

---

<b>I – Introduction</b>	5
<b>II – Aspect réglementaire et législatif</b>	
A) Le porter à la connaissance de l'État	7
B) Les principes de fond de la politique de l'urbanisme	7
C Évaluation environnementale	9
D) Le rôle des services de l'État	9
E) Le déroulement de la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme	11
F) Le contenu du plan local d'urbanisme	14
G) Compatibilité et prise en compte des documents supra-communaux	18
H) Principales lois qui s'appliquent au territoire de la commune	24
<b>III – Servitudes d'Utilité Publique</b>	
– Servitudes relatives à la protection des bois et forêts relevant du régime forestier – A1	36
– Servitudes de protection des monuments historiques classés ou inscrits – AC1	38
– Servitude liée à la protection d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) – AC4	40
– Servitudes liées à la protection des eaux potables et minérales – AS1	42
– Servitude liée à la protection des ouvrages électriques – I4	46
– Servitude liée à la protection des centres radioélectriques d'émission et de réception radioélectriques contre les obstacles – PT2	50
– Protection des cimetières – INT1	52
<b>IV – Informations utiles</b>	
– GESTION ECONOMIQUE DE L'ESPACE	53
– DEMOGRAPHIE – HABITAT – MIXITE SOCIALE – DIVERSITE DES FONCTIONS URBAINES	67
– DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	78
– AGRICULTURE	83
– PROTECTION ET GESTION DE L'EAU	96
– SITES ET PAYSAGES – CADRE DE VIE	117
– CONTINUITES ECOLOGIQUES – NATURA 2000 – ZNIEFF – PNR	151
– PRESERVATION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE	223
– PREVENTION ET RISQUES DE NUISANCES	227
– TRANSPORTS – DEPLACEMENTS – ACCESSIBILITE	243
– CLIMAT – AIR – ENERGIE	254
– Carte des informations utiles	256

<b>ANNEXES</b>	257
<b>Annexe 1</b>	
– Document graphique A0	259
– Servitudes relatives à la protection des bois et forêts relevant du régime forestier – A1	260
– Servitudes de protection des monuments historiques classés ou inscrits – AC1	262
– Servitudes liées à la protection des eaux potables et minérales – AS1	275
– Servitude liée à la protection des ouvrages électriques – I4	315
– Servitude liée à la protection des centres radioélectriques d’émission et de réception radioélectriques contre les obstacles – PT2	318
<b>Annexe 2</b>	
– Arrêté préfectoral réglementant la circulation des véhicules transportant des bois ronds	324
– Cartes du schéma directeur de voirie et d’exploitation forestière	327
<b>Annexe 3</b>	
– Arrêté préfectoral portant application du statut du fermage du 25 septembre 2012	329
<b>Annexe 4</b>	
– SDAGE : programme de mesures du bassin Adour-Garonne	343
<b>Annexe 5</b>	
– Arrêté ministériel portant désignation du site Natura 2000	347
<b>Annexe 6</b>	
– Plaquette construire en sol argileux	349
<b>Annexe 7</b>	
– Résumé non technique de l’étude de danger du barrage de Treignac	351
<b>Annexe 8</b>	
– Éléments donnés par le service départemental d’incendie et de secours	361
<b>Annexe 9</b>	
– Liste des personnes publiques associées	369
<b>Glossaire</b>	370

## I – INTRODUCTION

Par délibération du 29 août 2016, le conseil municipal de **Treignac** a prescrit l'élaboration d'un plan local d'urbanisme.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la communauté de communes Vézère-Monédières-Millesources (V2M) dont fait partie la commune de Treignac a été créée.

Elle est compétente en matière de plan local d'urbanisme, aussi par délibération du 27 février 2017 elle a décidé la poursuite de la réalisation du PLU de Treignac et en a repris la gestion.

Le plan local d'urbanisme (PLU) devra être conforme, entre autres, à la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ainsi qu'à la loi urbanisme et habitat du 2 juillet 2003.

En parallèle, la commune s'est également engagée dans la réalisation d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) par délibération du 30 mars 2015, reprise également en gestion par V2M, qui constitue une servitude d'utilité publique ayant pour objet de « promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces ».

Les AVAP ont été instituées par la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 en remplacement des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP).

La commune dispose d'une carte communale approuvée en 2013.

La commune de **Treignac**, dont la superficie est de 3673 hectares, est desservie par les RD 940 et RD 16.

Elle fait partie du canton de Seilhac-Monédières, de la communauté de communes de Vézère-Monédières-Millesources.

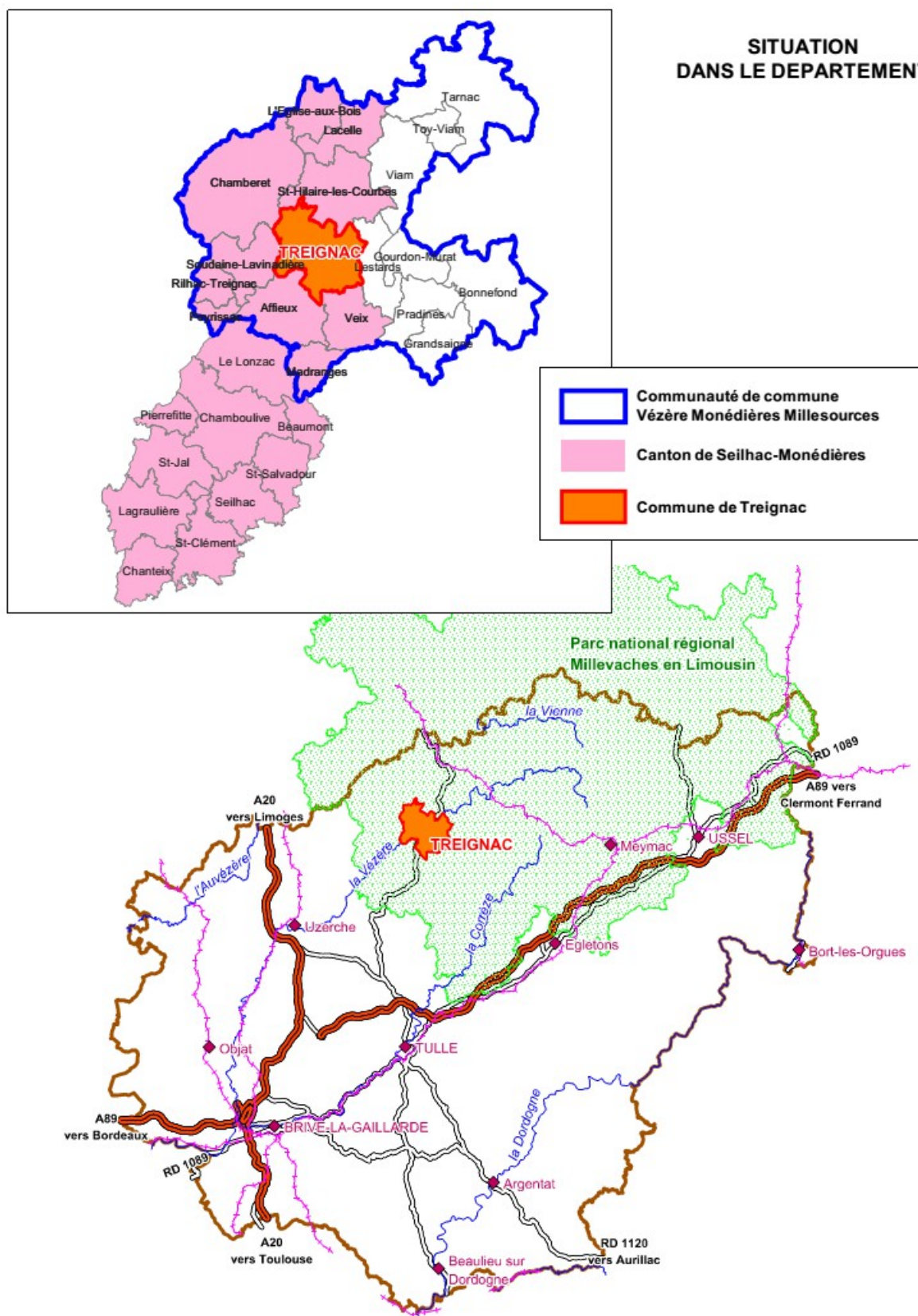
Le village bâti entre 400 et 500 mètres d'altitude, au pied du massif des Monédières, dans les gorges de la Vézère, est situé dans le parc naturel régional de Millevaches.

Les eaux de la Vézère sont retenues en amont du village par un barrage.

Rappel des objectifs du maître d'ouvrage :

- Identifier et protéger le patrimoine culturel, architectural et paysager du territoire tout en permettant une mise en valeur de ce patrimoine.
- Assurer une cohérence entre la future aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et le plan local d'urbanisme (PLU).
- Planifier un développement raisonné économe en consommation de l'espace en cohérence avec les règles d'urbanisme.
- Encourager la production d'une offre foncière différenciée permettant de répondre à tous les besoins économiques.
- Garantir la production d'un habitat qualitatif et adapté aux attentes des habitants respectant l'architecture et le paysage.
- Optimiser la question du stationnement sous l'angle de l'occupation de l'espace public et l'attractivité touristique de la commune.
- Permettre le maintien de l'activité agricole, la mise en valeur des espaces naturels.

## SITUATION DANS LE DEPARTEMENT



## II – ASPECT REGLEMENTAIRE ET LEGISLATIF

### **A) Le porter à connaissance de l'État**

Conformément aux articles L. 132-2 et L. 132-3, et R. 132-1 du code de l'urbanisme, l'autorité administrative compétente de l'État porte à la connaissance de la commune ou de la communauté de communes qui élabore un document d'urbanisme :

- le cadre législatif et réglementaire à respecter,
- les projets des collectivités territoriales et de l'État en cours d'élaboration ou existants.

La DDT transmet également à titre d'information l'ensemble des études techniques dont elle dispose et qui sont nécessaires à l'exercice de la compétence de la en matière d'urbanisme.

Tout retard ou omission dans la transmission de ces informations (PAC + études) est sans effet sur la procédure d'élaboration de PLU engagée.

Le présent porter à connaissance sera complété par les informations nécessaires au fur et à mesure de l'élaboration du plan local d'urbanisme ou suivant leur disponibilité et ce pendant toute la durée de la procédure.

Le présent document est structuré en quatre parties :

- une synthèse du cadre législatif et réglementaire à respecter,
- les servitudes d'utilité publique (SUP) identifiées sur le territoire communal,
- les informations utiles complémentaires en rapport avec la procédure,
- les annexes.

**Le porter à connaissance de l'État doit être tenu à la disposition du public.  
Il peut être annexé, en tout ou partie au dossier d'enquête publique.**

### **B) Les principes de fond de la politique de l'urbanisme**

La loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain a réaffirmé les principes généraux de l'utilisation du territoire qui sont inscrits aux articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme,

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

► **L'équilibre entre :**

- a) les populations résidant dans les zones urbaines et rurales,
- b) le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux,
- c) une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels,
- d) la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables,
- e) les besoins en matière de mobilité.

► **La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;**

► **La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale ;**

La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et rural, en prévoyant les capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile.

► **La sécurité et la salubrité publiques ;**

► **La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;**

► **La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;**

► **La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.**

Les choix qu'aura à opérer la collectivité dans le cadre de ses compétences devront lui permettre d'élaborer le PLU dans la perspective de l'atteinte de ces objectifs généraux.

## **C) Évaluation environnementale**

Le rapport de présentation du PLU doit comporter un état initial de l'environnement, qui est la base de connaissance incontournable, pour évaluer l'incidence des orientations du plan sur l'environnement, et exposer la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

Cette évaluation « de base » est imposée par les articles R. 151-1 et suivants du code de l'urbanisme.

En application des articles L. 104-1, L. 104-2, R. 104-1, R. 104-8 et R. 104-9 du code de l'urbanisme, doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale, les directives territoriales d'aménagement, les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement compte tenu de la superficie du territoire auquel ils s'appliquent, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés.

Le territoire de la commune de **Treignac** est concerné par le site Natura 2000 « gorges de la Vézère autour de Treignac ».

L'évaluation environnementale d'un PLU n'est pas une évaluation à posteriori des impacts une fois le document établi et finalisé, mais une évaluation intégrée au processus d'élaboration du document.

C'est une démarche itérative d'aide à la décision qui prépare et accompagne la construction du PLU, et permet de l'ajuster et de la faire évoluer tout au long de son élaboration.

L'évaluation environnementale a notamment pour objectif de nourrir le PLU et tout son processus d'élaboration, des enjeux environnementaux du territoire, afin qu'ils en soient une composante au même titre que les questions urbaines, économiques, sociales, de déplacements...

L'environnement doit ici être compris au sens large du terme, à savoir les ressources et milieux naturels ainsi que les pollutions et nuisances de toutes origines, les espèces, le paysage et le patrimoine, mais aussi le cadre et la qualité de vie, les conséquences en termes de santé publique, de changement climatique...

Des données sur l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme sont disponibles sur le site internet de la DREAL Limousin à l'adresse internet suivante :

<http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/l-evaluation-environnementale-des-documents-d-r1046.html>

Cette évaluation sera transmise à la mission évaluation environnementale, au plus tard trois mois avant la mise à l'enquête publique.

Son avis sera réputé favorable s'il n'intervenait pas dans ce délai. Il sera joint au dossier soumis à l'enquête publique (article R. 104-33 du code de l'urbanisme).

**La commune est soumise à évaluation environnementale.**

## **D) Le rôle des services de l'État**

Les services de l'État sont appelés à intervenir à plusieurs titres lors d'une procédure d'élaboration ou de révision de PLU.



### ► **La mise à disposition**

Pour assister la commune ou la communauté de communes jusqu'au choix du prestataire chargé de l'élaboration du PLU.

### ► **Les missions régaliennes**

#### **– L'association à la procédure d'élaboration :**

La direction départementale des territoires (DDT) est le service déconcentré de l'État chargé de l'urbanisme dans le département et à ce titre, lors de l'élaboration d'un PLU, elle exerce les missions régaliennes suivantes :

- a) elle veille au respect des principes définis aux articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme et à la prise en compte des projets d'intérêt général ; elle porte à la connaissance de la commune le cadre législatif et réglementaire à respecter, ainsi que les projets des collectivités territoriales et de l'État en cours d'élaboration ou existants ; elle transmet à titre d'information l'ensemble des études techniques nécessaires dont elle dispose (L. 132-1, L. 132-2 et L. 132-3 du code de l'urbanisme) ;
- b) elle est associée comme représentant de l'État à l'ensemble de la procédure (L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme) ; elle porte les politiques publiques de l'État et exprime ses enjeux sur le territoire ;
- c) elle prépare l'avis de l'État, en tant que personne publique associée, sur le projet de PLU arrêté (L. 153-16 du code de l'urbanisme).

L'ensemble de ces éléments, constituant le « dire de l'État » et porté tout au long de la procédure, peut être repris dans l'avis final de l'État sur le PLU approuvé (L. 153-24 et L. 153-25 du code de l'urbanisme).

#### **– L'autorité de l'État compétente en matière d'environnement (dite autorité environnementale) :**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la réforme de l'autorité environnementale est entrée en vigueur conférant à la formation régionale de l'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable les compétences auparavant attribuées aux préfets de département concernant les documents d'urbanisme.

Elle est mobilisée pour :

- a) se prononcer au travers d'un cadrage préalable sur le degré de précision attendu au niveau des informations contenues dans le rapport de présentation (pour rappel le cadrage préalable est une phase facultative),
- b) se prononcer au « cas par cas » sur la nécessité de procéder à l'évaluation environnementale du PLU,
- c) donner un avis sur les projets de PLU arrêtés ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale.

#### **– Le contrôle de légalité :**

L'obligation de transmettre au préfet les actes et délibérations des collectivités territoriales obéit à un double impératif.

Il s'agit d'abord d'une mesure de publicité.



La transmission conditionne l'opposabilité aux tiers de ces actes ou délibérations.

Si la transmission est incomplète (oubli d'annexes ...), elle est considérée comme inaboutie.

L'attention de la collectivité est attirée sur la nécessité de joindre le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur simultanément à la transmission de la délibération approuvant le plan local d'urbanisme et du document lui-même.

Par ailleurs, dans le cadre de ce contrôle à posteriori, les actes ainsi transmis font l'objet d'un contrôle de la légalité, contrôle d'une part externe, c'est-à-dire portant sur des irrégularités de forme et de procédure, et d'autre part interne (violation de normes supérieures, de règles ...).

Il s'agit d'éviter les incohérences graves et de veiller à la prise en compte des intérêts des différentes collectivités.

De plus dans certaines conditions, pour les communes non couvertes par un SCOT approuvé, le préfet peut, dans le délai d'un mois à compter de la transmission du PLU, notifier les modifications qu'il estime nécessaires d'apporter au plan (L. 153-25 du code de l'urbanisme).

## **E) Le déroulement de la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme**

La démarche de construction d'un PLU est l'aboutissement d'un projet de territoire, partagé largement avec les différents acteurs locaux et partie prenante.

L'élaboration et le contenu du plan local d'urbanisme sont définis au titre V des parties législatives et réglementaire du code de l'urbanisme.

### **► La délibération de prescription ou de révision :**

En application des articles L. 153-8 et L. 153-11 du code de l'urbanisme, c'est l'autorité compétente qui prescrit l'élaboration ou la révision du PLU.

En plus de la prescription, la délibération :

- précise les modalités de la concertation du public, des associations...
- précise les objectifs de la commune,
- est notifiée aux personnes publiques associées,
- fait l'objet de publicité :
  - \* affichage 1 mois en mairie,
  - \* publication dans 1 journal du département,
  - \* publication au recueil des actes administratifs si commune >3500 habitants.

La prescription de l'élaboration du plan local d'urbanisme permet l'application d'un sursis à statuer "sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan" (art. L.153-11 du code de l'urbanisme).

## ► **La construction du projet de PLU et concertation**

### – **La concertation**

En application des articles L. 103-2 à L. 103-4 du code de l'urbanisme, la concertation est organisée pendant toute la durée de l'élaboration ou la révision du projet de PLU, et associe les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Les objectifs et les modalités de la concertation sont fixés par l'autorité compétente.

La concertation doit avoir une durée suffisante et doit être organisée selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, elle doit permettre au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

Par ailleurs, il est important de noter que toutes les modalités de concertation précisées dans la délibération devront être mises en œuvre.

L'article L. 103-6 du code de l'urbanisme précise qu'à l'issue de la concertation, l'autorité compétente en arrête le bilan et que ce dernier sera joint à l'enquête publique.

### – **La notification, l'association, les consultations**

Durant toute la durée des études pour l'élaboration ou la révision du PLU, le code de l'urbanisme prévoit plusieurs mesures qui visent à informer et à associer divers organismes ou services dont les compétences sont requises pour la rédaction du projet de PLU.

L'information se fait par la notification des délibérations du conseil communautaire et par la concertation du public (habitants, professionnels, associations...).

L'association se fait à travers les avis émis par les personnes publiques associées, la consultation d'associations agréées ou de personnes qualifiées **annexe 9**.

## ► **Le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement de développement durable (PADD)**

L'article L. 153-12 du code de l'urbanisme précise qu'un débat a lieu au sein du conseil communautaire et du conseil municipal sur les orientations générales du PADD, au plus tard deux mois avant l'arrêt du projet de plan local d'urbanisme.

C'est une occasion pour les membres du conseil de débattre sur les orientations générales du projet de territoire et de pouvoir émettre leurs observations avant que ne leur soit présenté le projet de PLU, prêt à être arrêté.

A l'issue de ce débat, le projet de territoire peut être modifié pour tenir compte des résultats.

Le rapport de présentation devra indiquer la, ou les dates de déroulement de ce débat et les principales discussions qui ont eu lieu.

## ► **La commission départementale de la nature des sites et des paysages (CDNPS)**

Dans les communes classées en zone montagne, l'exception au principe d'extension de l'urbanisation en continuité de l'urbanisation existante est soumise à l'accord de la chambre d'agriculture et de la commission départementale de la nature, du paysage et des sites (CDNPS) (article L. 122-7 du code de l'urbanisme) dont l'avis doit être sollicité avant l'arrêt du projet de PLU.

### ► Arrêt du PLU et bilan de la concertation

L'arrêt du PLU, c'est-à-dire la validation du projet, se fait par délibération du conseil communautaire.

Cette délibération peut simultanément tirer le bilan de la concertation avec le public.

Elle fait l'objet d'un affichage d'un mois en mairie.

### ► Transmission du projet de PLU pour avis

Une fois le projet de PLU validé, celui-ci doit être soumis pour avis :

- aux personnes publiques associées,
- à leur demande, aux communes limitrophes, aux EPCI directement intéressés, aux organismes de logements à loyers modérés, aux associations agréées,
- à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF),
- à l'autorité environnementale si le PLU a été soumis à évaluation environnementale.

Les avis sur le projet arrêté sont rendus dans un délai de trois mois.

### ► Enquête publique

L'article L. 153-19 du code de l'urbanisme prévoit que le dossier du PLU soit soumis à enquête publique.

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public.

Les observations et propositions recueillies lors de l'enquête sont prises en considération par la commune pour l'approbation du PLU.

Les modalités de réalisation de l'enquête publique du PLU sont régies par les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants du code de l'environnement.

La procédure peut se résumer comme suit :

Après désignation du commissaire enquêteur, le maire prend un arrêté ouvrant l'enquête publique.

Cet arrêté fait l'objet de mesures de publicité :

- publication dans 2 journaux diffusés dans le département (annonces légales) 15 jours au moins avant la date de l'ouverture de l'enquête,
- rappel de cette publication dans les 8 premiers jours de l'enquête,
- affichage dans la commune : 15 jours au moins avant l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête,
- publication sur le site internet de la commune, si elle en possède un.

Le dossier d'enquête publique est composé des pièces mentionnées à l'article R. 123-8 du code de l'environnement et comprend, en annexe, les différents avis recueillis dans le cadre de la procédure.

Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de la commune par le préfet.

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à 30 jours et ne peut excéder deux mois sauf cas particuliers.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur portent sur le projet du PLU, le déroulement de l'enquête et sur différents avis ou observations émis.

Le rapport est remis au maire sous un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête et est mis à disposition, sans délai, du public.

Éventuellement, des modifications peuvent être apportées au PLU pour prendre en compte les avis des services, les observations du commissaire enquêteur, sous réserve que ceux-ci soient conformes à l'intérêt général et qu'ils ne portent pas atteinte à l'économie générale du projet.

### ► **Approbation du PLU**

En application de l'article L. 153-21 du code de l'urbanisme, l'approbation du PLU se fait par délibération du conseil communautaire.

Elle précise la façon dont ont été pris en compte les consultations des personnes publiques associées et les résultats de l'enquête publique.

Cette délibération fait l'objet de mesures de publicité :

- affichage 1 mois en mairie,
- publication 1 journal du département,
- publication au recueil des actes administratifs si commune >3500 habitants.

L'article L. 153-22 du code de l'urbanisme précise que le PLU approuvé est tenu à la disposition du public.

### ► **Caractère exécutoire du PLU**

Le PLU devient exécutoire 1 mois après la transmission au préfet et la dernière parution de la publicité (commune non couverte par un SCOT, article L. 153-24 du code de l'urbanisme).

Durant ce délai, des modifications peuvent éventuellement être demandées par le préfet (L. 153-25 du code de l'urbanisme).

## **F) Le contenu du PLU**

Le contenu du PLU est défini à l'article L. 151-2 du code de l'urbanisme.

Il comprend un rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, des orientations d'aménagement et de programmation et un règlement.

Il est accompagné d'annexes.

Le dossier approuvé fait l'objet de versions papier authentifiées et d'une version informatique.

### ► **Le rapport de présentation**

Les fonctions du rapport de présentation sont exposées à l'article L. 151-4 du code de l'urbanisme.

Il doit permettre de comprendre le contexte territorial, le projet d'aménagement retenu et les règles fixées.

Pour ce faire :

- il expose le diagnostic territorial et environnemental au regard des prévisions économiques et démographiques,
- il précise les besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services,
- il analyse la consommation d'espace sur les 10 dernières années et identifie les capacités de densification,
- il justifie les objectifs chiffrés de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain,
- il présente les incidences que le PLU peut avoir sur l'environnement et si nécessaire les mesures compensatoires mises en place,
- il explique les règles et orientations générales déclinant ces choix.

Par ailleurs, en application de l'article R. 151-4 du code de l'urbanisme, il identifie les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de son application.

Le rapport de présentation est destiné à être lu par le public et à ce titre se doit d'être lisible, accessible et compréhensible.

Lorsque le PLU est soumis à évaluation environnementale, il est conforme à l'article R. 151-3 du code de l'urbanisme.

Il doit également comporter les justifications prévues à l'article R. 151-2 du code de l'urbanisme.

### ► Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Le PADD, défini à l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme, doit respecter les principes énoncés aux articles L. 101-1 et L. 101-2 de ce même code.

Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

- Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques,
- les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune,
- Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain,
- Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

En définissant les orientations générales d'urbanisme et d'aménagement retenues pour le développement de l'ensemble du territoire communal, il expose un projet politique adapté qui répond aux besoins et enjeux de la commune et qui détermine les outils mobilisables pour y parvenir.

Afin de faciliter sa compréhension et son appropriation par le public, le PADD se doit d'être un document concis et le plus pédagogique possible.

La politique qu'il édicte sera, d'une part, déclinée plus en détail au travers des OAP et du règlement et, d'autre part, présentée de manière plus exhaustive dans les éléments fournis dans le rapport de présentation.

### ► Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Les OAP sont définies aux articles L. 151-6 et L. 151-7 du code de l'urbanisme et revêtent un caractère obligatoire.

Elles traduisent les orientations du PADD en objectifs opérationnels pour un site donné.

Elles tiennent compte à la fois du projet politique et des caractéristiques du site.

Elles permettent d'orienter l'évolution des zones bâties ou non, tant en renouvellement urbain que pour le développement futur.

Le rapport de présentation doit expliciter les choix qui ont été retenus pour les établir.

Les articles R. 151-6 à R. 151-8 du code de l'urbanisme, mentionnent que les OAP doivent définir les conditions d'aménagement pour la prise en compte de la qualité architecturale et paysagère et peuvent comporter des dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification de secteurs ou sites.

Ces articles précisent par ailleurs que dans les zones U et 1AU, les OAP doivent au moins porter sur :

- la qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère,
- la mixité fonctionnelle et sociale,
- la qualité environnementale et la prévention des risques,
- les besoins en matière de stationnement la desserte par les transports en commun,
- la desserte des terrains par les voies et réseaux.

Elles doivent également comporter un schéma d'aménagement qui précise les principales caractéristiques d'organisation spatiale du secteur.

Le périmètre des quartiers ou secteurs auxquels ces orientations sont applicables est délimité dans le ou les documents graphiques prévus.

Les OAP s'imposent aux autorisations d'occupation du sol et aux opérations d'aménagement dans un rapport de compatibilité.

### ► Le règlement

Le règlement fixe, en application des articles L. 151-8 à L. 151-42 et R. 151-9 à R. 151-50 du code de l'urbanisme, et en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L. 101-1 à L. 101-3 du code de l'urbanisme.

Le règlement est composé d'une partie écrite (appelée règlement écrit) et d'une partie graphique (appelée plan de zonage).

– **Les zones urbaines sont dites “zones U”.**

Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

– **Les zones à urbaniser sont dites " zones AU ".**

Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l’urbanisation.

– **Les zones agricoles sont dites " zones A ".**

Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

– **Les zones naturelles et forestières sont dites " zones N ".**

Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique,
- soit de l’existence d’une exploitation forestière,
- soit de leur caractère d’espaces naturels,
- soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles,
- soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d’expansion des crues.

► **Les annexes**

Elles sont prévues par les articles L. 151-43 et R151-21 du code de l’urbanisme.

Les annexes au plan local d’urbanisme comprennent, s’il y a lieu, outre les servitudes d’utilité publique affectant l’utilisation du sol appartenant aux catégories figurant sur la liste annexée au R 126-1 du code de l’urbanisme, les éléments énumérés aux articles R. 151-52 et R. 151-53 du même code.

► **Accès au PLU sur le Géoportail de l’urbanisme**

Le document d’urbanisme sera élaboré sous un format géomatique de référence pour être :

- conforme à la directive européenne INSPIRE (INSPIRE – infrastructure for spatial information in the european community – 2007/2/CE, JOCE du 25/04/2007),
- intégrable dans le géoportail de l’urbanisme.

Le géoportail de l’urbanisme (GPU) est le portail internet officiel permettant de consulter et de télécharger l’information urbanistique de tout le territoire français.

Le GPU offre un accès centralisé, permanent et immédiat aux données géographiques et pièces écrites des documents d’urbanisme et des servitudes d’utilité publique.

L’ordonnance n°2013-1184 du 19 décembre 2013 fixe aux collectivités territoriales des échéances leur permettant d’assurer une numérisation progressive des documents d’urbanisme applicables sur leur territoire :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 : les collectivités doivent rendre leurs documents d’urbanisme accessibles en ligne.

Depuis le 1er janvier 2016, lors de la révision ou de l'élaboration d'un document d'urbanisme, les collectivités territoriales doivent assurer sa numérisation en respectant le standard CNIG.

À compter du 1er janvier 2020, les collectivités territoriales doivent publier leurs documents d'urbanisme dans le GPU en respectant le standard CNIG accessible à l'adresse <http://cnig.gouv.fr>.

Cette échéance de 2020 revêt un caractère primordial, car la publication du document d'urbanisme au standard CNIG sur le GPU conditionne son caractère exécutoire.

## **G) Obligation de compatibilité et de prise en compte des documents supra-communaux**

Les articles L. 131-4 à L.131-7 du code de l'urbanisme précisent les obligations de compatibilité et de prise en compte du PLU avec les documents de rang supérieur.

La notion d'« opposabilité » recouvre différents types de rapports juridiques entre des normes.

On peut identifier trois niveaux d'opposabilité entre une norme dite supérieure et une norme dite inférieure, du plus contraignant au moins contraignant :

### **► La conformité**

La conformité représente le rapport normatif le plus exigeant.

Lorsqu'un document doit être conforme à une norme supérieure, l'autorité qui l'établit ne dispose d'aucune marge d'appréciation.

Elle doit retranscrire à l'identique dans sa décision la norme supérieure, sans possibilité d'adaptation.

### **► La compatibilité**

La notion de compatibilité n'est pas définie juridiquement.

Cependant la doctrine et la jurisprudence nous permettent de la distinguer de celle de conformité.

La compatibilité implique une obligation de non contrariété aux orientations fondamentales de la norme supérieure, en laissant une certaine marge de manœuvre pour préciser et développer les orientations des documents ou normes supérieurs.

### **► La prise en compte**

La prise en compte implique une obligation de compatibilité avec dérogation possible pour des motifs justifiés.

Selon le conseil d'État, la prise en compte impose de « ne pas s'écarter des orientations fondamentales sauf, sous le contrôle du juge, pour un motif tiré de l'intérêt [de l'opération] et dans la mesure où cet intérêt le justifie » (CE, 9 juin 2004, 28 juillet 2004 et 17 mars 2010).

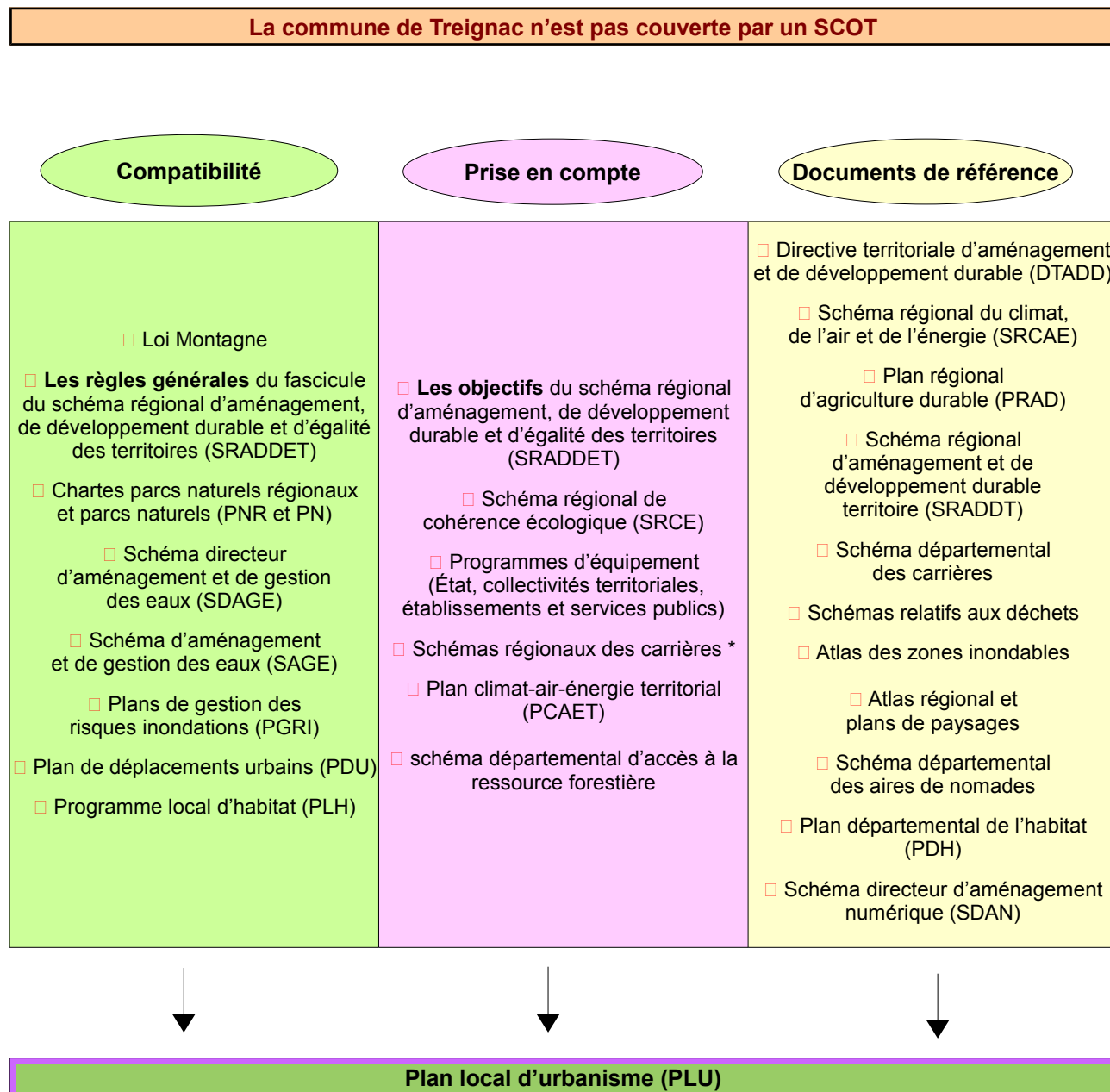


## ► La référence à certains documents

Les documents de références n'ont pas valeur de norme dite supérieure.

Ce sont des documents qui contiennent certaines informations ou études utiles pour l'élaboration du PLU.

Le schéma ci-dessous récapitule ces obligations dans le cas d'un **PLU non couvert par un SCOT** :



## 🔗 **Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) :**

La loi NOTRe a créé les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

Le projet d'ordonnance relatif aux mesures de coordination rendues nécessaires pour l'insertion dans le SRADDET des schémas régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi NOTRe est en cours d'adoption.

Il en résulte qu'en région nouvelle Aquitaine, les plans de prévention et de gestion des déchets indépendants n'existeront plus, ils constitueront un des volets du SRADDET.

Le conseil régional a trois ans après la publication de l'ordonnance pour élaborer un SRADDET, soit mi-2019.



**Le PLU devra être compatible avec schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires**

## 🔗 **La charte du parc naturel régional de Millevaches (PNR) :**

Les parcs naturels régionaux (PNR) sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités.

Un parc naturel régional s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.

Les parcs naturels régionaux ont pour vocation d'asseoir un développement économique et social du territoire, tout en préservant et valorisant le patrimoine naturel, culturel et paysager.

La richesse des parcs réside dans la transversalité dont ils font preuve, en intégrant les enjeux de biodiversité à leurs projets de territoire.

Issue d'une large concertation entre les communes, départements et régions du territoire, la charte du PNR définit les missions et les objectifs du parc.

C'est le document de référence qui régit le PNR pour une durée de douze ans.

La charte précise les priorités du parc en matière de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social, d'accueil touristique.

Depuis 1993, les chartes sont opposables aux documents d'urbanisme dans un rapport de compatibilité.

Le syndicat mixte de gestion du parc est systématiquement associé à l'élaboration du PLU.



**Le PLU devra être compatible avec la charte du parc naturel régional de Millevaches**

## ✚ Le schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) Adour-Garonne :

Les documents d'urbanisme constituent de fait, pour partie, des documents administratifs qui portent une politique de l'eau et relèvent donc du domaine de l'eau, notamment pour ce qui concerne l'alimentation en eau potable, l'assainissement, la gestion des eaux pluviales, les risques d'inondation, la protection des espaces naturels constitués d'écosystèmes hydriques.

L'État, les collectivités, les établissements publics qui prennent des décisions publiques et mettent en œuvre des programmes d'actions dans le domaine de l'eau devront les rendre compatibles avec le SDAGE.



**Le PLU devra être compatible avec les orientations du SDAGE**

## ✚ Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) :

La commune de **Treignac** est incluse totalement dans le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Vézère-Corrèze.

Le Sage Vézère-Corrèze est en cours d'élaboration.

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère...).

Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

Il doit être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Le SAGE est constitué d'un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD), dans lequel sont définis les objectifs partagés par les acteurs locaux, d'un règlement fixant les règles permettant d'atteindre ces objectifs, et d'un rapport environnemental.

Une fois le SAGE approuvé, le règlement et ses documents cartographiques sont opposables aux tiers et aux actes administratifs (les décisions administratives prises dans le domaine de l'eau doivent être conformes au règlement).

Pour ce qui a trait au PAGD et à ses documents cartographiques, ils deviennent opposables à l'administration (les décisions prises dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le PAGD).

Les documents d'urbanisme doivent aussi être compatibles avec les objectifs de protection définis par le SAGE.



**Le PLU devra être compatible avec les objectifs de protection définis par le SAGE.**

## 🔗 **Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Adour-Garonne 2016 – 2021 :**

Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les objectifs du PGRI du bassin Adour – Garonne approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2015 (article L. 131-1 10° du code de l'urbanisme).

En l'absence de SCOT, l'article L. 131-7 du code de l'urbanisme prévoit que les PLU et cartes communales sont compatibles avec les documents énumérés à l'article L. 131-1 sus-visé.



**Le PLU devra être compatible avec les objectifs du PGRI**

## 🔗 **Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) :**

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) du Limousin a été adopté par arrêté préfectoral du 2 décembre 2015 ; la publicité de cet arrêté a été réalisée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région le 4 décembre 2015.

Cet arrêté n°2015-322 rappelle notamment que les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme doivent prendre en compte le SRCE lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme.

Le SRCE est accessible via le site internet de la DREAL Limousin : <http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr/accéder-a-la-version-definitive-du-srce-srce-a2162.html>

La biodiversité est un enjeu à la fois environnemental, économique et social.

Les services rendus par les écosystèmes sont indispensables pour un bon nombre de secteurs :

- agriculture,
- utilisation des eaux et des sols,
- valorisation du paysage et du cadre de vie...

Ce schéma stratégique en faveur de la biodiversité, vise à répondre aux enjeux de préservation et de valorisation des milieux naturels limousins, tout en prenant en compte les nécessités du développement économique.

Son objectif n'est donc pas de sanctuariser les espaces mais bien de fournir des éléments de connaissance et d'appréciation pour que les continuités écologiques soient prises en compte dans l'aménagement du territoire, notamment au travers des documents d'urbanisme et l'étude des projets d'infrastructures.



**Le PLU devra prendre en compte les prescriptions du schéma régional de cohérence écologique**

## 🔗 Le schéma départemental d'accès à la ressource forestière

la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne ajoute le schéma départemental d'accès à la ressource forestière aux documents devant être pris en compte pour l'élaboration des plans locaux d'urbanisme (PLU).

Le projet TRANSBOIS a anticipé cette loi. <https://www.transbois-limousin.info>,

Le site propose l'arrêté préfectoral réglementant la circulation des véhicules transportant des bois ronds, la cartographie dans sa rubrique "service+" et en particulier la "carte du schéma directeur de voirie et d'exploitation forestière" **annexe 2**.



**Le PLU devra prendre en compte les prescriptions du schéma départemental d'accès à la ressource forestière**

## 🔗 Le schéma régional climat air énergie (SRCAE) :

Le SRCAE Limousin a été approuvé par le préfet de région le 23 avril 2013.

Il fixe des orientations et objectifs régionaux aux horizons 2020 et 2050 en matière :

- d'adaptation au changement climatique,
- de maîtrise de l'énergie,
- de développement des énergies renouvelables et de récupération,
- de réduction de la pollution atmosphérique et des GES.

Les documents d'urbanisme constituent de fait des documents à même de porter ces enjeux :

- maîtrise de l'énergie (approche formes urbaines/habitat et approche mobilité/transports),
- réduction de gaz à effet de serre (non artificialisation des sols, préservation des espaces naturels),
- production d'énergie renouvelable,
- adaptation au changement climatique (protection zones humides, intégration de la nature dans les espaces urbains, disponibilité de la ressource en eau potable, etc).



**Le PLU devra se référencer au schéma régional climat air énergie**

## **H) Principales lois qui s'appliquent au territoire de la commune**

**Loi n°85-30 du 9 janvier 1985, relative au développement et à la protection de la montagne, dite « loi montagne » modifiée par la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne publiée au JO du 29 décembre 2016.**

Les dispositions de la loi montagne sont intégrées aux articles L. 122-1 à L. 122-25 du code de l'urbanisme.

La loi montagne affirme la nécessité de préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Elle encourage le développement durable des territoires, tout en équilibrant activité économique et préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

Elle permet de conserver et valoriser le patrimoine, maîtriser la construction, encadrer le développement touristique.

Le principe général, que doit respecter le PLU, vise à ce que l'urbanisation soit réalisée en continuité avec les bourgs, villages et hameaux existants.

Les dérogations à ce principe doivent faire l'objet d'une étude au sein du PLU, justifiant pour toute nouvelle urbanisation qui n'est pas située en continuité avec l'urbanisation existante, que celle-ci soit compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières, la préservation des paysages et du patrimoine naturel, et la protection des risques naturels.

En l'absence d'une telle étude, le PLU peut identifier une urbanisation future de taille et de capacité limitées, à titre exceptionnel, uniquement si le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières, de préservation des paysages et du patrimoine naturel, ou de protection des risques naturels, impose une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante.

Cette disposition nécessite l'accord de la chambre d'agriculture et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Par ailleurs, les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares sont protégées sur une distance de trois cents mètres à compter de la rive.

Enfin, la création d'unité touristique nouvelle (UTN) est soumise à autorisation lorsqu'elle est située dans une commune qui n'est pas couverte par un schéma de cohérence territorial.

La localisation, la conception et la réalisation d'une unité touristique nouvelle doivent respecter la qualité des sites et les grands équilibres naturels.

### **La loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 et notamment son article 38 II**

Cet article impose que soient prises en compte, dans les documents d'urbanisme, les zones visées à l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, qui délimitent notamment :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien,
- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

**La directive européenne** du 21 mai 1991 sur la collecte et le traitement des eaux usées fixe aux agglomérations des échéances de mise en conformité et des objectifs de performance précis pour leurs systèmes d'assainissement, variables selon leur taille et la sensibilité des rejets.

Dans le cas de non-conformité avec la DERU en application de la circulaire du 8 décembre 2006, aucun nouveau secteur ne pourra être ouvert à l'urbanisation si la collecte et le traitement des eaux usées ne peuvent être effectués dans des conditions conformes à la réglementation et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux nécessaires à la mise en conformité démontrant la mise en service avant l'urbanisation effective.

### **La loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 relative à la protection et à la mise en valeur des paysages**

Cette loi impose que soient prises en compte dans les documents d'urbanisme la préservation de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution.

### **La loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement traduite aux articles L. 561-1 à L. 563-2 du code de l'environnement**

Cette loi a modifié, par son article 16, la loi n° 87-565 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt et à la prévention des risques majeurs afin de limiter les conséquences humaines et financières des catastrophes naturelles.

La prise en compte de la prévention des risques naturels prévisibles est quoi qu'il en soit imposée par les principes de fond édictés par les articles L. 101-1, L. 101-2 et L. 111-6 du code de l'urbanisme régissant la réalisation des documents d'urbanisme.

Elle impose aux communes la mise en place d'un dispositif de surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement au plus tard pour le 1<sup>er</sup> janvier 2000 pour l'ensemble du territoire.

De plus elle rend obligatoire l'élaboration de plans de déplacements urbains pour les communes de plus de 100 000 habitants.

Le plan régional de la qualité de l'air (PRQA) a été approuvé par le préfet de région le 23 novembre 2001.

Le Grenelle de l'environnement (loi Grenelle 1 et 2) impose aux régions d'élaborer des schémas régionaux climat air énergie (SRCAE) et aux collectivités (régions, départements, communautés urbaines, communautés d'agglomérations ainsi que les communes et communautés de communes de plus de 50 000 habitants) des plans climat énergie territoriaux (PCET).

Le SRCAE Limousin a été approuvé par le préfet de région le 23 avril 2013.

Il fixe des orientations et objectifs régionaux aux horizons 2020 et 2050 en matière :

- d'adaptation au changement climatique,
- de maîtrise de l'énergie,
- de développement des énergies renouvelables et de récupération,
- de réduction de la pollution atmosphérique et des GES.

Les documents d'urbanisme constituent de fait des documents à même de porter ces enjeux :

- maîtrise de l'énergie (approche formes urbaines/habitat et approche mobilité/transports),
- réduction de gaz à effet de serre (non artificialisation des sols, préservation des espaces naturels),
- production d'énergie renouvelable,
- adaptation au changement climatique (protection zones humides, intégration de la nature dans les espaces urbains, disponibilité de la ressource en eau potable, etc).

La nécessité pour les documents d'urbanisme de répondre aux enjeux relatifs au climat, à l'air et à l'énergie est transcrite dans les textes suivants :

- article 68, loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 et décret n° 2011-678 du 16 juin 2011,
- articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme (Grenelle 1),
- article L. 131-5 du code de l'urbanisme dispose que les PLU doivent prendre en compte l'ensemble des plans climat énergie territoriaux qui concerne leur territoire devant eux-mêmes être compatibles avec le SRCAE.



### **La loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions**

Cette loi tend à garantir l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans le domaine de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance.

Elle réaffirme donc en particulier le droit au logement pour les personnes modestes et défavorisées et la nécessité de mixité sociale.

Elle est complétée par la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale qui fixe des objectifs de production de logements notamment et la loi Dalo applicable au 1er janvier 2008 qui rend le droit au logement opposable.

Ce principe de mixité sociale mais également d'équilibre et de diversité entre l'emploi et l'habitat était déjà affirmé par la loi d'orientation pour la ville (LOV) du 13 juillet 1991.

Ces principes sont repris par l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, cité ci-dessus, qui définit les principes de développement durable que doivent respecter les documents d'urbanisme.

Cette loi est complétée par l'ordonnance n° 2000-1249 du 21 décembre 2000.

### **La loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole traduite dans le code rural**

En application de l'article 111 de la dite loi, l'article L. 112-1 du code rural (dans sa rédaction antérieure) stipule que le maire doit consulter, lors de l'élaboration du document de planification, le document de gestion de l'espace agricole et forestier lorsqu'il existe.

De plus cette loi a réaffirmé le principe de la réciprocité des reculs entre bâtiments agricoles et les tiers (article L. 111-3 du code rural).

Les distances à respecter sont rappelées en information utile et découlent soit du règlement sanitaire départemental soit du code de l'environnement.

Les bâtiments de stockage sont également soumis à des conditions d'éloignement liées au risque incendie vis-à-vis des habitations.

*Cet article a été modifié par la loi développement des territoires ruraux visée ci-après.*

### **La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées**

L'objectif de la loi est d'organiser l'accessibilité totale aux personnes handicapées ou à mobilité réduite et assurer la continuité de la chaîne des déplacements par le chemin le plus court entre les différents maillons de la chaîne.

L'article 45 pose le principe de la continuité de la chaîne des déplacements qui comprend le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transport et leur inter-modalité.

Dans un délai de 10 ans à compter de la date de publication de la loi, les services de transport collectifs devront être accessibles aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

Un délai de 3 ans est fixé par la loi pour élaborer un schéma directeur d'accessibilité des services de transports publics par les autorités compétentes pour l'organisation des transports publics.

Sa mise en œuvre devra être réalisée progressivement dans un délai de 10 ans à compter de la publication de la loi (soit avant le 12 février 2015).

Il impose aussi à toutes les communes l'élaboration, à l'initiative du maire, et pour le 22 décembre 2009 au plus tard, d'un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements d'espaces publics.

Ce document de programmation devra notamment préciser les mesures et le calendrier de mise en accessibilité des aires de stationnement automobiles et de l'ensemble des circulations piétonnes.

L'article 41 stipule que les établissements recevant du public (ERP) existants devront répondre aux exigences d'accessibilité à toute personne handicapée au 1er janvier 2015.

**Pour ceux qui n'auraient pas réalisé leur mise aux normes à la date du 31 décembre 2014, possibilité de programmer les travaux selon un agenda (3/6/9 ans) à faire valider par la commission d'accessibilité (ordonnance 2014-1090 du 26 septembre 2014).**

#### **La loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux**

Cette loi modifie notamment dans son article 79, l'article L. 111-3 du code rural en ouvrant la possibilité, dans les parties actuellement urbanisées, de fixer des distances d'implantation, entre les bâtiments agricoles et les tiers, différentes de celles imposées législativement ou réglementairement, pour tenir compte des constructions agricoles antérieurement implantées.

Dans ces secteurs, l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations.

Des dérogations aux distances d'éloignement peuvent être accordées par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales.

Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées par le PLU, une telle dérogation n'est plus possible.

**Les arrêtés ministériels du 7 février 2005 applicables au 30 septembre 2005 imposent aux bâtiments d'élevage et leurs annexes, constituant une installation classée pour la protection de l'environnement quel qu'en soit le régime, une implantation à au moins 100 mètres des habitations des tiers ainsi que des zones destinées à l'habitat par les documents d'urbanisme.**

**Dispositions introduites par la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement modifiée par la loi du 12 juillet 2010 (ENL)**

Cette loi a notamment pour objectifs :

- de faciliter l’adaptation des documents d’urbanisme aux objectifs de logements,
- de soutenir la construction de logements sociaux dans les communes.

Des modifications des articles du code de l’urbanisme relatives aux plans locaux d’urbanisme sont introduites.

**Articles L. 151-4, L. 151-6 et L. 151-7 du code de l’urbanisme**

Le rapport de présentation ou les orientations d’aménagement et de programmation peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l’ouverture à l’urbanisation des zones à urbaniser (AU) et de la réalisation des équipements correspondants (article 4-I de la loi).

**Articles L. 151-14 et suivants du code de l’urbanisme**

Il peut être délimité :

- des secteurs dans lesquels les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d’une taille minimale qu’il fixe,
- des secteurs dans lesquels en cas de réalisation d’un programme de logements, un pourcentage de ce programme doit être affecté à des catégories de logements qu’il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale.

Le propriétaire des terrains concernés dispose, dans ce cas, d’un droit de délaissement particulier qui n’est suspendu que temporairement (pour 2 ans) lorsque la commune renonce à l’acquisition (articles L. 230-3 et L. 230-4-1 du code de l’urbanisme).

**Article L. 132-7 du code de l’urbanisme**

Il intègre dans les personnes publiques associées à l’élaboration des PLU, l’EPCI compétent en matière de programme local de l’habitat (PLH).

Il permet à l’ensemble des organismes d’habitation à loyer modéré situés sur une commune de demander au maire de leur notifier le projet de PLU pour recueillir leur avis.

Ces organismes disposent alors d’un délai de deux mois pour faire part de leur avis (articles 4-IV et 4-XI de la loi).

**Article L. 153-29 du code de l’urbanisme**

Lorsque le plan local d’urbanisme tient lieu de programme local de l’habitat, cet article impose de réaliser une analyse triennale des résultats du PLU en matière de satisfaction des besoins en logements et, s’il a été prévu, de l’échéancier de l’ouverture à l’urbanisation des zones à urbaniser et des équipements correspondants.

Un débat sur ce point est organisé tous les trois ans en conseil communautaire, lequel peut décider de la modification ou de la révision du PLU si nécessaire (article 4-II de la loi).

Cette loi comporte, en outre, un volet fiscal qui permet notamment aux communes de majorer les valeurs locatives cadastrales des terrains constructibles situés en zone urbaine pour le calcul de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ainsi que d’instituer une taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux des terrains nus (cf. code général des impôts).

## **La loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et milieux aquatiques**

Cette loi a deux objectifs fondamentaux :

- donner les outils à l'administration, aux collectivités territoriales et aux acteurs de l'eau en général pour reconquérir la qualité des eaux et atteindre en 2015 les objectifs de bon état écologique fixés par la directive européenne (DCE) du 22 décembre 2000, transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004 et retrouver une meilleure adéquation entre ressources en eau et besoins, dans une perspective de développement durable des activités économiques utilisatrices d'eau et en favorisant le dialogue au plus près du terrain,
- donner aux collectivités territoriales les moyens d'adapter les services publics d'eau potable et d'assainissement aux nouveaux enjeux en termes de transparence vis-à-vis des usagers, de solidarité en faveur des plus démunis et d'efficacité environnementale.

Parallèlement elle permet d'atteindre d'autres objectifs et notamment moderniser l'organisation des structures fédératives de la pêche en eau douce.

## **La loi de programmation n° 2009-967 du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement**

Cette loi constitue un texte fondateur.

Le Grenelle de l'environnement propose des modifications importantes dans tous les secteurs participant à la dégradation de l'environnement ou du changement climatique.

Le droit de l'urbanisme devra prendre en compte les objectifs suivants, dans un délai d'un an suivant la publication de la présente loi :

- a) lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, les collectivités territoriales fixant des objectifs chiffrés en la matière après que des indicateurs de consommation d'espace auront été définis,
- b) lutter contre l'étalement urbain et la déperdition d'énergie, ainsi que permettre la revitalisation des centres-villes, les collectivités territoriales disposant désormais, ou étant dotées dans l'année qui suit l'adoption de la présente loi, d'outils leur permettant en particulier de conditionner la création de nouveaux quartiers, d'opérations d'aménagement à dominante d'habitat ou de bureaux à la création ou au renforcement correspondant des infrastructures de transport, ainsi que de prescrire, dans certaines zones, des seuils minimaux de densité ou des performances énergétiques supérieures à la réglementation,
- c) concevoir l'urbanisme de façon globale en harmonisant les documents d'orientation et les documents de planification établis à l'échelle de l'agglomération,
- d) préserver la biodiversité, notamment à travers la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques,
- e) assurer une gestion économe des ressources et de l'espace,
- f) permettre la mise en œuvre de travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, notamment l'isolation extérieure, en adaptant les règles relatives à la protection du domaine public,
- g) créer un lien entre densité et niveau de desserte par les transports en commun.

Les PLU devront prendre en compte les schémas de cohérence écologique (trames vertes et bleues) et les plans climat énergie territoriaux.

En matière de lutte contre le réchauffement climatique, les PLU devront déterminer les conditions permettant d'assurer la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les orientations d'aménagement et de programmation pourront imposer des règles de performances énergétiques et environnementales renforcées dans les secteurs ouverts à l'urbanisation.

#### **La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national sur l'environnement (ENE)**

La loi dite « Grenelle 2 » portant engagement national pour l'environnement décline en mesures concrètes les engagements du Grenelle 1 et en particulier sur :

le respect des trames vertes ou bleues :

les documents de planifications devront prendre en compte, lorsqu'ils seront élaborés, des schémas régionaux de cohérence écologique et préciseront les mesures permettant d'éviter, de réduire et, le cas échéant, de compenser les atteintes aux continuités écologiques que la mise en œuvre de ces documents de planification, est susceptible d'entraîner,

2 – le dépassement des règles relatives à la densité d'occupation des sols :

l'article 11 prévoit, pour les constructions satisfaisant à des critères de performance énergétique élevée, un dépassement de 30% des règles relatives à la densité d'occupation des sols, articles L. 151-28 et L. 151-29 du code de l'urbanisme,

3 – modification du code de l'urbanisme en faveur de la construction écologique afin d'empêcher de s'opposer à l'installation de panneaux solaires, de matériaux écologiques en façade et de toitures végétalisées,

4 – les ZPPAUP deviennent des « aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) ».

#### **La loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche**

Dans son article 51, cette loi prévoit la création d'une commission départementale de la consommation des espaces agricoles présidée par le préfet et associant des représentants des collectivités territoriales, l'État, la profession agricole, des propriétaires fonciers, des notaires, des associations agréées de protection de l'environnement.

Lors de l'élaboration ou de révision des documents d'urbanisme, cette commission peut-être consultée.

Elle émet un avis, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, sur l'opportunité au regard de l'objectif de préservation des terres agricoles de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme.

**Dispositions introduites par l'ordonnance n° 2012-11 du 05 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme et son décret d'application n° 20136142 du 14 février 2013**

Son objectif principal est de clarifier et simplifier les différentes procédures d'évolution des documents d'urbanisme précisant leur champ d'application et les modalités de déroulement propres à chacune d'elles.

Les conditions de la révision du PLU sont précisées aux articles L. 153-31 et suivants du code de l'urbanisme.

Les conditions de la modification du PLU sont précisées aux articles L. 153-36 et suivants du code de l'urbanisme.

Les conditions de mise en compatibilité du PLU avec la réalisation d'un projet présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général sont précisées aux articles L. 153-49 et suivants du code de l'urbanisme.

**Le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme**

Articles R. 104-1 à R. 104-2 et R. 104-8 et suivants du code de l'urbanisme.

Font l'objet d'une évaluation environnementale les PLU dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000 ainsi que les PLU dont il est établi qu'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement (au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 du parlement européen et du conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement) après un examen au cas par cas.

**La commune de Treignac est concernée par le site Natura 2000 « gorges de la Vézère autour de Treignac ».**

**La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014**

Cette loi a quatre objectifs :

- 1 – favoriser l'accès de tous à un logement digne et abordable,
- 2 – lutter contre l'habitat indigne et les copropriétés dégradées,
- 3 – améliorer la lisibilité et l'efficacité des politiques publiques du logement,
- 4 – moderniser l'urbanisme dans une perspective de transition écologique des territoires.

Développer la planification stratégique :

- principe d’urbanisation limitée en l’absence de SCOT et principe de transfert de compétence PLU aux communautés d’agglomérations et communautés de communes.

Lutter contre l’étalement urbain et la consommation d’espaces naturels, agricoles et forestiers :

- identification des potentiels de densification des zones déjà urbanisées,
- l’analyse de la consommation d’espace dans les PLU doit porter sur les 10 dernières années ou depuis la dernière révision et le PADD fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation d’espace,
- contrôle de l’ouverture à l’urbanisation des zones à urbaniser,
- encadrement des secteurs de taille et de capacité limitées (avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)),
- encadrement des changements de destination et des extensions de bâtiments.

Clarification du règlement du PLU.

Le règlement d’urbanisme du PLU est restructuré en 3 thèmes pour plus de lisibilité :

- suppression du COS,
- suppression de la taille minimale des terrains,
- dispositions nouvelles en matière de stationnement,
- dispositions en faveur de la trame verte et bleue.

#### **La loi d’avenir pour l’agriculture, l’alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 (LAAF)**

Le caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité limitées (STECAL) prévu par la loi ALUR, a mis en exergue les problématiques liées à l’évolution du bâti existant en zone agricole et naturelle des plans locaux d’urbanisme.

La LAAF apporte une réponse générale à ces problématiques en redéfinissant les possibilités de changement de destination et d’extension des bâtiments existants en zone agricole et en zone naturelle et forestière.

Elle conforte les dispositions de la loi ALUR relatives à la protection des espaces agricoles notamment par l’élargissement du champ d’intervention et des compétences de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles, qui devient la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).

**La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques**

Articles L. 151-28 et L. 151-29 du code de l'urbanisme (article 79 de la loi) :

Le règlement peut délimiter des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements intermédiaires, définis à l'article L. 302-16 du code de la construction et de l'habitation, bénéficie d'une majoration du volume constructible qui résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol.

Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 30 %.

Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements intermédiaires et le nombre total de logements de l'opération.

« Cette majoration ne s'applique pas aux logements mentionnés à l'article 199 novovicies du code général des impôts ».

« La partie de la construction en dépassement n'est pas assujettie au versement résultant du dépassement du plafond légal de densité ».

Articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13 du code de l'urbanisme (Art.80) :

« Dans les zones agricoles ou naturelles et en dehors des secteurs mentionnés au présent 6°, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent alinéa sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime ».

**L'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme**

Sur le fondement de l'article 171 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR), habilitant le gouvernement à procéder, par voie d'ordonnance, à une nouvelle rédaction des dispositions du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme, afin d'en clarifier la rédaction et le plan, l'ordonnance et le décret ont procédé à la recodification du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme respectivement pour sa partie législative et sa partie réglementaire.



Pour les PLU :

**Contrôle des coupes et abattages d'arbres (article 117) :**

La possibilité d'instaurer un contrôle des coupes et abattages d'arbres et de haies dès le lancement d'une élaboration de plan local d'urbanisme, « omise » lors de la recodification du livre I du code de l'urbanisme, a été rétablie à l'article L. 113-2 du même code.

Cette possibilité permet à la collectivité de préfigurer ainsi un éventuel classement des espaces ou éléments concernés en espace boisé classé dans le futur PLU.

**Possibilité de procéder à des révisions allégées de PLU existants pour un EPCI compétent en matière de PLU ou la commune nouvelle (article 130)**

L'article L. 153-2 est modifié pour permettre à un EPCI compétent en matière de PLU de procéder à des révisions à modalité allégée de PLU existants.

Jusque-là, l'EPCI ne pouvait procéder qu'à des modifications ou des mises en compatibilité de PLU existants et était contraint de réaliser les évolutions relevant d'une procédure de révision, qu'elle soit générale ou à modalités « allégées » dans le cadre de l'élaboration de son PLU intercommunal.

Le lancement de procédures de révision « allégée » de PLU existants pour permettre, sans changer les orientations définies par le PADD, de réduire un espace boisé classé, une zone agricole, naturelle ou forestière ou une protection, ou pour une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance, devient donc possible.

L'article L. 153-4 permet de la même manière à une commune nouvelle de procéder à des révisions à modalité allégée de PLU existants.

### III – SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique sont instituées par des lois ou règlements particuliers, indépendamment du code de l'urbanisme.

La liste des servitudes d'utilité publique est dressée par décret en conseil d'État et énoncée à l'article R.151- 51 du code de l'urbanisme.

Elles sont classées en quatre catégories, relatives à :

- La conservation du patrimoine.
- L'utilisation de certaines ressources et équipements.
- La défense nationale.
- La salubrité et la sécurité publiques.

En application de l'article L.151-43 du code de l'urbanisme, les servitudes sont annexées au présent porter à connaissance afin d'être opposables aux demandes d'autorisation d'urbanisme.

Le plan A0 relatif aux servitudes d'utilité publique et les éléments liés à ses servitudes figurent en **annexe 1**.

La commune de **Treignac** est concernée par l'ensemble des servitudes d'utilité publique décrites ci-après.

#### 🔗 **Servitudes relatives à la protection des bois et forêts relevant du régime forestier – A1** *Gestionnaire : office national des forêts (ONF)*

##### **Rappel réglementaire**

##### **– Articles L. 141-1 et suivants du code forestier.**

Sont concernées les forêts dont la conservation est rendue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes, à la défense contre les avalanches, les érosions, les envahissements des eaux ou de sable.

Peuvent également être concernés, les forêts et bois situés à la périphérie des grandes agglomérations où dans des zones où leur maintien s'impose pour des raisons écologiques ou pour le bien être de la population.

Elles sont classées par décret.

##### **Application sur le territoire**

- **Forêt sectionale d'Auxilliat et d'Ussanges** pour une superficie de 19,7695 hectares (code AUXIL 19S en 2 tènements).

#### 🔗 **avis donné par le l'office national des forêts (ONF)**

Cette forêt dispose d'un aménagement forestier en vigueur pour la période 2013-2032 avec un objectif principal de production de bois et un objectif écologique, avec un traitement en futaie irrégulière de feuillus.





## 🔑 **Servitudes de protection des monuments historiques classés ou inscrits – AC1**

*Gestionnaire : ministère de la culture / unité départementale de l'architecture et du patrimoine*

### **Rappel réglementaire**

- **Code du patrimoine (CP) : titre II du livre VI et article L. 621-30-1.**
- **Article 40 de la loi solidarité renouvellement urbain (SRU).**
- **Code de l'urbanisme (CU) : article L. 151-5.**

Le classement d'une construction comme monument historique est une servitude d'utilité publique visant à protéger un édifice remarquable de par son histoire ou son architecture.

Cette reconnaissance d'intérêt public concerne plus spécifiquement l'art et l'histoire attachés au monument.

Ce classement peut aussi s'appliquer à des objets mobiliers (soit meubles proprement dits, soit immeubles par destination) présentant un intérêt historique : par exemple mobilier ecclésiastique (cloches, calices, patènes) ou autres (ferrures de porte...).

Il existe deux niveaux de protection : le classement comme monument historique et l'inscription comme monument historique.

- Classement au titre des monuments historiques :

Ces servitudes concernent les immeubles ou les parties d'immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public.

Les propriétaires d'immeubles classés ne peuvent effectuer de travaux de restauration, de réparation ou de modification sans autorisation préalable du préfet de région ou du ministre chargé de la culture.

- Inscription au titre des monuments historiques :

Ces servitudes concernent les immeubles ou parties d'immeubles qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation.

Les propriétaires d'immeubles inscrits ne peuvent procéder à aucune modification sans déclaration préalable ; aucune autorisation d'urbanisme ne peut être délivrée sans accord préalable du préfet de région.

- Immeubles adossés aux immeubles classés et immeubles situés dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits :

Tout immeuble en contact avec un immeuble classé, en élévation, au sol ou en sous-sol est considéré comme immeuble adossé.

Toute partie non protégée au titre des monuments historiques d'un immeuble partiellement classé est considérée comme immeuble adossé.

Est considéré comme étant situé dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit, tout autre immeuble, nu ou bâti, visible du premier ou visible en même temps que lui est situé dans un périmètre déterminé par une distance de 500 mètres du monument.

L'article 40 de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) a introduit la possibilité de remanier ce périmètre de 500 mètres relatif à la protection des abords des monuments historiques classés ou inscrits au cours de l'élaboration ou la révision du plan local d'urbanisme.

Lorsque la modification du périmètre est réalisée à l'occasion de l'élaboration, de la modification ou de la révision d'un plan local d'urbanisme, elle est soumise à enquête publique par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, en même temps que le plan local d'urbanisme.

L'approbation du plan emporte modification du périmètre.

La création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine AVAP est sans incidence sur le régime de protection propre aux immeubles inscrits ou classés au titre des monuments historiques situés dans son périmètre.

En revanche l'AVAP suspend les effets de la servitude des abords de monuments historiques à l'intérieur de son territoire.

### **Application sur le territoire**

- **Chapelle des Pénitents** : inscription par arrêté du 27 juillet 1932.
- **Collège – Façade et toiture** : inscription par arrêté du 27 juillet 1932.
- **École privée (ancienne) – La tour d'escalier de l'ancien hôtel de la famille Forest de Faye** (cadastrée G 616), située sur la parcelle 261 d'une contenance de 8 a et 57 ca, figurant au cadastre section AL : inscription par arrêté du 12 décembre 1963.
- **Église** : inscription par arrêté du 27 juillet 1932.
- **Halle (vieille)** (cadastrée G 586) : inscription par arrêté du 2 décembre 1959.
- **Mairie – façade et toiture** : inscription par arrêté du 27 juillet 1932.
- **Maison 5 rue du Plant – façade et toiture** : inscription par arrêté du 27 juillet 1932.
- **Maison avec bretèche rue de la Garde** : inscription par arrêté du 27 juillet 1932.
- **Pont ancien sur la Vézère** (cadastré domaine public) : inscription par arrêté du 1er avril 1963.
- **Maison 12 rue du Plant – façade et toiture** : inscription par arrêté du 27 juillet 1932 ?

### **Éléments d'information et avis des services sur le territoire**

#### **Avis de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP)**

Le règlement du PLU devra s'appuyer sur l'architecture traditionnelle locale.

Les toitures, éléments marquants dans le paysage, et identitaires d'un lieu, devront en particulier être analysées avec finesse.

Les pentes des toits ne devront pas être inférieures à 35° soit 70 % et selon le cas, des pentes plus fortes pourront être exigées afin d'être en adéquation avec le bâti existant.

Les matériaux de couvertures devront être en ardoise ou en matériaux plan de teinte et de pose similaire à l'ardoise (selon les cas, en fonction de l'époque et de la qualité architecturale des constructions).

Le règlement et le zonage devront aborder la problématique de l'intégration des constructions neuves, dans les pentes, volumes, matériaux, couleur, gestion des clôtures, etc.

À cet effet, des fiches pédagogiques pourront être annexées au PLU afin de sensibiliser les habitants et aider les élus à apprécier l'intégration des projets.

Les entrées de bourg devront être étudiées finement afin d'assurer une meilleure intégration des bâtiments existants et ceux à venir, aspect, implantation, traitement paysager des abords, etc.

Afin de ne pas porter atteinte à la qualité des lieux présentant un intérêt paysager sur la commune, les principaux cônes de vues et paysage de qualité devront être repérés et protégés par le PLU.

Compte-tenu de la qualité des paysages et de la topographie des lieux, vallées, gorges, cirques, lignes de crêtes offrant des perspectives de vues lointaines dans le paysage, une grande attention devra être apportée à l'implantation des zones constructibles, en excluant le mitage, les constructions en ligne de crête ou en linéaire trop importantes.

Les silhouettes des bourgs et des hameaux devront être préservées.

### **✚ Servitude liée à la protection d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) – AC4**

*Gestionnaire : ministère de la culture / unité départementale de l'architecture et du patrimoine*

#### **Rappel réglementaire**

- Code du patrimoine (CP) : articles L. 642-1 à L. 642-10.
- Code de l'urbanisme (CU) : article L. 151-43.
- Code de l'environnement (CE) : article L. 122-17.

L'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) a pour objet de protéger et de mettre en valeur un patrimoine dans toutes ses déclinaisons architecturales.

#### **Éléments d'information et avis des services sur le territoire**

### **✚ Avis de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP)**

Le régime de l'AVAP présente de forts objectifs environnementaux notamment l'intégration de la problématique énergétique.

L'AVAP est élaborée en partenariat entre la collectivité territoriale et l'État.

La compétence pour élaborer l'AVAP relève de l'autorité en charge du document de planification.

Le dossier de l'AVAP comporte, outre un rapport de présentation des objectifs de l'aire, un règlement comportant des prescriptions, ainsi qu'un document graphique qui fixent, selon l'intérêt des constructions et des espaces, les conditions à respecter en termes de morphologie urbaine, de typologie bâtie, d'implantation, de volumétrie des constructions.

La création de l'AVAP a pour objet de délimiter un périmètre à l'intérieur duquel tous les travaux sont étroitement contrôlés, notamment via l'avis conforme de l'architecte des bâtiments de France, dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation requises.

Ces autorisations relèvent essentiellement du cadre prévu par le code de l'urbanisme (déclaration préalable, permis de démolir, de construire ou d'aménager) sinon, d'une autorisation spéciale prévue par le code du patrimoine.

Les AVAP sont soumises à la procédure dite de l'examen au cas par cas concernant leur évaluation environnementale.

La création d'une AVAP est sans incidence sur le régime de protection propre aux immeubles inscrits ou classés au titre des monuments historiques situés dans son périmètre.

En revanche l'AVAP suspend les effets de la servitude des abords de monuments historiques à l'intérieur de son territoire.

De plus, la création d'une AVAP n'a aucun effet sur l'application des servitudes de sites classés dans lesquels les demandes d'autorisation de travaux sont soumises à déclaration ou à autorisation au titre du code de l'environnement.

Les effets d'un site inscrit sont suspendus dans le périmètre d'une AVAP, ils demeurent dans la partie du site éventuellement non couverte par l'aire.

En cas de suppression de l'AVAP, les effets du site inscrit entrent à nouveau en vigueur.

La loi a renforcé le dispositif d'articulation entre les AVAP et les PLU afin de montrer en quoi l'AVAP et ses orientations particulières en matière de protection du patrimoine et des espaces participe au projet d'urbanisme.

D'une part, le diagnostic qui fonde les objectifs de l'aire doit prendre en compte les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLU s'il existe, la partie relative à l'environnement du diagnostic de l'aire reprenant et complétant l'analyse environnementale du PLU.

Le rapport de présentation de l'aire justifie la compatibilité des objectifs de protection et de développement durable avec le PADD du PLU.

Cette disposition vise à ne pas faire de l'AVAP une servitude indépendante du projet local d'urbanisme et à associer l'approche environnementale de l'aire et celle du PLU.

D'autre part, l'AVAP ne peut être créée que si le PLU a été mis en compatibilité avec ses dispositions.

Cette mise en compatibilité relève de la procédure simplifiée, visée à l'article L. 123-14-2 (CU), dont l'enquête publique porte à la fois sur le projet d'AVAP et sur les évolutions du PLU rendues nécessaires par la mise en compatibilité de celui-ci.

### **Application sur le territoire**

Par délibérations en date du 30 mars 2015 le conseil municipal de la commune de **Treignac** a décidé de prescrire :

– **l'élaboration d'une aire de valorisation du patrimoine (AVAP),**

pour des raisons d'intérêt culturel, architectural, urbain, paysager, historique ou archéologique.

L'AVAP prendra davantage en compte les enjeux architecturaux, mais aussi paysager sur la commune, en intégrant notamment, à l'approche patrimoniale et urbaine de celle-ci, des objectifs de développement durable.

Cette étude permettra de délimiter un nouveau périmètre protégé qui se substituera au périmètre actuel.

Dans le cas où la totalité du périmètre de l'AVAP ne couvrirait pas la zone protégée actuelle, le bureau d'études étudiera un ou des périmètres délimités des abords (PDA).

Il existe de nombreux éléments architecturaux intéressants sur l'ensemble du territoire dont certains sont identifiés dans la carte communale actuelle.

Cette étude d'AVAP permettra également d'identifier et de repérer ce patrimoine présent afin de le préserver et de l'intégrer dans le PLU dans les secteurs hors périmètre de l'AVAP.

L'article L. 151-19 du code de l'urbanisme permet d'identifier et de localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection.

## **Servitude liée à la protection des eaux potables et minérales – AS1**

*Gestionnaire : Agence régionale de santé-nouvelle Aquitaine*

### **Rappel réglementaire**

Concernant les périmètres de protection des eaux potables :

- **Code de l'environnement : article L. 215-13 se substituant à l'article 113 de l'ancien code rural.**
- **Code de la santé publique : article L. 1321-2 issu de l'ordonnance de recodification n° 2000-548 du 15 juin 2000, article L. 1321-2-1 créé par la loi n°2004-806 du 9 août 2004 – art. 58, articles R. 1321-6 et suivants créés par décret n°2003-462 du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II et III du code de la santé publique.**
- **Circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection.**

Concernant les périmètres de protection des eaux minérales :

- **Code de la santé publique : articles L. 1322-3 à L. 1322-13 issus de l'ordonnance de recodification n° 2000-548 du 15 juin 2000 et modifié par la loi n°2004-806 du 09 août 2004, articles R. 1322-17 et suivants issus du décret 2003-462 du 21 mai 2003.**
- **Arrêté du 26 février 2007 relatif à la constitution des dossiers de demande de déclaration d'intérêt public d'une source d'eau minérale naturelle, d'assignation d'un périmètre de protection et de travaux dans le périmètre de protection.**
- **Circulaire DGS/EA4 n°2008-30 du 31 janvier 2008 relative à la sécurité sanitaire des eaux minérales naturelles et son annexe III.**



– **Circulaire DGS n° 2001/305 du 02 juillet 2001 relative à l’opération de mise à jour par le BRGM des coordonnées Lambert II étendues et des codes de la banque de données du sous-sol (BSS) des captages d’eau. Données essentielles de SISE-EAUX.**

Il convient de distinguer deux catégories de servitudes de protection des eaux, à savoir :

a) Les périmètres de protection institués en vertu des articles L. 1321-2 et R. 1321-13 du code de la santé publique autour de points de prélèvement d’eau destinée à l’alimentation des collectivités humaines, en vue d’assurer la protection de la qualité de cette eau, qu’il s’agisse de captage d’eaux de source, d’eaux souterraines ou d’eaux superficielles (cours d’eau, lacs, retenues...) :

- périmètre de protection immédiate dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété par le bénéficiaire de la déclaration d’utilité publique (DUP) et à l’intérieur duquel toute activité est interdite en dehors de celles expressément autorisées par l’acte déclaratif d’utilité publique ; périmètre obligatoirement clos sauf impossibilité matérielle ou obstacle topographique naturel assurant une protection équivalente,
- périmètre de protection rapprochée à l’intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes sortes d’installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- le cas échéant, périmètre de protection éloignée à l’intérieur duquel peuvent être réglementés les installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols et dépôts ci-dessus mentionnés.

b) Le périmètre de protection institué en vertu des articles L. 1322-3 à L. 1322-13 du code de la santé publique autour d’une source d’eau minérale déclarée d’intérêt public, en vue d’éviter toute altération ou diminution de cette source.

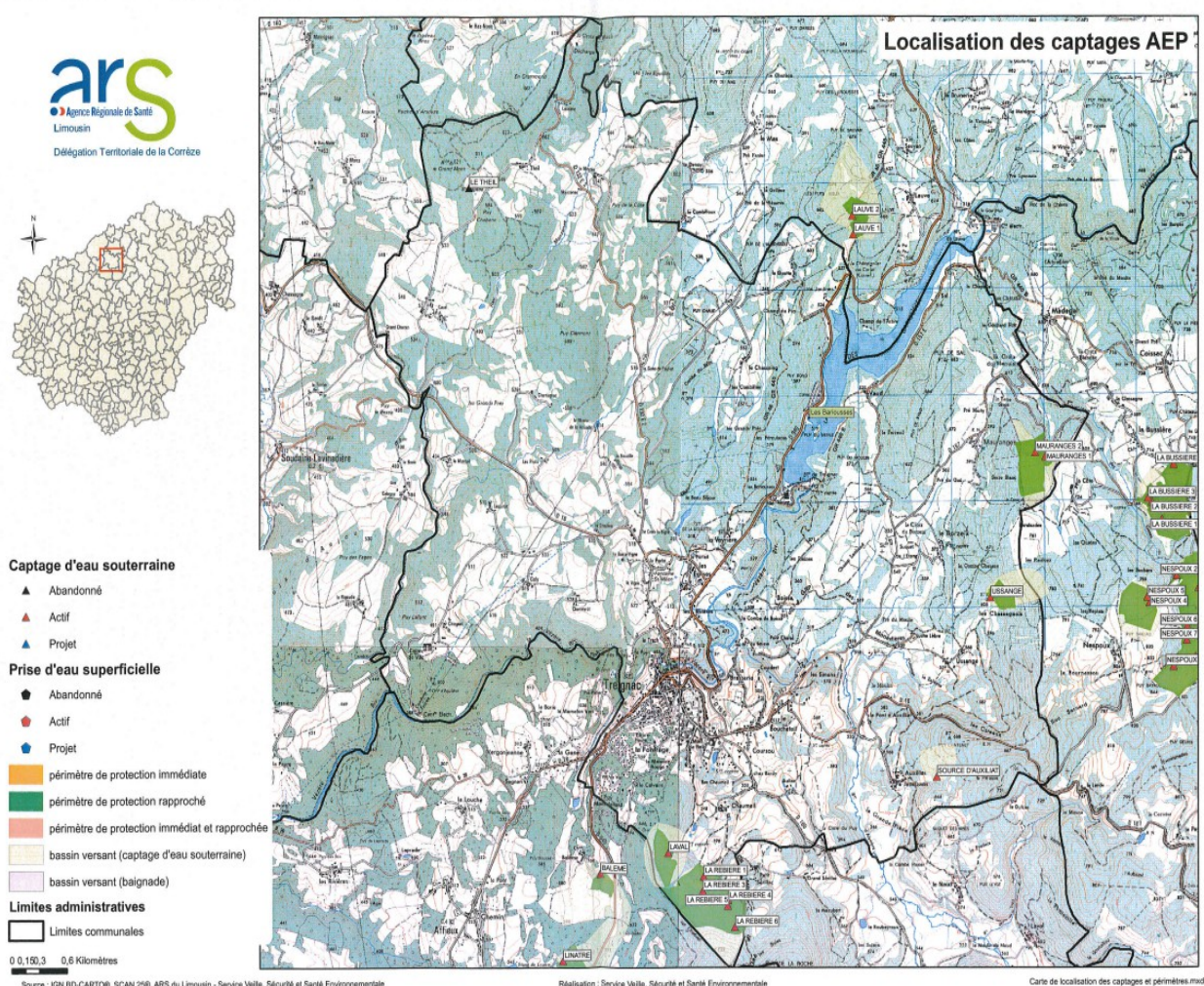
Il s’agit d’un périmètre à l’intérieur duquel :

- aucun sondage, aucun travail souterrain ne peuvent être pratiqués sans autorisation préalable du représentant de l’État dans le département,
- il peut être fait obligation de déclarer, au moins un mois à l’avance, des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert,
- les autres activités, dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux peuvent également être soumis à autorisation ou à déclaration par le décret instaurant le périmètre,
- les travaux, activités, dépôts ou installations précités et entrepris, soit en vertu d’une autorisation régulière, soit après une déclaration préalable, peuvent, sur la demande du propriétaire de la source, être interdits par le représentant de l’État dans le département.

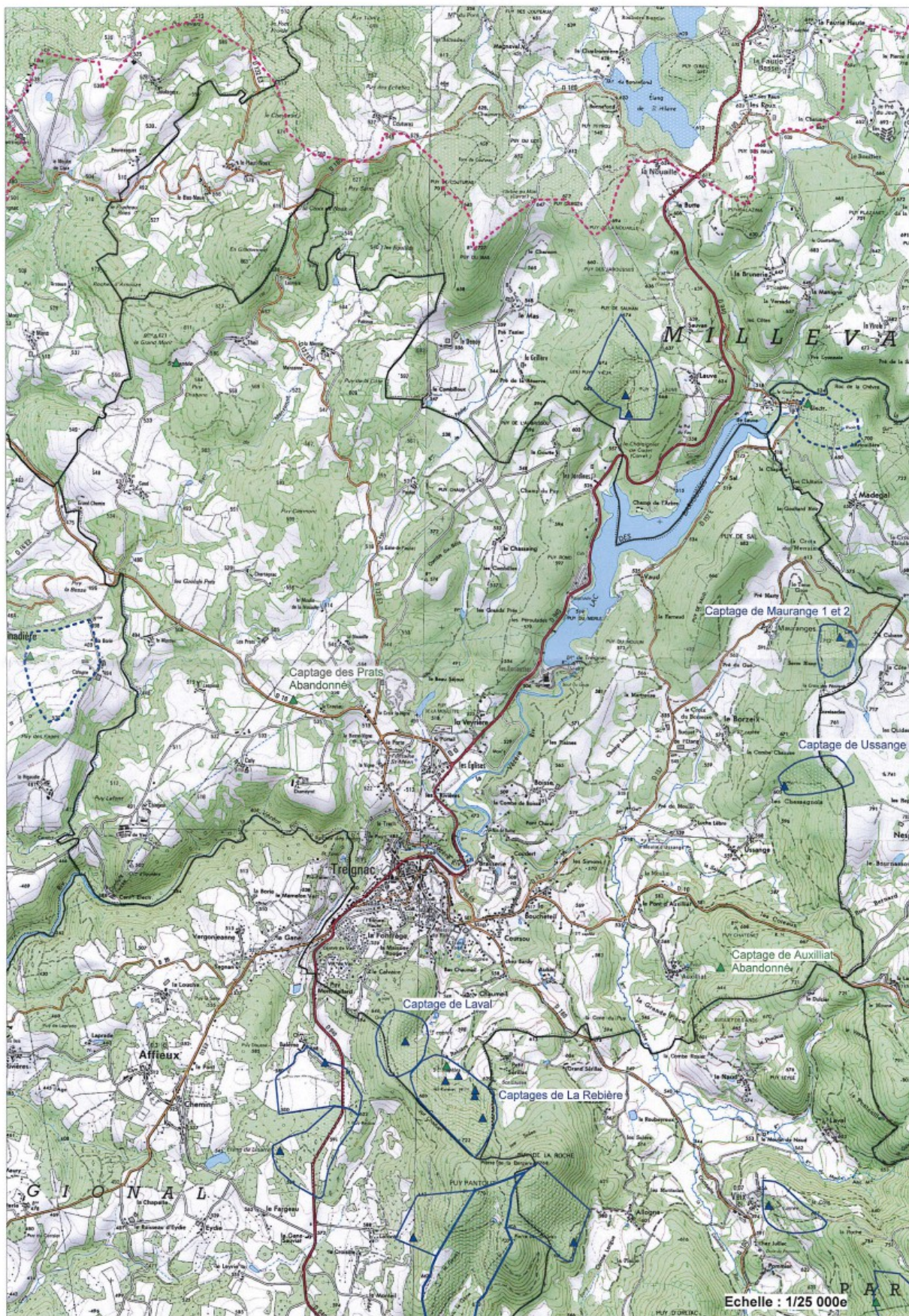
### **Application sur le territoire**

La commune de **Treignac** est concernée par 4 groupes de captages et 2 captages abandonnés :

- **Les captages dits de « Maurange » n°1 et n°2** alimentent la commune de Treignac et une partie de la production est destinée à l’embouteillage. Ils ont fait l’objet d’un arrêté de déclaration d’utilité publique en date du 25 octobre 2004.
- **Le captage dit de « Ussanges »** aliment la commune de Treignac. Il a fait l’objet d’un arrêté de déclaration d’utilité publique en date du 19 août 2008.
- **Le captage dit de « Laval »** alimente la commune de Treignac. Il a fait l’objet d’un arrêté de déclaration d’utilité publique en date du 14 décembre 1999.
- **Les captages dits de « la Rebière » n°1, n°2, n°3, n°4, n°5 et n°6** alimentent la commune de Treignac. Ils ont fait l’objet d’un arrêté de déclaration d’utilité publique en date du 14 décembre 1999. Le captage n°1 est déconnecté.
- **Les captages dits des « Prats » et de « Auxilliat »** sont abandonnés.









## **Servitude liée à la protection des ouvrages électriques – I4**

*Gestionnaire : réseau de transport d'électricité – RTE- groupe maintenance réseaux massif-central ouest 15 004 Aurillac*

### **Rappel réglementaire**

- Loi du 15 juin 1906 (articles 12 et 12bis) modifiée.
- Loi de finances du 13 juillet 1925 (article 298).
- Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (article 35) modifiée.
- Décret n°67-886 du 6 octobre 1967 (article 1 à 4).
- Décret n° 70-492 du 1 juin 1970 modifié.

Il s'agit de deux catégories de servitudes instituées par la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie.

a) Les servitudes prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article 12 concernant toutes les distributions d'énergie électrique :

- servitude d'ancrage permettant d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments,
- servitude de surplomb permettant de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées,
- servitude de passage ou d'appui permettant d'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes,
- servitude d'élagage et d'abattage d'arbres permettant de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

Il s'agit de servitudes n'entraînant aucune dépossession du propriétaire qui conserve le droit de démolir, réparer, surélever, de clore ou de bâtir, sous réserve de prévenir le concessionnaire un mois avant de démarrer les travaux.

b) Les périmètres instaurés en application de l'article 12 bis de part et d'autre d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts et à l'intérieur desquels :

- sont interdits : des bâtiments à usage d'habitation, des aires d'accueil des gens du voyage, certaines catégories d'établissements recevant du public : structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées, hôtels et structures d'hébergement, établissements d'enseignement, colonies de vacances, établissements sanitaires, établissements pénitentiaires, établissements de plein air,
- peuvent être interdits ou soumis à prescriptions : d'autres catégories d'établissements recevant du public, des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et fabriquant, utilisant ou stockant des substances comburantes, explosibles, inflammables ou combustibles, sans toutefois qu'il puisse être fait obstacle à des travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension de l'existant sous réserve néanmoins de ne pas augmenter la capacité d'accueil d'habitants dans le périmètre des servitudes.

## **Application sur le territoire**

Les ouvrages de réseau de transport d'électricité suivants sont implantés sur le territoire de la commune :

- **LIAISON AERIENNE 90kV n°1 MONCEAUX-LA-VIROLE-TREIGNAC**
- **LIAISON AERIENNE 90kV n°2 MONCEAUX-LA-VIROLE-TREIGNAC**
- **POSTE DE TRANSFORMATION 90 kV TREIGNAC**

### **Servitudes**

Conformément à l'article L. 151-43 du code de l'urbanisme et aux articles L. 321-1 et suivants et L. 323-3 et suivants du code de l'énergie, les servitudes des ouvrages électriques listés ci-dessus (servitudes I4) devront être insérées en annexe du plan local d'urbanisme.

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), le nom et les coordonnées du groupe maintenance réseau est indiqué en complément de la liste des servitudes.

### **Règlement**

Au chapitre des dispositions générales ou dans chaque zone impactée :

Pour les lignes HTB :

- que le PLU autorise la construction et la maintenance d'ouvrages électriques dans les zones concernées,
- que les règles de prospect et d'implantation ne soient pas applicables aux ouvrages de transport d'électricité HTB (tension > 50 000 volts) et les câbles télécoms hors réseau de puissance, faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes,
- que la hauteur spécifiée dans le règlement ne soit pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous secteurs compris.

Pour les postes de transformation :

- que le PLU autorise la construction/mise en conformité de bâtiments techniques, équipements, des clôtures du poste et de tout aménagement futur,
- que la hauteur spécifiée dans le règlement ne soit pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous secteurs compris.

### **Incompatibilité avec les espaces boisés classés**

RTE appelle tout particulièrement l'attention de la commune sur le fait que les servitudes I4 ne sont pas compatibles avec un espace boisé classé et que dans le cas d'une présence de ligne, un déclassement du bois s'impose.

Il est demandé que sur les documents graphiques, le report du tracé des ouvrages existants soit réalisé de façon à faire apparaître clairement, par un surlignage sans ambiguïté, l'axe des implantations d'ouvrages, et que soient retranchées des espaces boisés classés, des bandes :

- de 30 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes 63 000 volts,
- de 40 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes 150 000 volts et 225 000 volts,
- de 50 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes 400 000 volts,
- de 40 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes  $2 \times 63\,000$  volts,
- de 80 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes  $2 \times 225\,000$  volts,
- de 100 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes  $2 \times 400\,000$  volts,
- ou autres dimensions pour cas particuliers.

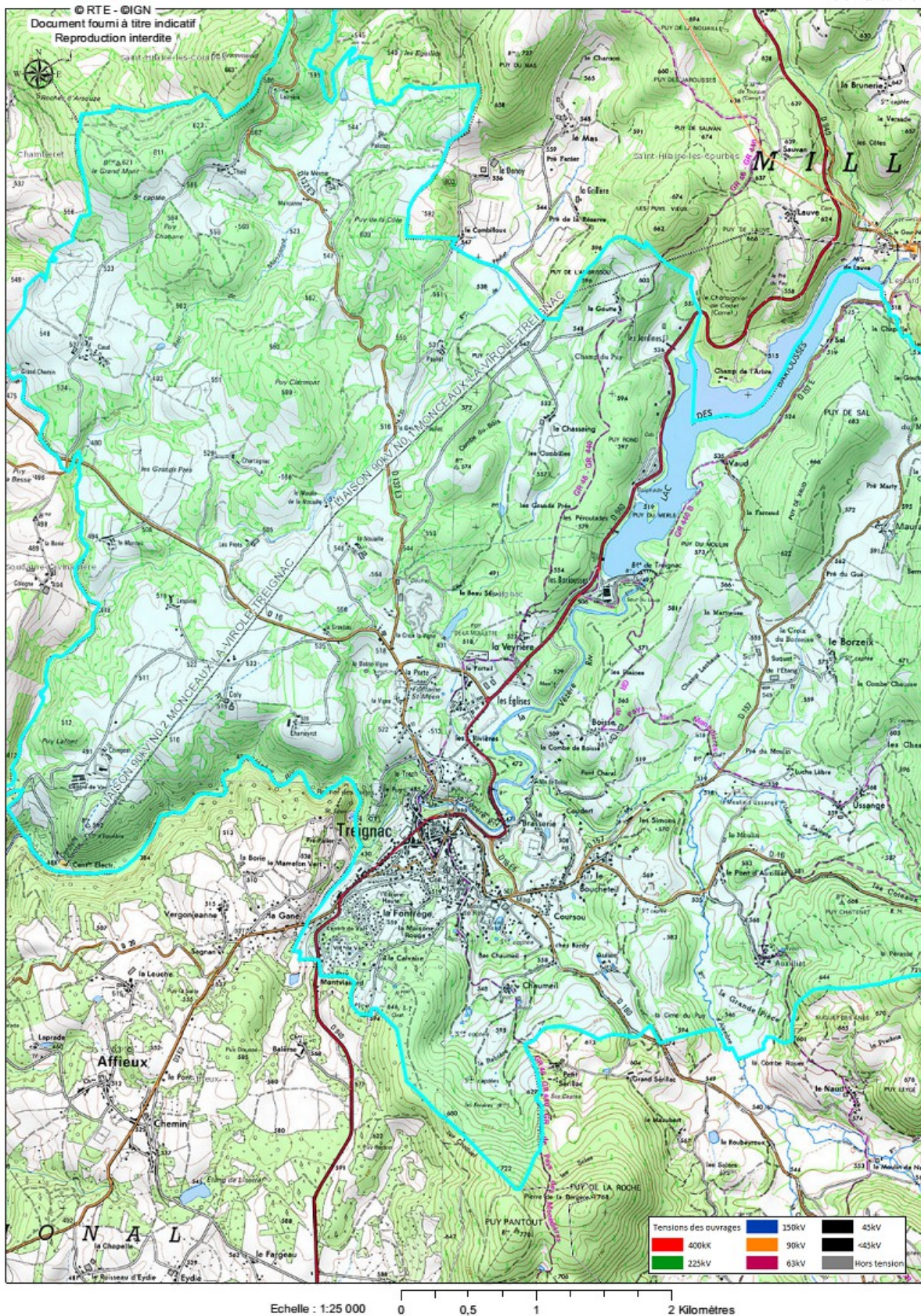
Dans le cadre de la procédure de consultation, RTE sera destinataire d'un dossier complet à l'arrêt du projet, de préférence sous la forme de fichiers téléchargeable directement via un lien Internet.

De plus, RTE sera consulté pour toute demande d'autorisation d'urbanisme, afin de s'assurer de la compatibilité des projets de construction avec la présence de ses ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Le service en charge de ces questions est :

**RTE – Groupe Maintenance Réseaux MASSIF CENTRAL OUEST**  
**5, rue Lavoisier ZAC de Baradel – BP 401**  
**15 004 Aurillac**







## 🔗 **Servitude liée à la protection des centres radioélectriques d'émission et de réception radioélectriques contre les obstacles – PT2**

*Gestionnaire : France télécoms – unité de pilotage réseau sud-ouest – 86 030 – POITIERS Cedex*

### **Rappel réglementaire**

- **Articles L. 54 à L. 56-1 du code des postes et des communications électroniques.**
- **Article L. 5113-1 du code de la défense.**
- **Articles R. 21 à R. 26 et R.39 du code des postes et des communications électroniques.**

Afin d'assurer le bon fonctionnement des réseaux, des servitudes sont instituées en application des articles L. 54 à L.56-1 du code des postes et des communications électroniques afin de protéger les centres radioélectriques contre les obstacles physiques susceptibles de gêner la propagation des ondes.

Il convient de distinguer deux régimes :

- les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques concernant la défense nationale ou la sécurité publique (articles L.54 à L.56 du code des postes et des communications électroniques),
- les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques appartenant à des opérateurs privés (article L.56-1 du code des postes et des communications électroniques).

Cependant, en l'absence de décret d'application de l'article L.62-1 du code des postes et des communications électroniques, les exploitants des réseaux de communications électroniques ouverts au public ne peuvent bénéficier de servitudes radioélectriques à ce jour.

Un plan d'établissement des servitudes approuvé par décret fixe les zones qui sont soumises à servitudes.

Quatre types de zone peuvent être créées :

- des zones primaires de dégagement et/ou zones secondaires de dégagement autour de chaque station émettrice ou réceptrice d'ondes radioélectriques utilisant des aériens directifs, ainsi qu'autour des laboratoires et centres de recherches radioélectriques,
- des zones spéciales de dégagement entre deux centres assurant une liaison radioélectrique par ondes de fréquence supérieure à 30 mégahertz (c'est-à-dire de longueur d'onde inférieure à 10 mètres),
- des secteurs de dégagement autour des stations de radiorepérage ou de radionavigation d'émission ou de réception.

La servitude a pour conséquence :

- l'obligation, dans toutes ces zones, pour les propriétaires de procéder si nécessaire à la suppression ou la modification de bâtiments constituant des immeubles par nature en application des articles 518 et 519 du code civil.



À défaut d'accord amiable, l'administration pourra procéder à l'expropriation de ces immeubles,

- l'interdiction, dans toutes ces zones, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède les cotes fixées par le décret de servitudes sans autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre,

- l'interdiction, dans la zone primaire de dégagement :

- d'une station de sécurité aéronautique ou d'un centre radiogoniométrique, de créer ou de conserver tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquides de toute nature pouvant perturber le fonctionnement de cette installation ou de cette station,

- d'une station de sécurité aéronautique, de créer ou de conserver des excavations artificielles pouvant perturber le fonctionnement de cette station.

- l'interdiction, dans la zone spéciale de dégagement de créer des constructions ou des obstacles situés au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission et de réception, sans cependant que la limitation de hauteur imposée à une construction puisse être inférieure à 25 mètres.

### Application sur le territoire

- **Liaison hertzienne Uzerche -Treignac** : tronçon Uzerche – Treignac, décret du 09 mai 1979,

Dans les **zones secondaires de dégagement** délimitées par un cercle de 500 m de rayon à Treignac, il est interdit en dehors des limites du domaine de l'État, sauf autorisation du secrétaire d'État aux P.T.T de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie haute excède la hauteur préconisée sur le plan **annexe 1** par rapport au niveau de la mer.

Dans la **zone spéciale de dégagement** délimitée par deux traits parallèles distants de 100 mètres, il est interdit en dehors des limites du domaine de l'État sauf autorisation du secrétaire d'État aux P.T.T de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède 25 mètres au-dessus du niveau du sol ou l'altitude précisée sur le plan par rapport au niveau de la mer.

- **Liaison hertzienne Uzerche – Chamberet** : tronçon Treignac – Chamberet, décret du 09 mai 1979,

Dans les **zones secondaires de dégagement** délimitées par un cercle de 500 m de rayon à Treignac « Le Calvaire » (voir nota), il est interdit en dehors des limites du domaine de l'État, sauf autorisation du secrétaire d'État aux P.T.T de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède la hauteur préconisée sur le plan par rapport au niveau de la mer.

*Nota : Les servitudes relatives à la zone secondaire de dégagement de 500 m de rayon à Treignac ont fait l'objet de l'enquête publique de la liaison hertzienne Uzerche – Treignac – arrêté préfectoral du 18 janvier 1977.*

Dans la **zone spéciale de dégagement** délimitée par deux traits parallèles distants de 100 mètres, il est interdit en dehors des limites du domaine de l'État, sauf autorisation du secrétaire d'État aux P.T.T de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie haute excède 25 mètres au-dessus du niveau du sol ou l'altitude précisée sur le plan par rapport au niveau de la mer.

## **Protection des cimetières – INT1**

*Gestionnaire : commune de Treignac*

### **Rappel réglementaire**

- **Articles L. 2223-5 et R. 2223-7 du code général des collectivités territoriales.**
- **Article R. 425-13 du code de l'urbanisme.**

Les servitudes instituées par l'article L. 2223-5 du code général des collectivités territoriales au voisinage des cimetières s'étendent dans un rayon de 100 mètres autour des nouveaux cimetières transférés hors des communes.

Dans ce rayon :

- nul ne peut, sans autorisation, élever aucune habitation ni creuser aucun puits,
- les bâtiments existants ne peuvent être ni restaurés ni augmentés sans autorisation,
- les puits peuvent, après visite contradictoire d'experts, être comblés par arrêté du préfet à la demande du maire.

Cette servitude n'a pas pour effet de rendre les terrains, compris dans ce rayon, inconstructibles mais seulement d'imposer l'obtention d'une autorisation préalable délivrée par le maire en application de l'article R. 425-13 du code de l'urbanisme.

Conformément à l'article R. 425-13 du code de l'urbanisme, lorsque le projet porte sur une construction située à moins de 100 mètres d'un cimetière transféré, le permis de construire, le permis d'aménager ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L. 2223-5 du code général des collectivités territoriales dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord du maire, si celui-ci n'est pas l'autorité compétente pour délivrer le permis.

### **Application sur le territoire**

- **Cimetière de la Verrière.**

## IV – INFORMATIONS UTILES

### GESTION ECONOMIQUE DE L'ESPACE

#### A) Consommation de l'espace agricole et naturel

##### Rappel réglementaire

- Articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme.
- Article L. 142-4 du code de l'urbanisme.
- Articles L. 151-28, L. 151-29 du code de l'urbanisme.
- Article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

##### Déclinaison dans le PLU

##### Analyse de la consommation d'espace

Les plans locaux d'urbanisme doivent présenter une analyse de la consommation d'espace.

La loi Grenelle prévoit aussi que les PLU présenteront des objectifs de modération de la consommation d'espaces, ces objectifs pourront être chiffrés.

Leur déclinaison sera plus précise que celle opérée à l'échelle d'un SCOT.

Elle sera souvent à l'échelle d'un quartier c'est-à-dire à l'échelle de l'orientation d'aménagement.

Le PLU devra justifier dans le **rapport de présentation** les espaces qu'il souhaite ouvrir à l'urbanisation dans le plan d'aménagement et de développement durables (PADD) et, surtout, dans les orientations, en fonction des éléments suivants qui auront été déterminés lors du diagnostic :

- des perspectives de développement démographique, économique et résidentielle de la commune en tenant compte des territoires avoisinants,
- des espaces protégés et à protéger,
- de la trame viaire et éventuellement de transport interurbain,
- du positionnement des modes doux/actifs,
- et des équipements (capacité).

Le PADD fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

La ventilation géographique pourra se faire par le biais d'orientation d'aménagement et de programmation (OAP).

Les prescriptions contenues dans le règlement seront en cohérence avec les objectifs et orientations retenues pour l'ensemble du territoire et pour chaque commune et secteur.

## Majoration du volume constructible

À l'article L. 151-28 du code de l'urbanisme, le règlement du PLU peut prévoir, dans le respect des autres règles établies par le document et notamment les servitudes d'utilité publique (SUP) visées à l'article L. 151-43 du code de l'urbanisme et sous réserve des dispositions de l'article L. 151-29 du même code :

- des secteurs situés dans les zones urbaines à l'intérieur desquels un dépassement des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol est autorisé pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation. Ce dépassement, fixé pour chaque secteur, ne peut excéder 20% pour chacune des règles concernées. L'application du dépassement ainsi autorisé ne peut conduire à la création d'une surface de plancher supérieure de plus de 20% à la surface de plancher existante,
- des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux au sens de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation bénéficie d'une majoration du volume constructible tel qu'il résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 50%. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements locatifs sociaux et le nombre total des logements de l'opération,
- dans les zones urbaines ou à urbaniser, un dépassement des règles relatives au gabarit qui peut être modulé mais ne peut excéder 30%, pour les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive. La limitation en hauteur des bâtiments ne peut avoir pour effet d'introduire une limitation du nombre d'étages plus contraignante d'un système constructif à l'autre. Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application de la majoration,
- des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logement comportant des logements intermédiaires, définis à l'article L. 302-16 du code de la construction et de l'habitation, bénéficie d'une majoration du volume constructible qui résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 30%. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements intermédiaires et le nombre total de logements de l'opération.

Article L. 151-29 du code de l'urbanisme :

Les dispositions du 1° de l'article L. 151-28 du code de l'urbanisme ne sont pas applicables dans les zones A, B et C des plans d'exposition au bruit (PEB) mentionnés à l'article L. 112-7 du code de l'urbanisme.

Le dépassement prévu au 3° de l'article L. 151-28 du code de l'urbanisme ne peut excéder 20% sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou protégé au titre des abords définis au titre II du livre VI du code du patrimoine, dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application du titre III du même livre VI, dans un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du même code ou sur un immeuble protégé en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme. Il ne peut permettre de déroger aux SUP mentionnées à l'article L. 151-43 du code de l'urbanisme.

La majoration prévue au 4° de l'article L. 151-28 du code de l'urbanisme ne s'applique pas aux logements mentionnés à l'article 199 novovicies du code général des impôts.

L'application du 1° de l'article L. 151-28 est exclusive de celle des 2° à 4° du même article.

L'application combinée des 2° à 4° de l'article L. 151-28 ne peut conduire à autoriser un dépassement de plus de 50% du volume autorisé par le gabarit de la construction.

## **Urbanisation limitée en l'absence de schéma de cohérence territoriale (SCOT)**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, aucune commune non couverte par un SCOT approuvé ne peut sauf dérogation, ouvrir à l'urbanisation une zone AU délimitée après le 1<sup>er</sup> juillet 2002 ou une zone agricole ou naturelle.

## **B) Densification et revalorisation des espaces bâtis**

### **Rappel réglementaire**

- Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR)
- Articles L. 141-3, L.141-7, L. 151-4 du code de l'urbanisme

### **Déclinaison dans le PLU**

La loi ALUR renforce tout d'abord les obligations des schémas de cohérence territoriale (SCOT) et des plans locaux d'urbanisme (PLU) en matière d'analyse de la consommation d'espaces naturels ou agricoles et prévoit également que les SCOT et les PLU devront intégrer une analyse des capacités de densification dans leur rapport de présentation.

En l'absence de SCOT, les PLU doivent passer en revue les capacités résiduelles de densification ou de renouvellement du tissu urbain déjà constitué et de mettre en évidence les dispositions qu'ils prennent en faveur de leur mobilisation.

Lorsque le territoire est couvert par un SCOT, c'est celui-ci qui identifie les secteurs où une approche qualitative du territoire par le paysage et l'architecture démontre le potentiel et l'intérêt d'une densification et/ou d'une mutation du tissu existant, permettant aux PLU de concentrer les études plus fines de capacité sur ces secteurs.

Le rapport de présentation du PLU doit, dans le même ordre d'idée, établir un inventaire des capacités de stationnement ouvertes au public et des possibilités de mutualisation de ces espaces.

Cette mesure est en effet en lien direct avec la lutte contre la consommation d'espace, car elle vise à vérifier que les exigences du PLU en matière de stationnement sont calibrées en tenant compte des capacités existantes pour ne pas induire des consommations d'espaces excessives pour cet usage, au détriment des possibilités de constructions.

De plus, la loi ALUR demande désormais au PADD du PLU (article L.151-5 du CU) de fixer un objectif chiffré de modération de la consommation d'espace en lien avec l'analyse de la consommation passée et des besoins en logement de la collectivité.

### **Éléments d'information et avis des services sur le territoire**

#### **éléments donnés par la direction générale des finances publiques**

#### **Les outils fiscaux mis à disposition de la collectivité pour lutter contre la consommation d'espace**

### – La majoration de la valeur locative des terrains constructibles

La valeur locative des terrains constructibles peut être majorée d'un montant forfaitaire compris entre 0 et 3 euros par mètre carré sur délibération du conseil municipal.

Cette majoration ne peut toutefois pas dépasser 3 % d'un plafond défini au niveau national (en pratique, en Corrèze, la majoration ne peut pas dépasser 1,14 €/m<sup>2</sup>).

Ce dispositif est applicable aux terrains constructibles situés dans des zones à urbaniser lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie de la zone à urbaniser ont une capacité suffisante.

La valeur locative cadastrale ainsi majorée est retenue pour le calcul de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

### – La taxe sur les friches commerciales

possibilité pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre ayant une compétence en terme d'aménagement des zones d'activité d'instituer par délibération une taxe sur les friches commerciales (TFC).

Sont imposables à la TFC les locaux commerciaux qui ne sont plus affectés à une activité soumise à la cotisation foncière des entreprises (CFE) depuis au moins deux ans.

Les taux de cette taxe sont fixés à 10 % la première année, 15 % la deuxième année et 20 % à compter de la troisième.

Ils peuvent être majorés dans la limite du double.

### – La taxe d'habitation sur les logements vacants

possibilité pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre d'assujettir par délibération les logements vacants à la taxe d'habitation.

Sont concernés les logements habitables non meublés vacants depuis plus de deux ans.

La base d'imposition est égale à la valeur locative cadastrale du local et le taux d'imposition est égal au taux de la taxe d'habitation appliqué sur le territoire.

## Les outils à disposition des collectivités : tableau comparatif

### Nombre de collectivités ayant mis en place ces dispositifs :

	Corrèze	Creuse	Haute-Vienne	Dordogne	Cantal	Lot
Majoration de la valeur locative des terrains constructibles	2	0	2	2	0	2
Taxe sur les friches commerciales	1	0	2	4	0	0
Taxe d'habitation sur les logements vacants	22	39	29	48	6	27

### Conclusion :

👉 Des dispositifs très peu utilisés sauf pour ce qui concerne la taxe d'habitation sur les logements vacants.

## **Avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)**

### **Gestion économe de l'espace**

Dans l'élaboration de son PLU, pour préserver le cadre de vie qui participe à l'attractivité du territoire, la commune de **Treignac** pourra privilégier des extensions urbaines limitées, de qualité et respectueuses de leur géographie d'implantation.

Les opérations d'ensemble alliant économie d'espace, qualité urbaine, paysagère et architecturale seront donc à favoriser.

Le PLU s'attachera à :

#### **– promouvoir de nouvelles formes urbaines :**

- en encourageant la réhabilitation du bâti vacant (augmentation du taux de logements vacants de 7,4 % en 2008 à 10,4 % en 2012) et en anticipant la venue des futurs acquéreurs susceptibles d'être intéressés par cette offre de logements et l'adapter en conséquence,
- en maintenant la politique engagée de limitation de la surface parcellaire moyenne : entre 2006 et 2012, la surface parcellaire moyenne par logement individuel était de 1593 m<sup>2</sup>.

#### **– définir des limites claires à l'urbanisation :**

- en limitant l'urbanisation linéaire qui a tendance à se développer le long des axes routiers en prolongement du bourg-centre pour éviter la banalisation des paysages et la rupture des continuités écologiques,
- en évitant d'accentuer le mitage présent sur la commune.

La dispersion de l'habitat sur ce territoire bocager et vallonné peut entraîner une altération du paysage, générer des conflits d'usages (avec les activités agricoles notamment), augmenter les besoins en transports et multiplier les difficultés pour assurer un assainissement efficace des eaux usées.

Pour ce faire, le document « Les hameaux en Limousin : orientations pour un aménagement durable » pourra servir de support aux réflexions à mener sur le devenir des hameaux où l'urbanisation pourra être soit autorisée soit limitée voire interdite.

L'intégration des hameaux constituera un enjeu majeur des projets d'aménagement durable.

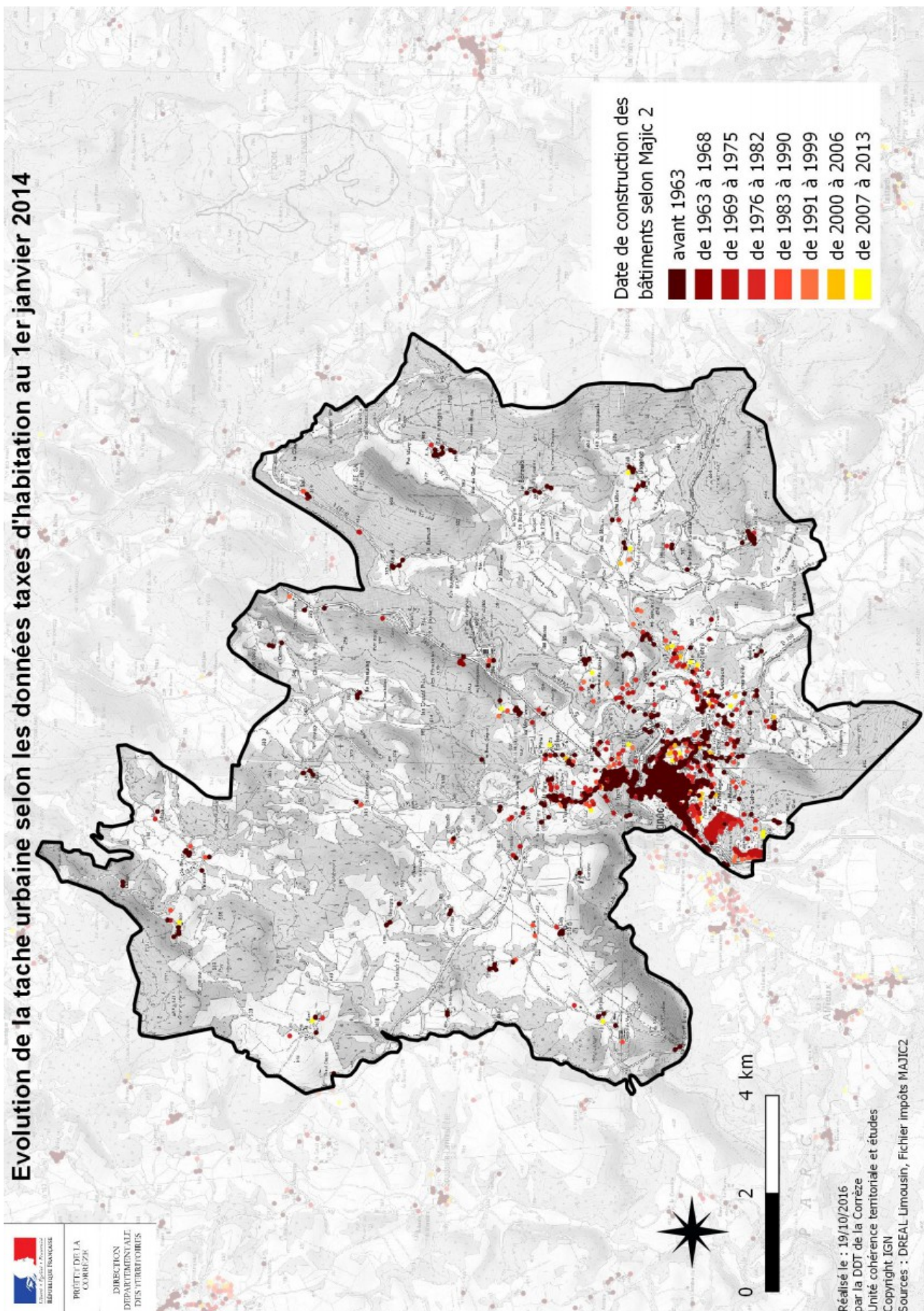
L'enjeu reste de permettre aux hameaux d'évoluer dans une optique d'aménagement durable.

Les extensions urbaines qui auront été jugées nécessaires devront tenir compte du milieu dans lequel elles s'inscriront et de leurs impacts sur ce dernier : impact sur l'activité agricole, impact sur les milieux naturels et impact sur les paysages.

Il pourra donc être nécessaire de définir des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et des prescriptions renforcées dans le règlement pour assurer une très bonne intégration de ces extensions dans l'environnement.



# Evolution de la tache urbaine selon les données taxes d'habitation au 1er janvier 2014





Développement  
durable  
en Limousin

LES  
SYNTHÈSES

n° 36

Juillet 2015

# ***Vivre durablement les territoires ruraux***

**Les hameaux en Limousin :  
orientations pour un aménagement durable**



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
LIMOUSIN



Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Limousin

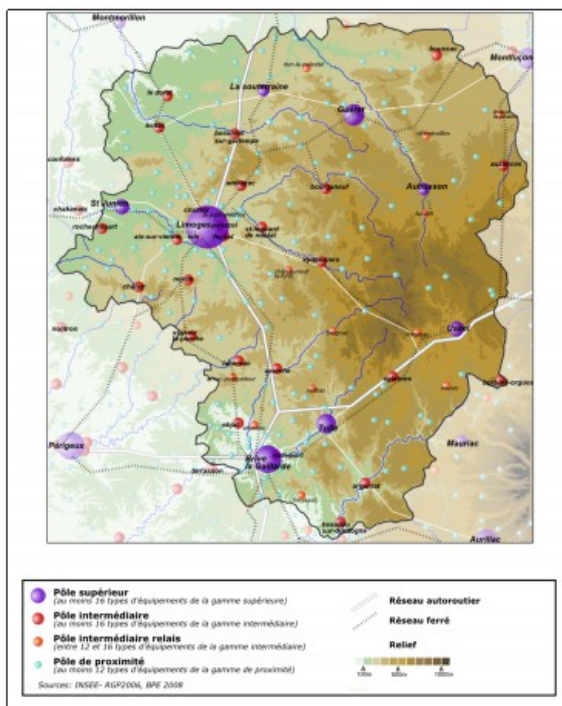
[www.limousin.developpement-durable.gouv.fr](http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr)



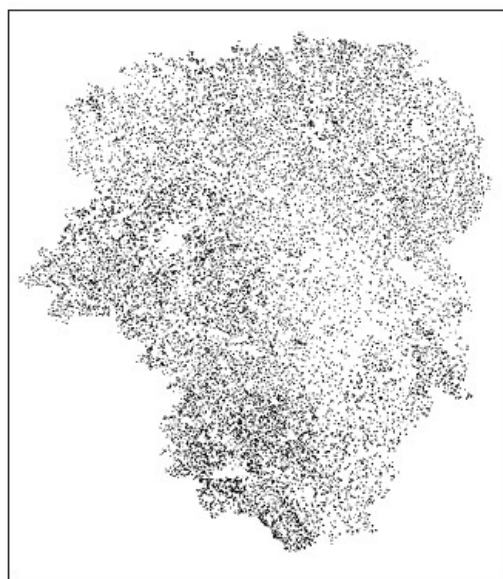
## ▶ Les hameaux façonnent l'identité du Limousin

L'**armature urbaine** du Limousin est structurée autour de 4 agglomérations majeures, d'une vingtaine de villes intermédiaires, ainsi que d'un maillage de bourgs relais où se concentrent commerces et services.

L'espace est occupé par un **habitat historiquement dispersé**, lié à l'activité agricole. Cette dispersion se traduit par la présence d'environ 12 000 écarts et 8 000 hameaux, qui accueillent environ 25 % des ménages du Limousin, et qui constituent le « premier échelon » de l'armature urbaine.



Armature urbaine du Limousin



Hameaux et écarts en Limousin (2010)

La généralisation amorcée des documents de planification et d'urbanisme (notamment supra et intercommunaux) et, conséquemment, l'**intégration des hameaux dans des projets d'aménagement durable**, constitue un enjeu majeur. Il s'agit notamment de :

- ✓ réduire les coûts cachés de la dispersion à charge des collectivités (installation et gestion des réseaux, etc.),
- ✓ limiter les conflits d'usages (avec les activités agricoles notamment),
- ✓ éviter la précarité énergétique des ménages (dépendance aux voitures particulières),
- ✓ préserver les espaces agricoles et naturels,
- ✓ ne pas altérer les paysages,
- ✓ intégrer les enjeux environnementaux...



Un exemple d'altération des paysages

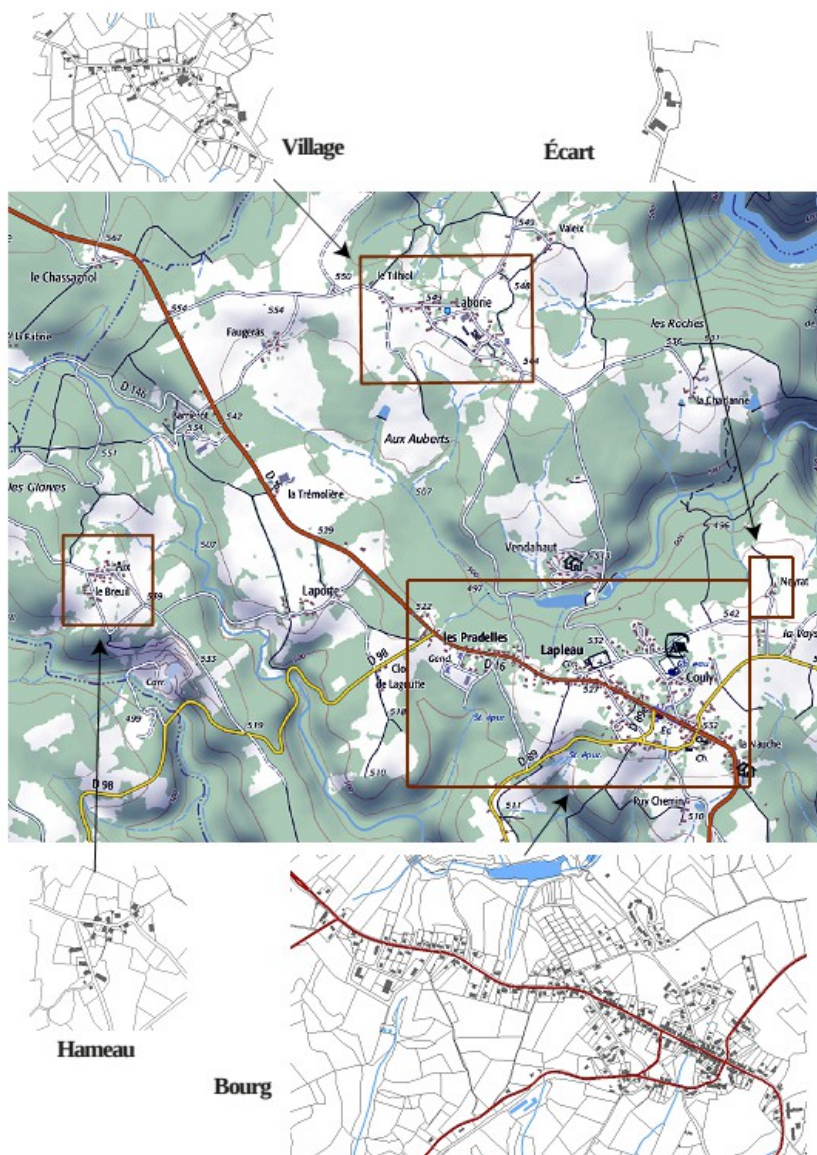
**Tout l'enjeu est de permettre aux hameaux d'évoluer dans une optique d'aménagement durable.**

## Écarts, hameaux, villages : késako ?

Il n'existe pas, à l'échelle nationale, de définition consensuelle du mot « hameau ». Nous proposons néanmoins les éléments de cadrage suivants.

### Définitions

- ✓ On appelle **hameau** tout ensemble de **5 à 20 habitations isolées**, avec un **noyau ancien** souvent d'origine agricole, présentant une **organisation groupée de l'habitat** éventuellement structurée autour d'**espaces collectifs publics** (mais avec peu ou pas d'équipements).
- ✓ On appelle **écart** tout ensemble isolé de **2 à 4 habitations**
- ✓ On appelle **village** tout ensemble de **plus de 20 habitations** avec un noyau ancien souvent d'origine agricole, présentant une organisation groupée de l'habitat structurée autour d'espaces collectifs publics (mais avec peu ou pas d'équipements).
- ✓ On appelle **bourg** tout ensemble de **plus de 20 habitations** avec un noyau ancien présentant dans son cœur des mitoyennetés du bâti, de la densité, généralement des espaces collectifs publics, ainsi que des **équipements** et des **services du quotidien**.



### Où construire ? Comment le planifier ?

Il convient avant tout de se placer dans une perspective de **perennité de l'investissement public**, c'est-à-dire dans une optique de limitation des coûts (liés à l'installation et à la gestion des réseaux, à la desserte par les services publics...) et d'optimisation des investissements (privilégier les lieux structurants équipés de services - ou ayant des potentialités intéressantes - pour s'assurer de la pérennité des investissements réalisés à moyen et long termes).

Dans cette optique, il est conseillé :

- ✓ pour les écarts, de ne pas étendre l'enveloppe urbanisée,
- ✓ pour les hameaux, de procéder à des extensions limitées à caractère exceptionnel (STECAL),
- ✓ pour les villages et les bourgs, de définir l'enveloppe urbaine (zone U).



## Des orientations générales d'aménagement des hameaux

### STECAL, vous avez dit STECAL ?

**Les STECAL (secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées)** sont des secteurs qu'il est possible de délimiter en zones agricoles, naturelles et forestières des documents d'urbanisme, afin notamment d'y autoriser des constructions, avec précision des conditions assorties.

Le Code de l'urbanisme (article L123-1-5) stipule toutefois qu'ils doivent être instaurés « **à titre exceptionnel** » : ils doivent donc être le fruit d'une réflexion aboutie en amont, qui justifie leur pertinence.

### Valoriser les qualités paysagères et patrimoniales

La Convention européenne dédiée définit un paysage comme « une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations ».

**Les hameaux, villages, bourgs, etc.**, en tant que constructions humaines historiquement implantées dans leur environnement, sont donc des **parties prenantes du paysage limousin**. Or, celui-ci est un élément de l'attractivité de la région. Ainsi, pour préserver le paysage, une attention particulière doit être portée au **travail sur la perception visuelle des hameaux**.

Ceci passe par :

- ✓ La **préservation des parcelles qui offrent des points de vue depuis le hameau** sur le grand paysage...

... et aussi par la préservation des parcelles situées en frange ou en périphérie du hameau qui, si elles étaient bâties, nuiraient aux **vues sur celui-ci** depuis un point de vue extérieur.

- ✓ Le **choix de matériaux respectueux** des lieux.
- ✓ Des **règlements spécifiques** préservant les patrimoines remarquables.



Au sein des hameaux, préserver les points de vue sur le grand paysage  
Éviter les nouvelles constructions dans les parcelles offrant des points de vue remarquables



Choisir des matériaux respectueux des lieux

Veiller à ce que les nouvelles constructions s'inscrivent dans leur environnement, notamment en respectant le bâti existant

## ► Des orientations générales d'aménagement des hameaux

### Conforter la structure bâtie du hameau

L'aménagement durable des territoires implique une consommation raisonnée de l'espace. Cela passe par un renforcement de l'organisation existante des ensembles bâtis, évitant le morcellement de l'espace (mitage).

- ✓ **Définir une enveloppe délimitant la zone « constructible ».** Cette enveloppe, comme un justaucorps, doit respecter la silhouette du hameau. Elle ne correspond pas nécessairement au parcellaire, et les extensions sont limitées.
- ✓ **Accueillir de nouvelles constructions dans les grandes parcelles déjà construites.**
- ✓ **Investir prioritairement les dents creuses bien desservies et potentiellement mutables.**
- ✓ **Reconquérir le bâti vacant,** en particulier les bâtiments agricoles désaffectés.



*Définir une enveloppe délimitant la zone constructible*

*Insérer les nouvelles constructions en respectant la silhouette bâtie du hameau*



*Accueillir de nouvelles constructions dans les grandes parcelles déjà construites*

*Diviser les grandes parcelles offrant des surfaces libres pour y implanter de nouvelles constructions (ici en orange)*



*Investir prioritairement les dents creuses*

*Construire les nouvelles constructions (ici en orange) en priorité dans les parcelles du hameau encore non bâties*



*Reconquérir le bâti vacant*

*Réhabiliter les bâtiments désaffectés pour créer des habitations répondant aux aspirations actuelles*



## ► Des orientations générales d'aménagement des hameaux

### Favoriser le « vivre ensemble »

Le lien social fait partie du patrimoine immatériel des hameaux. Il convient d'agir pour le préserver afin d'assurer durablement une qualité de vie aux habitants. En termes d'aménagement, il s'agit de :

- ✓ Renforcer les **espaces partagés** utilisables, ou aménager simplement les espaces pouvant le devenir.
- ✓ Créer des **liens entre espaces privés et espaces publics**, en veillant à la transparence des clôtures.
- ✓ **Prendre en compte les différents usages**, notamment entre habitat et activités agricoles.



*Renforcer les espaces partagés utilisables*

*Aménager les espaces en vue de créer des lieux de rencontre*

*Créer des liens entre espaces privés et publics*

*Veiller à conserver des ouvertures public / privé selon les pratiques historiques des hameaux*



*Prendre en compte les différents usages*

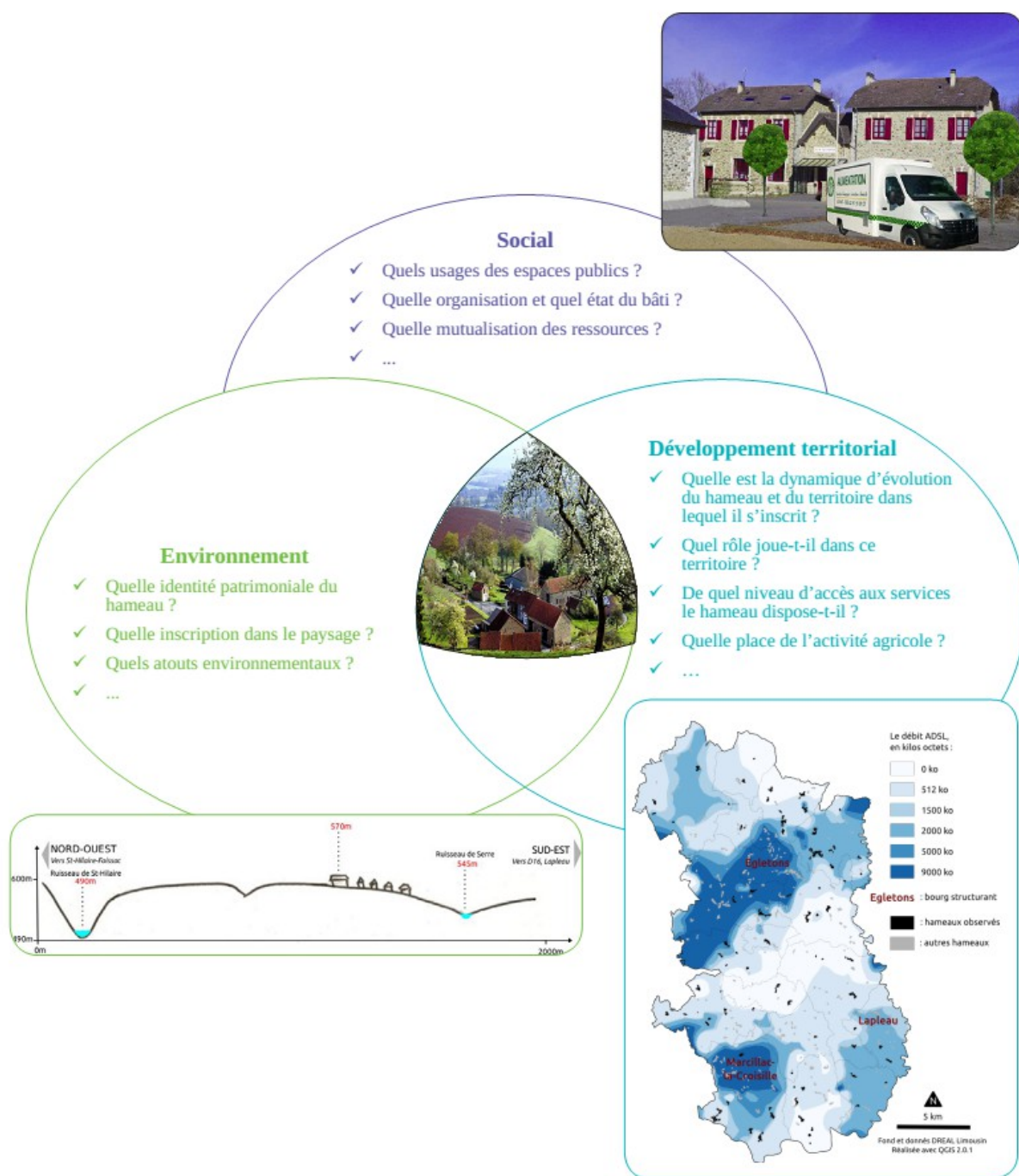
*Veiller notamment à une bonne cohabitation entre activités agricoles et habitat*

Les bâtiments agricoles sont soumis à des règles d'éloignement par rapport aux habitations occupées par des tiers. Afin de préserver l'activité agricole, le principe de réciprocité impose ces mêmes règles de distance pour toute nouvelle construction ou changement de destination à usage non agricole, vis-à-vis des bâtiments agricoles en place.

## ► Comment identifier les possibilités d'évolution des hameaux ?

Le nombre et la diversité des hameaux du Limousin rendent complexe leur prise en compte dans les réflexions touchant à l'aménagement. Il est essentiel de caractériser les hameaux et d'en comprendre le fonctionnement pour faire des choix d'aménagement pertinents.

Cette caractérisation peut s'appuyer sur des questionnements à confronter, dont quelques-uns sont ici proposés.





**Cette plaquette se fonde principalement sur une étude réalisée à l'occasion d'un partenariat entre l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne et la DREAL Limousin :**

**"L'aménagement durable des territoires ruraux en Limousin : la question des hameaux", mars 2015**

*Étude réalisée par Clémence Bourgeois, Sébastien Delamare, Charlotte Destombes, Marie Fontaine*

*Encadrée par Antoine Brès*

**Autres partenariats entre l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne et la DREAL Limousin sur le même sujet :**

**"Regards sur les dynamiques résidentielles des territoires de basse densité de population en Limousin", mars 2012**

*Étude réalisée par Katia Buoro, Élise Brunaud, Pauline Debrabandère, Clément Jacquemaire*

*Encadrée par Francis Beaucire*

**"Le hameau en Limousin, support d'innovation pour un aménagement durable des espaces ruraux ?", 2012**

*Mémoire de Master 2 d'Élise Brunaud*

*Sous la direction de Francis Beaucire et Marc Chevrier*

**"Espaces de faible densité en Limousin, analyse comparée des formes d'urbanisation dans trois régions européennes, Kainuu, North Yorkshire, Thuringe du Nord", mars 2013**

*Étude réalisée par Maylis de Bourdoncle de Saint Salvy, Helin Karaman, Marie Mondain, Virginie Sancelme*

*Encadrée par Antoine Brès*

**"Caractérisation du développement de l'urbanisation dans les territoires soumis au règlement national d'urbanisme", mars 2014**

*Étude réalisée par Amaury Barbereau, Raphaëlle Bergerard, Florine Marchand, Anne-Laure Millot*

*Encadrée par Antoine Brès*

**Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement du Limousin**

22, rue des Pénitents Blancs

CS 53218 - 87032 Limoges cedex

Tél : 05 55 12 90 00 - Fax : 05 55 34 66 45

Mél : DREAL-Limousin@developpement-durable.gouv.fr

Directeur de publication : Christian MARIE

Chefs de projet : Agnès GADILHE, Emmanuel JOLY

Rédacteur : Clément ICHANSON

Cartographe : William ARMENAUD

Réalisation DREAL/Communication/Jean-Michel PLUMART

Dépôt légal : à parution  
N° ISSN : 2109-537X





## DEMOGRAPHIE – HABITAT – MIXITÉ SOCIALE

### DIVERSITÉ DES FONCTIONS URBAINES

#### Éléments d'information et avis des services sur le territoire

📌 Éléments donnés par la direction départementale des territoires (DDT)

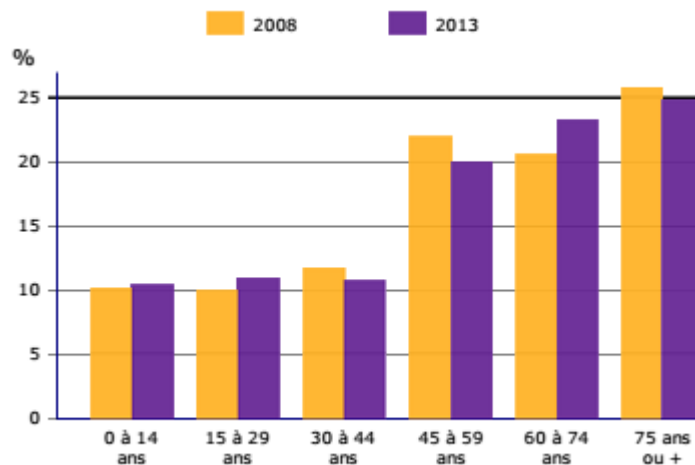
#### A) Démographie

Les données INSEE 2014 donnent une population de 1362 habitants sur la commune de **Treignac**

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013
Population	1826	1866	1690	1520	1415	1390	1377
Périodes		1968/1975	1975/1982	1982/1990	1990/1999	1999/2006	2006/2011
Variation annuelle moyenne de la population en %		+0,3	-1,4	-1,3	-0,8	0,2	-0,2
Due au solde naturel en %		-2,1	-2,1	-2,0	-2,3	-2,2	-2,9
Due au solde migratoire en %		+2,4	+0,7	+0,7	+1,5	+2,0	+2,7
Taux de natalité ‰		5,1	7,5	7,1	5,9	6,2	3,5
Taux de mortalité ‰		25,9	28,6	27,4	28,4	27,9	32,2

Sources : INSEE, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2008 et RP2013 exploitations principales – État civil.

**POP G2 - Population par grandes tranches d'âges**

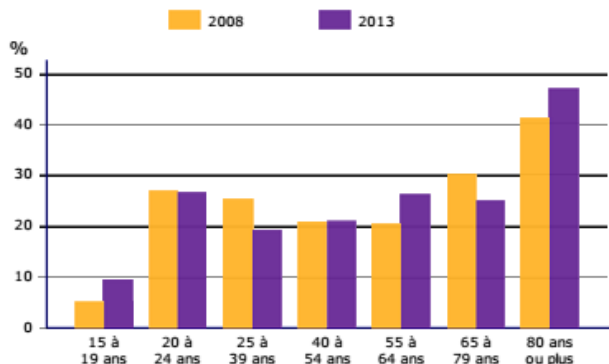


Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

	2013	%	2008	%
<b>Ensemble</b>	1377	<b>100,0</b>	1390	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	144	10,5	140	10,1
15 à 29 ans	149	10,8	138	9,9
30 à 44 ans	147	10,7	162	11,6
45 à 59 ans	275	20,0	304	21,9
60 à 74 ans	320	23,2	288	20,7
75 ans et plus	341	24,8	357	25,7

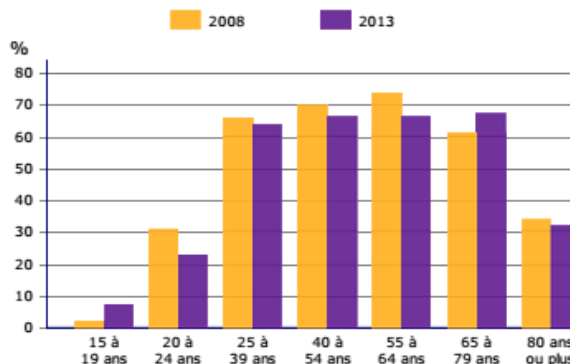
Sources : INSEE, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

**FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages**



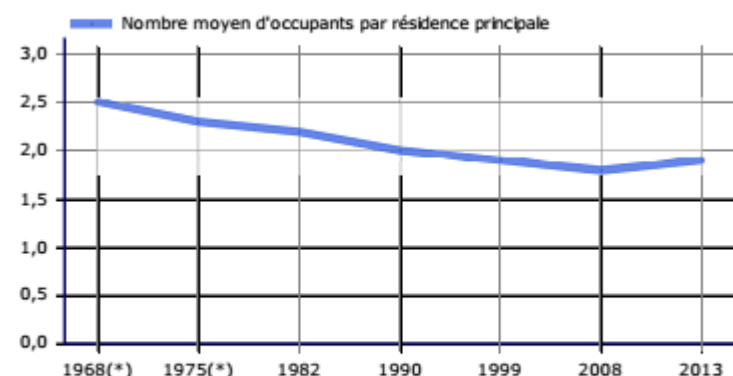
Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

**FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge**



Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

**FAM G1 - Évolution de la taille des ménages**



(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2015.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

## B) Habitat – mixité sociale – diversité des fonctions urbaines

### Rappel réglementaire

- Loi n° 1991-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville.
- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
- Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement.
- Loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissements publics et privés.
- Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion.
- Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).
- Article L. 101-2 du code de l'urbanisme qui mentionne que l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre des objectifs de diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de

**construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services.**

#### **Déclinaison dans le PLU**

Les notions de mixité sociale et de diversité des fonctions urbaines (aussi appelée mixité fonctionnelle) affirment la nécessité d'assurer à tous les habitants des conditions de vie et d'habitat favorisant la cohésion sociale, garantissant à tous la même égalité d'accès à l'ensemble des services et équipements publics, à l'emploi, aux transports, aux loisirs ainsi qu'un cadre de vie de qualité.

Le PLU est chargé d'assurer la transcription spatiale des objectifs de mixité sociale, générationnelle et fonctionnelle à l'échelle de son territoire, tout en répondant aux objectifs de développement durable qui imposent la réduction de la consommation d'espace.

### **C) Favoriser la diversité, la mixité générationnelle dans l'habitat**

#### **Rappel réglementaire**

- Article L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme.
- Articles L. 151-35 et L. 151-41 du code de l'urbanisme.
- Articles L. 151-28 et L. 151-29 du code de l'urbanisme.
- Article L.301-1 du code de la construction et de l'habitat.
- Article 1719 du code civil.
- Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation.
- Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement.

#### **Déclinaison dans le PLU**

- Adapter l'offre de logements aux besoins répertoriés.

Un des objectifs prioritaires des politiques d'aménagement est de proposer un parc de logements diversifié pour permettre à chacun de réaliser son parcours résidentiel.

Cette diversité permet d'offrir une variété de logements, en termes de forme (groupé, individuel), de taille, de statut d'occupation (accession, location) et de localisation (centre ancien, quartiers d'urbanisation récente, hameaux à densifier), tout en veillant à une répartition homogène et équilibrée sur tout le territoire.

Elle favorise ainsi le développement de la mixité sociale et générationnelle.

**– Adapter l’offre aux moyens et besoins des personnes présentes et à venir sur le territoire est un enjeu principal pour la collectivité.**

Connaître l’offre de logements sur le territoire et comprendre le fonctionnement du marché, en lien avec les socio-démographiques et sociétales (allongement de la durée de vie, desserrement des ménages, leur ressource économique...) est donc primordiale pour connaître les besoins en logements.

**– Prendre en compte les besoins des personnes à mobilité réduite.**

Le principe de mixité sociale devra également prendre en compte la loi du 11 février 2005 pour l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées qui a créé une dynamique nouvelle en faveur de l’accessibilité de « tous à tout ».

Deux aspects ont particulièrement été mis en avant lors de la rédaction de cette loi :

- l’accessibilité « de tous » en prenant en compte tous les types de handicap,
- l’accessibilité « à tout » en développant le thème de la continuité de la chaîne déplacement depuis la voirie jusqu’au cadre bâti en passant par les transports.

Le PLU peut, dans les zones urbaines ou à urbaniser, réserver des emplacements en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu’il définit (article L. 151-41 du code de l’urbanisme).

En pratique, le PLU peut, soit fixer le programme exact de logements à réaliser sur le terrain, soit imposer la réalisation d’un certain nombre de m<sup>2</sup> de logements, laissant libre le constructeur d’utiliser le reste de la constructibilité potentielle pour un autre programme de construction.

**Le rapport de présentation** (article L. 151-4 du code de l’urbanisme) présente un diagnostic territorial (état des lieux de l’habitat, blocages, contraintes et problématiques rencontrées) et établi au regard des prévisions économiques et démographiques les besoins répertoriés en matière d’aménagement de l’espace, d’équilibre social et d’habitat.

Pour cela, il s’agit, notamment, de :

- définir sur quels types de logements concentrer les efforts en fonction des ressources mobilisables (moyens de la collectivité et revenus des ménages),
- localiser les différents types de logements pour proposer une répartition spatiale équilibrée et favoriser la mixité,
- de déterminer quelles sont les possibilités d’agir sur l’existant pour réhabiliter, favoriser le renouvellement urbain, résorber la vacance,

**Le projet d’aménagement et de développement durables (PADD)** (article L. 151-5 du code de l’urbanisme) définit les orientations générales concernant l’habitat, retenues pour l’ensemble de la commune et fait apparaître les mesures prises pour favoriser la mixité sociale et générationnelle.

**Les orientations d’aménagement et de programmation (OAP)** (articles L 151-7 et R 151-8 du code de l’urbanisme) permettent de traduire les objectifs de mixité sociale et générationnelle du PADD.

En effet, elles peuvent préciser la programmation pour la réalisation des opérations d'aménagement ou de constructions, notamment en terme de logements, et décliner une offre suffisamment variée favorisant une mixité sociale et générationnelle.

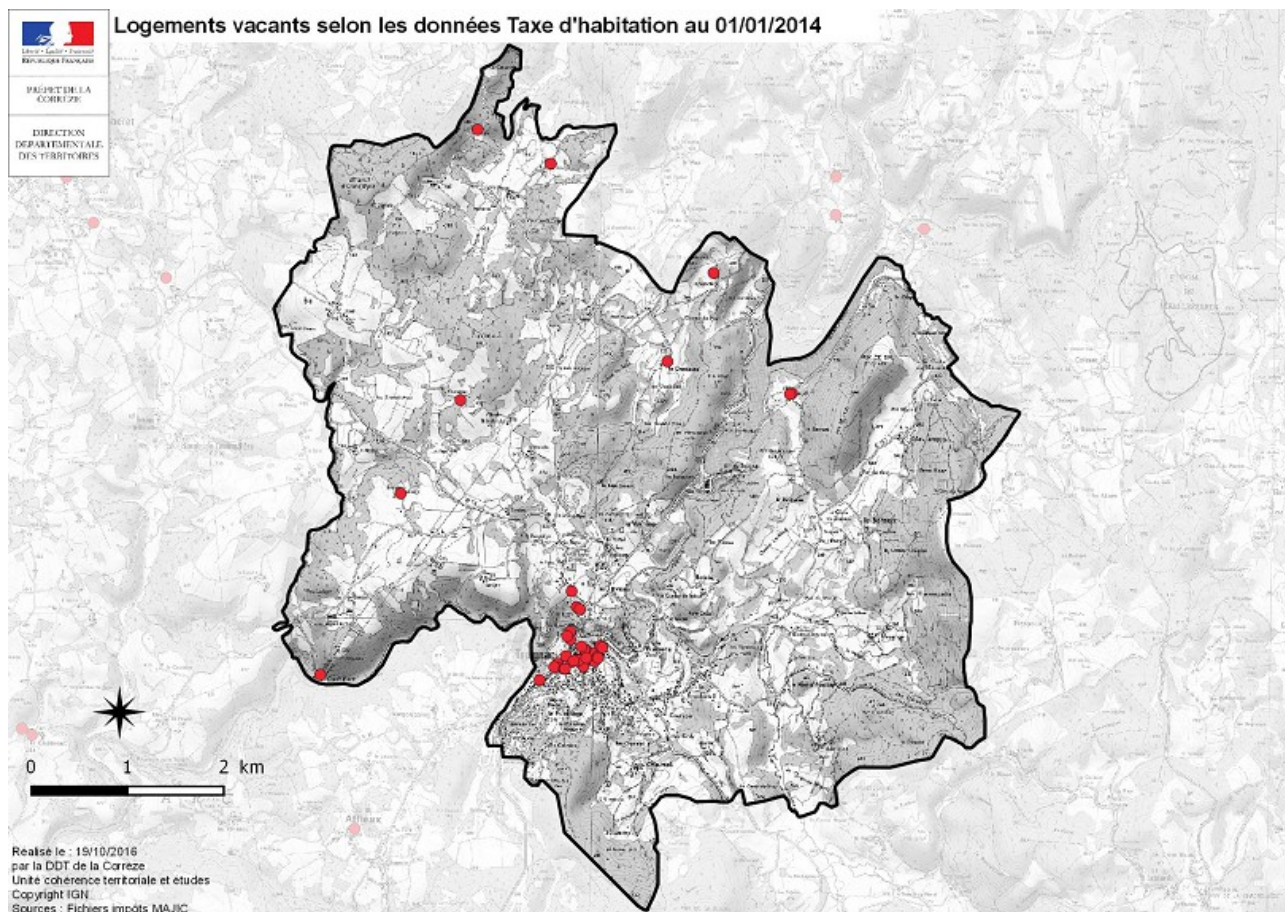
**Le règlement écrit et graphique** (articles L. 151-14, L. 151-15, L. 151-28, L. 151-34, L. 151-35, R. 151-37, R. 151-38 du code de l'urbanisme) peut :

- ajuster la taille des logements aux besoins dans les zones U et AU, lors de programmes de logements, des secteurs peuvent être définis où une taille minimale des logements peut être imposée,
- favoriser la mixité sociale en imposant une certaine catégorie de logements dans les futures opérations sur certains secteurs délimités dans les zones U et AU,
- autoriser un bonus du volume de constructible, dans la limite de 50 %, pour des opérations comportant des logements sociaux locatifs, sur des secteurs définis,
- autoriser un bonus du volume de constructible, dans la limite de 30 %, pour des opérations comportant des logements intermédiaires, sur des secteurs définis (les bonus de constructibilité ne sont possibles que si, pour chaque opération, ces bonus ne sont pas supérieurs au rapport entre le nombre de logements sociaux et le nombre total de logements),
- limiter le nombre de place de stationnement exigé par logement pour la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'État,
- ne pas imposer la réalisation d'aire de stationnement pour la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'État,
- délimiter des emplacements réservés en vue de la réalisation de logements sociaux.

### Catégories et types de logements :

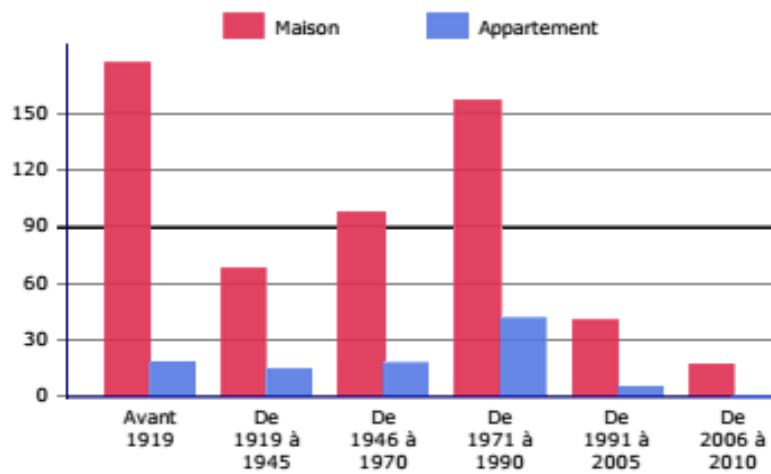
	2013	%	2008	%
<b>Ensemble</b>	<b>1273</b>	<b>100,0</b>	<b>1246</b>	<b>100,0</b>
Résidences principales	672	52,8	678	54,4
Résidences secondaires et logements occasionnels	469	36,8	475	38,2
Logements vacants	132	10,4	92	7,4
Maisons	1119	88	1018	81,7
Appartements	145	11,4	223	17,9

Sources : INSEE, RP2008 et RP2013 exploitations principales.



La vacance se situe principalement dans le bourg.

**LOG G1 - Résidences principales en 2013 selon le type de logement et la période d'achèvement**



Résidences principales construites avant 2011.  
Source : Insee, RP2013 exploitation principale.

## Résidences principales selon le statut d'occupation :

	2013			
	Nombre de logements	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'aménagement en années
<b>Ensemble</b>	672	100,0	1247	17
<b>Propriétaires</b>	483	71,8	917	20,6
<b>Locataires</b>	169	25,1	296	7,5
dont locataires d'un logement HLM loué vide	51	7,6	90	8,6
<b>Logés gratuitement</b>	20	3,0	34	10,1

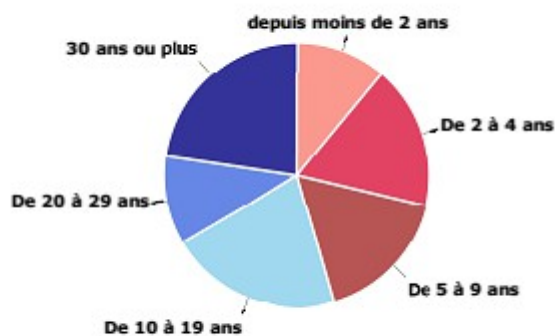
Sources : INSEE, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

## Résidences principales selon le nombre de pièces :

	2013	%	2008	%
<b>Ensemble</b>	<b>672</b>	<b>100,0</b>	<b>678</b>	<b>100,0</b>
1 pièce	8	1,2	9	1,3
2 pièces	44	6,5	63	9,2
3 pièces	144	21,5	161	23,7
4 pièces	176	26,2	213	31,4
5 pièces ou plus	300	44,6	232	34,3

Sources : INSEE, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

**LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2013**



Source : Insee, RP2013 exploitation principale.



### Information sur le rythme des autorisations d'occuper le sol :

Années	2011	2012	2013	2014	2015
Certificats d'urbanisme projet	12	9	5	4	4
Déclarations préalables	34	29	26	29	37
Permis de construire	10	12	12	9	7
dont maisons individuelles	7	8	9	3	5

Lotissements	Demandeur	Destination	Nombre de lots	Arrêté
Pré grand champ	LAFARGE	habitation	3	18 janvier 1955
Croix de Giroux	LAVAL	habitation	7	24 juin 1959
	La Montagne	habitation	5	03 mai 1962
	MOYRAN	habitation	2	03 septembre 1963
Grand champ	NEGRERIE	habitation	2	02 novembre 1964
RN 681	DEVOS	habitation	2	30 juillet 1965
Avenue du 8 mai	LAVAL	habitation	2	13 mai 1966
La porte	commune	habitation	3	18 janvier 1967
	MASSOUBRE	habitation	4	06 avril 1967
	BORZEIX	habitation	2	09 avril 1969
L'étang rond	PLAS	habitation	2	28 août 1969
Chez Caud	BORZEIX	habitation	3	02 février 1970
La Fontfrège	commune	habitation	45	04 mars 1970
Avenue de la gare	EDF	habitation	3	14 mai 1970
Avenue Vacher	COUNIL	habitation	2	08 octobre 1970
Avenue du 8 mai	commune	habitation	3	15 avril 1975
Boucheteil	commune	habitation	5	15 décembre 1976
	MOEUF	habitation	4	12 février 1979
Village de vacances	commune	habitation	3	13 février 1980
Quartier de la gare	commune	habitation	6	05 juin 1980
Village de vacances	commune	habitation	7	02 avril 1982
Le Boucheteil haut	BENISSET	habitation	1	12 avril 1983
Lotissement du portail	commune	artisanal	8	12 août 1991
Zone d'activités de la verrière	commune	Artisanal et industriel	6	07 juin 2005
Le Boucheteil	MAURY	habitation	2	20 novembre 2006

## **D) Diversité des fonctions urbaines**

### **Rappel réglementaire**

Le concept de la diversité et de la mixité des fonctions repose sur l'existence dans un même secteur de plusieurs fonctions urbaines : habitat, commerce, activités économiques, services...

Or, au XX<sup>ème</sup> siècle, l'essor de l'automobile a favorisé la création de zones monofonctionnelles.

Les conséquences de cet urbanisme sont une ségrégation économique et sociale en périphérie des villes, provoquant une consommation foncière excessive au détriment des espaces naturels et agricoles et une multiplication des déplacements, que ce soit en nombre ou en distance, au détriment de la qualité de vie.

Ces dernières décennies, le concept de mixité fonctionnelle a été promu pour enrayer cette monofonctionnalité et rapprocher les différentes activités des habitants.

La mixité fonctionnelle permet dans un même temps de réduire les inégalités sociales, d'améliorer la qualité de vie des habitants et de répondre aux enjeux environnementaux en limitant les déplacements et en luttant contre l'étalement urbain.

**Ainsi, la diversité des fonctions urbaines ne doit pas être appréhendée seule mais est à articuler avec les autres questions notamment les déplacements et la mixité dans l'habitat.**

### **Déclinaison dans le PLU**

L'enjeu du PLU est d'identifier les opportunités, de renforcer, d'améliorer, de rétablir, de créer de la proximité entre les différentes activités.

**Le rapport de présentation** (article L. 151-4) présente un diagnostic territorial et établi au regard des prévisions économiques et démographiques les besoins répertoriés en matière d'aménagement de l'espace, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

Pour cela, il s'agit :

- de comprendre les logiques du développement historique des espaces urbanisés de la commune et de repérer les polarités : identifier les lieux de vie, comprendre comment ils s'articulent entre eux, repérer les pôles de centralité générés par les équipements existants, les préserver et mettre en évidence leur potentiel...,
- de définir les besoins afin de localiser au mieux les futures implantations qui doivent contribuer à une organisation urbaine cohérente,
- d'évaluer les possibilités de mixité fonctionnelle : quelle diversification introduire dans les zones à vocation économique et à vocation résidentielle,
- d'analyser les déplacements afin de les réduire.

**Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)** (article L. 151-5 du code de l'urbanisme) définit les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les

déplacements, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de la commune.

Le projet de territoire traduit dans le PADD devra, dans ses orientations, faire apparaître les mesures prises pour favoriser une organisation et un fonctionnement urbain de proximité.

**Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)** (articles L. 151-6, L. 151-7 et R. 151-8 du code de l'urbanisme) permettent de traduire les objectifs de mixité fonctionnelle du PADD.

En effet, elles peuvent préciser la programmation pour veiller à ce que les sites identifiés accueillent logements, activités et équipements.

Elles peuvent localiser les différentes fonctions et organiser leur implantation pour assurer un lien avec les secteurs avoisinants.

Par ailleurs, en l'absence de SCOT, les OAP peuvent, afin d'assurer la mixité fonctionnelle, prévoir qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction, un pourcentage de celles-ci soit destiné à la réalisation de commerces.

**Le règlement écrit et graphique** (L. 151-16, R. 151-37, R. 151-48 du code de l'urbanisme) peut :

– **inciter la mixité en diversifiant les fonctions** *en imposant une mixité des destinations et des sous-destinations, pour introduire des commerces ou équipements dans des secteurs résidentiels en définissant des conditions pour éviter les conflits d'usage,*

– **protéger et développer l'activité :**

– privilégier l'implantation de certaines activités en définissant des droits à construire différents au sein d'une même zone,

– identifier et délimiter des quartiers, îlots, voies dans lesquels doit être préservée ou développée la diversité commerciale, afin de répondre aux enjeux locaux de préservation ou d'évolution des tissus urbains,

– encourager la mixité verticale en définissant des règles différentes entre les rez-de-chaussée et les étages supérieurs des constructions,

– instaurer des emplacements réservés pour des installations d'intérêt général ou des équipements publics,

– **favoriser l'accessibilité des quartiers** en fixant des emplacements réservés pour créer ou élargir les voies afin de favoriser les liaisons douces inter-quartiers et vers les équipements collectifs, commerces, zones d'emplois, et permettre à tous d'y avoir accès.

## Chiffres clés emploi

	2013	2008
Ensemble	692	714
<b>Actifs en %</b>	<b>70,8</b>	<b>69,2</b>
Actifs ayant un emploi en %	64,4	62,8
Chômeurs en %	6,4	6,4
<b>Inactifs en %</b>	<b>29,2</b>	<b>30,8</b>
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	6,7	6,5
Retraités ou préretraités en %	14,5	16,8
Autres inactifs en %	8,1	7,5

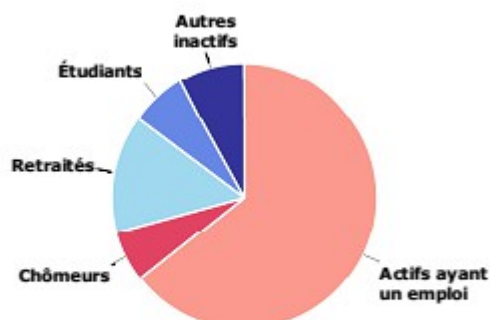
Source : INSEE, RP2013 exploitation principale.

	2013	2008
Nombre d'emplois dans la zone	620	646
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	454	456
Indicateur de concentration d'emploi	136,6	141,6
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	40,4	40,0

Sources : INSEE, RP2008 et RP2013 exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail

*L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.*

**EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2013**



Source : Insee, RP2013 exploitation principale.

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

### **A) Implantations d'activités économiques, industrielles, artisanales et de service**

#### **Rappel réglementaire**

- Articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme.

#### **Déclinaison dans le PLU**

Ce n'est pas par l'offre foncière seulement qu'on génère le développement économique mais plutôt par la convergence des politiques publiques.

L'élaboration du P.L.U. doit donc être l'occasion de se poser les bonnes questions et d'examiner attentivement la compatibilité du zonage du P.L.U. et des activités industrielles pratiquées sur la commune, ou les communes de l'intercommunalité, en développant la notion d'espace-tampon entre activités nuisibles et secteurs résidentiels, qu'il s'agisse de la création de nouveaux secteurs d'activités ou de l'extension de ceux existants.

Des règles précises doivent en conséquence figurer dans le règlement des zones d'activités (Ux et AUx), quant à la destination, l'importance et l'aspect des installations et des constructions susceptibles d'y être érigés.

Les besoins devront être justifiés dans les orientations d'aménagement.

L'implantation d'activités économiques devra se faire en prenant en compte la trame verte et bleue et ne devra pas négliger la problématique de déplacements (approvisionnement de marchandises et déplacements de personnes).

### **B) Équipement commercial**

#### **Rappel réglementaire**

- Articles L. 214-1 et L. 214-2 du code de l'urbanisme (droit de préemption).
- Article L. 752-1 du code du commerce (CDAC)

#### **Déclinaison dans le PLU**

Les PLU doivent permettre d'assurer la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat en tenant compte notamment de la diversité commerciale et de la préservation des commerces de proximité (article L. 101-2 du code de l'urbanisme).

Les PLU peuvent désormais identifier et délimiter les quartiers, îlots, voies dans lesquels doit être préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif (article L. 151-16 du code de l'urbanisme).

## Éléments d'information et avis des services sur le territoire

### 🔗 Éléments donnés par la chambre de commerce et d'industrie (CCI) :

Données issues du fichier consulaire au 9 septembre 2016 :

	commerce	industrie	services	total
<b>Nombre d'inscrits au RCS</b>	<b>31</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>80</b>

La consolidation et le développement de ce tissu d'entreprises constituent un enjeu important.

### 🔗 Éléments donnés par la direction départementale des territoires (DDT)

#### Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2014

	total	%	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 et plus salariés
<b>Ensemble</b>	<b>171</b>	<b>100</b>	<b>119</b>	<b>39</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>2</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	21	12,3	21	0	0	0	0
Industrie	16	9,4	10	3	2	1	0
Construction	23	13,5	17	5	1	0	0
Commerce, transports, services diverses	87	50,9	59	24	2	2	0
Dont commerce et réparation automobile	23	13,5	12	10	0	1	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	24	14	12	7	0	3	2

Source : INSEE, CLAP

#### Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2014

	total	%	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 100 salariés
<b>Ensemble</b>	<b>518</b>	<b>100</b>	<b>124</b>	<b>80</b>	<b>158</b>	<b>156</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	0	0	0	0	0	0
Industrie	70	13,5	11	29	30	0
Construction	42	8,1	23	19	0	0
Commerce, transports, services diverses	137	26,4	56	32	49	0
Dont commerce et réparation automobile	50	9,7	21	0	29	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	269	51,9	34	0	79	156

Source : INSEE, CLAP

## C) Équipements touristiques et de loisirs

### Rappel réglementaire

Élément contributif à l'économie d'un territoire, le tourisme et ses perspectives de développement devront être pris en considération dans le cadre de l'élaboration du PLU.

### Déclinaison dans le PLU

Une analyse précise et exhaustive de l'ensemble des équipements touristiques et de loisirs devra être menée dans le cadre du diagnostic territorial qui constitue la première phase de l'élaboration du document de planification.

Le PLU est l'outil idoine pour notamment :

- arrêter, au travers du projet d'aménagement et de développement durable, les orientations générales concernant le développement économique et les loisirs (disposition obligatoire créée par la loi engagement national pour l'environnement),
- réserver des emplacements pour l'aménagement ou le réaménagement d'espaces publics,
- réserver un zonage adapté aux secteurs d'activités de tourisme et de loisirs, ou ceux y contribuant, assurant ainsi leur pérennité, et aux secteurs voués, à plus ou moins long terme, à de telles activités,
- préciser le tracé et les caractéristiques des voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer, y compris les rues ou sentiers piétonniers et les itinéraires cyclables,
- identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter notamment les îlots, immeubles, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique (et par voie d'extension touristique) et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection.

### Éléments d'information et avis des services sur le territoire

#### 🔗 Éléments donnés par la direction départementale des territoires (DDT)

Campings	Propriétaire	Catégorie	Capacité	Arrêté
Les Bariousses plage	commune	4 étoiles	130	01 mars 1974
La plage	FLOWER exploitation	3 étoiles	146	07 avril 2011



## **D) Développement des communications numériques**

### **Rappel réglementaire**

- Articles L. 1425-1 et L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales.
- Article L. 151-5 du code de l'urbanisme.

### **Déclinaison dans le PLU**

Le PLU devra intégrer la problématique de l'aménagement numérique, car elle peut avoir des liens importants avec des dispositions d'urbanisme.

Les conclusions des réflexions devront être reportées dans le PADD.

De plus, l'article L. 151-40 du code de l'urbanisme précise que « le règlement peut, notamment dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation, imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements de respecter en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques des critères de qualité renforcés qu'il définit ».

Cette possibilité offerte par la loi au PLU pourra être envisagée en fonction notamment des orientations générales qui auront été définies dans le PADD afin d'en assurer la mise en œuvre.

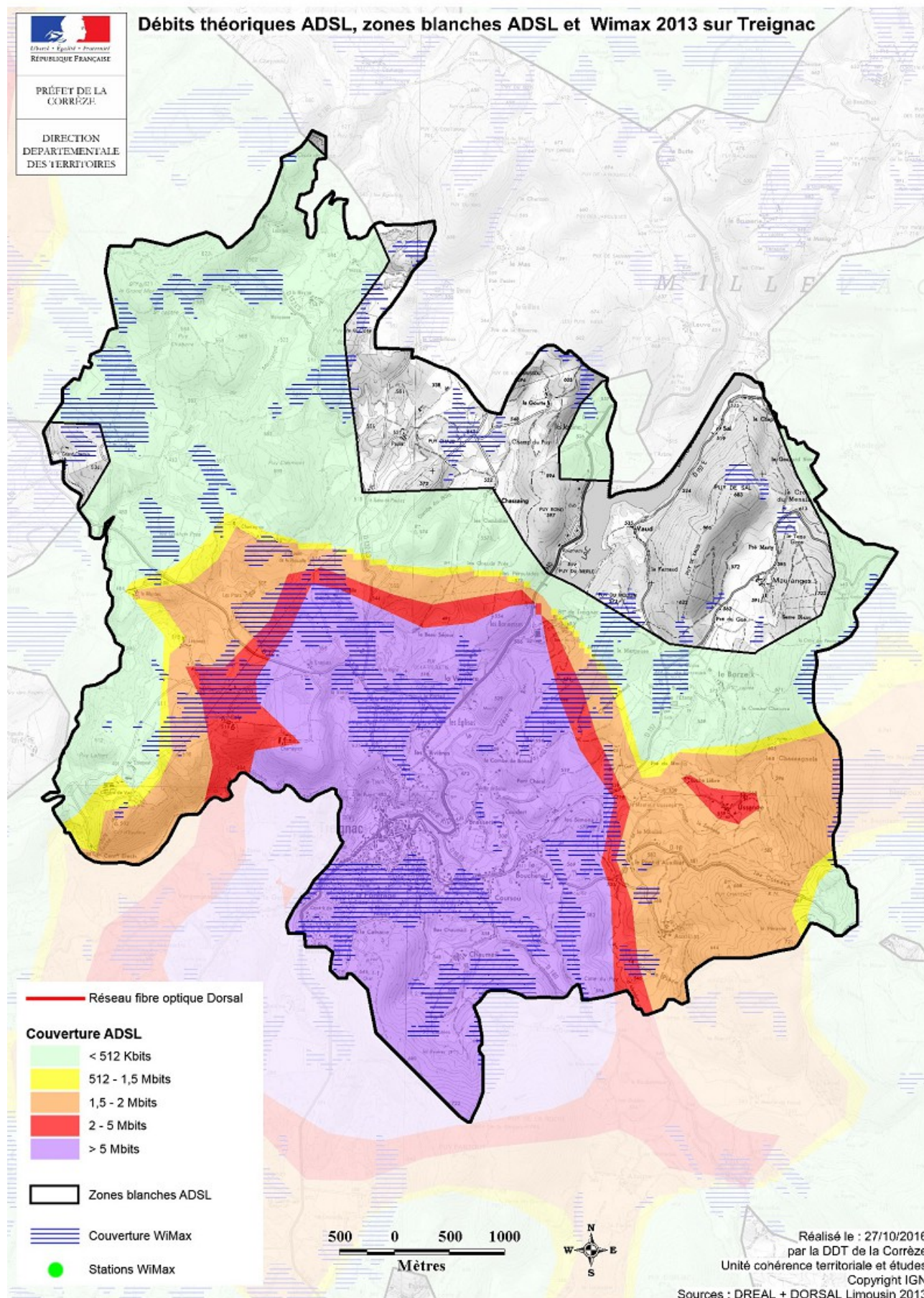
Des principes visant à mettre en œuvre les objectifs du PADD en matière d'aménagement numérique peuvent enfin être intégrés dans les orientations d'aménagement de programmation.

Les orientations d'aménagement et de programmation pourront prendre en compte le schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) défini par la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique.

### **Éléments d'information et avis des services sur le territoire**

📌 **Éléments donnés par la direction départementale des territoires (DDT)**

# Débits théoriques ADSL, zones blanches ADSL et Wimax 2013 sur Treignac



## **AGRICULTURE**

### **Rappel réglementaire**

- Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.
- Loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.
- Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.
- Articles L. 111-3 et L. 112-3 du code rural et de la pêche maritime.
- Article L. 151-5 du code de l'urbanisme.

### **Déclinaison dans le PLU**

Outre le diagnostic de l'activité agricole (comprenant notamment un inventaire des sièges d'exploitation et des sites d'élevage), le PLU doit présenter, dans son rapport de présentation une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au titre de l'article L. 151-4 du code de l'urbanisme.

Il doit également justifier les objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le projet d'aménagement et de développement durable.

Une analyse précise et exhaustive conduira à classer en zone A les terres agricoles à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique.

Le règlement de la zone A est défini par les articles R. 151-22, R. 151-23 et R. 151-35 du code de l'urbanisme.

Les précisions relatives aux constructions dans cette zone doivent respecter sa vocation : seules sont admises les constructions nécessaires à l'exploitation agricole, des équipements collectifs ou des services publics.

Dans la zone A, les bâtiments agricoles peuvent faire l'objet d'un changement de destination en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole.

En application de l'article L. 111-3 du code rural et de la pêche maritime, l'implantation de construction à proximité des installations agricoles est soumise à des conditions d'éloignement. Il en va de même pour l'implantation des bâtiments agricoles vis-à-vis des bâtiments occupés par des tiers.

Les terres bénéficiant de label à divers titres (appellation d'origine contrôlée (AOP), indication géographique protégée (IGP), zone agricole protégée, périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN)...) sont à protéger dans le document d'urbanisme.

L'article L. 112-3 du code rural et de la pêche maritime prévoit la saisine de l'institut national de l'origine et de la qualité préalablement (INAO) à l'approbation du document si la collectivité comprend une aire d'appellation d'origine.

Le PLU devra tenir compte :

- du plan régional d’agriculture durable (PRAD) qui définit les grandes orientations de la politique agricole, agroalimentaire et agro-industrielle de l’État en région (en cours d’élaboration),
- du règlement sanitaire départemental,
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l’environnement.

### Éléments d’information et avis des services sur le territoire

#### Éléments donnés par la direction départementale des territoires (DDT)

##### Les productions

La production quasi exclusive est l’élevage bovin viande, axée essentiellement sur la production de brouillards et de reproducteurs.

On dénombre également, 2 producteurs ovins stricts avec de petites troupes d’environ 50 mères.

##### Les exploitations agricoles

Au 15 mai 2015, date limite de dépôt des déclarations de surface pour les aides de la politique agricole commune (PAC), on dénombre 17 exploitations agricoles (22 chefs d’exploitation) ayant leur siège sur le territoire.

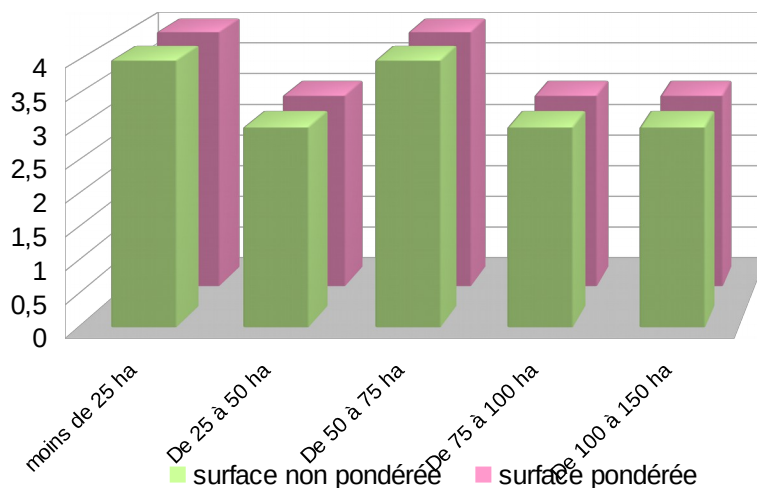
Ces agriculteurs exploitent également des surfaces sur des communes limitrophes.

Au total, ce sont 1 333,47 hectares déclarés dont 977 hectares déclarés sur la commune.

Inversement, quelques exploitations ayant leur siège hors du territoire y exploitent 236,95 hectares soit une surface totale déclarée de 1213,95 hectares.

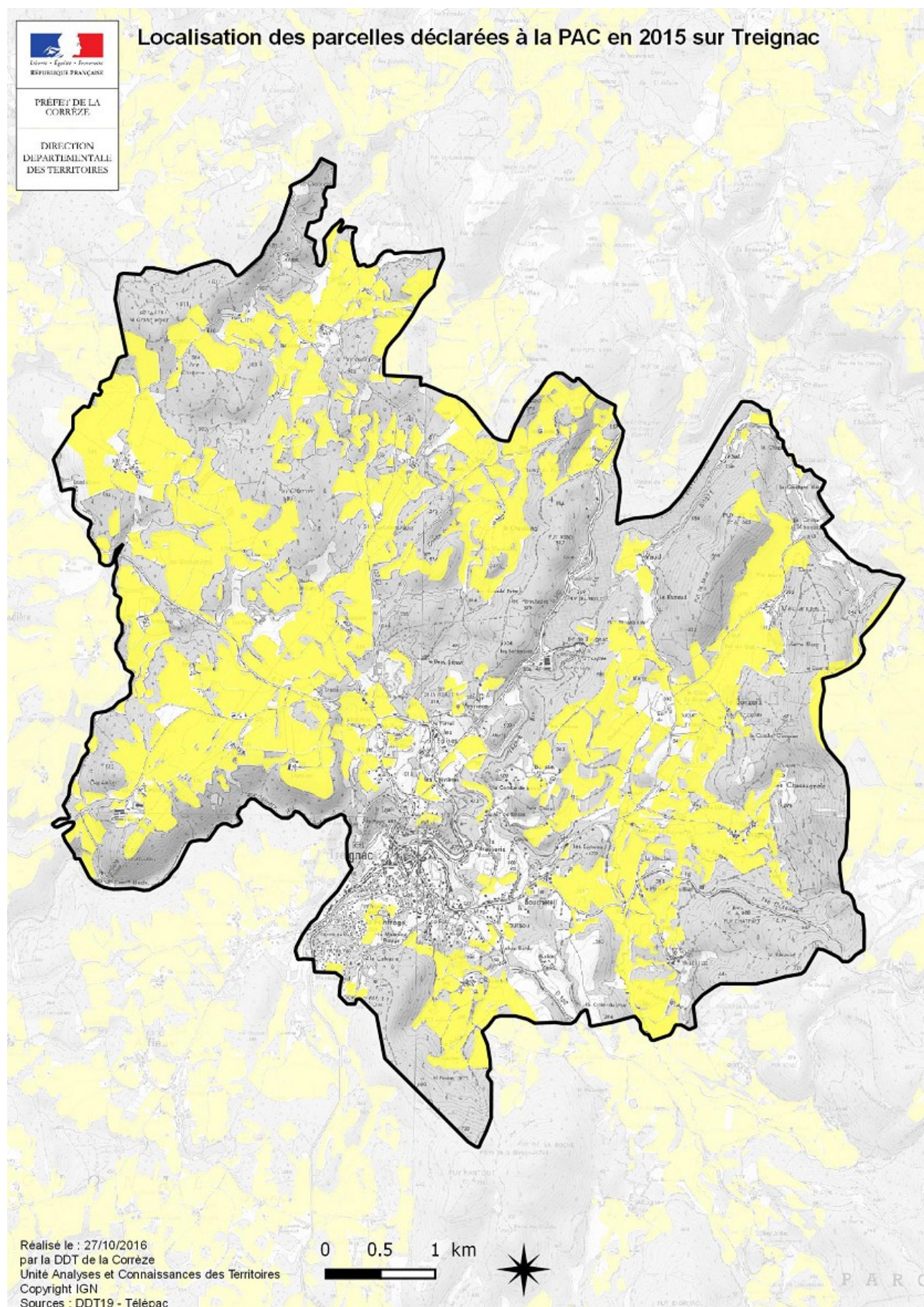
La superficie moyenne déclarée est de 78,4 hectares par exploitation, soit une surface moyenne supérieure à la moyenne départementale (55,6 hectares) et de 60,6 hectares par exploitant.

La surface agricole utile (SAU) est composée exclusivement de prairies et de céréales auto-consommées.

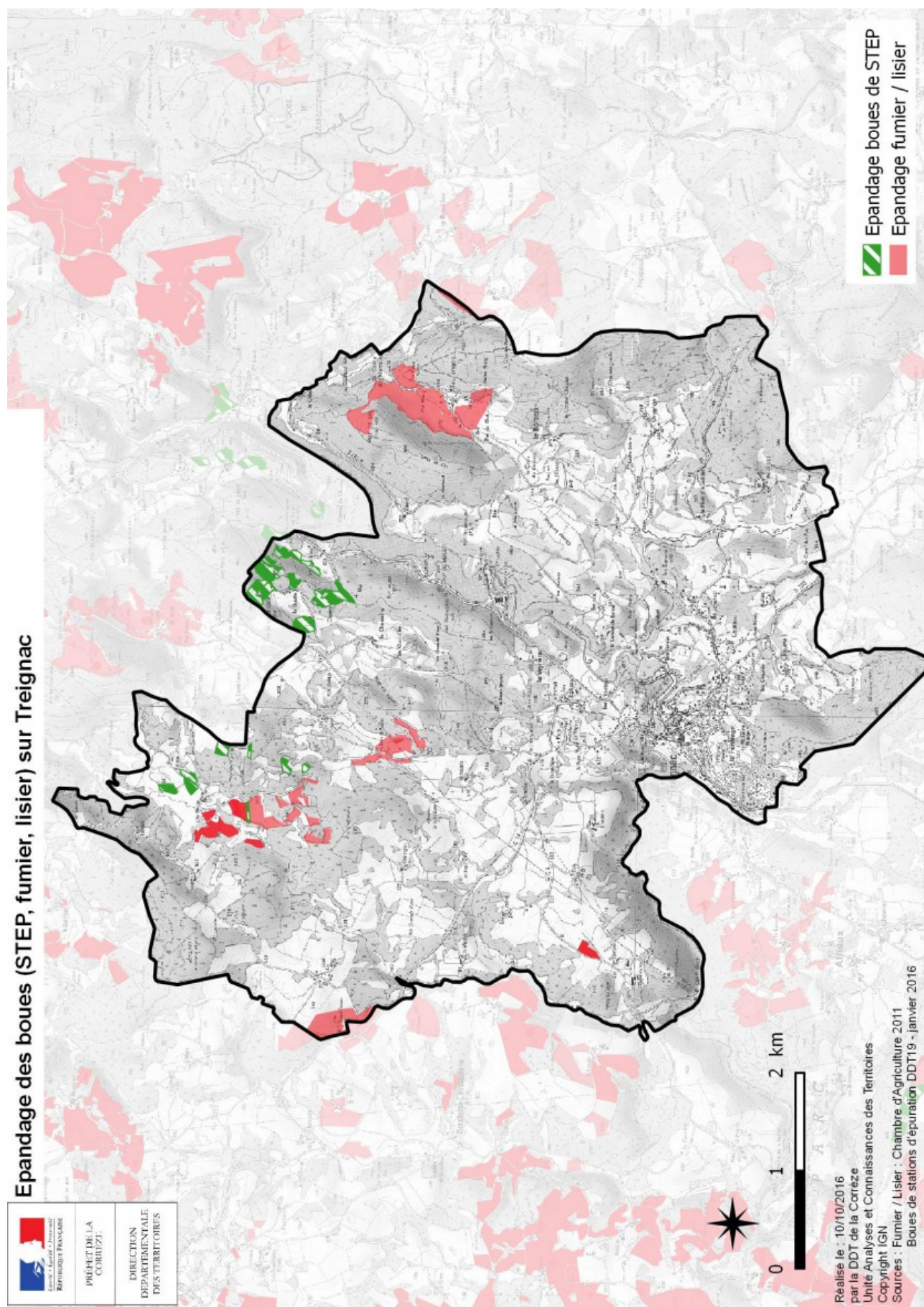




L'âge moyen des chefs d'exploitation ayant effectué une déclaration de surface en 2014 est de 49,6 ans, légèrement inférieur à l'âge moyen des exploitants sur le département (50,3).







## Recensement agricole 2010 - fiche communale synthétique

département  
libellé commune

19 - Corrèze  
19269 - Treignac

recensement  
agricole  
2010

Choisissez la commune ici  
dans un menu déroulant

NB : toutes les données sont ramenées à la commune siège des exploitations agricoles

Données de cadrage	
Population municipale 2010	1 376 Source : Insee -
Population sans double compte 1999	1 418 recensements de la population
Nombre d'exploitations agricoles en 2010	IN/D
Nombre d'exploitations agricoles en 2000	19
SAU communale estimée en 2010 en ha	1 233
SAU communale en 2000 en ha	1 217
Unités de travail agricole en 2010	29
Unités de travail agricole en 2000	33
Olex de la commune en 2010	bovins viande
Olex de la commune en 2000	bovins viande

Les personnes	
chefs d'exploitation et coexploitants	ensemble des exploitations
nombre de personnes	2010 2000 21 18 14
Age du chef ou du 1er coexploitant	ensemble des exploitations
nombre d'expl.	2010 2000 2010 2000
moins de 40 ans	7 5 3 5
40 à moins de 50 ans	8 8 3 5
50 à moins de 60 ans	8 3 3 5
60 ans ou plus	5 3 3 5
ensemble	IN/D 19 13 12

Statuts et succession	
nombre d'expl.	ensemble des exploitations
exploitations individuelles	2010 2000 2010 2000
GAEC	17 17 9 10
ensemble	21 19 13 12
SAU (ha)	2010 2000 2010 2000
exploitations individuelles	745 851 666 764
GAEC	5 5 5 5
ensemble	1 323 1 070 1 245 982
Qui succédera au chef âgé de 50 ans ou plus ?	ensemble des exploitations
nombre d'expl.	2010 2000 2010 2000
exploitations non concernées	9 13 4 9
exploitations avec successeur	6 5 5 5
exploitations sans successeur ou inconnu	6 5 5 5
ensemble	21 19 13 12

Les Olex	
nombre d'expl.	ensemble des exploitations
Bovins viande	2010 2000 2010 2000
Ovins et autres herbivores	14 14 5 5
Bovins lait	4 5 0 0
Bovins mâles	0 0 0 0
Bovins mères	0 0 0 0
Elevages hors sol	0 5 0 5
Grandes cultures	0 0 0 0
Maraîchage et horticulture	0 5 0 0
Fruits	0 0 0 0
Polyculture-polyélevage	5 5 0 0
Toutes orientations	21 19 5 12

Les cultures	
nombre d'expl. en	ensemble des exploitations
Céréales	2010 2000 2010 2000
Prairies et fourrages	10 11 8 8
Verdgers*	21 18 13 12
total SAU hors arbres de Noël	0 0 0 0
21 19 13 12	
Céréales	70 5 54
Prairies et fourrages	1 253 1 005 1 180 927
Verdgers*	0 0 0 0
total SAU hors arbres de Noël	1 323 1 070 1 245 982

\* pommes et poires de table, pèches, pruniers, abricotiers, cerisiers, amandiers, etc.

Le cheptel	
nombre d'expl. en	ensemble des exploitations
Bovins	2010 2000 2010 2000
vaches nourrices	14 16 5 12
vaches laitières	14 16 5 12
Brebis nourrices	6 4 5 8
Chèvres	0 5 0 0
Porcs	0 6 0 5
Bovins	5 1 676 779 737
vaches nourrices	866 779 0 0
vaches laitières	5 0 5 0
Brebis nourrices	178 105 5 5
Chèvres	0 5 0 0
Porcs	0 5 0 5

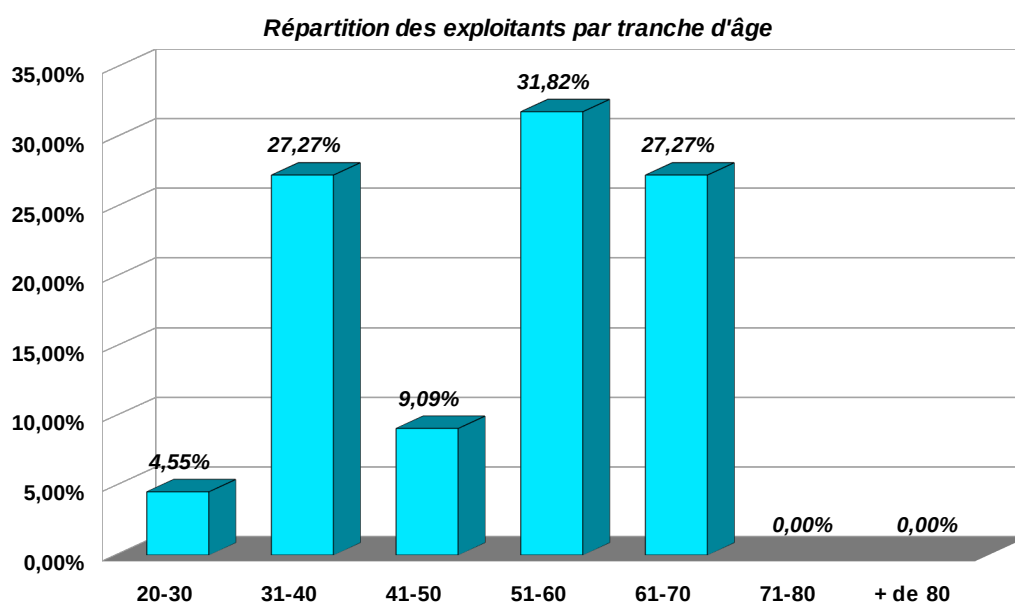
Source : DRAAF Limousin - Agreste - Recensements agricoles 2000 et 2010

ss : secret statistique

nd : non disponible

**Dynamique d'installation de jeunes agriculteurs sur le territoire : 2 installations aidées sur la commune au cours des 5 dernières années.**

année	âge du JA en 2014	installation individuelle ou sociétaire	double-actif	lieu-dit	surface exploitée en hectares	production
2011	30	sociétaire	non	La Nouaille	186	broutards / reproducteurs
2014	36	individuelle	non	Chingeat	70	broutards



Remarque : Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, la MSA recense, quant à elle, 25 exploitants agricoles dont 20 chefs d'exploitation pour une surface déclarée de 1 481 hectares.

**Évolution de la SAU par exploitation et de la surface par type de culture entre 2005 et 2012 :**

	nombre d'exploitations	SAU totale	cultures	prairies	autres
<b>2005</b>	15	1222,71	5,2 %	94,17 %	0,63 %
<b>2009</b>	16	1215,05	5,47 %	94,19 %	0,34 %
<b>2012</b>	16	1219,48	7,53 %	92,21 %	0,26 %

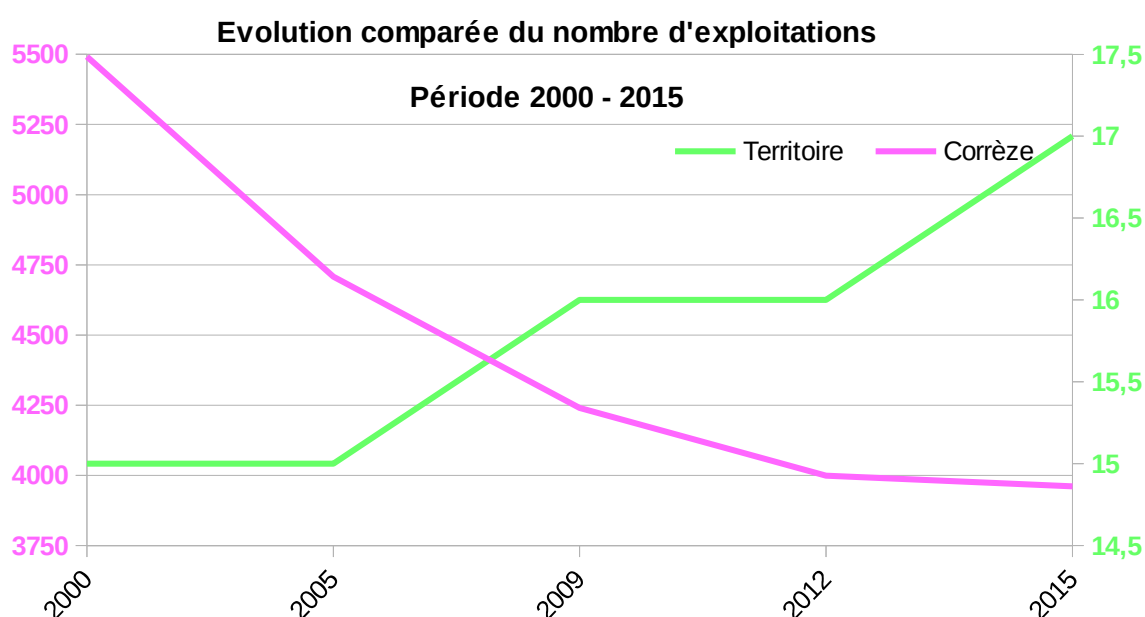
## Localisation des sièges des exploitations agricoles :

<u>Surface totale déclarée par les exploitants ayant leur siège sur Treignac :</u>			<b>1333,47</b>	ha dont	<b>994,24</b>	ha sur Treignac	
MALAGNOUX	Daniel Raymond	Le Borzeix	36,78	ha dont	36,79	ha	- <sup>13</sup> -
FOURNIAL	Yves Marc	Boisse	125,68	ha dont	98,34	ha	- <sup>13</sup> -
DUBOIS	Daniel	Chaumeil	62,12	ha dont	62,12	ha	- <sup>13</sup> -
MARANDE	Yvette	Auxilliat	122,35	ha dont	122,79	ha	- <sup>13</sup> -
FOUJANET	Guillaume	Chingeat	65,73	ha dont	52,24	ha	- <sup>13</sup> -
COUTURAS	Alain	Les Jardines	90,25	ha dont	61,59	ha	- <sup>13</sup> -
MAGNAVAL	Marie Sylvie	Lafont de l'Espinat	44,96	ha dont	44,96	ha	- <sup>13</sup> -
PEYRONNET	Alain	Ussanges	17,95	ha dont	17,95	ha	- <sup>13</sup> -
DEGABRIEL	Olivier	Le Chassaing	58,56	ha dont	58,56	ha	- <sup>13</sup> -
EARL COUDERT-FAUSSETTE		Le Monteil	126,56	ha dont	51,98	ha	- <sup>13</sup> -
GAEC PLAS		Coly	165,6	ha dont	40,87	ha	- <sup>13</sup> -
GAEC MAURY PERE ET FILS		Caud	150,27	ha dont	80,48	ha	- <sup>13</sup> -
GRANGER	Marilyne		48,93	ha dont	48,93	ha	- <sup>13</sup> -
BOURROUX	Christelle	Le Pouget	7,53	ha dont	7,53	ha	- <sup>13</sup> -
GAEC ROME		La Nouaille	185,14	ha dont	185,14	ha	- <sup>13</sup> -
HART	Rosalind	Le Theil	10,97	ha dont	10,97	ha	- <sup>13</sup> -
BOURNAZEL	Frédéric	Le Suquet	14,09	ha dont	13	ha	- <sup>13</sup> -

## Perspectives :

Contrairement à la tendance générale dans le département, la commune de **Treignac** a su conserver, voire augmenter le nombre d'exploitations ayant réalisé une déclaration de surface, durant la période 2000 – 2015.

Ceci est encore plus marqué pour l'ensemble des exploitations puisque leur nombre passe de 21 en 2000 à 26 en 2010.





La SAU communale déclarée reste stable autour de 1215 hectares soit 31,2 % de la surface totale de la commune.

Près de 80,5 % de la SAU est exploitée par des agriculteurs dont le siège d'exploitation est localisé sur la commune.

Sur les 22 chefs d'exploitation, 12 ont plus de 52 ans et 2 plus de 62 ans.

Dans les dix ans à venir, 12 exploitants sont donc susceptibles de quitter l'agriculture. Cependant, pour cinq d'entre eux, associés de GAEC, la continuité de l'exploitation est assurée.

Au vu de la dynamique agricole sur la commune (peu d'installations mais bon maintien des exploitations existantes et de la SAU déclarée), les inquiétudes quant au maintien d'une agriculture sur la commune sont moins importantes que dans d'autres communes du département.

Il faudra cependant veiller à ce que les terres agricoles et le potentiel d'agrandissement des exploitations soient préservés.

Le zonage établi dans le cadre du PLU participera à la protection du foncier agricole par l'affectation des meilleures terres pour l'usage agricole et la protection des structures foncières des exploitations agricoles en place.

De même il faudra éviter tout type d'urbanisation en linéaire et le mitage du territoire source de gaspillage de foncier par fractionnement des surfaces agricoles.

**Le maintien de l'agriculture sur la commune passera par un aménagement raisonné et réfléchi des zones agricoles en veillant au respect des intérêts de chacun. Les conflits d'usage seront ainsi limités, l'agriculture sera alors le garant des zones naturelles mais aussi des sources d'approvisionnement en produits locaux.**

### **Rappel : Changement de destination du foncier agricole et statut du fermage.**

Dans son article 5, l'arrêté préfectoral portant application du statut du fermage du 25 septembre 2012 **annexe 3** précise qu'en application de l'article L. 411-57 du code rural et de la pêche maritime, la surface maximale qu'un bailleur peut reprendre en vue de la construction d'une maison d'habitation est fixée à 1 200 m<sup>2</sup> dans l'arrondissement de Tulle.

### **Éléments liés à la forêt :**

La commune est boisée à près de 48 %, ce qui représente un taux de boisement légèrement supérieur au taux moyen départemental pour une surface de 1 835 hectares environ peuplée à quasiment parts égales de feuillus et de résineux.

À noter la présence de la forêt sectionale d'Auxilliat et Ussanges d'une superficie d'environ 20 hectares.



## Réglementation des boisements

La réglementation des boisements permet aux élus de disposer d'un outil supplémentaire pour gérer l'évolution et l'affectation de l'espace au mieux des intérêts de chacun, en cohérence avec le futur PLUi, dans un souci de développement durable.

**Treignac** dispose d'un zonage particulier au titre de la réglementation des boisements.

**Il faudra donc veiller à ce que le zonage soit pris en compte dans le document d'urbanisme.**

### Défrichement (articles L. 341-1 à L. 342-1 du code forestier)

En 2016, 2 autorisations de défrichement ont été demandées pour une surface totale de 4,4 hectares.

**Rappel :** Le défrichement consiste à couper les bois et à retirer les souches, afin de pouvoir changer l'affectation du sol (mise en culture, urbanisation...).

Tous les défrichements sont soumis à autorisation, dès lors qu'ils sont réalisés dans des massifs boisés de plus de 4 hectares et ce, dès dix mètres carrés de surface défrichée.

Les défrichements portant sur une superficie égale ou supérieure à 25 hectares sont systématiquement soumis à étude d'impact.

À l'inverse, les défrichements soumis à autorisation au titre du code forestier et d'une superficie inférieure à 25 hectares relèvent de l'examen au cas par cas.

Le décret n° 2013-1030 du 14 novembre 2013 modifie les règles applicables à cette dernière catégorie et limite aux seuls projets de plus de 0,5 hectare (et inférieurs à 25 hectares) la possibilité d'imposer, dans le cadre de cet examen au cas par cas, la présence d'une étude d'impact dans le dossier de demande d'autorisation.

L'autorisation de défrichement doit être faite en préalable à la délivrance de toute autre autorisation administrative liée à l'utilisation du sol, sauf pour les installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette obligation citée à l'article L. 341-7 du code forestier est également rappelée à l'article L. 425-6 du code de l'urbanisme.

Cela signifie qu'un terrain boisé n'est réellement constructible que si le défrichement est autorisé, ou non soumis à autorisation.

Ne sont pas soumises à autorisation :

- les parcelles en production de fruits (noix, châtaignes...),
- les petites parcelles boisées isolées au sein d'un ensemble agricole,

– les terrains agricoles récemment abandonnés.

L'arrêté préfectoral du 16 novembre 2007 portant mise en œuvre de mesures compensatoires au défrichement n'est plus applicable.

Les conditions auxquelles l'autorité administrative compétente de l'État subordonne son autorisation de défrichement sont désormais définies par l'article L. 341-2 du code forestier modifié par la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (article 69).

Aussi, depuis le 14 octobre 2014, l'autorité administrative compétente de l'État subordonne son autorisation à l'une ou plusieurs des conditions suivantes :

1° L'exécution, sur d'autres terrains, de travaux de boisement ou reboisement pour une surface correspondant à la surface défrichée, assortie, le cas échéant, d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 5, déterminé en fonction du rôle économique, écologique et social des bois et forêts objets du défrichement, ou d'autres travaux d'amélioration sylvicoles d'un montant équivalent. Le représentant de l'État dans le département peut imposer que le boisement compensateur soit réalisé dans un même massif forestier ou dans un secteur écologiquement ou socialement comparable.

2° La remise en état boisé du terrain lorsque le défrichement a pour objet l'exploitation du sous-sol à ciel ouvert.

3° L'exécution de travaux de génie civil ou biologique en vue de la protection contre l'érosion des sols des parcelles concernées par le défrichement.

4° L'exécution de travaux ou mesures visant à réduire les risques naturels, notamment les incendies et les avalanches.

L'autorité administrative compétente de l'État peut également conditionner son autorisation à la conservation sur le terrain de réserves boisées suffisamment importantes pour remplir les rôles utilitaires définis à l'article L. 341-5 du code forestier.

Le demandeur peut s'acquitter d'une obligation mentionnée au 1° du présent article en versant une indemnité équivalente, dont le montant est déterminé par l'autorité administrative et lui est notifié en même temps que la nature de cette obligation. Il est de 3000 €/hectare pour la Corrèze.

### **Éléments donnés par la Chambre d'agriculture**

31 exploitations agricoles ont des terres déclarées à la PAC sur le territoire concerné.

1 plan d'épandage est connu des services de la Chambre d'agriculture en janvier 2016 :

– Monsieur PLAS Robert : Coly – Treignac

La différence entre les données de la chambre d'agriculture et la DDT s'explique par le fait que tous les agriculteurs ne font pas nécessairement de déclaration de surfaces.



### 📌 **Forêts : avis donné par le centre régional de la propriété forestière (CRPF)**

Les documents de gestion connu par le CRPF sur le territoire de **Treignac** :

- 14 plans simples de gestion d'une surface totale de 567,03 hectares,
- 3 codes de bonnes pratiques sylvicoles d'une surface totale de 38,93 hectares,
- 9 règlements types de gestion d'une surface totale de 197,60 hectares,

soit un total de 803,56 hectares.

Le classement en espaces boisés classés contraint de manière excessive les activités sylvicoles puisque chaque demande de coupe doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

En conséquence, le CRPF demande le classement de toutes ces zones en zones naturelles N.

### 📌 **Éléments donnés par l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)**

La commune de **Treignac** est incluse dans l'aire géographique des indications géographiques protégées (I.G.P.) :

- agneau du Limousin,
- canard à foie gras du sud-ouest,
- jambon de Bayonne,
- porc du Limousin,
- veau du Limousin,
- vins de Corrèze,

Ainsi que dans l'aire géographique de la production de l'appellation d'origine protégée (AOP) :

- pomme du Limousin,
- noix du Périgord.

**L'article L. 112-3 du code rural prévoit la saisine de l'INAO préalablement à l'approbation d'un document d'urbanisme lorsque celui-ci concerne une commune incluse dans une aire d'appellation d'origine.**



## Installations classées

### Rappel réglementaire

- Articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme.
- Les annexes 1 à 4 à l'article R. 511-9 du code de l'environnement

### Déclinaison dans le PLU

L'affectation des sols dans le PLU doit tenir compte de la présence d'installations classées.

Sa réalisation doit également être l'occasion privilégiée de mener une réflexion autour des risques et des conflits d'usage engendrés par les activités industrielles ou agricoles, même si celles-ci ne sont pas soumises au régime des installations classées.

Le PLU doit déterminer les conditions d'utilisation de l'espace aux abords des installations classées de la protection de l'environnement (ICPE) de manière à prévenir les risques et à maîtriser l'urbanisation (classement de terrains en zone inconstructible, périmètres de protection gradués, etc.) et sur les secteurs autorisant ou pas des installations classées.

### Éléments d'information et avis des services sur le territoire

#### 🔗 Éléments donnés par la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations

Ci-dessous les installations classées sur la commune de **Treignac** :

NOM	Lieu-dit	Rubrique	Régime	Production
GAEC ROME	La Nouaille	2101-3	D	Vaches allaitantes
FOURNIAL Yves	Boisse	2101-3	D	Vaches allaitantes

Élevages soumis à autorisation : arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Élevages soumis à déclaration : arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n° 2101, 2102 et 2111.

Élevages soumis à enregistrement : arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime des enregistrements au titre des rubriques n° 2101-2 et 2102 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces arrêtés fixent des règles précises sur les conditions d'exploitation, notamment en matière de distances à respecter vis-à-vis des bâtiments et de leurs annexes.



## **PROTECTION ET GESTION DE L'EAU**

### **Rappel réglementaire**

- Articles L. 211-1, L. 214-1 à 6, et L. 212-1 et 2 du code de l'environnement (CE).
- Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, dite loi sur l'eau.
- Directive cadre 2000/60/CE sur l'eau du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, et fixant les objectifs pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles et souterraines.
- Loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CE du parlement européen (articles L. 212-1 et 2 CE).
- Loi sur l'eau et les milieux aquatiques n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 dite " LEMA ".

### **Déclinaison dans le PLU**

#### **Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)**

Le SDAGE est un document de planification de la gestion des ressources en eau et des milieux aquatiques qui s'applique sur un grand bassin hydrographique.

Il fixe des orientations pour une gestion équilibrée de ces ressources et milieux et des objectifs de qualité et quantité des eaux. Pour l'atteinte de ces objectifs, il décline des orientations en dispositions.

Le SDAGE vise à prévenir la détérioration et assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques.

La collectivité devra vérifier la faisabilité du développement de la commune envisagé par le PLU au regard des objectifs et du contenu du SDAGE qui définit plusieurs orientations traduites en action dans le programme de mesures (PDM), notamment :

- Réduire l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques au travers, notamment :
  - de la mise en œuvre de la trame verte et bleue (TVB),
  - de la réduction de l'impact des activités sur la morphologie et la dynamique naturelle des milieux.
- Gérer durablement les eaux souterraines.
- Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides.
- Assurer une eau de qualité pour des activités et usages respectueux des milieux aquatiques.
- Concilier les politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire.

La prise en compte de l'existence, de la qualité et du fonctionnement des masses d'eau superficielles et souterraines présentes sur le territoire est un préalable nécessaire à l'élaboration du document d'urbanisme.

Les données précises relatives à la qualité et aux objectifs de qualité des masses d'eaux concernant le territoire (inter) communal, sont accessibles sur le site internet du système d'information sur l'eau.

La collectivité, maître d'ouvrage du document d'urbanisme portera une attention toute particulière aux enjeux suivants :

- Garantir l'adéquation entre le projet urbain et la préservation de la qualité de la ressource via l'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées (il conviendra de se référer au portail de l'assainissement : <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>).

- Garantir l'accès à l'eau potable et assurer la protection de la ressource (périmètre de protection des captages et aire d'alimentation des captages).

- Assurer la qualité et la bonne gestion des cours d'eau du territoire du document d'urbanisme, et plus particulièrement des " corridors rivulaires ", c'est-à-dire des bandes de terrain le long des cours d'eau dont la végétation naturelle boisée (ou ripisylve) est influencée par la rivière et interagit avec elle.

Il est conseillé de consulter le guide " L'arbre, la rivière et l'homme " du conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité, téléchargeable à l'adresse suivante : [www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr) (rubrique du CSPNB).

- Aménager, le cas échéant, les accès aux cours d'eau pour les usages de loisirs (promenades, pêche) en cohérence par exemple avec les itinéraires de randonnées inscrits au plan départemental des itinéraires de promenades et des randonnées (PDIPR) (lorsqu'il existe).

- Prendre en compte la protection des berges (érosion...) et la cohabitation entre le lit de la rivière et les usages et activités humaines.

## **Classement des cours d'eau**

- Article L. 211-1 du code de l'environnement

La loi sur l'eau de décembre 2006 a introduit la notion de classement de cours d'eau au titre de la continuité écologique (article L. 214-17 du code de l'environnement).

On entend par continuité écologique la libre circulation piscicole à la dévalaison et à la montaison et le rétablissement du transport des sédiments dans les cours d'eau.

Le classement prévoit l'élaboration de deux listes de cours d'eau dites « liste 1 » et « liste 2 ».

Par arrêtés du 7 juillet 2013 du préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne, certains cours d'eau du département ont été classés en liste 1 et en liste 2.

Le classement en liste 1 se traduit par l'interdiction de créer de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique.

Le classement en liste 2 se traduit par l'obligation, dans un délai de 5 ans après la publication de l'arrêté de classement, d'aménager et gérer les ouvrages existants afin d'assurer la continuité écologique.

Les mesures à mettre en œuvre peuvent concerner des équipements (construction de passes à poissons, ouvertures de brèches ...) et des mesures de gestion telles que des ouvertures régulières de vannes.

Pour des ouvrages ne présentant plus d'usage, ou sans existence légale avérée et reconnue, l'effacement total ou partiel sera envisagé.

Le PLU doit prendre en compte ces objectifs de préservation et restauration par un zonage approprié à proximité (N) ou le cas échéant une mesure de protection spécifique.

## Éléments d'information et avis des services sur le territoire

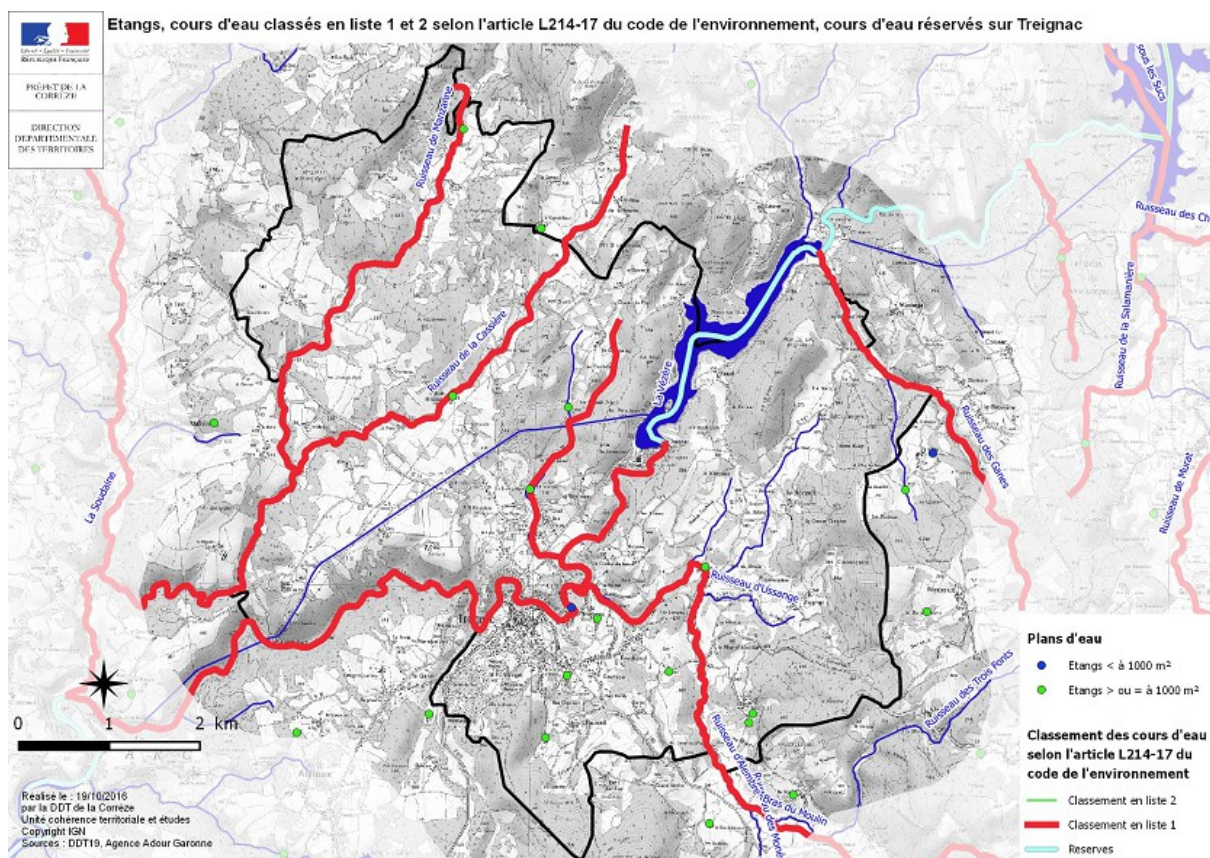
### Éléments donnés par la direction départementale des territoires (DDT)

La commune de **Treignac** est rattachée au bassin hydrographique Adour-Garonne.

*Pour plus d'informations sur le projet de SDAGE Adour Garonne 2016-2021 :*

– « Adour\_Garonne\_plaquette\_SDAGE\_2016\_2021 » **annexe 4**

### Nature du réseau hydrographique et des masses d'eau de la directive cadre sur l'eau (DCE) :



– **Cours d'eau classés** au titre de l'article L. 214-17 du code de l'environnement

Les cours d'eau classés au titre de l'article L. 214-17 du code de l'environnement sont classés en deux listes : liste 1 et liste 2.

Pour chaque bassin des arrêtés de classement en liste 1 et 2 ont été pris.



- le ruisseau de la Cassière et ses affluents,
- le ruisseau d'Alembre,
- la Vézère du lac des Bariousses à sa confluence avec la Soudaine.

– **Cours d'eau remarquables** sur la commune de **Treignac** :

- [illegible]

La commune de **Treignac** comprend trois types de masse d'eau au sens de la directive cadre sur l'eau : masses d'eau superficielle, masse d'eau fortement modifiée et masses d'eau souterraine.

Une masse d'eau souterraine est un volume distinct d'eau souterraine à l'intérieur d'un ou de plusieurs aquifères.

– **masse d’eau superficielle :**

En eau superficielle la commune de **Treignac** comprend 3 masses d’eau rivière :

- La Vézère du lac des Bariousses à sa confluence avec la Soudaine.
- Le ruisseau de la Cassière.
- Le ruisseau d'Alembre

– **masse d’eau fortement modifiée :**

La commune de **Treignac** comprend une masse d’eau fortement modifié

- Le lac des Bariousses.

– **masse d’eau souterraine :**

Dans le sous-sol de la commune de **Treignac** se trouvent une masse d’eau souterraine :

- socle BV Vézère secteurs hydro p3-p4.

– **État des masses et objectif de bon état**

Sur cette commune, selon l’état des lieux validé le 1er décembre en 2015 par le comité de bassin et dont les objectifs sont fixés dans le SDAGE 2016-2021, l’état des masses d’eau qualifiées est le suivant :

État des masses d’eau superficielles et échéance de bon état :

<b>nom masse d’eau</b>	<b>état écologique</b>	<b>état chimique</b>
La Vézère du lac des Bariousses à sa confluence avec la Soudaine	bon	non classé
Le ruisseau de la Cassière	bon	bon
Le ruisseau d'Alembre	bon	non classé

<b>nom de la masse d’eau</b>	<b>objectif de bon état écologique</b>	<b>échéance objectif écologique</b>	<b>objectif de bon état chimique</b>	<b>échéance objectif chimique</b>
La Vézère du lac des Bariousses à sa confluence avec la Soudaine	Bon état	2015	Bon état	2015
Le ruisseau de la Cassière	Bon état	2015	Bon état	2015
Le ruisseau d'Alembre	Bon état	2015	Bon état	2015



État de la masse d'eau fortement modifiée et échéance de bon état :

nom masse d'eau	potentiel écologique	état chimique
Lac des Bariousses	moyen	bon

nom masse d'eau	objectif de l'état écologique	objectif de l'état chimique
Lac des Bariousses	bon potentiel 2027	bon état 2015

État des masses d'eau souterraines et échéance de bon état :

L'état est renseigné sur le bon état des lieux validé le 2 décembre en 2013 par le comité de bassin et dont les objectifs sont fixés dans le SDAGE 2016-2021.

nom de la masse d'eau souterraine	état quantitatif	état chimique	objectif état quantitatif et échéance	objectif état chimique et échéance
socle BV Vézère secteurs hydro p3-p4	bon	mauvais	bon 2015	bon 2027

**La commune de Treignac doit veiller à la non dégradation de ces cours d'eau et de ces nappes d'eau souterraines et même les améliorer pour répondre aux objectifs du SDAGE Adour - Garonne 2016-2021**

#### – Secteurs problématiques sur le plan quantitatif et qualitatif

– plan de gestion d'étiage (PGE)

La commune de **Treignac** est couverte par le plan de gestion d'étiage (PGE) Dordogne-Vézère.

Un PGE est un protocole d'accord dans le domaine de la gestion quantitative de la ressource en période d'étiage. Il vise à retrouver une situation d'équilibre entre les usages de l'eau et le milieu naturel, traduite par le respect des débits d'objectif d'étiage.

#### – Actions pour l'atteinte du bon état

Le programme de mesures (PDM), établi pour la période 2016-2021, constitue le recueil des actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs environnementaux fixés par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Adour Garonne.

Il comprend des mesures de bases (des mesures réglementaires nationales) et des mesures complémentaires territorialisées qu'il est nécessaire d'ajouter aux précédentes pour atteindre les objectifs.

**Le PLU doit être compatible avec les orientations et les objectifs du SDAGE du bassin Adour - Garonne 2016-2021.**

## – Schéma d'aménagement et de gestion des eaux

La commune de **Treignac** est incluse totalement dans le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Vézère-Corrèze.

**Le document d'urbanisme doit être compatible avec les objectifs de protection définis par le SAGE.**

### Recommandations pour le PLU

## **A) Hydrographie – milieux aquatiques**

**Le plan local d'urbanisme doit décrire l'hydrographie présente sur le territoire : la nature des milieux, leur qualité et les problèmes existants.**

## **B) Ripisylve et espace de liberté des cours d'eau**

Le plan local d'urbanisme doit prendre en compte la protection de la ripisylve et l'espace de liberté des cours d'eau.

Pour une meilleure protection des cours d'eau et de leur fonctionnalité, tout le linéaire des cours d'eau et leur espace de liberté, comprenant la ripisylve, doivent être inconstructibles.

Le rôle de la ripisylve bordant les cours d'eau est important, car elle assure l'alimentation de la nappe, la filtration des polluants ruisselants, l'auto-épuration du milieu, le maintien des berges et la bonne qualité biologique du milieu (diversité des habitats et des espèces).

La disposition A37 du SDAGE Adour Garonne 2016-2021 demande de respecter les différents espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques.

Les SCOT, les PLU, PLU intercommunaux ou à défaut les cartes communales assurent une protection suffisante et cohérente par l'adoption d'orientations d'aménagement, d'un classement ou de règles d'utilisation du sol sur :

- les zones nécessaires à la gestion des crues (zones inondables, zones d'expansion de crue, systèmes de gestion des eaux pluviales) ; en intégrant non seulement les risques naturels actuels mais aussi leur éventuelle évolution au regard du changement climatique,
- les zones nécessaires au bon fonctionnement et à la recharge des nappes en eau de qualité et en quantité suffisante (notamment celles utilisées pour l'alimentation en eau potable),
- les zones humides et leurs bassins d'alimentation (y compris et dépressions humides récentes issues de la fonte des glaciers) et les petits plans d'eau,
- les espaces de mobilité des rivières et du domaine public maritime,
- les espaces nécessaires aux cours d'eau pour jouer leur rôle de corridors biologiques.

Pour mieux gérer les eaux de pluie, dès l'approbation du SDAGE, les collectivités et leurs groupements, partout où cela sera possible et souhaitable, mettent en œuvre (en lien avec B30 et D48) :

- des actions de maîtrise de l'imperméabilisation des sols pour favoriser leur infiltration et minimiser ainsi les ruissellements, et des débits de fuite en zone urbaine,
- des techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales afin de favoriser la recharge des nappes (notamment chaussées drainantes, parkings « perméables », noues paysagères).

Ils promeuvent également ces techniques auprès des usagers et en tiennent compte dans les documents d'urbanisme.

**La zone le long des cours d'eau (bande délimitée par le lit majeur du cours d'eau) doit donc être inconstructible pour permettre le développement de la ripisylve, la divagation des cours d'eau, leurs débordements et assurer un rôle de corridor biologique.**

## **C) Les zones humides**

### **Rappel réglementaire**

- Article L. 211-1-1 du code de l'environnement.
- Article L. 211-3 du code de l'environnement.

### **Déclinaison dans le PLU**

La commune de **Treignac** présente des zones humides.

Selon le code de l'environnement, les zones humides sont des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ». (article L. 211-1 du code de l'environnement).

L'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement.

Il définit spécifiquement les critères et modalités de caractérisation des zones humides pour la mise en œuvre de la rubrique 3.3.1.0 sur l'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation et le remblai en zone humide du R. 214-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, la commune devra prendre en compte les zones humides dans le projet de territoire par :

- une analyse dans le rapport de présentation,
- des orientations et des actions dans le PADD, qui veilleront à ne pas être en contradiction avec les orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) en matière de zones humides et pourront intégrer la protection et la valorisation de ces zones,

- une déclinaison dans le règlement et éventuellement dans les OAP : le classement en N sera privilégié et des mesures particulières dans le règlement écrit pourront être prescrites, concernant par exemple les affouillements, les exhaussements de sols, interdiction de remblaiement,
- le classement en espace boisé classé (EBC) pourra également être envisagé, plus particulièrement lorsque la zone humide est liée à un espace boisé (ex : ripisylve).

Il est à noter que l'établissement public territorial de bassin de la Dordogne, EPIDOR a réalisé un recensement de ces zones, voir les documents rédigés par EPIDOR comprenant une carte intitulée « Cartographie des zones à dominante humide – EPIDOR-2011 » et un livret explicatif dénommé « Guide- Les zones humides du bassin de la Dordogne secteur Corrèze, Creuse, Haute-Vienne ».

Un recensement plus précis a été réalisé par le parc naturel régional de Millevaches.

Ces **recensements** des zones à dominante humide ne sont **pas exhaustifs**.

Par ailleurs, il est insuffisant pour une localisation précise des limites des zones humides à l'échelle parcellaire.

Le plan local d'urbanisme doit recenser et préserver ces zones humides qui remplissent :

**– des fonctions hydrologiques :**

au niveau de l'épuration de l'eau :

comme un filtre physique, elles piègent les sédiments et, comme un filtre biologique elles aident à l'élimination de l'azote, du phosphore ou autre,

au niveau du régime hydrologique :

elles agissent comme une « éponge » en diminuant l'intensité des crues et en soutenant le débit d'étiage des cours d'eau.

**– des fonctions au niveau de la biodiversité :**

au niveau floristique :

les zones humides abritent une grande diversité végétale. On y trouve également un certain nombre d'espèces menacées ou protégées,

au niveau faunistique :

ces milieux peuvent servir d'aire d'alimentation, de reproduction ou de zones de refuge à de nombreuses espèces (batraciens, oiseaux...). On estime à environ 50 % les espèces d'oiseaux qui en dépendent.

**– des fonctions socio-économiques :**

avec des activités agricoles :

les zones humides servent de pâturages extensifs en période sèche.

avec des activités récréatives :

ces milieux sont un attrait pour le tourisme, la chasse, la pêche et possèdent une réelle valeur patrimoniale au niveau paysager et culturel.

En cas de demande de travaux, le dossier doit comporter une proposition adaptée de mesures compensatoires.

Cette proposition comprend une mesure directement liée aux zones humides comme la création, la renaturalisation et la restauration... à laquelle il est souhaitable d'associer une bonne gestion.

Elles devront nécessairement être mises en place sur tous projets d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation ou remblais de zones humides.

La préservation des zones humides contribue à la réalisation des objectifs de qualité et de quantité des eaux fixés par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux des bassins Adour-Garonne et Loire Bretagne.

Le SDAGE du bassin Adour-Garonne 2016-2021 (dispositions D40 ; D42 ; D43) préconise de ne pas atteindre ou détruire des zones humides voire de les restaurer et de les entretenir.

La préservation des zones humides représente un enjeu écologique et hydrologique même à l'échelle du territoire communal.

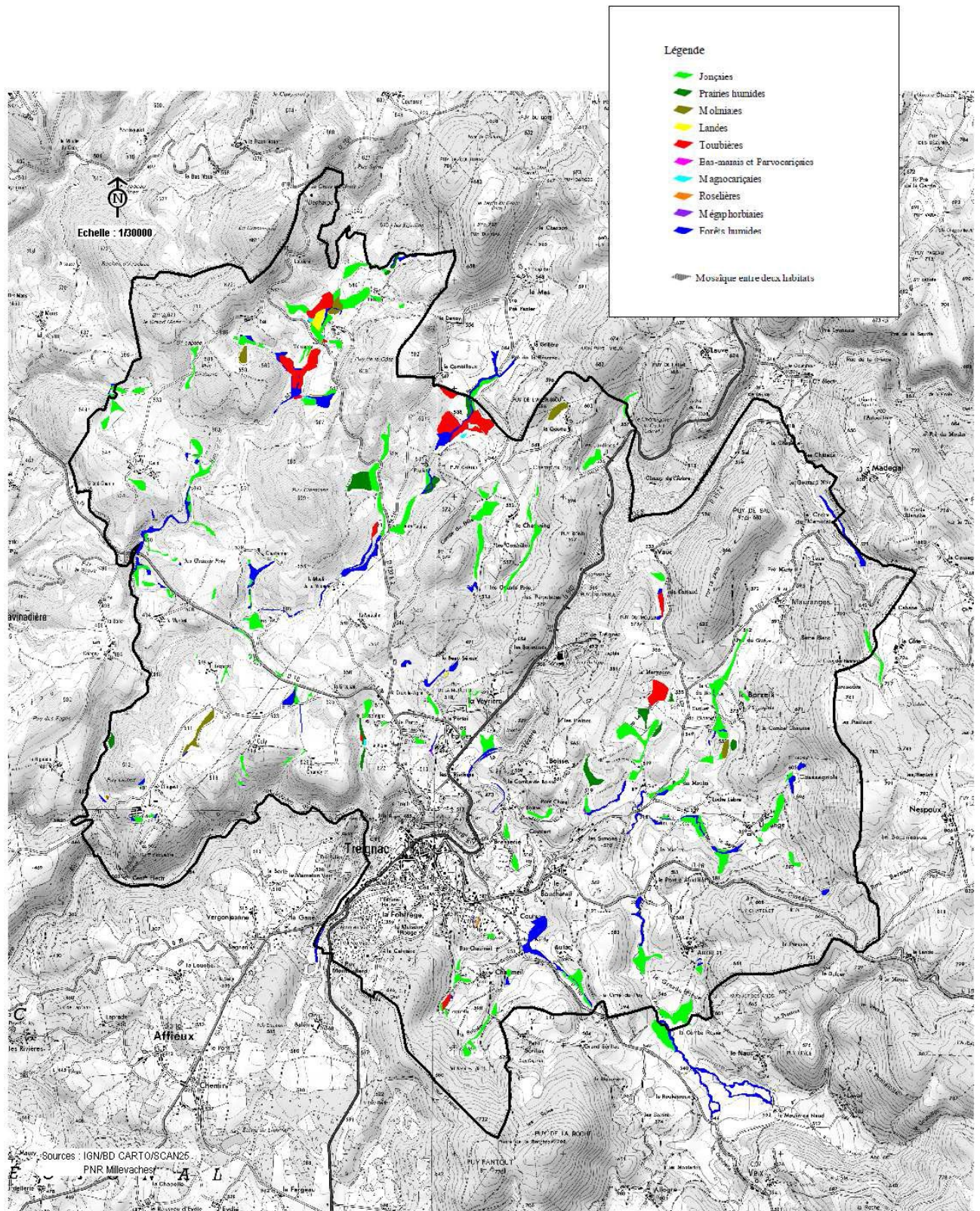
Leur altération est soumise à autorisation loi sur l'eau.

**Les zones constructibles doivent être en dehors des zones humides.**

**Carte extraite du PNR Millevaches 2004 / 2016**



# ZONES HUMIDES DU PNR





## **D) Alimentation en eau potable**

### **Déclinaison dans le PLU**

L'objectif d'une gestion équilibrée de la ressource en eau, gestion qui prend en compte les adaptations au changement climatique est à privilégier.

Il s'agit de promouvoir une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau.

La commune devra vérifier la faisabilité de son développement envisagé dans le PLU au regard des objectifs et du contenu du SDAGE.

Elle établira une description détaillée du patrimoine et de son fonctionnement : plan du réseau à jour avec les caractéristiques de ses différents éléments (canalisations, réservoirs, etc.).

Ces plans seront annexés au document final du PLU.

Il pourra également être fait référence à la performance de ce réseau ou à ses faiblesses issues d'un diagnostic du système d'alimentation en eau potable, et à un éventuel programme de travaux.

Les installations, ouvrages, travaux et activités réalisés à des fins non domestiques entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines sont soumis à autorisation ou à déclaration.

Le plan local d'urbanisme doit démontrer la bonne adéquation entre, d'une part, les besoins induits par le développement urbain futur envisagé de la commune (habitat et activité économique) et, d'autre part, la disponibilité de la ressource en eau et les capacités de traitement et de distribution de la collectivité en termes de quantité et de qualité.

Les besoins futurs devront également être compatibles avec les orientations des différents documents de cadrages évoqués ci-dessus.

Des techniques économes en eau pour les activités industrielles, commerciales et agricoles seront favorisées.

Il conviendra également de tenir compte des projets de développement des collectivités limitrophes ou concernées par les mêmes sources d'approvisionnement, en se rapprochant de l'organisme intercommunal compétent le cas échéant.

### **Application sur le territoire**

La commune possède plusieurs captages sur son territoire, **Annexe 1**.

Ces points de captage d'eau en vue de la consommation humaine font l'objet de protections inscrites dans le document d'urbanisme (classement en zone naturelle et forestière, servitudes d'utilité publique...).

- Classement en N des terrains correspondant aux périmètres de protection immédiat. Prévoir un emplacement réservé le cas échéant (projet de captage).

- Classement en N ou A pour les périmètres de protection rapprochée et ne pas autoriser dans les zones concernées des occupations ou utilisations des sols incompatibles avec les protections de la ressource en eau.

Une réflexion sera menée, le cas échéant, sur le zonage approprié pour les zones de protection spécifiques.

À noter également qu'une usine d'embouteillage d'eau de source est située sur la zone artisanale de Borzeix.

L'eau de source provient du captage « Mauranges 2 » situé à environ trois kilomètres en amont.

Un arrêté préfectoral datant du 30 juillet 2009 a autorisé la société des eaux de Treignac à capter ces eaux de source en vue de leur embouteillage.

Il convient de cartographier les cimetières existants, leurs extensions éventuelles ainsi que les zones situées à moins de 100 m de ceux-ci.

Avant toute création ou extension de zones constructibles, il est indispensable que la collectivité s'assure auprès du maître d'ouvrage du réseau de distribution d'eau que la capacité du réseau communal est suffisante pour assurer un débit satisfaisant aux futures constructions.

**Le plan local d'urbanisme doit tenir compte des déficits de la ressource en eau.**

## **E) Puits et forages domestiques**

### **Rappel réglementaire**

– Article L. 2224-9 du code général des collectivités territoriales (CGCT)

### **Déclinaison dans le PLU**

La déclaration en mairie des puits et forages domestiques, existants ou futurs, est devenue obligatoire.

Dans le cadre de la réalisation du PLU de la commune, le recensement des puits et forages sera repris dans le rapport de présentation (cartographié) ou pourra être réalisé et cartographié (si ce recensement n'existe pas).

Un classement particulier pourra être étudié dans le cadre du règlement du PLU et des règles d'aménagement et / ou de protection pourront être établies.

Une attention particulière sera portée, en cas de zones constructibles situées dans un secteur d'assainissement non collectif, sur les distances nécessaires entre le système d'assainissement autonome et le puits ou forage si ce dernier est utilisé pour une consommation humaine.

Site Internet à consulter le cas échéant : [www.foragesdomestiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.foragesdomestiques.developpement-durable.gouv.fr)

La commune pourra également se rapprocher des services de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

## **F) Eaux de baignade**

### **Rappel réglementaire**

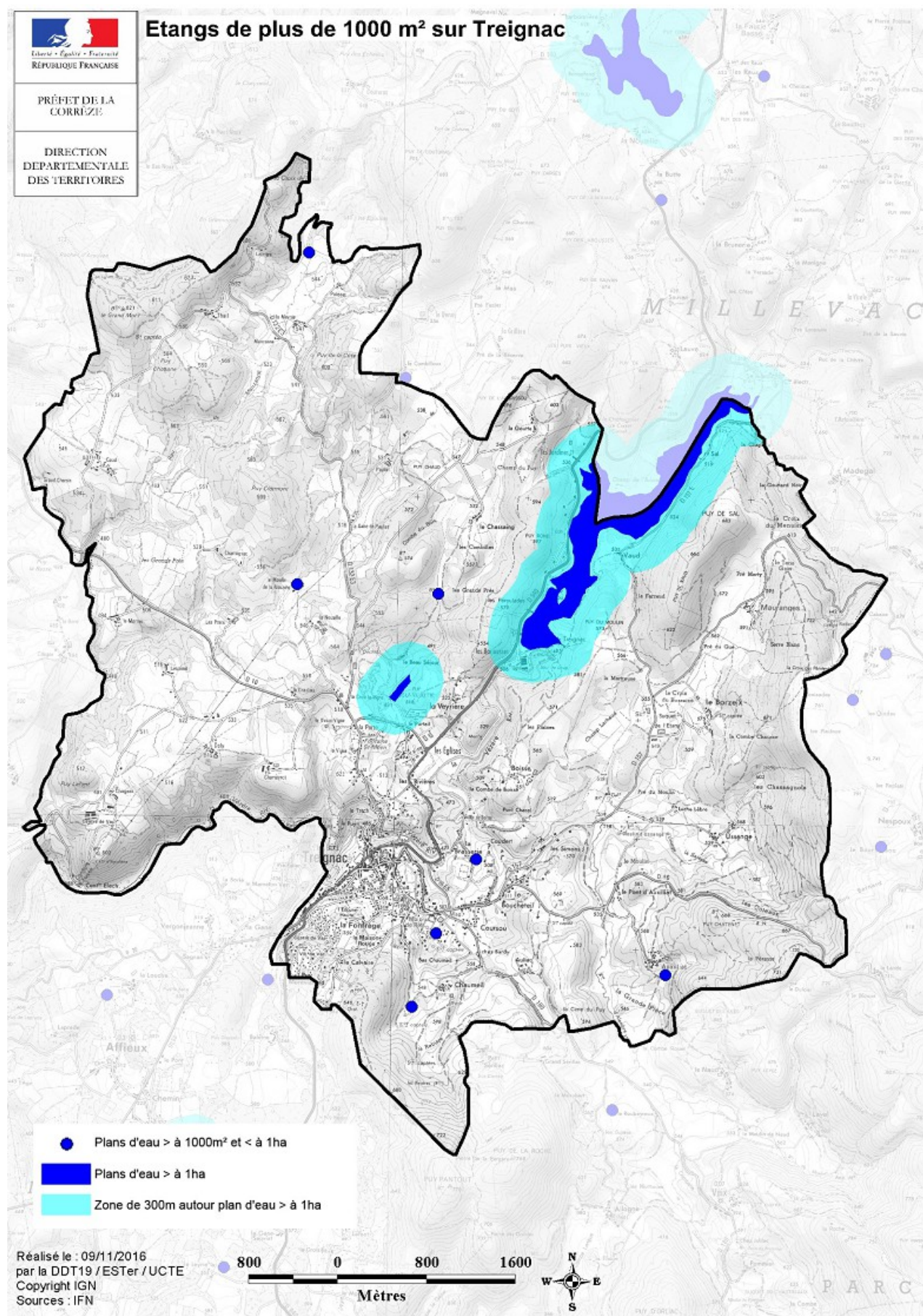
- Directive 2006/7/CE du parlement européen et du conseil du 15 février 2006.
- Article L. 1332-2 du code de la santé publique.
- Articles L. 1332-3 et D. 1332-20 du code de la santé publique.

### **Déclinaison dans le PLU**

Dans le cadre de la réalisation du PLU, la commune veillera à protéger la qualité des eaux de baignade existantes ou prévues par un règlement graphique et écrit approprié et des mesures concernant les rejets d'eaux pluviales et d'eaux usées.

Il est rappelé également que le rejet des eaux de piscines (en particulier les vidanges de bassin) est interdit dans le réseau public d'assainissement conformément au décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées (article 22).

Le règlement du PLU devra prendre en compte le traitement des eaux de piscines (dispositif d'infiltration sur place adapté (à privilégier), obligation de rejet dans le réseau pluvial après accord du gestionnaire du réseau, etc.).





## **G) Eaux pluviales et imperméabilisation des sols**

### **Rappel réglementaire**

- Article L. 2224-10 du code des collectivités territoriales.
- Article L. 151-24 du code de l'urbanisme.
- Articles R. 151-49-2° et R. 151-53 du code de l'urbanisme.

### **Déclinaison dans le PLU**

En vertu de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, les communes doivent délimiter après enquête publique :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit des écoulements d'eaux pluviales et de ruissellement,
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

Le zonage pluvial a pour but de prévenir les effets de l'urbanisation et du ruissellement des eaux pluviales sur les systèmes d'assainissement et sur les milieux récepteurs.

C'est une phase essentielle dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des eaux pluviales.

Elle s'inscrit dans une logique de prévision et de prévention.

Les zones urbaines doivent éviter une trop grande imperméabilisation des sols, gérer les eaux de ruissellement pour favoriser la recharge des nappes et conserver la capacité d'évacuation des émissaires naturels.

L'étude intégrera les dispositifs et ouvrages existants connus en matière de traitement ou rétention des eaux pluviales : bassins de rétention, bassins d'infiltration, noues paysagères, etc.

Le recensement des réseaux d'eaux pluviales sera également intégré dans l'annexe sanitaire du PLU.

Enjeux et recommandations en matière de gestion des eaux pluviales :

- **Intégrer**, dans les annexes du PLU, le zonage pluvial lorsqu'il existe ou le réaliser en même temps que le PLU dans le cas contraire (article R. 151-53 du code de l'urbanisme).

Si des secteurs n'ont pas fait l'objet d'un zonage particulier mais reconnus comme sensibles pour le ruissellement pluvial, le PLU devra en tenir compte.

- **Limiter les risques** de pollution par les eaux pluviales (article R. 151-49-2° du code de l'urbanisme) notamment pour la protection des captages :

Dans les périmètres immédiats et rapprochés de protection de captage, les eaux pluviales et les eaux de ruissellement sont systématiquement collectées et évacuées hors de la zone concernée.

Les ouvrages doivent également être étanches.

- **Instaurer des zones classées et servitudes** :

Par la définition de zones classées, le PLU peut assurer la protection d'éléments du paysage tels que les haies, les bois ou les arbres, contribuant à la bonne gestion du ruissellement :

- le classement de haies (bocage), pour limiter les ruissellements de surface, voire de zones humides au titre de l'article L. 151-24 du code de l'urbanisme,
- le classement en zone inaltérable des cours d'eau,
- le classement en espace boisé classé (EBC) des ripisylves.

**– Développer les espaces végétalisés et la présence de l'eau en milieu urbanisé :**

le PLU peut définir des règles en faveur de la gestion du pluvial, comme, par exemple, le maintien et le remplacement des plantations existantes, l'obligation de plantations, le maintien des espaces verts dans les zones urbanisées et urbanisables.

Dans les opérations d'aménagement ou de constructions d'ensemble à dominante d'habitation, les ouvrages techniques de gestion de l'eau et leurs abords, communs à ces opérations (tels que le bassin de rétention ou d'infiltration...), pourraient (sous réserve de leurs caractéristiques propres, d'une emprise au sol suffisante et des contraintes de fonctionnement) :

- faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale contribuant à leur insertion qualitative et fonctionnelle dans leur environnement naturel et bâti,
- être conçu pour répondre à des usages ludiques ou d'agrément compatibles avec leur destination (espaces verts de détente de jeux...).

**– Promouvoir les techniques alternatives :**

le PLU incitera à l'utilisation des techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales partout où cela est possible et souhaitable : noues, tranchées et chaussées drainantes, puits d'infiltration, bassins de rétention..., en évitant de recourir systématiquement à ces derniers.

**– Instaurer des prescriptions particulières de gestion des eaux pluviales** dans le règlement et traiter de cette thématique dans les orientations d'aménagement et de programmation du PLU, en vue de favoriser l'infiltration ou le stockage temporaire :

- gestion du taux d'imperméabilisation selon les secteurs géographiques,
- gestion des modalités de raccordement, limitation des débits, régulation de la restitution dans le milieu nature, inscription en emplacements réservés des emprises des ouvrages de rétention et de traitement,
- constructibilité limitée des zones inondables et des zones d'expansion des crues,
- élaboration des principes d'aménagement permettant d'organiser les espaces nécessaires au traitement des eaux pluviales.

Deux dispositions du SDAGE sont à prendre en compte :

**A37 : Respecter les espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques dans l'utilisation des sols et la gestion des eaux de pluie**

L'atteinte ou la non-dégradation du bon état écologique des masses d'eau nécessite de préserver les différents espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques en s'appuyant sur les éléments de connaissance disponibles localement.

Les SCOT, les PLU, PLU intercommunaux ou à défaut les cartes communales assurent une protection suffisante et cohérente par l'adoption d'orientations d'aménagement, d'un classement ou de règles d'utilisation du sol sur :

- les zones nécessaires à la gestion des crues (zones inondables, zones d’expansion de crue, systèmes de gestion des eaux pluviales) ; en intégrant non seulement les risques naturels actuels mais aussi leur éventuelle évolution au regard du changement climatique,
- les zones nécessaires au bon fonctionnement et à la recharge des nappes en eau de qualité et en quantité suffisante (notamment celles utilisées pour l’alimentation en eau potable),
- les zones humides et leurs bassins d’alimentation (y compris et dépressions humides récentes issues de la fonte des glaciers) et les petits plans d’eau,
- les espaces de mobilité des rivières et du domaine public maritime,
- les espaces nécessaires aux cours d’eau pour jouer leur rôle de corridors biologiques.

Pour mieux gérer les eaux de pluie, dès l’approbation du SDAGE, les collectivités et leurs groupements, partout où cela sera possible et souhaitable, mettent en œuvre (en lien avec B30 et D48) :

- des actions de maîtrise de l’imperméabilisation des sols pour favoriser leur infiltration et minimiser ainsi les ruissellements, et des débits de fuite en zone urbaine,
- des techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales afin de favoriser la recharge des nappes (notamment chaussées drainantes, parkings « perméables », noues paysagères).

Ils promeuvent également ces techniques auprès des usagers et en tiennent compte dans les documents d’urbanisme.

## **D50 : Adapter les projets d’aménagement**

Les collectivités ou leurs groupements prennent les mesures nécessaires dans les projets d’aménagement pour limiter les risques d’inondation et leurs impacts sur les biens et les personnes, notamment en limitant l’imperméabilisation des sols, en maîtrisant l’écoulement des eaux pluviales et en conservant les capacités d’évacuation des émissaires naturels et en préservant ou en restaurant les zones d’expansion de crue (voir A35).

Les articles 4, 9, 12 et 13 du règlement des différentes zones peuvent participer à une meilleure gestion des eaux pluviales et à la limitation de l’imperméabilisation des sols.

- La partie relative aux eaux pluviales de l’article 4, consacré aux conditions de desserte des terrains par les réseaux publics, peut demander que le projet n’augmente pas le débit des eaux de ruissellement et que l’infiltration des eaux pluviales sur l’unité foncière soit privilégiée.

Par ailleurs, il peut recommander la récupération des eaux pluviales pour différents usages comme l’arrosage, le nettoyage des voies, le lavage ...

- L’article 9, relatif à l’emprise au sol des constructions, doit imposer une limite d’emprise.
- L’article 12, relatif à la réalisation d’aires de stationnement de véhicules, doit demander que soit privilégiée pour les parkings l’utilisation de revêtements perméables ou filtrants.
- L’article 13, relatif à la réalisation d’espaces libres et de plantations, doit imposer la végétalisation des espaces libres de toute construction et non affectés à l’usage principal de voies de desserte ou de stationnement.

De plus, il doit demander que soit privilégiée la végétalisation des parkings (espaces verts, bandes enherbées, plantations d’arbres) à hauteur d’un certain pourcentage de leur superficie.

Le zonage pluvial a pour but de prévenir les effets de l'urbanisation et du ruissellement des eaux pluviales sur les systèmes d'assainissement et sur les milieux récepteurs.

C'est une phase essentielle dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des eaux pluviales.

Elle s'inscrit dans une logique de prévision et de prévention.

Pour préserver les milieux aquatiques continentaux et littoraux, les collectivités territoriales et leurs groupements réalisent, conformément à l'article L. 2224-10-3° et 4° du code général des collectivités territoriales, un zonage pluvial visant la limitation de l'imperméabilisation des sols, la maîtrise du débit des eaux de ruissellement et éventuellement le stockage et le traitement des eaux pluviales, et prévoient des règles d'urbanisme spécifiques pour les constructions nouvelles, privilégiant une gestion des eaux pluviales à la parcelle (sauf cas dûment justifiés).

En application des articles L. 2226-1 et R. 2226-1 du code général des collectivités territoriales, les communes ou établissements publics chargés du service public de gestion des eaux pluviales urbaines, assurent la mise en place, l'exploitation et l'entretien des installations et ouvrages destinés à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales.

Les aménagements susceptibles de générer des rejets importants d'eaux pluviales sont soumis à une procédure au titre de la « loi sur l'eau » (articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement).

En particulier suivant la surface totale concernée par l'aménagement, il est requis, conformément à la rubrique 2.1.5.0 de l'article R. 214-1 (nomenclature eau) :

- une autorisation administrative si la surface est supérieure à 20 ha,
- une déclaration si la surface est comprise entre 20 et 1 ha.

**Le plan local d'urbanisme doit limiter l'imperméabilisation des sols et améliorer la gestion des eaux pluviales.**

## **H) Eaux usées et assainissement**

### **Rappel réglementaire**

- Article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales.
- Directive eaux résiduaires urbaines (ERU) du 21 mai 1991.
- Arrêté du 21 juillet 2015, arrêtés du 7 mars 2012 et du 27 avril 2012.

### **Déclinaison dans le PLU**

La bonne connaissance du réseau est un préalable indispensable à la réalisation du PLU.

Dans le cadre de la réalisation du PLU, la commune se rapprochera de la « structure intercommunale ayant la compétence assainissement », et plus particulièrement dans le cadre de la définition du règlement graphique et écrit.

L'assainissement doit faire l'objet d'une réflexion parallèle au type d'urbanisation souhaitée pour la commune.



Le développement de système d'assainissement (réseaux et station d'épuration) doit précéder l'apparition des besoins qu'entraîne le développement urbain.

Les eaux usées générées par les activités artisanales ou industrielles doivent faire l'objet d'une étude particulière destinée à définir le pré traitement (avant rejet au réseau public) ou le traitement nécessaire (avant rejet au milieu naturel).

Une convention de rejet avec la collectivité locale est nécessaire dès qu'il y a rejet dans le réseau urbain.

Dans le cadre d'une extension, le pétitionnaire doit justifier la capacité des ouvrages existants ou présenter un projet complémentaire.

La règle générale, en zone industrielle, est de séparer la collecte des eaux pluviales (faiblement polluées) de celles des eaux générées par les installations industrielles (potentiellement fortement polluées) ne disposant pas de capacités autonomes de traitement des eaux.

D'une façon plus générale, la filière d'assainissement d'une zone artisanale ou d'activité est une des composantes du projet d'aménagement.

Celui-ci nécessite une réflexion préalable intégrant les questions d'implantation, de proximité du bourg ou des habitations, l'acceptabilité des activités, la filière d'assainissement possible...

L'existence et le bon fonctionnement du système d'assainissement, qu'il soit collectif ou individuel, conditionnent la délivrance du permis de construire.

Dans tous les cas de demande d'actes d'urbanisme pour une habitation ou autre en zone relevant d'un **assainissement non collectif**, il conviendra de demander au pétitionnaire de faire une **étude de sol à la parcelle afin de réaliser une filière d'assainissement en adéquation avec la nature des sols**.

### **Le zonage et le schéma d'assainissement des eaux usées :**

Les collectivités doivent établir deux zonages d'assainissement, un relatif aux eaux usées et l'autre aux eaux pluviales.

Ces deux zonages font partie intégrante du schéma directeur d'assainissement.

### **Article R. 151-53 du code de l'urbanisme :**

Les dispositions du zonage d'assainissement, une fois ce dernier approuvé, doivent être rendues opposables aux tiers en annexant le zonage au PLU à l'occasion de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour de celui-ci.

Le plan local d'urbanisme doit intégrer le schéma directeur d'assainissement et veiller à sa cohérence avec les zones constructibles.

Une nouvelle disposition, A39, du SDAGE 2016-2021 demande d'identifier les solutions et les limites éventuelles de l'assainissement en amont des projets d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Les documents d'urbanisme doivent intégrer dans leur rapport de présentation une analyse des solutions d'assainissement au regard de la capacité d'accueil et de développement de leur périmètre, afin d'assurer l'adéquation de ce développement avec les enjeux de la qualité des eaux et des milieux aquatiques.

Cette analyse repose notamment sur les conditions et les limites de développement de l'assainissement collectif et non collectif.

L'adéquation des moyens liés à l'assainissement avec les enjeux de la qualité de l'eau identifiés sur le territoire oriente les choix d'urbanisation et doit permettre de limiter tout projet d'aménagement lorsque ces moyens s'avèrent disproportionnés.

Ils intègrent également une analyse de la disponibilité locale et de l'adéquation entre ressource et besoins en eau potable.

Toute extension du réseau d'assainissement collectif doit être conforme au choix du zonage qui a été validé par la commune.

Dans le cas contraire une nouvelle enquête publique doit être réalisée pour délimiter un zonage différent.

Il sera nécessaire d'indiquer dans le PLU :

- la carte d'aptitude des sols pour les zones situées en assainissement non collectif (cette carte sera insérée dans les annexes du PLU),
- l'échéancier des travaux sur les réseaux d'assainissement s'ils existent et s'ils sont connus.

**Le plan local d'urbanisme doit intégrer le schéma directeur d'assainissement et veiller à sa cohérence avec les zones constructibles.**

## SITES ET PAYSAGES – CADRE DE VIE

### Rappel réglementaire

- Article L. 110-1 du code de l'environnement.
- Articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme.
- Convention européenne du paysage du 20 octobre 2000 adoptée par la loi du 13 octobre 2005.

### Déclinaison dans le PLU

D'une façon générale, dans les PLU, les secteurs du territoire communal ou intercommunal peuvent faire l'objet de mesures de protection, voire d'interdiction, ou autoriser des modes d'occupation et utilisation du sol allant d'une évolution limitée de l'existant jusqu'à l'autorisation d'opérations d'aménagement durables plus importantes mais restant compatibles avec les enjeux paysagers (notions de protection, de gestion ou d'aménagement, possibles ou non selon les sites).

Conformément à l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme, " les PLU doivent identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique (...) et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation (...)".

Les dispositions prises dans le PLU doivent être justifiées par rapport aux objectifs de protection ou de mise en valeur des paysages et aux précautions à prendre en matière d'aménagement.

C'est un des objets du rapport de présentation.

Le paysage fait partie des orientations générales que doit définir le PADD du PLU.

Le zonage, le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation déclineront de manière précise les dispositions prises, les occupations ou utilisations du sol autorisées.

Le classement en zone N permet de protéger les secteurs sensibles notamment en matière paysagère (protection stricte ou possibilités d'aménagement d'ampleur limitée et compatibles avec les mesures de protection des sites).

La délimitation d'espaces boisés classés (EBC) peut être mise en œuvre dans le PLU pour les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer (article L. 113-1 du code de l'urbanisme).

Des éléments de paysage peuvent être également identifiés dans le PLU (articles L. 151-19 et L. 151-23 du code de l'urbanisme).

### Éléments d'information et avis des services sur le territoire

#### Avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)

Ce territoire est marqué par un patrimoine paysager et naturel remarquable (1 site Natura 2000, 5 rivières classées en liste 1, 1 ZNIEFF de type 1, 1 ZNIEFF de type 2 et 3 sites emblématiques) et par une topographie liée à la vallée de la haute Vézère et aux massifs environnants.

Historiquement, dans cette commune rurale, l'urbanisation s'est développée sous forme de nombreux hameaux.

Tout l'enjeu pour le PLU sera de développer un aménagement raisonné, garant d'un cadre de vie de qualité sur le long terme.

L'élaboration du document d'urbanisme de la commune de **Treignac** est l'occasion de concevoir un projet s'appuyant sur la singularité des paysages et la diversité des milieux propices aux continuités écologiques.

La diversité de ceux-ci, dans les territoires dégradés comme dans les espaces naturels, constitue un élément essentiel pour le bien-être social et la biodiversité.

Le paysage fait partie des orientations générales que doit définir le projet d'aménagement et de développement durables du PLU, au même titre que la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Les principaux leviers d'action que le PLU devra utiliser pour préserver les paysages et le cadre de vie sont :

- identifier le patrimoine paysager du territoire, par une analyse de la structure paysagère dans le diagnostic,
- localiser les éléments de patrimoine naturel et bâti à préserver,
- traduire de manière opérationnelle dans le zonage la préservation et la valorisation des enjeux identifiés,
- définir des principes d'aménagement dans les zones urbaines ou à urbaniser (« orientations d'aménagement ») ou dans le cadre réglementaire permettant d'assurer une continuité des paysages urbains ainsi que l'entrée du paysage naturel dans le site urbanisé,
- utiliser les outils réglementaires destinés à préserver les vues, préserver les lignes de crête non urbanisées et les puits boisés pour conserver l'identité paysagère du territoire et éviter de privatiser les vues.

Une analyse des unités de paysage dans la moitié sud du périmètre du parc naturel régional de Millevaches en Limousin a été réalisée par la DREAL et plus particulièrement sur les entités de paysage corréziennes :

- la vallée de la haute Vézère,
- les plateaux de Chamberet,
- le massif de Nespoux.

Par cette étude, la DREAL, a cartographié plus « localement » les paysages pour déterminer des unités paysagères, parfois déclinées en sous-unités selon la reconnaissance populaire ou la présence d'un motif emblématique.

Cette étude, disponible sous Géolimousin : [http://carto.geolimousin.fr/1/sp\\_sudmillev.map](http://carto.geolimousin.fr/1/sp_sudmillev.map), vise à accroître la reconnaissance des unités paysagères et en propose une lecture organisée sur l'identification de structures spatiales par une approche morpho-géographique, la reconnaissance de structures d'articulation, et la perception paysagère.

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) du Limousin a été adopté par arrêté préfectoral du 2 décembre 2015.

Cet arrêté n°2015-322 rappelle notamment que les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme doivent prendre en compte le SRCE lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme.

Le SRCE est accessible via le site internet de l'ex-DREAL Limousin : <http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr/accéder-a-la-version-definitive-du-srce-srce-a2162.html>.

Une carte interactive est également disponible sous Géolimousin :

[http://carto.geolimousin.fr/1/srce\\_limousin.map](http://carto.geolimousin.fr/1/srce_limousin.map).

Les projets d'aménagement devront veiller à préserver les principaux corridors écologiques, le site Natura 2000, les ZNIEFF et les sites emblématiques.

Le maintien de la trame bocagère constitue un enjeu majeur pour le territoire marqué par l'urbanisation dispersée.

Pour garantir le maintien du ressenti paysager, la commune devra veiller au maintien de coupures d'urbanisation.

Le territoire de cette commune abrite une grande diversité faunistique et floristique.

Plusieurs réservoirs de biodiversité ont été identifiés pour les différents types de milieux (humide, sec, bocager et boisé).

Le rôle essentiel des zones humides en interface de la trame verte et de la trame bleue devra être mis en avant.

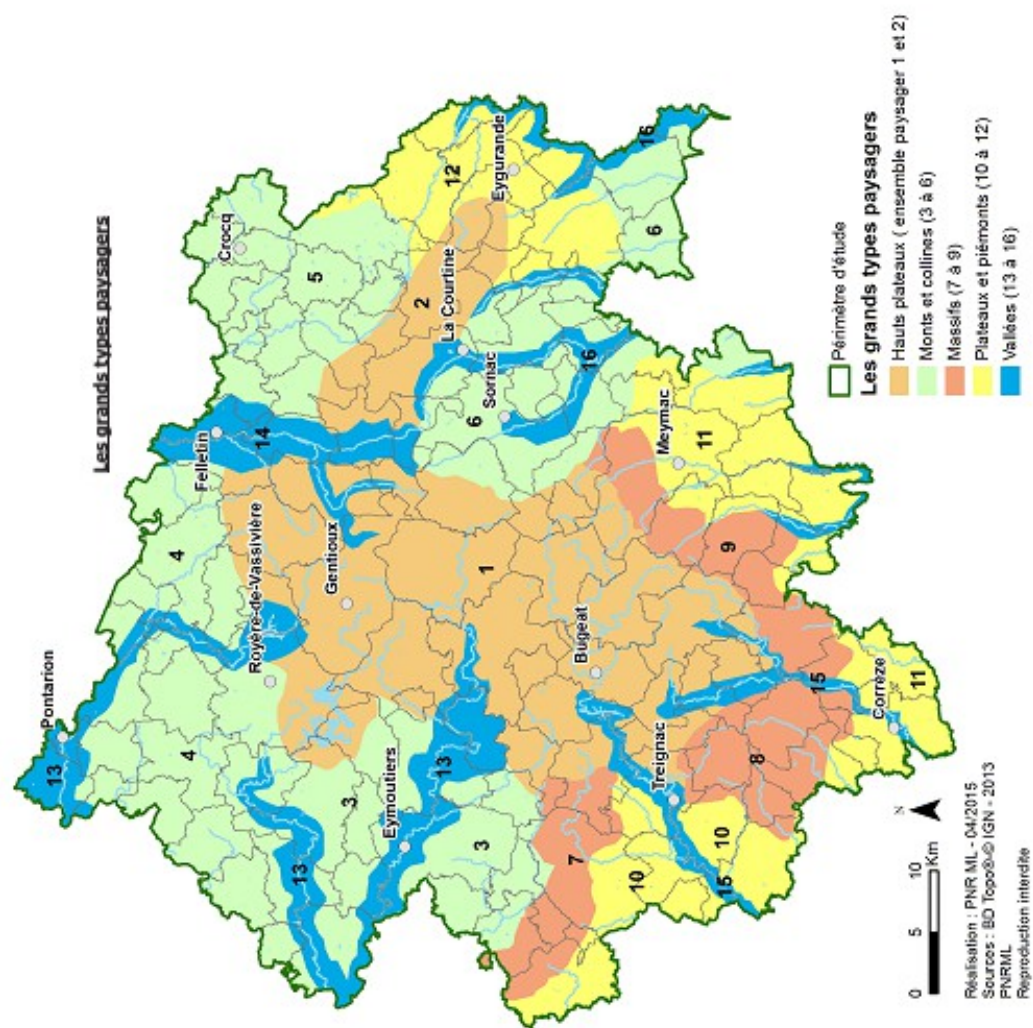
En effet, la préservation des zones humides constitue un enjeu important, tant hydrologique (laminage des crues et épuratoire) que biologique (biodiversité).

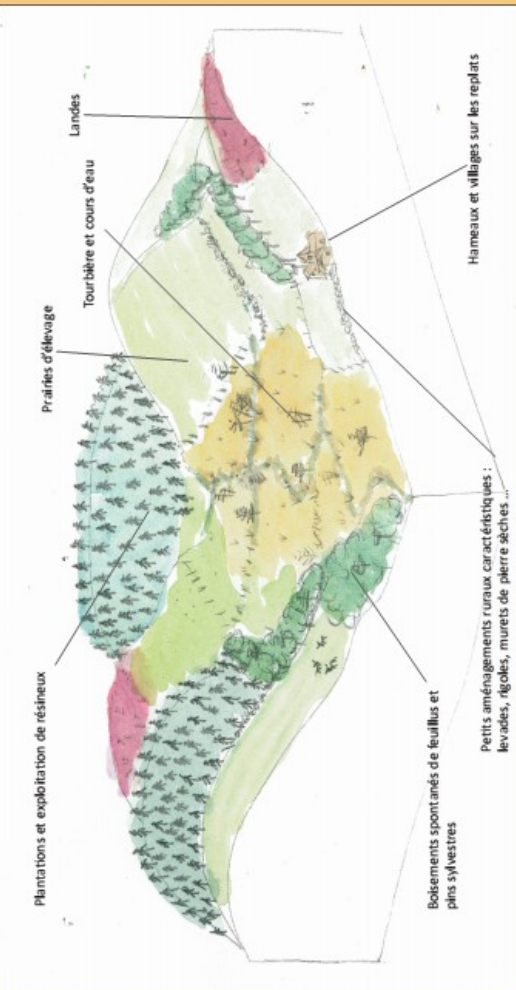

Au niveau national, l'État et ses partenaires se sont engagés à intégrer la préservation de ces milieux dans l'ensemble des politiques publiques (plan national d'actions en faveur des zones humides 2014-2018).

La consultation des structures naturalistes locales est conseillée afin de récolter des données et d'évaluer les enjeux liés à la biodiversité : groupe mammalogique et herpétologique du Limousin (GMHL), conservatoires d'espaces naturels Limousin (CEN), société pour l'étude et la protection des oiseaux en Limousin (SEPOL), société limousine d'odonatologie (SLO), société entomologique du Limousin (SEL), Limousin nature environnement (LNE), conservatoire botanique du Massif-Central (CBN)...



## A) Les 3 unités de paysage identifiées par la DREAL



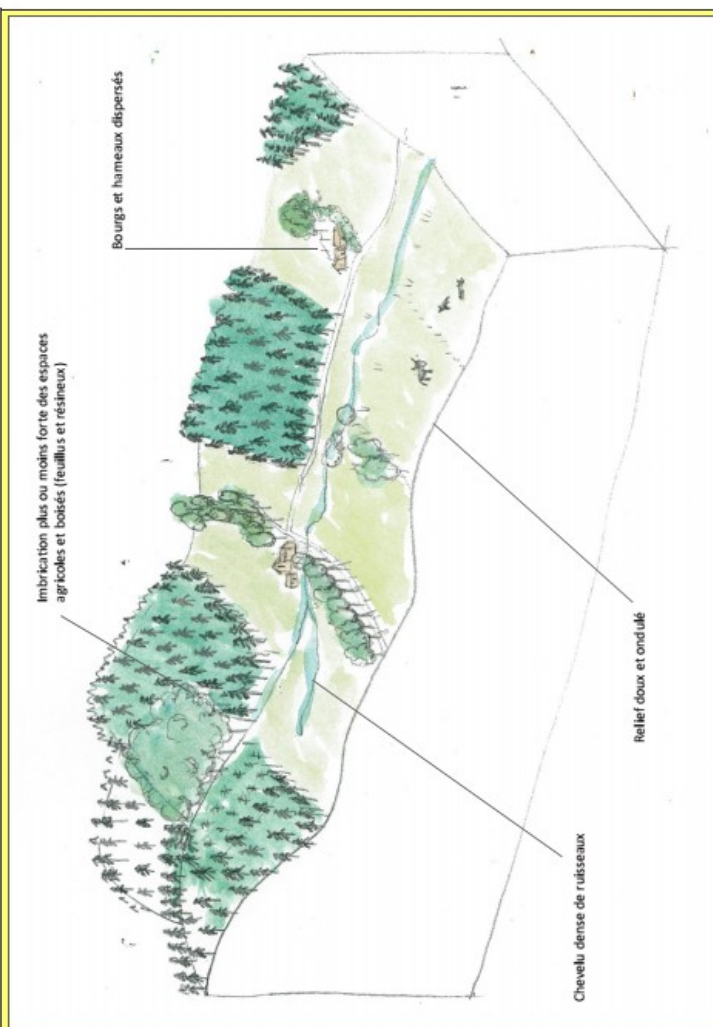
Type paysager : Hauts plateaux			
<p>Enjeux liés à l'occupation de l'espace :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion des fonds tourbeux humides</li> <li>- Equilibre entre prairies, espaces ouverts et boisements</li> <li>- Maintien des landes et parcours</li> <li>- Conservation d'un bâti caractéristique et des murets de pierres sèches</li> <li>- Maintien d'un paysage ouvert aux abords des villages et autres lieux stratégiques</li> </ul> <p>Enjeux liés aux perceptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Compréhension du modèle en alvéole et des particularités associées (ligne de partage des eaux, genèse de grandes rivières...)</li> <li>- Lisibilité de la présence de l'eau</li> <li>- Maintien de paysages ouverts originaux à l'échelle régionale</li> <li>- Identité paysagère emblématique</li> </ul>		<p><b>Interventions prescrites</b></p> <p>Maintenir les espaces ouverts par l'agriculture et le pastoralisme  Dégaier et mettre en valeur les espaces paysagers et riches en biodiversité (tourbières, vallons des têtes de bassins)  Dégaier des vues autour des villages, des tourbières et sur le paysage dans son ensemble  Préserver les grands massifs feuillus et boisements anciens (Vasivière...)  Réfléchir l'implantation des constructions  Préserver les grands massifs feuillus et les beaux alignements de hêtres  Encourager la restauration du patrimoine bâti traditionnel</p>	
		<p><b>Caractéristiques dominantes</b></p> <p>Alternance de paysages ouverts ou fermés par la forêt  Nombreux alvéoles, forte présence de tourbières et des landes plus ou moins colonisées par le pin sylvestre  Espaces agricoles très présents</p>	<p>Exemple du massif des Agriens : le massif forestier des Agriens est troué de clairières très denses, occupées par des pâturages ouverts organisés autour d'un hameau, Ici Bongue (source : Charte paysagère de la Cour-tine et son plateau creusais – Itinéraire bis – 2006)</p> 
<p><b>Ensemble paysager</b></p> <p><b>1. Haut plateau central de Millevaches</b></p>		<p>Grand plateau presque totalement couvert par la forêt</p>	
<p><b>2. Haut plateau de La Courtine</b></p>			



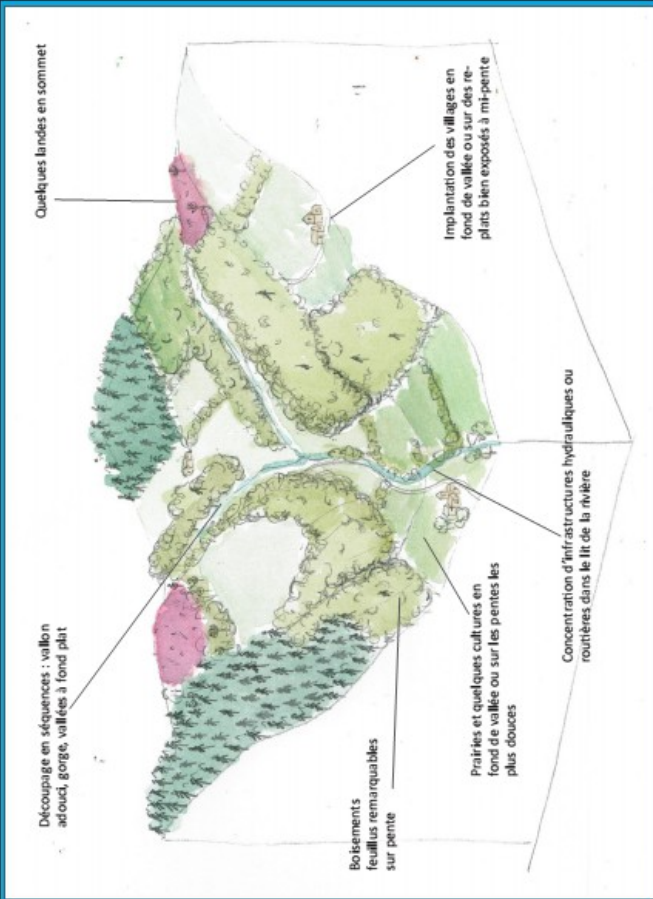
Type paysager : Massifs	
<p><b>Le modelé en cuvette ou cirque</b></p>	<p><b>Le modelé en vallée encaissée</b></p>
<p><b>Enjeux liés à l'occupation de l'espace :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintien des landes et parcours</li> <li>- Limite de l'expansion de la forêt vis-à-vis des villages et des terres agricoles</li> <li>- Conservation des boisements remarquables (bois, alignements, arbres isolés, forêts andeniennes)</li> <li>- Qualité de la gestion des boisements</li> <li>- Continuité de l'occupation agricole et humaine des vallées</li> <li>- Exploitation de petits fruits</li> <li>- Pérennité des villages, du bâti caractéristique et du patrimoine associé</li> </ul>	<p><b>Enjeux liés aux perceptions :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Préservation de l'ombrage et de la diversité des vues dominantes</li> <li>- Libellé de la structuration de l'espace en ensembles de puits, cuvettes et cirques avec des pentes marquées</li> <li>- Isolation des villages et hameaux</li> <li>- Rôle de repère dans le paysage et de transition entre les hauts-plateaux et les plateaux inférieurs</li> <li>- Pluralité d'identités spécifiques : Les Monédières, le Mont Gargan,...</li> </ul>
Ensemble paysager	Interventions prescrites
<p><b>7. Massifs du Mont Ceix au Mont Gargan</b></p>	<p>Conserver les espaces ouverts autour des hameaux</p> <p>Ouvrir des vues, dégager des sommets</p> <p>Encourager la restauration du patrimoine bâti traditionnel</p> <p>Réfléchir l'implantation des constructions</p>
<p><b>8. Massif des Monédières</b></p>	<p>Préserver ce paysage de constructions dégradées.</p> <p>Préserver les points de vue, restaurer le paysage emblématique (landes sur les sommets dégagés...), développer le potentiel touristique et les sports nature</p> <p>Accompagner la DREAL dans le projet de classement de site</p> <p>Développer les pratiques sylvicoles diversifiantes (cf. mesure 22) et éviter la coupe à blanc des forêts feuillues</p> <p>Préserver et assurer le renouvellement des alignements de hêtres</p> <p>Préserver et développer les surfaces de landes par la gestion pastorale</p> <p>Encourager la restauration du patrimoine bâti traditionnel</p> <p>Réfléchir l'implantation des constructions</p>
<p><b>9. L'arc des Puits de Millievaches</b></p>	<p>Ouvrir des vues, dégager des sommets</p> <p>Développer les pratiques sylvicoles diversifiantes (cf. mesure 22)</p> <p>Encourager la restauration du patrimoine bâti traditionnel</p> <p>Réfléchir l'implantation des constructions</p>

## Type paysager : Plateaux et piémonts

- Enjeux liés à l'occupation de l'espace :
- Evolution des exploitations en lien avec les continuités écologiques et les milieux
  - Répartition des espaces boisés (feuillus et résineux) et transition avec les espaces agricoles
  - Variété de motifs et d'influences
  - Qualité des nouvelles constructions et de leur implantation
  - Rupture des grandes vallées
- Enjeux liés aux perceptions :
- Paysage ouvert avec puits et contreforts boisés en arrière-plan
  - Un certain dynamisme dans l'occupation de l'espace
  - Conservation du caractère des espaces bâtis et aménagés et de leur relation au contexte paysager
  - Evolution de la présence de l'aire et de la forêt



Ensemble paysager	Caractéristiques dominantes	Interventions prescrites
10. Piémonts de la Vézère au sud de Treignac	Plateaux dégagés, à faible altitude, entaillés de quelques grandes vallées Zones agricoles ouvertes dominantes	Contenir les constructions en continuité des bougs Préserver les ensembles boisés Valoriser les vallées (Vézère, Soudaine) : ouvrir des vues Préserver les éléments constitutifs du bocage : haies, bosquets, murets et chemins bordés de pierres Préserver le caractère traditionnel des bougs et favoriser un urbanisme économe en espace et en énergie
11. Piémonts et plateaux de Haute-Corrèze	Zones de plateaux échantonnés de quelques vallées remarquables (Corrèze, Luzège) Mosaïque de massifs boisés et d'espaces agricoles	Améliorer la lisibilité des vallées Conforter les espaces ouverts et une agriculture respectueuse des milieux Rééquilibrer l'implantation des constructions Soigner les abords de l'A89 et de l'ancienne route nationale Ouvrir des vues depuis les voies en ligne de crêtes Préserver le caractère traditionnel des bougs et favoriser un urbanisme économe en espace et en énergie
12. Plateaux autour d'Eygurande	Plateau peu vallonné, où alternent de vastes ensembles forestiers (résineux, feuillus ou mixtes) et des secteurs agricoles	Conforter ou élargir les secteurs agricoles par un soutien au développement de l'agriculture Ouvrir ou valoriser les vues sur les monts d'Auvergne Encourager la restauration du patrimoine bâti traditionnel Préserver le caractère traditionnel des bougs et favoriser un urbanisme économe en espace et en énergie

Type paysager : Vallées			
<p>Enjeux liés à l'occupation de l'espace :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contraintes écologiques et agricoles</li> <li>- Conservation des boisements feuillus remarquables (hêtraies...)</li> <li>- Equilibre entre l'espace agricole et l'expansion des plantations en résineux</li> <li>- Insertion des infrastructures (voies de communication...) et d'équipements (moulin, barrages, ...)</li> </ul> <p>Enjeux liés aux perceptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Relation rivière-vie/occupation humaine</li> <li>- Préservation et ouverture de points de vue sur les vallées et convivialités</li> <li>- Lisibilité des divers caractères des écoulements (eau calme, stagnante, cascade, ...)</li> <li>- Alliance de l'eau et des roches</li> <li>- Contraste entre les grandes vallées et le contexte paysager plus large</li> <li>- Identité propre et distincte de chaque vallée</li> <li>- Rôle d'ouverture ou de porte d'entrée sur territoire</li> </ul>			
Ensemble paysager	Caractéristiques dominantes	Interventions prescrites	
1.3. Vallées de la Vienne, de la Maulde et du Taurion	Vallées très sauvages, pittoresques, à dominante de boisements feuillus Vastes ensembles de vallons tourbeux en amont	<p>Ouvrir des vues</p> <p>Conserver voire agrandir les endaves de prairies</p> <p>Mettre en valeur les vallons tourbeux</p> <p>Prendre soin des ripisylves</p> <p>Réfléchir l'implantation des constructions</p>	
1.4. Vallée de la Creuse	Vallée largement ouverte, dominée par de petits villages en balcon Fond de vallée avec dominante de prairies	<p>Soigner les abords de l'axe routier</p> <p>Conserver les perspectives nombreuses</p> <p>Préserver les ensembles boisés feuillus</p> <p>Valoriser la rivière</p> <p>Réfléchir l'implantation des constructions</p> <p>Préserver les haies et autres éléments du bocage</p>	
1.5. Vallées de la Corrèze et de la Vézère	Gorges profondes et très sauvages Peuplements végétaux feuillus (Corrèze, Vézère) ou mixtes	<p>Préserver les boisements feuillus patrimoniaux</p> <p>Eviter les coupes à blanc dans les pentes</p> <p>Conserver de petites endaves agricoles</p> <p>Ouvrir quelques vues, pour les perceptions supérieures</p> <p>Encourager la restauration du patrimoine bâti traditionnel</p>	
1.6. Vallées Sud-Est des affluents de la Dordogne (Chavaron, Diège, Lurzège)	Diversité de morphologie et de perceptions Variation du degré de naturalité et d'aménagement Peuplements végétaux feuillus (Chavaron) ou mixtes	<p>Préserver les boisements feuillus patrimoniaux</p> <p>Favoriser les pratiques agricoles et les différents usages respectueux des milieux</p> <p>Conforter les vues et accès</p> <p>Encourager la restauration du patrimoine bâti traditionnel</p> <p>Suivre l'évolution de la végétation dans les fonds de vallées</p>	



- la vallée de la haute Vézère,





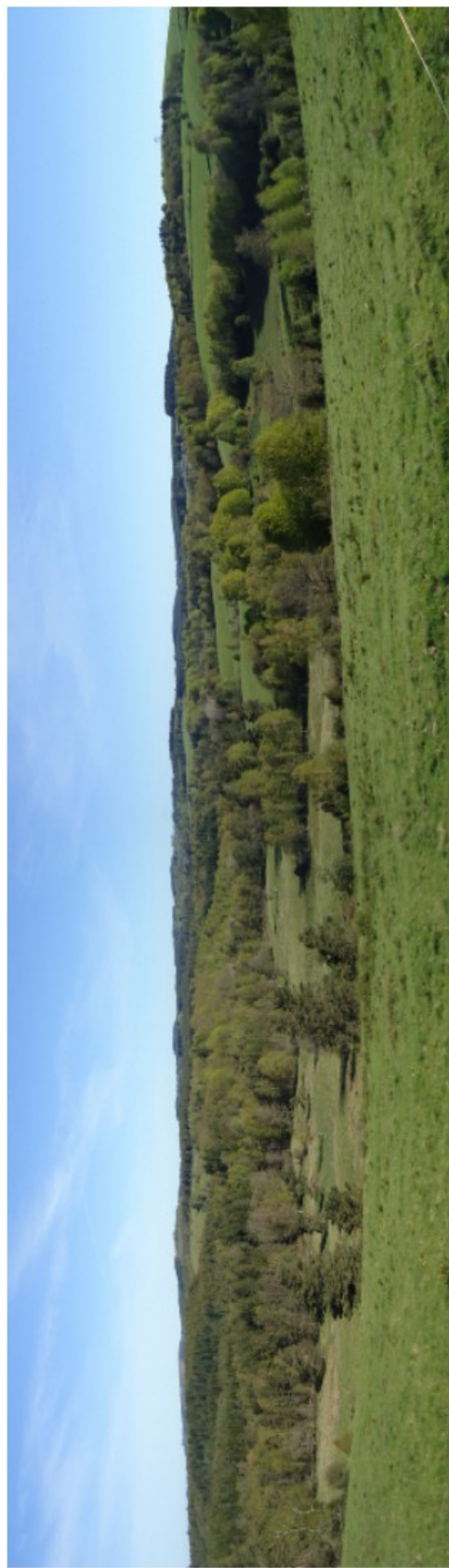
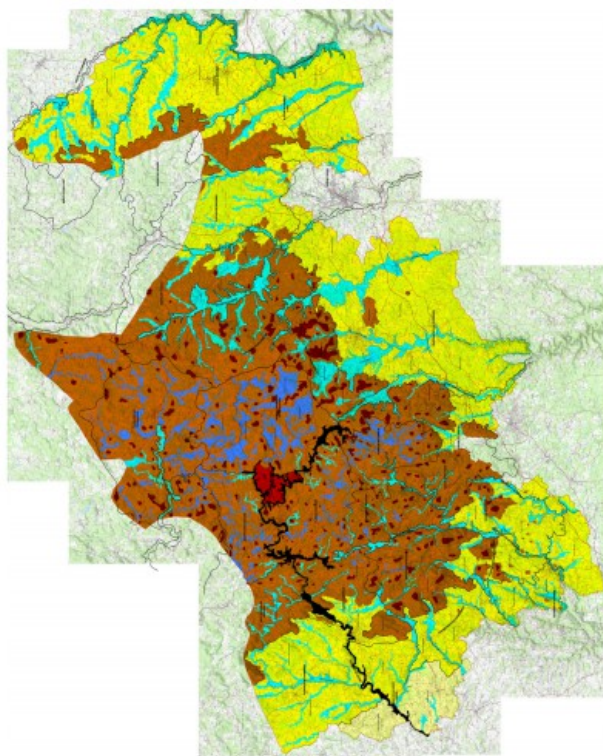
## LA HAUTE-VALLÉE DE LA VÈZÈRE

### PRÉSENTATION

La Haute Vallée de la Vézère constitue une vallée emblématique à l'échelle du département de la Corrèze et forme une unité «rurban» qui se déploie de manière sinueuse à travers le Parc Naturel Régional. Enfin, la vallée de Barsanges, (parcours par un ruisseau du même nom) forme l'extrémité orientale de l'unité par sa continuité géographique que avec la vallée de la Petite Vézère.

Résolument étroite et encaissée sur la majeure partie de son linéaire, elle est ponctuée de deux lacs (lac des Bariousses et de Viam) qui forment deux grandes étendues d'eau, phénomène rare dans ce paysage où l'eau est omniprésente mais discrète.

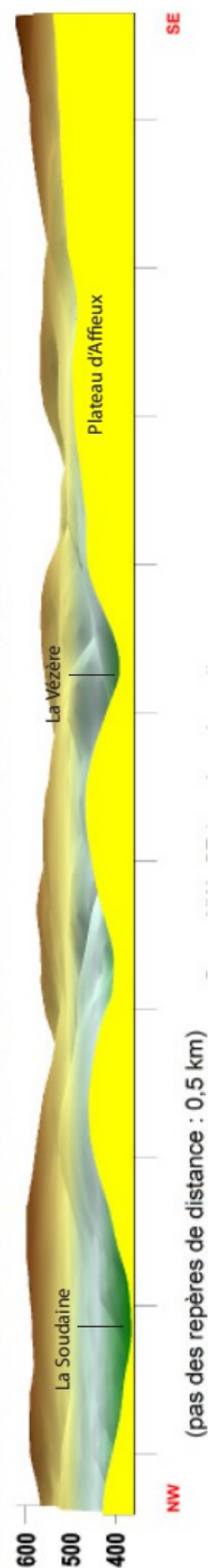
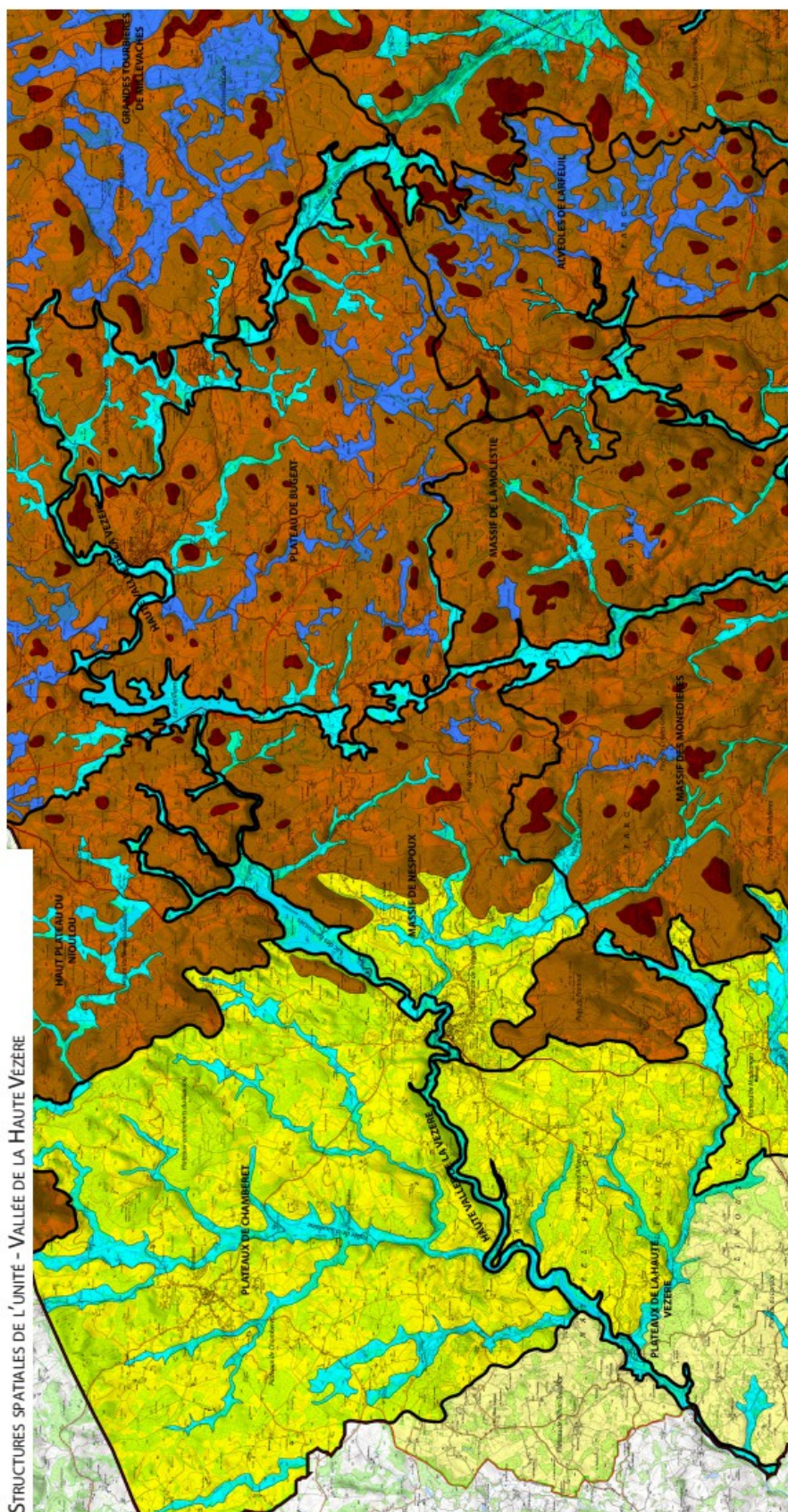
Une partie de cette unité se révèle plus ample en amont de Bugeat, en raison de la confluence de la Vézère et de la Petite Vézère qui a donné son nom à Pérols sur Vézère.



3-La vallée de la Vézère à la « sortie » des Grandes Tourbières de Millevaches, vue depuis le village de Faumat (RD 164)



# STRUCTURES SPATIALES DE L'UNITÉ - Vallée de la Haute Vézère



A-DE LA SOUDANE AU PLATEAU D'AFFIEUX - COUPE ELEVATION VUE DEPUIS LE SUD-OUEST



## LA HAUTE-VALLÉE DE LA VÈZÈRE

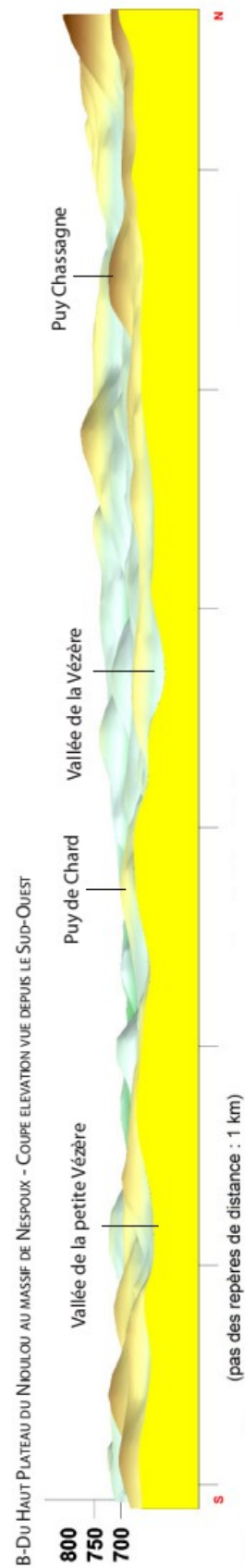
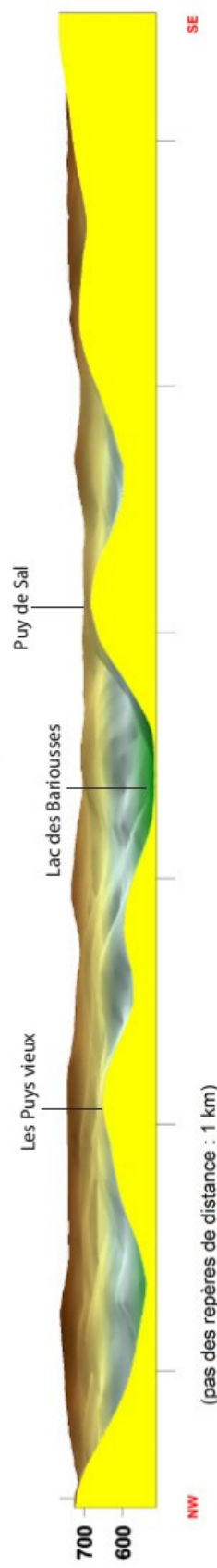
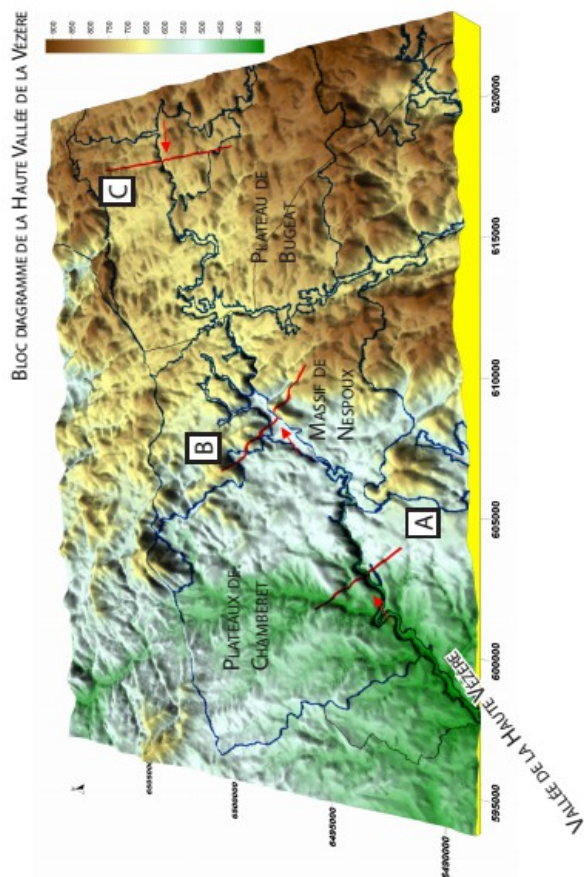
### STRUCTURES SPATIALES

Structurellement, cette unité s'organise sur la vallée de la Vézère, au profil bien affirmé une fois les Grandes Tourbières de Millevaches quittées.

Confluant avec la petite Vézère parmi des modestes puy (Puy de Chard, Puy Chassagne), la rivière a creusé une profonde vallée au sein des plateaux supérieurs de Nespoix, du Nioulou, de Viam et de Bugeat, puis limite les plateaux intermédiaires de Chamberet, avant de traverser les plateaux inférieurs de la Haute-Vézère et de quitter le Parc Naturel Régional.

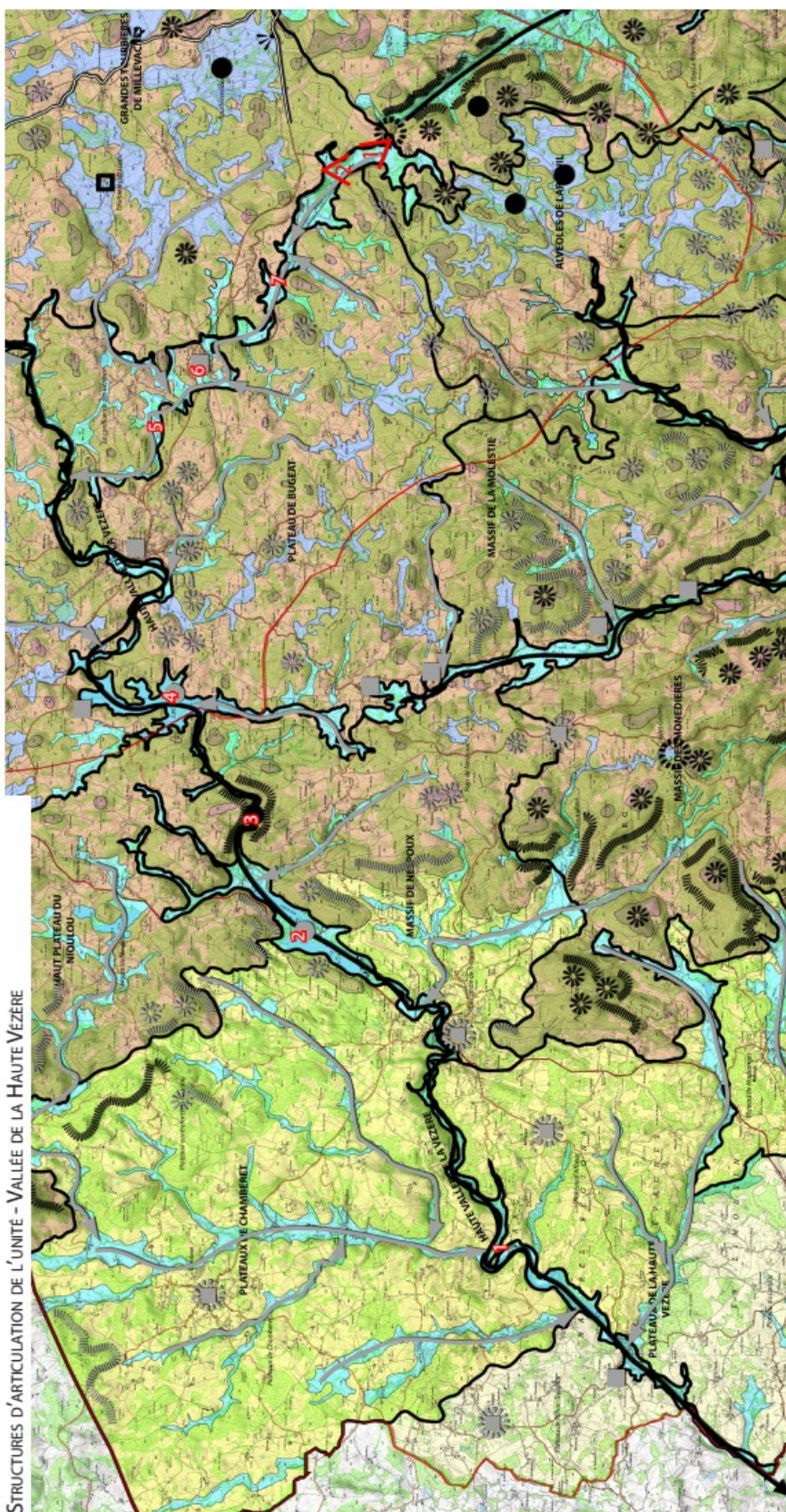
Les limites de l'unité évoluent parallèlement à la rivière afin d'en souligner le caractère insinueux. Peu d'élargissement des contours car à l'instar de plusieurs rivières

du plateau de Millevaches (comme la Corrèze, le Chavanon), la Vézère ne révèle sa puissance que si nous nous aventurons dans sa vallée. Ainisi, le promeneur qui déambule dans les plateaux de Chamberet, le Haut plateau du Nioulou ne peut aucunement percevoir la rivière à distance, il doit en arpenter la vallée et les versants ou la franchir.





## STRUCTURES D'ARTICULATION DE L'UNITÉ - Vallée de la Haute Vézère





## LA HAUTE-VALLÉE DE LA VÈZÈRE

### STRUCTURES D'ARTICULATION

- 1-LA VÈZÈRE DE PEYRISSAC ET TREIGNAC = Dans cette séquence, la rivière a entaillé des plateaux d'altitude plus modestes que plus en amont (350 - 550m)
- 2-LAC DES BARROUSSES = Barrage sur la Vézère.
- 3-SAUT DE LA VIKOLE = Site protégé au titre des sites.
- 4-LAC DE VIAM = Principalement alimenté par la Vézère, il s'étire au Sud vers la vallée évasée du ruisseau de la Salamandre qui naît à proximité de Gourdon.
- 5-LA PETITE VÈZÈRE = Forme la partie de la rivière l'Ars (ou le Sandre) en aval de Pérols sur Vézère.
- 6-PÉROLS SUR VÈZÈRE = Village qui domine la confluence de la rivière l'Ars et du ruisseau de Barsanges
- 7-VALLÉE DU RUISSEAU DE BARSANGES = Le ruisseau de Barsanges également nommé ruisseau de Pérols, fait partie d'une «vallée» majeure à l'échelle du plateau formée de la vallée de la petite Vézère et de la Haute vallée de la Soudelle. Cette «faille» forme un couloir idéal pour traverser le plateau et rallier Meymac, justifiant la présence des voies de communication dont la voie ferrée.



1- Vue sur la vallée du ruisseau de Barsanges depuis la RD 979bis, en direction du Nord



2- Vue sur la vallée du ruisseau de Barsanges depuis la RD 979bis en direction du Sud







## LA HAUTE-VALLÉE DE LA VÈZÈRE

### LISIBILITÉ DES STRUCTURES D'ARTICULATION

**1**-LA VÈZÈRE DE PEYRÉSSAC ET TREIGNAC = Dans cette partie, la Vézère forme une échancrure assez importante dans le plateau et traverse successivement en majorité des espaces boisés et des espaces agricoles ouverts. Ce secteur est inervé par de nombreuses voies de communication qui offrent des vues sur la vallée, mais sans jamais voir la Vézère.

**2**-LAC DES BARRIOUSSES = Ce grand lac d'environ 100 ha situé sur la Vézère, alimente une centrale hydroélectrique depuis 1952. Il est longé par la D940, mais pas visible de loin.

**3**-SAUT DE LA VIROLE = Le Saut de la Virole est situé dans un secteur totalement boisé. La vallée est très encaissée. Il n'y a pas de voies de communication.

**4**-LAC DE VIAM = Cette retenue d'eau de plus de 170 ha est peu visible car elle se trouve dans un environnement très boisé. Néanmoins, a été mis en place un point de vue depuis la D979 permettant d'avoir une vue d'ensemble du lac.

**5**-LA PETITE VÈZÈRE = La Petite Vézère évolue sur un plateau avec très peu d'amplitude du relief. Le fond de la vallée très plat est marqué par une succession de prairies humides qui semble être progressivement gagnées par la végétation.

**6**-PÉROLIS SUR VÈZÈRE = Le village situé sur un mamelon, domine la confluence des 2 Vézères. Il est bordé par la D979.

**7**-VALLÉE DU RUISSEAU DE BARSANGES = Le ruisseau serpente au travers de prairies humides luxuriantes bordées de cordons arborés formant un paysage de bocage.



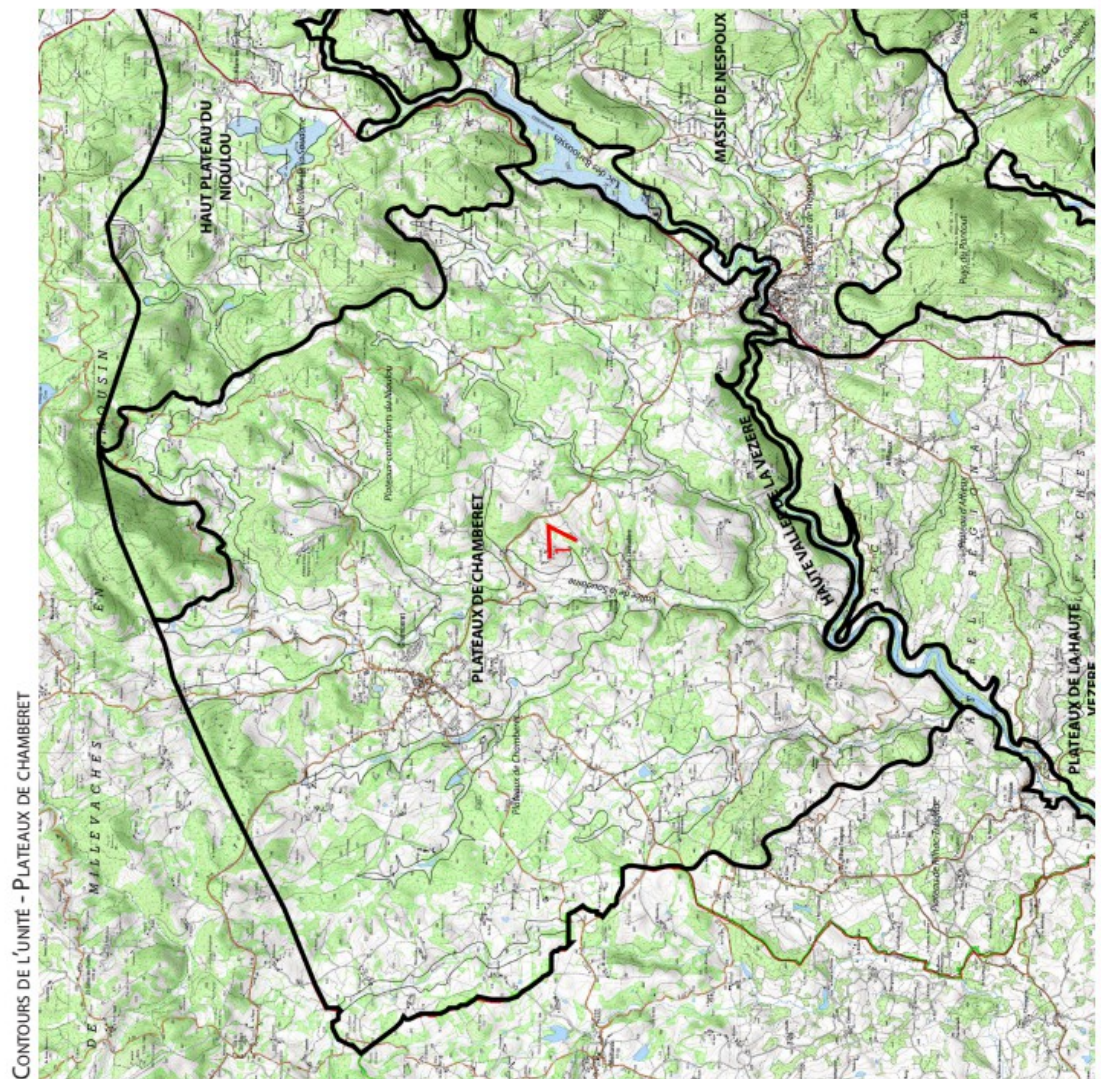
1- Vue sur la ferme de Labrousse et la vallée du ruisseau de la Salamandre en direction du Lac de Viam (RD 157)



2- Vue sur le Lac de Viam depuis la RD 160, à proximité de la Chapelle



– les plateaux de Chamberet,





## LES PLATEAUX DE CHAMBERET

### PRÉSENTATION

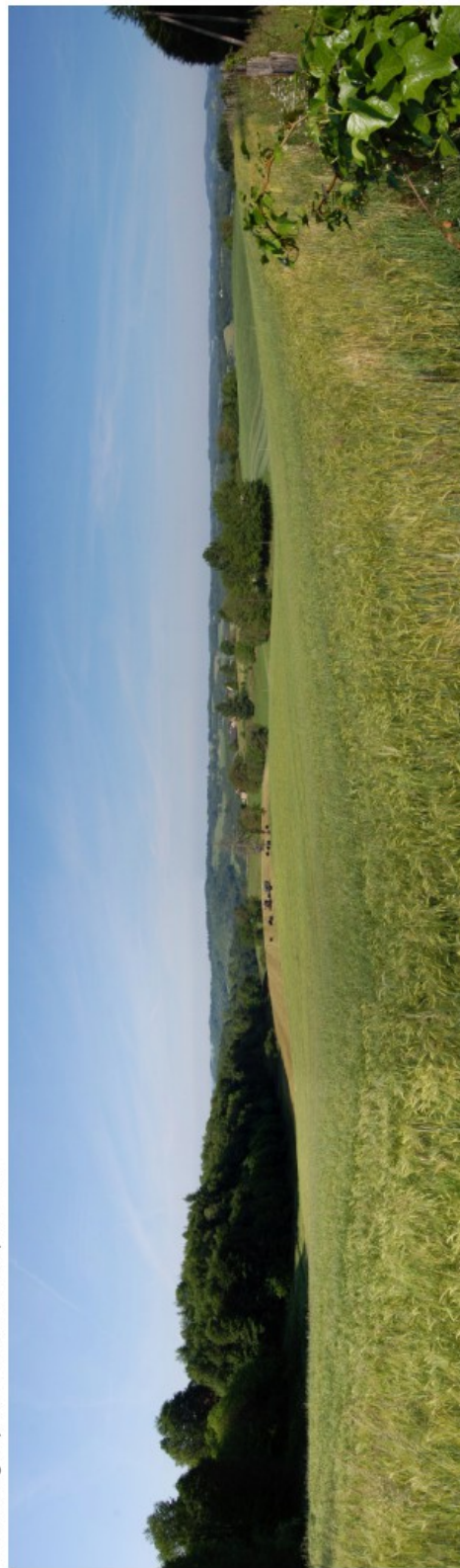
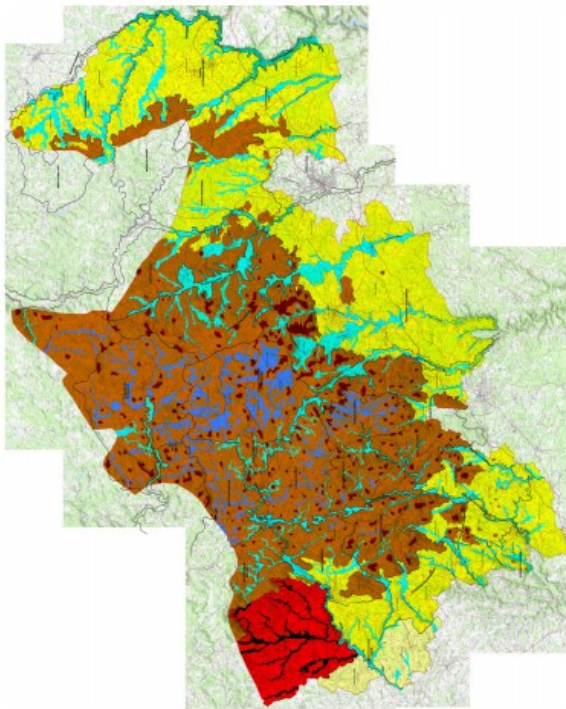
Les plateaux de Chamberet constituent l'extrémité occidentale du secteur étudié.

Font parties des plateaux les moins élevés des plateaux intermédiaires du département Corrézien, qui s'établissent aux alentours de 400-750m et qui ceinturent la «Montagne Limousine» (en marron sur la carte).

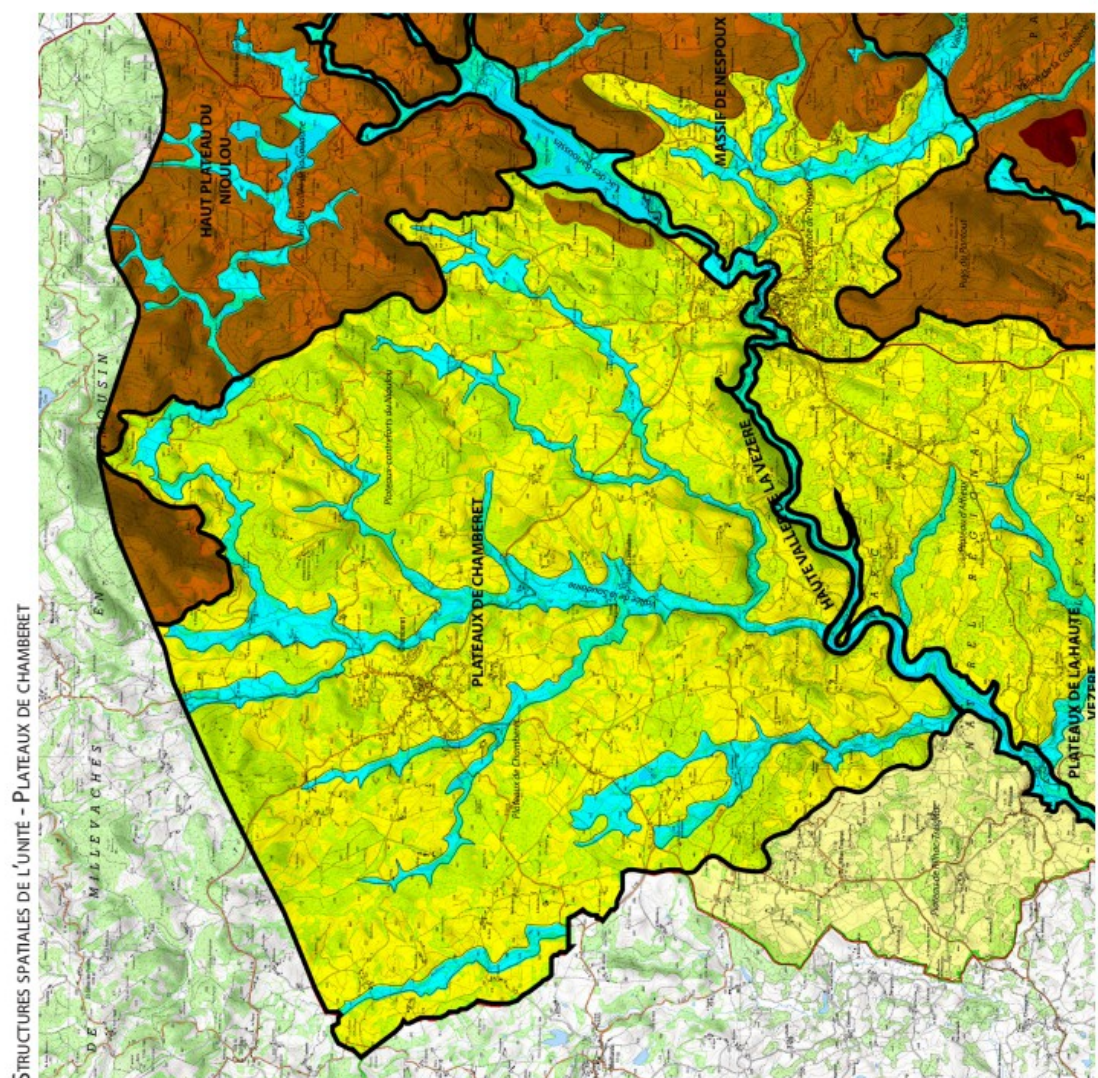
Les plateaux de Chamberet avoisinant les 400-500 m d'altitude contrairement à ceux de Haute Corrèze où Meymac s'établit à 700m d'altitude.

Parcourus par quelques rivières dont la Soudaine qui prend naissance dans le Haut plateau du Nioulou, traverse le plateau et rejoint la Vézère en aval de Treignac.

Peu urbanisés, ces plateaux sont dédiés à Chamberet, bourg important du secteur, implanté sur



1- Les amples ondulations du plateau de Chamberet - Vue en direction de la vallée de la Soudaine, depuis la RD 16 à hauteur de «Grand Chemin»





## LES PLATEAUX DE CHAMBERET

### STRUCTURES SPATIALES

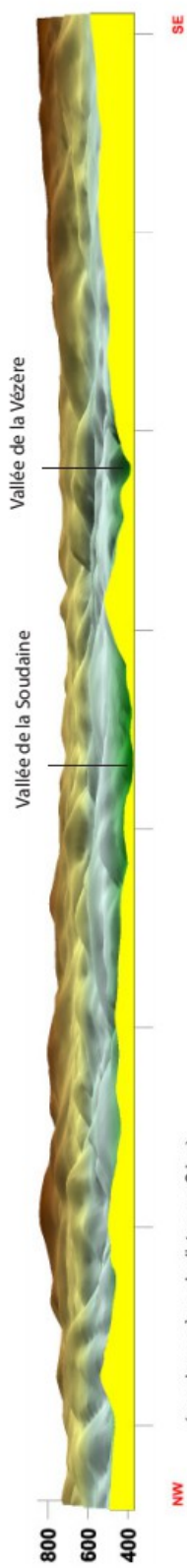
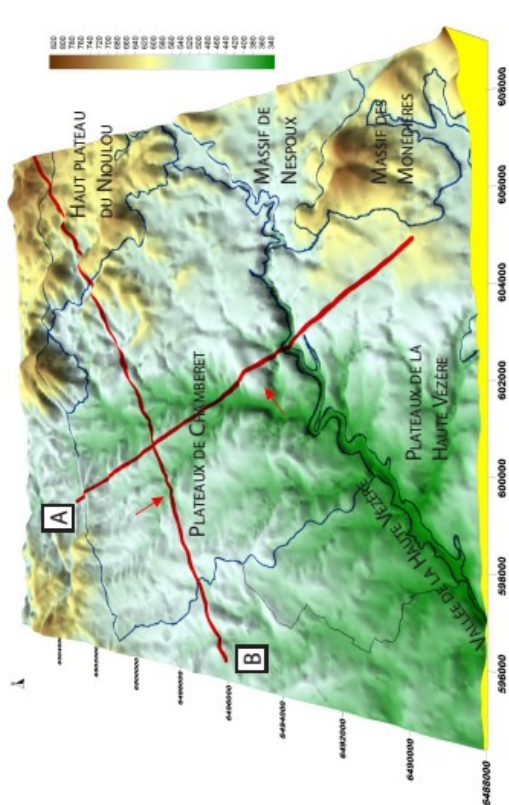
Structurellement, cette unité s'organise sur un ensemble de plateaux doucement ondulés, animés de plusieurs vallées parcourus de ruisseaux (de Javaille, de Pauliat, de Manzane) ou la rivière la Soudaine.

Cette dernière récolte la plupart des eaux de ces ruisseaux (exceptés ceux à l'Est) et forme par conséquent l'artère principale du chevelu hydrographique des plateaux de Chamberet.

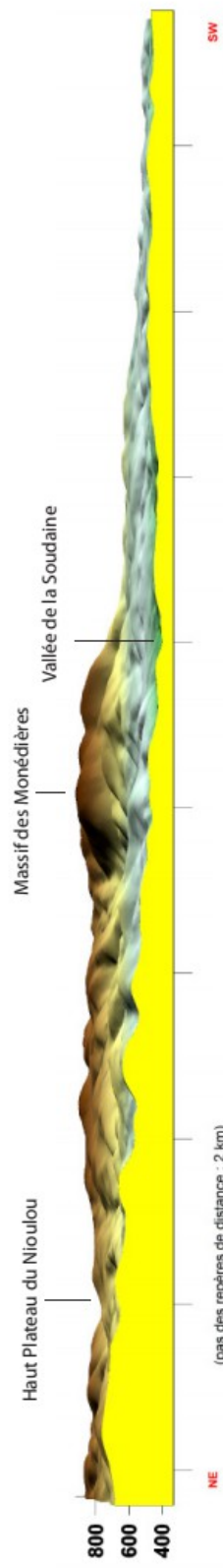
L'importance dont témoigne la dénomination d'une commune, Soudaine-Lavinadière dont le bourg repose dans le fond de la vallée.

Au nord Est, les plateaux de Chamberet

BLOC DIAGRAMME DES PLATEAUX DE CHAMBERET

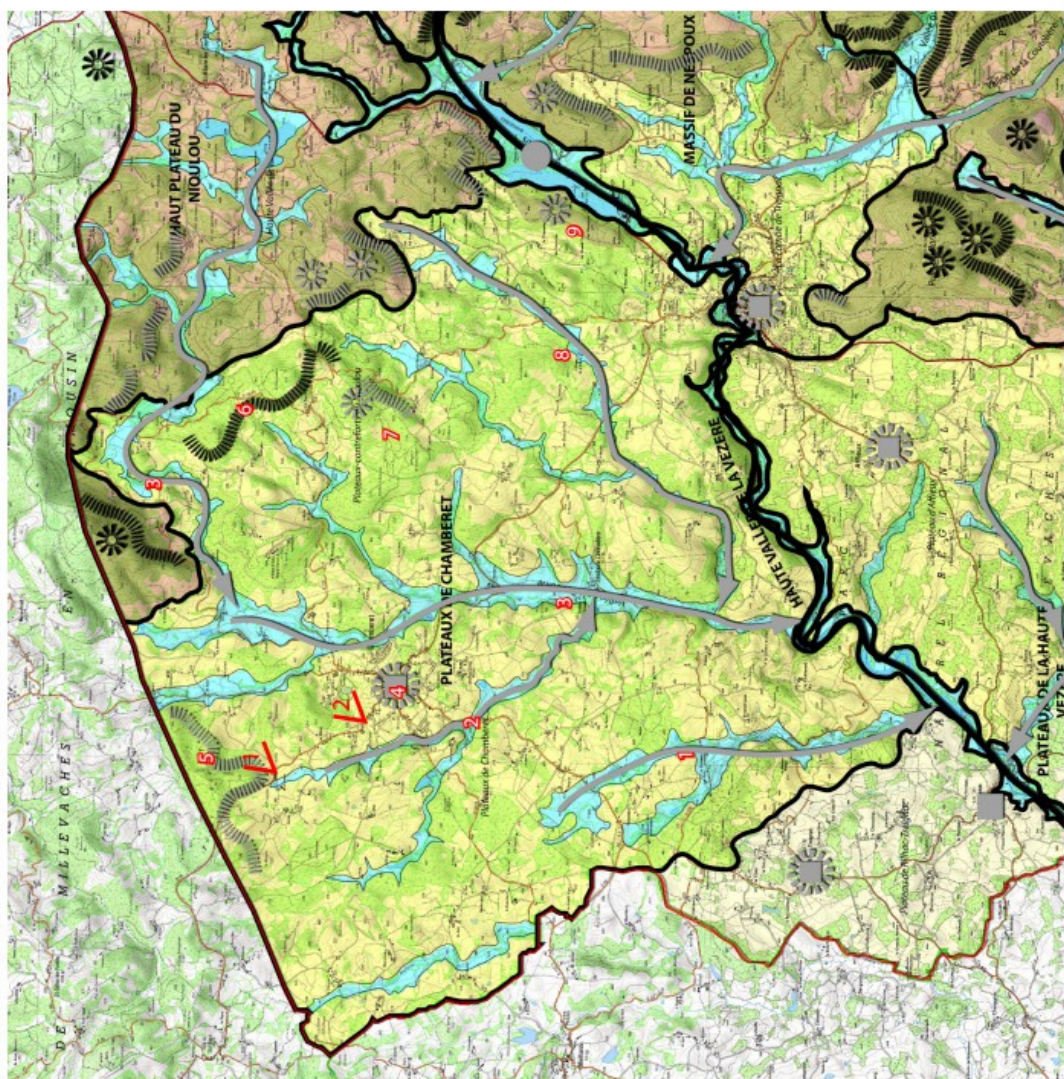


A-DES PLATEAUX DE CHAMBERET AUX PLATEAUX DE HAUTE VÉZÈRE - COUPE ELEVATION VUE DEPUIS LE SUD-EST



B-DU HAUT PLATEAU DU NIOULOU AUX PLATEAUX DE CHAMBERET - COUPE ELEVATION VUE DEPUIS LE NORD-OUEST

STRUCTURES D'ARTICULATION DE L'UNITÉ - PLATEAUX DE CHAMBERET





## LES PLATEAUX DE CHAMBERET

### STRUCTURES D'ARTICULATION

**1**-VALLEE DU RUISSEAU DE JAVALLE = Prend naissance sur les plateaux de Chamberet avant de rejoindre la Vézère quelques kilomètres en amont du barrage de Peyrissac.

**2**-VALLEE DU RUISSEAU DE LA GORSE = Le ruisseau de la Gorse prend naissance au pied de la Forêt des Fayes et s'unit à la Soudaine, en aval du bourg de Soudaine-Lavi-nadière

**3**-VALLEE DE LA SOUDAINE = Artère majeure des plateaux de Chamberet. Deux séquences, large vallée au sein des plateaux, plus encaissée à proximité du Haut Plateau du Nioulou dans les «contreforts».

**4**-BOURG DE CHAMBERET = Installé sur une ligne de crête, le village est un élément de repère depuis tous les points hauts des plateaux.

**5**-VERSANTS DE LA FORÊT DES FAYES = Les versants de la forêt des Fayes contrastent avec les amples vallées du ruisseau de la Gorse et de Chaverivière.

**6**-CONTREFORTS DU NIOULOU= Ils sont ponctués de sommets locaux comme le Puy Favars.

**7**-LES MONTIS = Il s'agit d'un modeste massif d'intérêt local qui est ponctué d'un sommet : Grandmont.

**8**-VALLEE DU RUISSEAU DE PAULAT= Le ruisseau de Paulat prend sa source au pied des hauts plateaux du Nioulou avant de rejoindre la Soudaine à quelques kilomètres où elle rejoint la Vézère en val du barrage.

**9**-PUY ROND= Cette événement topographique ferme l'unité au sud-est et contraste fortement avec le lac des Barriousses.



1- Le Mont Cé - Vue en direction du Haut Plateau du Nioulou, depuis la RD 16 à hauteur de «Le Chaussas»



2- Vue en direction du Haut Plateau du Nioulou, depuis la RD 16 à hauteur de «Les Plats», sortie nord du bourg de Chamberet





## LES PLATEAUX DE CHAMBERET

### LISIBILITÉ DES STRUCTURES D'ARTICULATION

**1-VALLÉE DU RUISSEAU DE JAVAILLE** = Le ruisseau de Javaille est relativement bien marqué, mais son profil en travers très changeant. Au gré de son cours, alternent des paysages ouverts (agricole) ou fermés (boisé) en fonction de la pente de ses côtes. Seules 3 routes départementales le traversent et il est difficile de généraliser.

**2-VALLÉE DU RUISSEAU DE LA GORSE** = Le profil en travers de la vallée est très changeant et comme pour le ruisseau de Javaille, alternent champs et bois en fonction de la pente de ses côtes. Il semble que dans le cas présent, on puisse parler d'une dominante forestière. Seulement, 2 routes départementales traversent la vallée.

**3-VALLÉE DE LA SOUDAINE** = Le profil est plus accentué que pour les 2 vallées précédentes, mais avec un fond plat plus ou moins large lisible tout au long du cours d'eau. Toujours pareils, il y a peu de routes dans ce secteur.

**4-BOURG DE CHAMBERET** = Traversé par la D3 et la D16, Chamberet est le bourg principal de cette unité. Installé sur un replat, le bourg est lisible de toutes ses arrivées à cause d'un mitage excessif. Néanmoins, étant donné, la forte densité de boisement dans ce secteur, on ne peut pas voir le bourg de loin.

**5-VERSANTS DE LA FORÊT DES FAYES** = Nous sommes dans un paysage où alternent agriculture et forêt à une altitude comprise entre 470 et 530 m. La différence n'est pas assez importante pour que les sommets forestiers soient lisibles. Néanmoins, dans le cas de la forêt des Fayes, le paysage agricole s'appuie sur un massif forestier très sombre de conifère qui ne passe pas inaperçu.

**6-CONTREFORTS DU NILOU** = Nous sommes dans un environnement forestier qui fait que les sommets boisés ne tranchent pas avec le paysage alentour. Toujours pareil, le dénivelé entre le plateau et les sommets n'excède pas 50 m.

**7-Les Monts** = Même situation que précédemment. Nous sommes dans un environnement forestier qui fait que les sommets boisés ne tranchent pas avec le paysage alentour. Toujours pareil, le dénivelé entre le plateau et les sommets n'excède pas 50 m.

**8-VALLÉE DU RUISSEAU DE PAULIAT** = Le ruisseau serpente dans un environnement totalement forestier. On ne le perçoit pas, même en le franchissant.

**9-Puy Rond** = Puy Rond se trouve dans un environnement très forestier. Le dénivelé entre le plateau et les sommets n'excède pas 50 m.



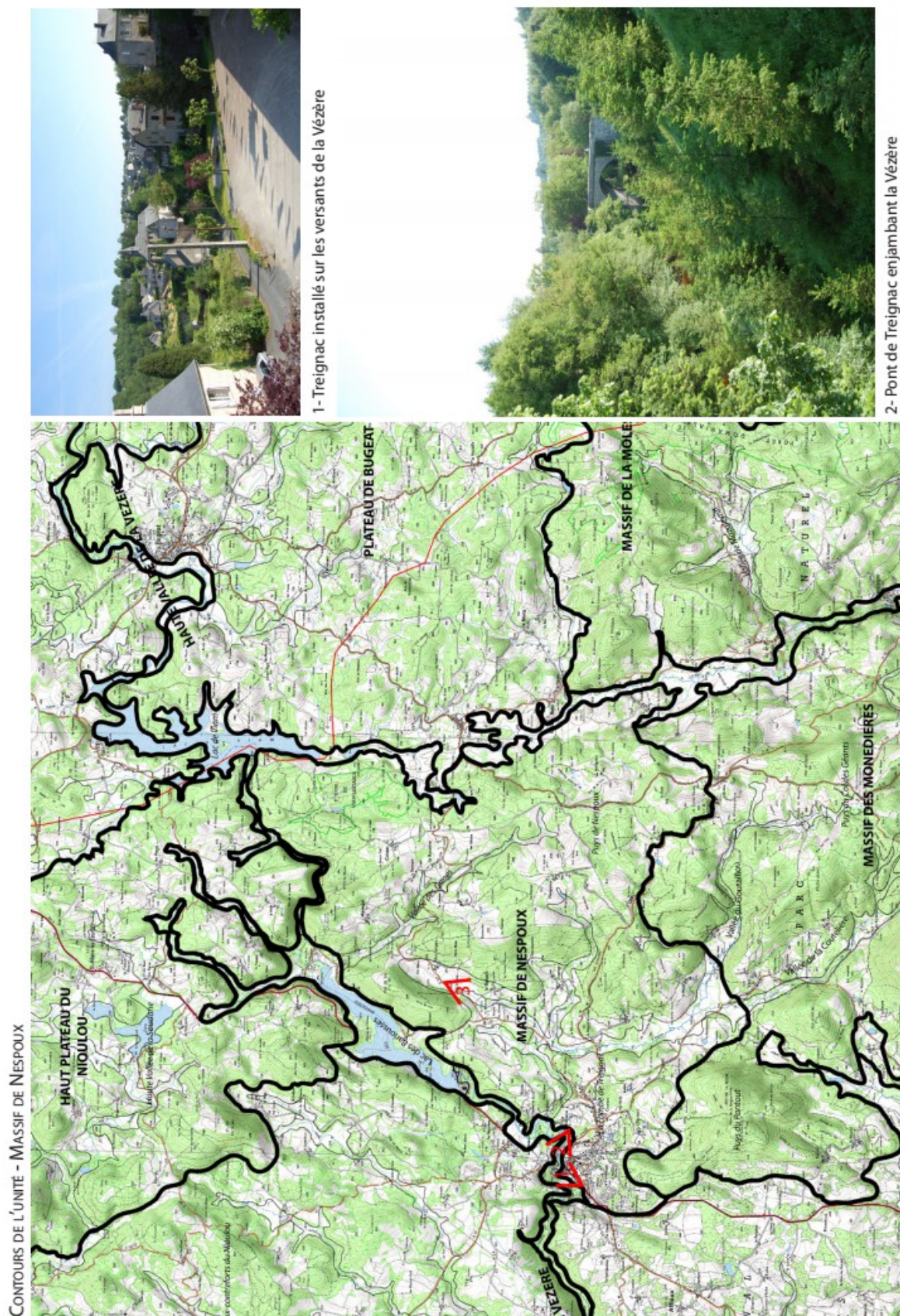
1- La ferme de Bois Combet - Vue en direction de Chamberet, depuis la RD 132 à proximité de la Chapelle St-Dulçat



2- La ferme de Lachaud dans la vallée de la Soudaine avec pour horizon le Haut Plateau du Nioulou



– le massif de Nespoux





## LE MASSIF DE NESPOUX

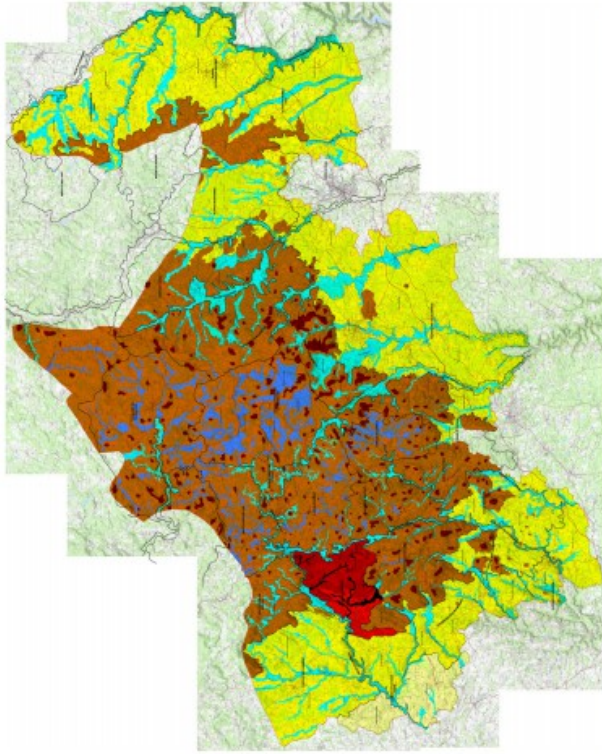
### PRÉSENTATION

Le Massif de Nespoux situé au nord du Massif des Monédières, forme l'un des accès privilégiés pour atteindre le cœur du plateau de Millevaches et le traverser d'Ouest en Est.

Annonçant les plateaux supérieurs, notamment le plateau de Bugeat ou le massif de la Molestie, cette unité accueille l'une des villes portes les plus connues du PNR, Treignac.

Cette dernière, installée sur le versant Nord de l'extrémité septentrionale des Monédières (dénommée localement «la Corne» = Puy du Pantout), domine la Haute Vallée de la Vézère.

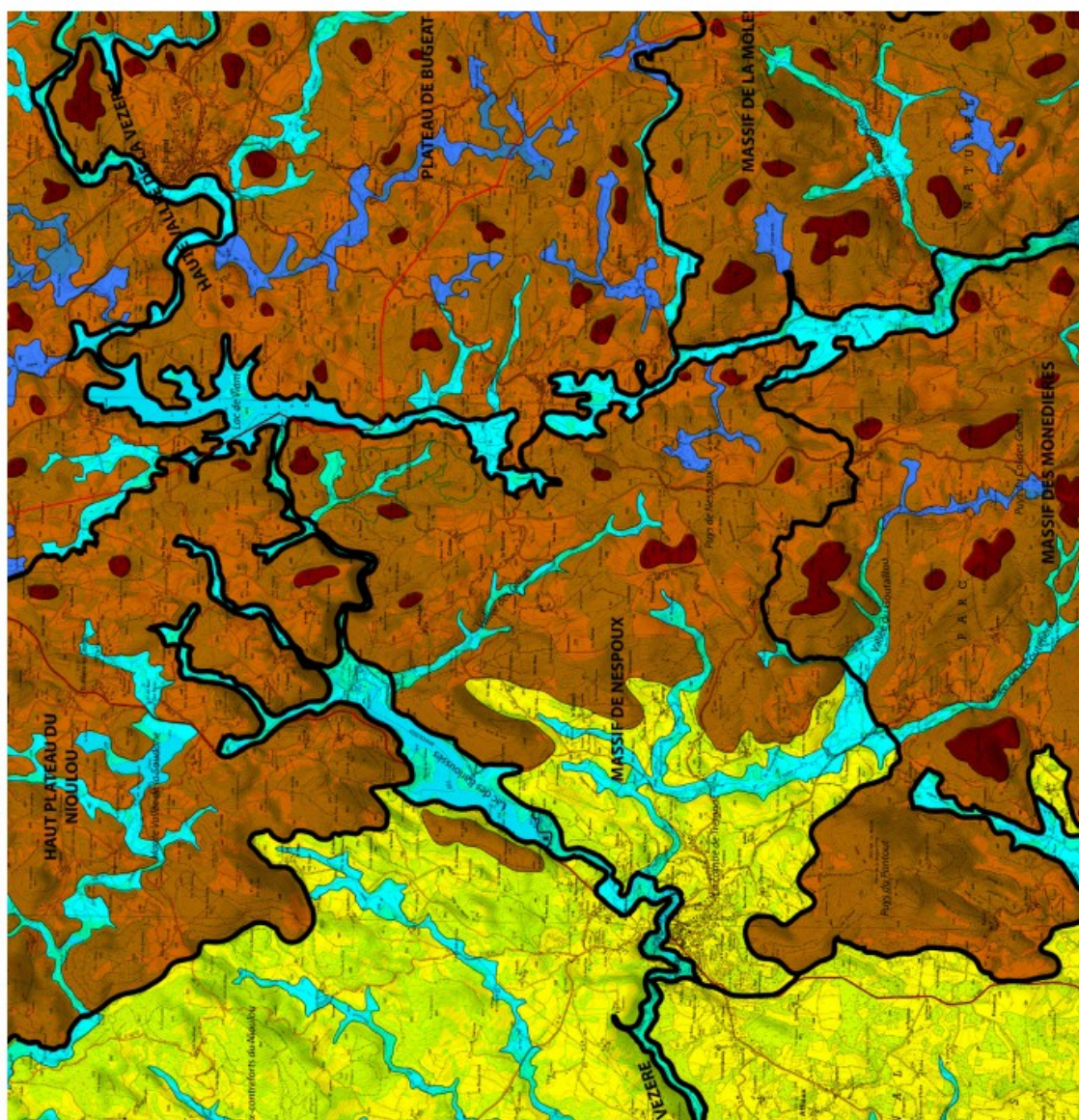
Cette vallée limite ainsi géographiquement l'unité sur ses façades Nord et Nord -Ouest, tandis que les Monédières en déterminent le contour Sud.



3- Vue sur la «Corne» des Monédières depuis la RD 157 à proximité de Mauranges



STRUCTURES SPATIALES DE L'UNITÉ - MASSIF DE NESPOUX



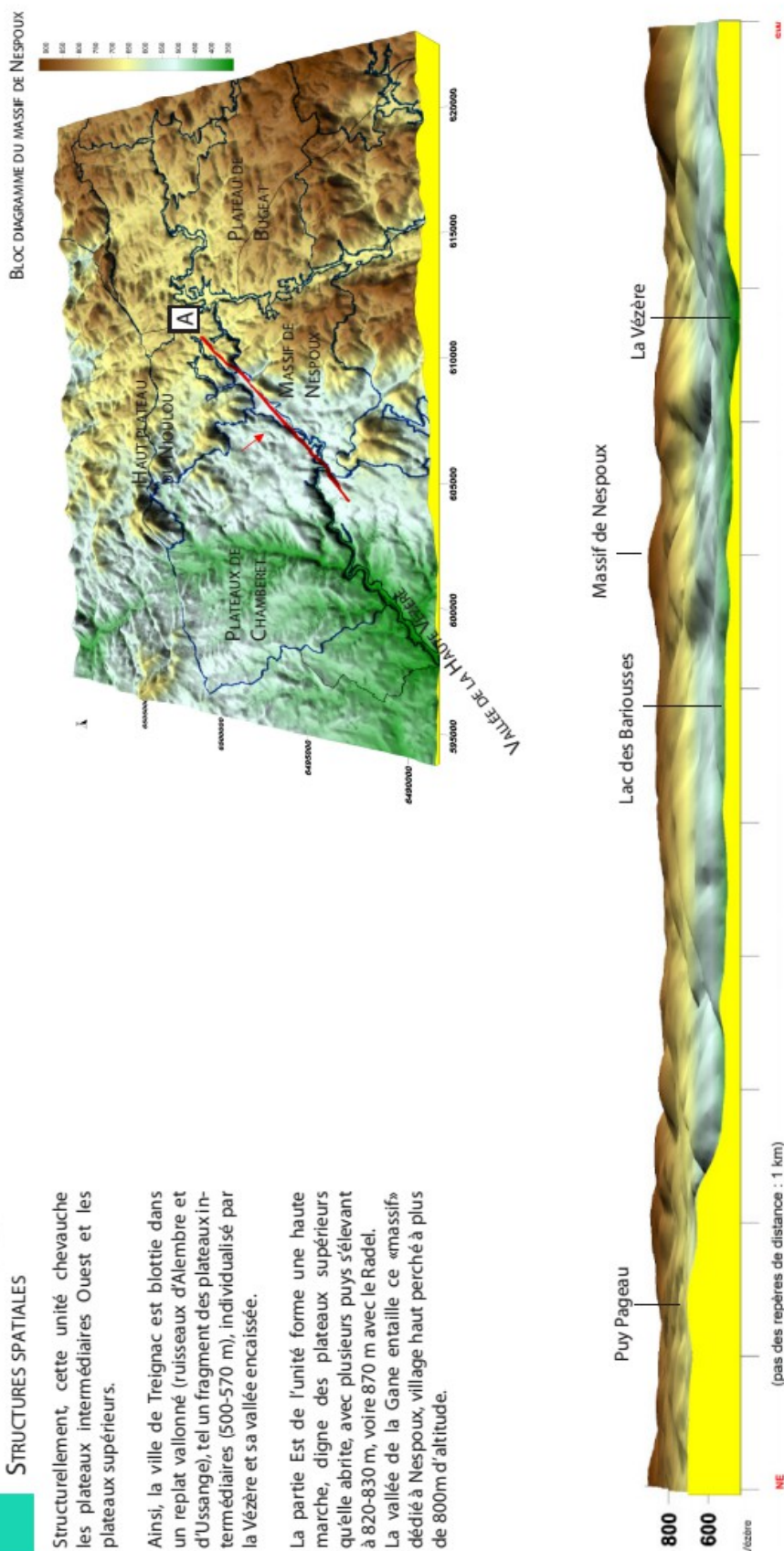
## LE MASSIF DE NESPOUX

### STRUCTURES SPATIALES

Structurellement, cette unité chevauche les plateaux intermédiaires Ouest et les plateaux supérieurs.

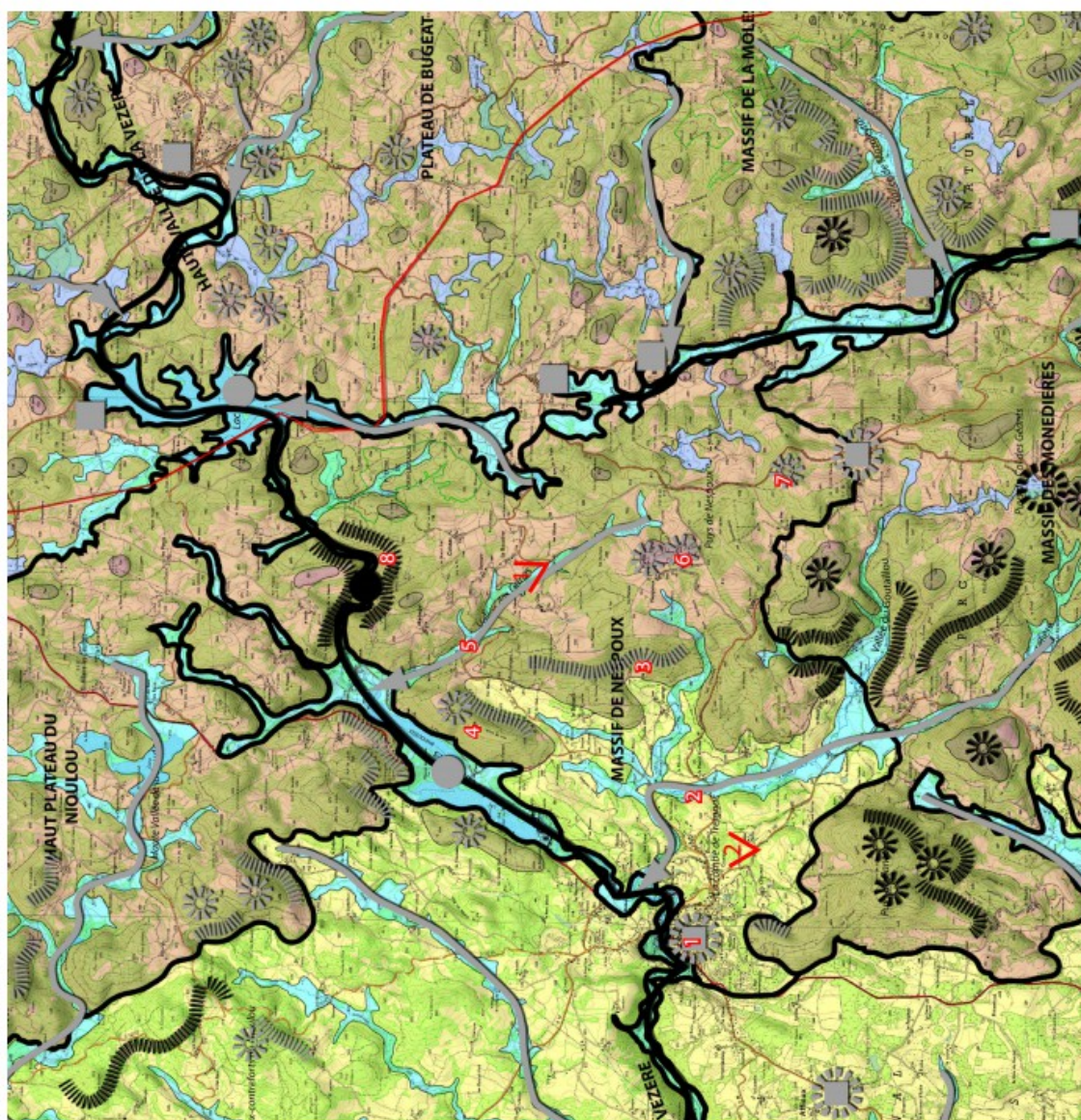
Ainsi, la ville de Treignac est blottie dans un replat vaillonné (ruisseaux d'Alembre et d'Ussange), tel un fragment des plateaux intermédiaires (500-570 m), individualisé par la Vézère et sa vallée encaissée.

La partie Est de l'unité forme une haute marche, digne des plateaux supérieurs qu'elle abrite, avec plusieurs puys s'élevant à 820-830 m, voire 870 m avec le Radel. La vallée de la Gane entaille ce «massif» dédié à Nespoux, village haut perché à plus de 800m d'altitude.





STRUCTURES D'ARTICULATION DE L'UNITÉ - MASSIF DE NESPOUX





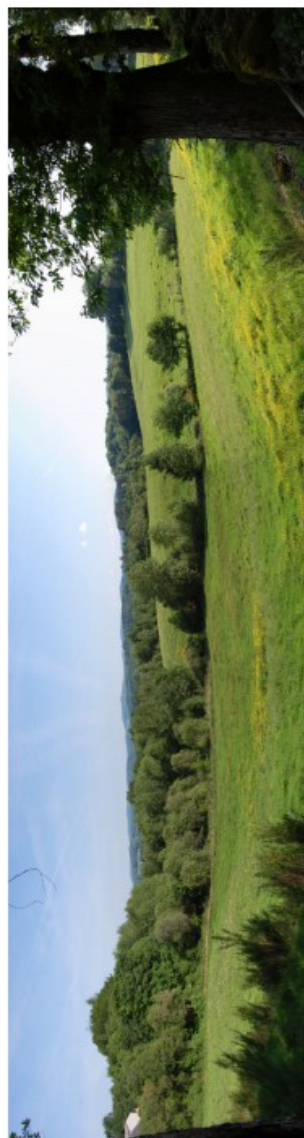
## LE MASSIF DE NESPOUX

### STRUCTURES D'ARTICULATION

- 1-TREIGNAC = Ville porte du plateau supérieur de Millevaches, installée en balcon sur la Haute-Vallée de la Vézère et blottie sur les versants Nord des Monédières.
- 2-VALLÉE DU RUISSEAU D'ALAMBRE (ou Alembre)= Affluent de la Vézère, il prend naissance dans le massif des Monédières et anime le «fragment» de plateau intermédiaire qui accueille Treignac.
- 3-VERSANTS DEPUIS CHASSAGNOLS A LE NAUD = Annoncent le massif de Nespoux.
- 4-PUY DE SAL = Puy d'intérêt local, contrastant avec le Lac des Barliousses et annonçant les hauteurs de Nespoux.
- 5-VALLÉE DE LA GANE = Animée par une rivière reliant le Lac des Barliousses et la Croix du Jars.
- 6-LES PUYs BAILLAU ET BAYAU = Puy aux noms semblables, culminant respectivement à 835 m et 844 m contre lesquels le village de Nespoux est adossé.
- 7-LE RADEL= Point culminant de l'unité avec ses 871 m.
- 8-LES VERSANTS DU SAUT DE LA VIROLE = Singuliers en raison de la proximité du Saut de la Virole, site atypique.

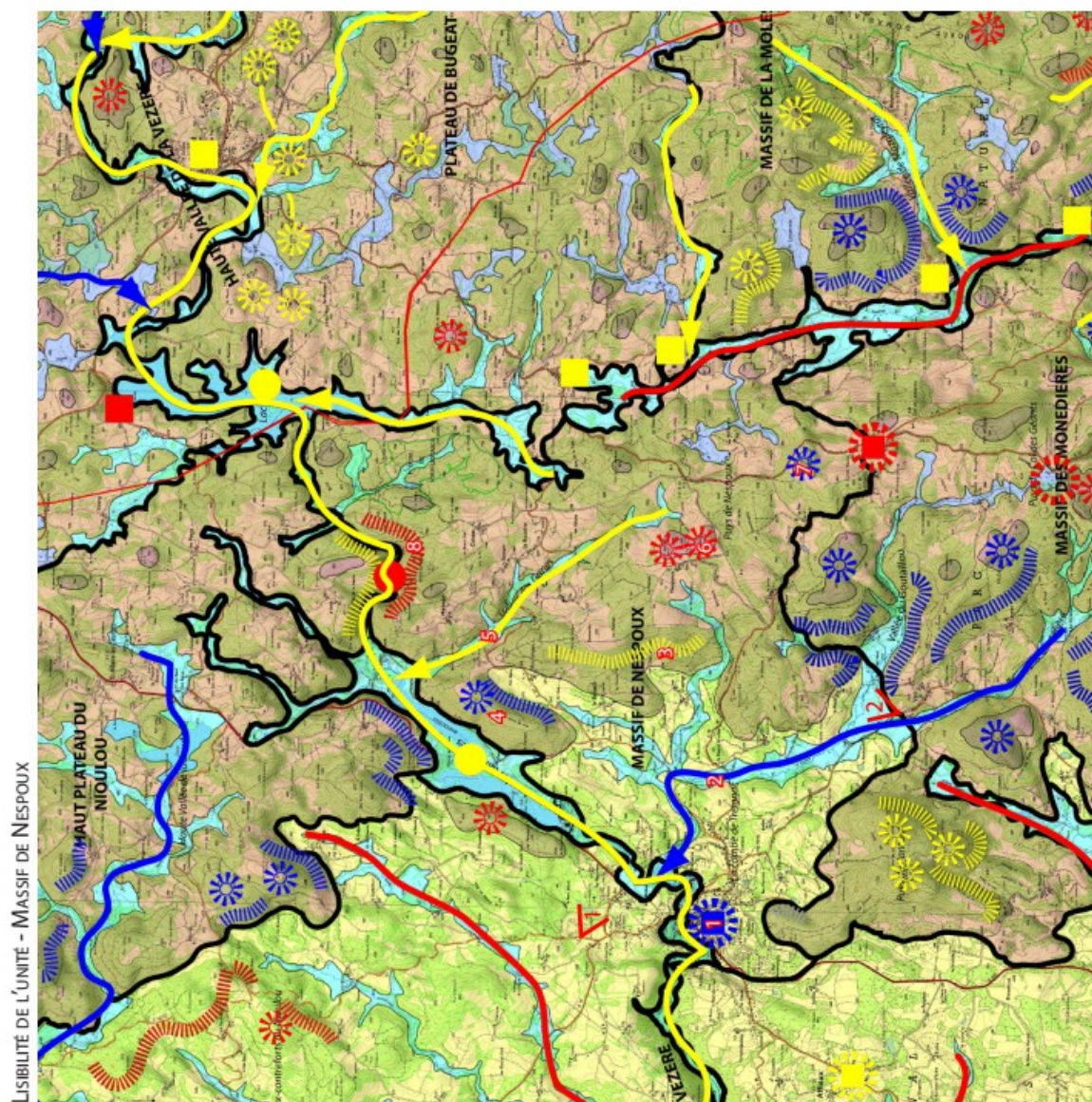


1- Vue sur la vallée de la Gane (RD 157, près de la Bussière)



2- Vue sur le «plateau» vallonné (= «la Combe») de Treignac (RD 180, près d'Auliac)







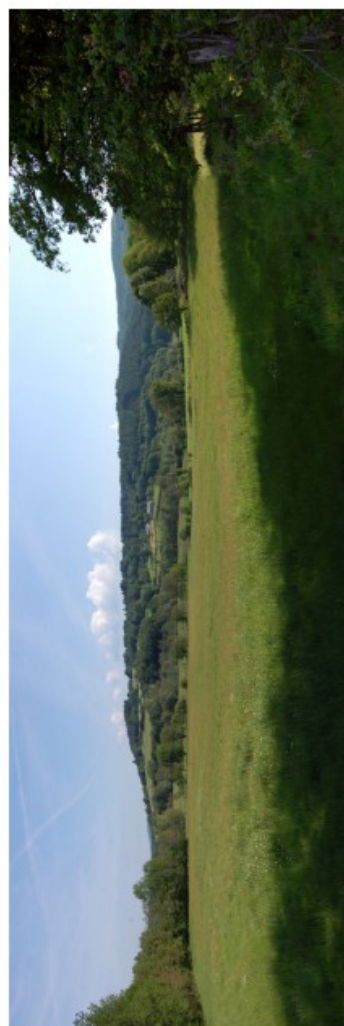
## LE MASSIF DE NESPOUX

### LISIBILITÉ DES STRUCTURES D'ARTICULATION

- 1-TREIGNAC = Plusieurs routes venant des 4 points cardinaux convergent vers Treignac.  
Que l'on vienne du nord, du sud, de l'ouest ou de l'est, on descend vers Treignac. Les perceptions diffèrent. En arrivant du nord, on peut voir la ville qui se déploie sur le versant opposé. En arrivant du sud, la route en balcon sur la Vézère limite le développement de la ville au nord. Depuis l'ouest et l'est, la densification urbaine mal maîtrisée annonce la ville.
- 2-VALLÉE DU RUISSEAU D'ALAMBRE (ou Alembre)= Cet affluent de la Vézère est traversé par 3 routes départementales d'où il est parfaitement lisible (D157, D16 et D180). Le fond plat très vert car très agricole, parfois très large, notamment au niveau de la vallée du Goutailou caractérise cette vallée marquée par des versants boisés sombres.
- 3-VERSANTS DEPUIS LE CHASSAGNOIS A LE NAUD =Malgré leur importance, ces versants sont visibles seulement depuis la D157 en direction de l'est près du Moulin d'Ussange.
- 4-PUY DE SAL = Ce puy est lisible depuis la D157 en direction de l'est avant Maurange. Très boisé aux côtes pentus, il contraste avec les paysages de prairies du plateau.
- 5-VALLÉE DES GANES = Cette vallée est très à l'écart des voies de communication d'où une lisibilité moyenne. La vallée est traversée à un seul endroit par la D157 près du hameau de la Bussière, au niveau d'un vaste plateau non boisé à dominante agricole.
- 6-LES PUYs BAILLAU ET BAYAU = Ces 2 puy sont situés sur un haut plateau à dominante agricole où est installé le village de Nespoux. Ils sont peu lisibles car il y a peu de voies de communication dans ce secteur.
- 7-LE RADE L= Le point culminant de l'unité est bien visible depuis les D16 et D32 à proximité de Lestard. Sa caractéristique est d'être pelé car occupé en prairie comme les puy Bayau.
- 8-LES VERSANTS DU SAUT DE LA VIROLE = Situés dans un secteur très peu accessible, les versants abrupts et boisés de la virole sont peu lisibles.



1- Vue sur le massif de Nespoux depuis les plateaux de Chamberet (RD 132)



2- Vue sur le versant du village Le Naud (près de Veix)



## PAC de Treignac



## PAC de Treignac

PAC de Treignac

PAC de Treignac

PAC de Treignac

PAC de Treignac



PAC de Treignac

# FICHE DESCRIPTIVE

Code : 19269001 Département 19  
Commune : TREIGNAC

<b>SITUATION</b>	
Lieu-dit :	Xlamb : 558001, A
Localisation :	D940 direction Bugat
Nom de l'arbre :	Ylamb : 205983 1,6
Propriétaire :	Photo 1 : 19269001A
	Section cadastrale : AL
	N° cadastral : Public
	Domaine : Public
Protection réglementaire :	
Inventaire :	
<b>ENVIRONNEMENT</b>	
Accès :	Facile
Paysage urbain :	Paysage forestier :
Paysage rural :	Parc paysager :
Visibilité :	D 940 du village :
de la route :	du chemin de
du point de vue :	randomisé :
<input type="checkbox"/> Visibilité ponctuelle	Signalé dans une brochure :
<input type="checkbox"/> Non visible	Signalé sur une carte routière :
<input type="checkbox"/> fléchage	Signalé sur une carte postale :
<input type="checkbox"/> panneau	Signalé dans une légende :
<b>NUISANCES</b>	
Type de nuisance :	<input type="checkbox"/> Covisibilité
Autres nuisances :	Proximité :
Atteinte à l'arbre :	
Menace liée à un projet :	troncs à 0,5m. de la route

<b>DESCRIPTION</b>	
Situation descriptive :	Alignement
Essence :	Hêtre
Nom latin :	Fagus sylvatica
Age :	80-100
Port :	Élancé
<input type="checkbox"/> Tronc tordu	<input type="checkbox"/> Tronc penché
<input type="checkbox"/> Tronc creux	<input type="checkbox"/> Tronc torsadé
<input type="checkbox"/> Tronc rect.	<input checked="" type="checkbox"/> Tronc multiple
<input type="checkbox"/> Tronc vrillé	<input type="checkbox"/> Tronc cépée
<b>Fronaison</b>	Étalée
Diamètre du houppier :	Libre
Taille :	Type de taille :
	Date dégage :
<b>Rareté</b>	<input type="checkbox"/> Essence
<input type="checkbox"/> Arbre issu d'une greffe peu ordinaire	<input type="checkbox"/> Feuille ou écorce singulière
<input type="checkbox"/> Feuillage très coloré, floral ou fructification exceptionnelle	<input type="checkbox"/> Conduite de l'arbre
<b>ETAT SANITAIRE</b>	
<input type="checkbox"/> Bon état	<input checked="" type="checkbox"/> Champignons
<input checked="" type="checkbox"/> Moyen	Type de champignons :
<input type="checkbox"/> Déprimant	Couleurs des champignons :
<input type="checkbox"/> Couché	Forme des champignons :
<input type="checkbox"/> Mort	Emplacement :
<b>EVALUATION</b>	
Dimension	<input type="checkbox"/> Forme du tronc
Age	<input type="checkbox"/> Fronaison
Port	<input type="checkbox"/> Essence
<b>Echelle d'intérêt :</b>	<input type="checkbox"/> Local
<input checked="" type="checkbox"/> L'arbre non exceptionnel	<input type="checkbox"/> Vous paraît-il souhaitable que l'arbre soit signalé au public ?
<input type="checkbox"/> L'arbre doit rester confidentiel	<input type="checkbox"/> L'arbre présente des signes de dépérissement
<b>Quelles actions suggérez-vous ?</b>	<input type="checkbox"/> L'arbre est dangereux
<input type="checkbox"/> Amélioration de l'accès	<input type="checkbox"/> Protection de l'arbre (piètements, dégradations, travaux agricoles ou sylvoles...)
<input type="checkbox"/> Améliorations des abords	<input type="checkbox"/> Protection du public (arbre dépérissant nécessitant la pose de barrières, haubannage, états...)
<input type="checkbox"/> Signalisation	<input type="checkbox"/> Soins légers
Autres actions :	<input type="checkbox"/> Elagage doux
<b>OBSERVATIONS</b>	
Alignement à l'entrée de Treignac constitué de hêtres et de tilleuls.	

Nom de l'enquêteur MFMT-TV Date de l'enquête : 09/08/2004

## MILIEU NATUREL ET CONTINUITES ECOLOGIQUES

### Rappel réglementaire

- Articles L. 101-1 et L. 101-2, L. 131-4 à L. 131-7, L. 151-5, L. 151-19 et L. 151-23, R. 151-31, R. 151-34, R. 151-43 alinéa 4,5 et 6, R. 151-48 alinéa 3 et 4 du code de l'urbanisme.
- Articles L. 371-1 et suivants et R. 371-16 et suivants code de l'environnement (CE).

### Déclinaison dans le PLU

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) du Limousin ayant été adopté le 2 décembre 2015, il doit désormais être pris en compte par les PLU, soit directement, soit par compatibilité avec le SCOT ayant intégré le SRCE et chargé d'identifier la trame verte et bleue (TVB) à son échelle.

Le PLU définit la TVB sur son territoire et les prescriptions opposables aux projets, de nature à assurer sa préservation ou sa remise en bon état. Le rapport de présentation met en évidence dans son analyse et son diagnostic les sensibilités du site, les réservoirs de biodiversité et les corridors à intégrer, leur état de conservation, les carences ou ruptures en matière de continuités écologiques, etc.

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) doit affirmer la prise en compte des objectifs de protection et expliciter les modalités d'aménagement durable respectueuses des enjeux environnementaux.

Le zonage, le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation déclineront de manière précise les dispositions prises, les occupations ou utilisations du sol autorisées.

La trame verte et bleue sera identifiée dans les documents graphiques du PLU, qui pourront comporter en fonction des choix communaux éclairés par l'analyse et le diagnostic environnemental :

- des espaces boisés classés (zones strictes de protection)...,
- des éléments de paysage identifiés (articles L. 151-19 et L. 151-23 du code urbanisme),
- des secteurs indicés permettant l'identification des bords de cours d'eau, de zones humides, de boisements ...,
- des mesures de protection de terrains cultivés ...,
- des emplacements réservés (création d'espaces verts...).

Le règlement pourra prévoir un coefficient de biotope.

## A) Continuités écologiques

### Rappel réglementaire

Afin de répondre aux engagements fixés par les différentes conventions internationales sur la



biodiversité, et notamment celle du sommet de la terre de Johannesburg en 2002, la France a défini une stratégie nationale pour la biodiversité (2003-2010), stratégie qui place la biodiversité au cœur des politiques publiques.

C'est dans ce contexte qu'ont été promulguées : la loi n°2009-967 du 3 août 2009 (Grenelle 1) qui impose la constitution d'un réseau écologique national : la trame verte et bleue (TVB) d'ici fin 2012 ; et la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 (Grenelle 2) portant engagement national pour l'environnement, qui introduit quant à elle :

- la TVB dans le code de l'environnement, article L. 371-1 et suivants, avec sa définition, ses objectifs, le lien avec les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE, article L. 212-1),
- les continuités écologiques dans le code de l'urbanisme (articles L. 121-1, L. 122-1, L. 123-1 et suivants), avec des objectifs de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques.

Le décret n°2014-45 du 20 janvier 2014 portant adoption des orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques finalise le socle réglementaire de la trame verte et bleue, en adoptant, en application des dispositions de l'article L. 371-2 du code de l'environnement, le document-cadre intitulé « orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ».

Ce document-cadre vient appuyer l'élaboration et l'adoption des schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) qui doivent le prendre en compte.

Au niveau régional, la trame verte et bleue se définit et se concrétise donc au travers d'un schéma cadre appelé « schéma régional de cohérence écologique » (SRCE), co-piloté par l'État et la région et élaboré avec des acteurs locaux regroupés au sein d'un comité régional « Trame Verte et Bleue » (CRTVB).

Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme prennent en compte le SRCE lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme.

### **Déclinaison dans le PLU**

#### **Éléments donnés par la direction départementale des territoires (DDT)**

Les documents d'urbanisme ont notamment pour objectif la préservation et la remise en état des continuités écologiques (article L. 101-2 du code de l'urbanisme).

La trame verte et bleue dépasse le principe de périmètre de protection de la biodiversité remarquable pour passer dans une logique de mise en réseau des espaces naturels pour préserver également la biodiversité ordinaire :

- la TVB est un outil d'aménagement, qui ne vise pas à opposer préservation et développement mais à les penser ensemble et en amont,
- la TVB est un outil intégrateur qui doit mobiliser les connaissances et expertises locales,
- la TVB est un outil à inscrire dans la logique ERC (éviter, réduire, compenser),

- le travail d'identification de la TVB ne consiste pas en un relevé exhaustif de toutes les continuités écologiques, mais est le résultat d'un travail technique et scientifique combiné à des choix politiques opérés en concertation.

La trame verte et bleue est une démarche qui vise à maintenir et à reconstituer un réseau écologique de continuités terrestres et aquatiques permettant aux espèces animales et végétales (aussi bien les espèces menacées d'extinction, rares ou endémiques... que celles ne bénéficiant pas de statut particulier) d'assurer leur cycle de vie (circulation, reproduction, alimentation, repos...).

Ce réseau écologique correspond à un maillage cohérent d'espaces naturels organisés en « réservoirs de biodiversité » (foyers de biodiversité, ou cœurs de nature) reliés entre eux par des « corridors écologiques ».

Les objectifs de la trame verte et bleue fixés par le code de l'environnement (article L. 371-1 I) sont les suivants :

- diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique,
- identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques,
- mettre en œuvre les objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article,
- prendre en compte la biologie des espèces sauvages,
- faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages,
- améliorer la qualité et la diversité des paysages.

La trame verte et bleue s'articule avec les démarches menées parallèlement pour maintenir et préserver la biodiversité.

Sa construction repose sur des outils existants, comme la stratégie de création des aires protégées, les parcs naturels régionaux, le réseau de sites Natura 2000, les réserves naturelles nationales et régionales...

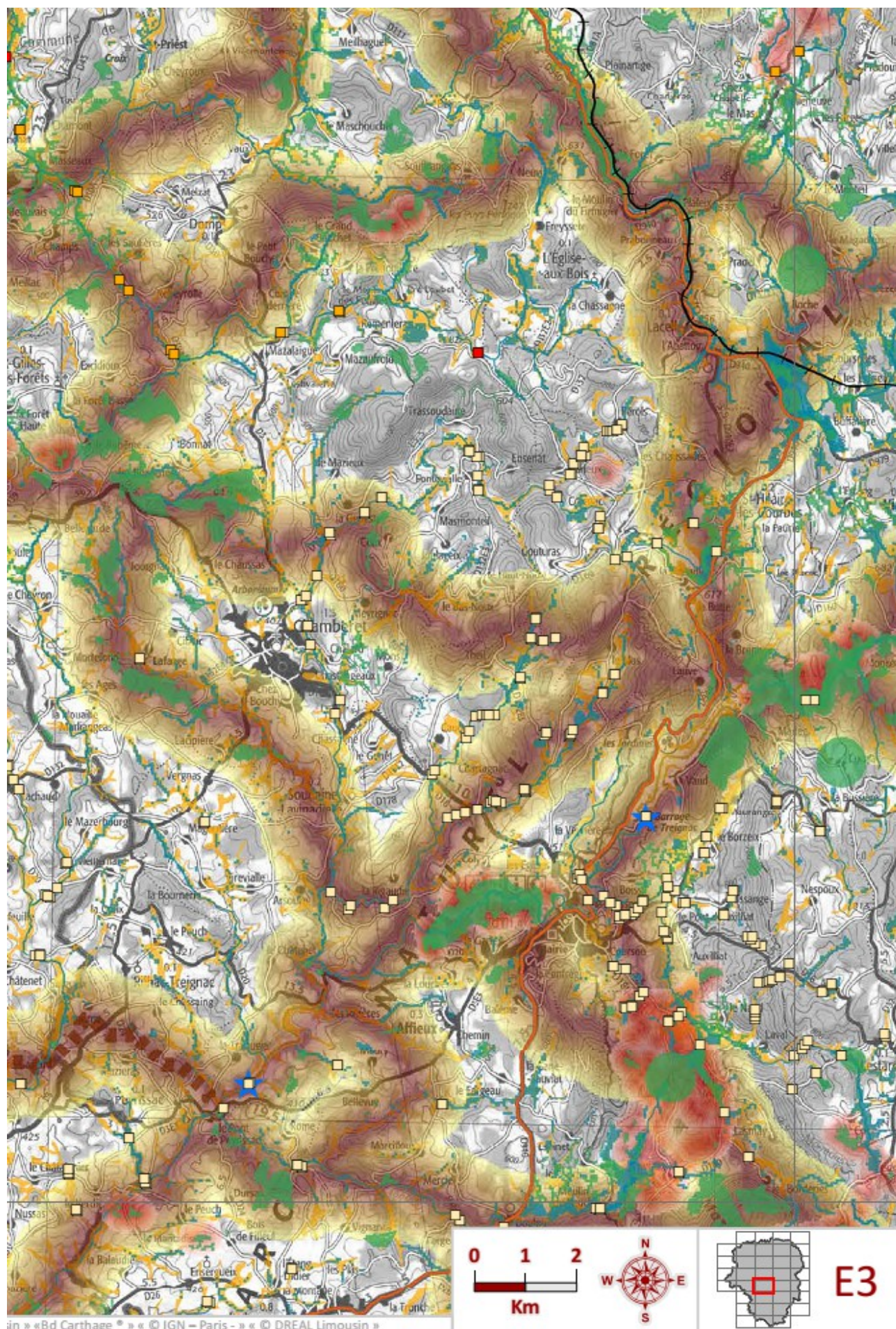
Toutefois ces outils s'appuient sur la connaissance et la protection des espèces et des milieux remarquables alors que la trame verte et bleue va au-delà en prenant en compte la biodiversité ordinaire.

Ainsi la trame verte et bleue constitue un dispositif de préservation de la biodiversité et d'aménagement du territoire, notamment par le biais des documents d'urbanisme réalisés à l'échelle locale qui doivent eux-mêmes définir leur propre TVB (Grenelle 2).

**Les enjeux pour la commune de Treignac en matière de trame verte et bleue sont à rapprocher de ceux exprimés dans le cadre du SRCE.**

**Ci-après extrait du SRCE.**







## Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) du Limousin

### Continuités écologiques de la trame verte et bleue limousine

#### Informations générales

##### Principales villes :

- Préfecture régionale
- Autre préfecture
- Autre ville



Département



Région Limousin



Cours d'eau

##### Corine land cover (2006) :



Territoire artificialisé



Territoire agricole



Forêt et milieu semi-naturel



Zone humide



Surface en eau

##### Ouvrages de franchissement (fonctionnalité avérée\*) :

- Passage à faune



Viaduc et tunnel

- Autre ouvrage de franchissement

##### Obstacles à l'écoulement :



Infranchissable ou difficilement franchissable



En partie franchissable



Franchissabilité indéterminée

##### Axes de communication :



Liaison autoroutière ou assimilée



Autre liaison routière d'importance régionale



Voie ferrée principale

\* les ouvrages de franchissement représentés se limitent à ceux dont la fonctionnalité écologique est avérée. Cette représentation est incomplète et a vocation à être augmentée à l'avenir en fonction d'analyses conduites localement et/ou par les gestionnaires de réseaux.

#### Continuités écologiques

##### Réservoirs de biodiversité :

###### Trame verte :



Milieux boisés,  
Milieux bocagers,  
Milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux

###### Trame bleue :



Milieux humides,  
Milieux aquatiques



Milieux aquatiques à préserver



Milieux aquatiques à remettre en bon état

##### Corridors écologiques :

###### Trame verte :



Milieux boisés à préserver



Milieux boisés à remettre en bon état



Milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux

###### Trame bleue :



Milieux humides,  
Milieux aquatiques



Milieux aquatiques



Zones de conflit potentiel



Principaux obstacles à l'écoulement



Continuités interrégionales

## **B) Natura 2000**

### **Rappel réglementaire**

- **Articles L. 414-1 à L. 414-7 du code de l'environnement.**
- **Directive 92-43/CE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (directive habitats-faune-flore).**

Concernant les sites Natura 2000, un nouveau dispositif français est mis en place, il est prévu par la loi de responsabilité environnementale du 1er août 2008, aux articles L. 414-4 et L. 414-5 du code de l'environnement.

Le décret 2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences est le premier texte d'application de cette loi et est applicable au 1er août 2010.

Les évolutions législatives concernant Natura 2000 indiquent que les plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation environnementale au titre du I de l'article L. 122-4 du code de l'environnement et de l'article L. 104-2 du code de l'urbanisme, entrent dans le champ de l'évaluation des incidences – articles L. 414-4 et suivants et R. 414-19 du code de l'environnement.

### **Déclinaison dans le PLU**

Les sites Natura 2000 seront identifiés dans les documents graphiques du PLU.

Les dispositions réglementaires préciseront les secteurs de protection stricte et les secteurs où des aménagements sont rendus possibles par le PLU.

Le **rapport de présentation** comportera une évaluation de l'incidence des dispositions prévues par le PLU sur le ou les sites Natura 2000.

Il comportera un inventaire des habitats et espèces d'intérêt communautaire, une évaluation des effets directs ou indirects sur ces habitats et espèces et de leur incidence au regard des objectifs de conservation du ou des sites.

Les informations disponibles dans le document d'objectifs (DOCOB) et le formulaire standard de données (FSD) pourront être utilisées pour l'évaluation des incidences Natura 2000 du document d'urbanisme (état initial de l'environnement, identification des enjeux et mesures pour éviter, réduire et le cas échéant compenser les impacts sur les sites).

**Le rapport de présentation comportera les éléments nécessaires à la réalisation d'une évaluation environnementale obligatoire pour les PLU des communes dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000.**

### **Éléments d'information et avis des services sur le territoire**

Un site Natura 2000 est recensé sur la commune : “zone spéciale de conservation (ZSC) gorges de la Vézère autour de Treignac (FR7401109) ».

L'arrêté ministériel portant désignation du site pour la Corrèze est joint en **annexe 5**.



NATURA 2000 - FORMULAIRE STANDARD DE DONNEES  
Pour les zones de protection spéciale (ZPS), les propositions de sites d'importance communautaire (pSIC), les sites d'importance communautaire (SIC) et les zones spéciales de conservation (ZSC)

## FR7401109 - Gorges de la Vézère autour de Treignac

1. IDENTIFICATION DU SITE .....	1
2. LOCALISATION DU SITE .....	2
3. INFORMATIONS ECOLOGIQUES .....	3
4. DESCRIPTION DU SITE .....	5
5. STATUT DE PROTECTION DU SITE .....	6
6. GESTION DU SITE .....	7

### 1. IDENTIFICATION DU SITE

#### 1.1 Type

B (pSIC/SIC/ZSC)

#### 1.2 Code du site

FR7401109

#### 1.3 Appellation du site

Gorges de la Vézère autour de Treignac

#### 1.4 Date de compilation

31/12/1995

#### 1.5 Date d'actualisation

19/01/2015

#### 1.6 Responsables

Responsable national et européen	Responsable du site	Responsable technique et scientifique national
Ministère en charge de l'écologie	DREAL Limousin	MNHN - Service du Patrimoine Naturel
<a href="http://www.developpement-durable.gouv.fr">www.developpement-durable.gouv.fr</a>	<a href="http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr">www.limousin.developpement-durable.gouv.fr</a>	<a href="http://www.mnhn.fr">www.mnhn.fr</a> <a href="http://www.spn.mnhn.fr">www.spn.mnhn.fr</a>
<a href="mailto:en3.en.deb.dgaln@developpement-durable.gouv.fr">en3.en.deb.dgaln@developpement-durable.gouv.fr</a>		<a href="mailto:natura2000@mnhn.fr">natura2000@mnhn.fr</a>

#### 1.7 Dates de proposition et de désignation / classement du site

Date de transmission à la Commission Européenne : 31/08/1998





(Proposition de classement du site comme SIC)

Dernière date de parution au JO UE : 07/12/2004

(Confirmation de classement du site comme SIC)

ZSC : date de signature du dernier arrêté (JO RF) : 26/12/2008

Texte juridique national de référence pour la désignation comme ZSC : [http://www.legifrance.gouv.fr/jo\\_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020128897](http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020128897)

## 2. LOCALISATION DU SITE

### 2.1 Coordonnées du centre du site [en degrés décimaux]

**Longitude** : 1,84528°

**Latitude** : 45,57778°

### 2.2 Superficie totale

350 ha

### 2.3 Pourcentage de superficie marine

Non concerné

### 2.4 Code et dénomination de la région administrative

Code INSEE	Région
74	Limousin

### 2.5 Code et dénomination des départements

Code INSEE	Département	Couverture (%)
19	Corrèze	100 %

### 2.6 Code et dénomination des communes

Code INSEE	Communes
19001	AFFIEUX
19112	LESTARDS
19209	SAINT-HILAIRE-LES-COURBES
19269	TREIGNAC
19284	VIAM

### 2.7 Région(s) biogéographique(s)

Continentale (100%)



Données issues de la dernière base transmise à la Commission européenne.  
Date d'édition : 08/11/2016  
<http://data.europa.eu/odr/2020/07/27/01/102>

3. INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES

3.1 Types d'habitats présents sur le site et évaluations

Types d'habitats inscrits à l'annexe I					Évaluation du site				
Code	PF	Superficie (ha) (% de couverture)	Grottes [nombre]	Qualité des données	A B C D	Représent -ativité	Superficie relative	Conservation	Évaluation globale
<u>4030</u>  Landes sèches européennes		4 (1,14 %)		M		D			
<u>6230</u>  Formations herbues à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagneuses (et des zones submontagneuses de l'Europe continentale)	X	3 (0,86 %)		G		D			
<u>6430</u>  Mégaphorbiaies hygrophiles d'outre-mer et des étiages montagneux à alpin		1 (0,29 %)		P		D			
<u>8220</u>  Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chaumaphylle		0,1 (0,03 %)		M		D			
<u>8230</u>  Pentes siliceuses avec végétation pluriannuelle du Sud-Ouest/Nord ou du Sud-Est/Est/Nord-Ouest		0,1 (0,03 %)		P		D			
<u>91E0</u>  Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padon, Alnus incanae, Salicion albae)	X	3 (0,86 %)		G		D			
<u>9120</u>  Hélandes sclérophylles atlantiques à sous-bois à Urtica (Urtica / Urtica)		92 (26,29 %)		G		B	C	B	B

- PF : Forêt prioritaire de l'habitat.
- Qualité des données : G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple), M = «Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple), P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple).
- Représentativité : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative» ; D = «Présence non significative».
- Superficie relative : A = 100 ≥ p > 15 % ; B = 15 ≥ p > 2 % ; C = 2 ≥ p > 0 %.
- Conservation : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
- Évaluation globale : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

3.2 Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE et évaluation

Espèce		Population présente sur le site					Évaluation du site		
Groupe	Code	Nom scientifique	Type	Taille	Unité	Cat.	Qualité des données	A B C D	A B C



				Min	Max		CIR VP		Pop.	Cons.	Isol.	Glob.
I	1065	Euphydryas aurinia	p			i	P	M	C	B	C	B
I	1083	Lucanus cervus	p			i	P	P	D			
F	1096	Lampetra planeri	p			i	P	M	D			
M	1308	Barbastella barbatellus	p			i	P	M	C	B	C	B
M	1323	Myotis bechsteinii	p			i	P	M	C	B	C	B
M	1324	Myotis myotis	p			i	P	M	C	B	C	B
M	1355	Nyctalus noctule	r			i	P	M	C	B	C	B

- Groupe** : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.  
**Type** : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).  
**Unité** : i = individus, p = couples, adultes = Adultes matures, area = Surface en m<sup>2</sup>, blemales = Femelles reproductrices, cmales = Mâles chanteurs, colonies = Tiges florales, grids1x1 = Grille 1x1 km, grids10x10 = Grille 10x10 km, grids5x5 = Grille 5x5 km, length = Longueur en km, localities = Stations, logs = Nombre de branches, males = Mâles, shoots = Pousses, stones = Cavités rocheuses, subadults = Sub-adultes, trees = Nombre de troncs, tufts = Touffes.  
**Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.)** : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P = espèce présente.  
**Qualité des données** : G = «Bonnes» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = «Moyennes» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocres» (estimation approximative, par exemple); DD = Données insuffisantes.  
**Population** : A = 100 > p > 15 % ; B = 15 > p > 2 % ; C = 2 > p > 0 % ; D = Non significative.  
**Conservation** : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».  
**Isolation** : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.  
**Evaluation globale** : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

### 3.3.3 Autres espèces importantes de faune et de flore

Espèce		Population présente sur le site				Motivation							
Groupe	Code	Nom scientifique	Taille		Unité	Cat.	Annexe Dir. Hab.		Autres catégories				
			Min	Max			IV	V	A	B	C	D	
P		<i>Alium victorialis</i>			i	P							X
P		<i>Crocus nudiflorus</i>			i	P							X

- Groupe :** A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, Fu = Champignons, I = Invertébrés, L = Lichens, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.  
**Unité :** I = individus, P = couples, ad = Adultes matures, area = Surface en m<sup>2</sup>, blemates = Femelles reproductrices, cmales = Mâles chanteurs, colonies = Colonies, grids1x1 = Grille 1x1 km, grids10x10 = Grille 10x10 km, grids5x5 = Grilles 5x5 m, length = Longueur en km, localities = Stations, logs = Nombre de branches, males = Mâles, shoots = Pousses, stones = Cavités rocheuses, subadults = Sub-adultes, trees = Nombre de troncs, tufts = Touffes.  
**Catégorie du point de vue de l'abondance (Cat.) :** C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.  
**Motivation :** IV, V : amex ou esr inficte l'espèce (directive «habitats») ; A : liste rouge nationale ; B : espèce endémique ; C : conventions internationales ; D : autres raisons.





## 4. DESCRIPTION DU SITE

### 4.1 Caractère général du site

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	10 %
N08 : Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	5 %
N10 : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	1 %
N16 : Forêts caducifoliées	80 %
N22 : Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	4 %

### Autres caractéristiques du site

Espace naturel présentant un fort caractère paysager.

Vulnérabilité : L'absence de gestion forestière est, dans les parties les plus accessibles, la menace majeure.

### 4.2 Qualité et importance

Complexe de forêts de feuillus bien conservé avec la présence d'une belle mégaphorbiaie montagnarde à tendance subalpine.

### 4.3 Menaces, pressions et activités ayant une incidence sur le site

Il s'agit des principales incidences et activités ayant des répercussions notables sur le site

Incidences négatives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i o b]
H	B02.02	Coupe forestière (éclaircie, coupe rase)		I
H	B02.04	Elimination des arbres morts ou dépérissants		I
L	A04.01	Pâturage intensif		B
L	A05.02	Dépôt d'aliments pour le bétail		I
L	A10	Remembrement agricole		I
L	B01	Plantation forestière en milieu ouvert		I
L	G01.03	Véhicules motorisés		I
L	G05.08	Fermeture de grottes ou de galeries		B
M	A01	Mise en culture (y compris augmentation de la surface agricole)		I
M	A02.01	Intensification agricole		B
M	A04.03	Abandon de systèmes pastoraux, sous-pâturage		I
M	A07	Utilisation de biocides, d'hormones et de produits chimiques		B
M	A08	Fertilisation		B

- 5/7 -



M	B04	Utilisation de biocides, d'hormones et de produits chimiques (sylviculture)		B
M	B05	Utilisation de fertilisants (sylviculture)		B
M	D01.01	Sentiers, chemins, pistes cyclables (y compris route forestière)		B
M	H01.05	Pollution diffuse des eaux de surface due aux activités agricoles ou forestières		B
M	H06.03	Réchauffement des masses d'eau (pollution thermique)		B
M	I01	Espèces exotiques envahissantes		B

#### Incidences positives

Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i o b]
H	A04.02	Pâturage extensif		I
H	J02	Changements des conditions hydrauliques induits par l'homme		B
L	A03.02	Fauche non intensive		I

- **Importance** : H = grande, M = moyenne, L = faible.
- **Pollution** : N = apport d'azote, P = apport de phosphore/phosphate, A = apport d'acide/acidification, T = substances chimiques inorganiques toxiques, O = substances chimiques organiques toxiques, X = pollutions mixtes.
- **Intérieur / Extérieur** : I = à l'intérieur du site, O = à l'extérieur du site, B = les deux.

#### 4.4 Régime de propriété

Type	Pourcentage de couverture
Propriété privée (personne physique)	100 %

#### 4.5 Documentation

Inventaire ZNIEFF 2000  
DOCOB 2002 (CRPF)

Lien(s) :

#### 5.1 Types de désignation aux niveaux national et régional

Code	Désignation	Pourcentage de couverture
15	Terrain acquis par un conservatoire d'espaces naturels	1 %

#### 5.2 Relation du site considéré avec d'autres sites

Désignés aux niveaux national et régional :

Code	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture
15	SAUT DE LA VIROLE	+	1%



Désignés au niveau international :

Type	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture
------	---------------------	------	---------------------------

### 5.3 Désignation du site

## 6. GESTION DU SITE

### 6.1 Organisme(s) responsable(s) de la gestion du site

Organisation : CRPF Limousin

Adresse : 2 av. Georges Guingouin 87350 PANAZOL

Courriel : [bernard.pellissier@crpf.fr](mailto:bernard.pellissier@crpf.fr)

Organisation : CRPF antenne Tulle

Adresse : Immeuble consulaire 19000 Tulle

Courriel : [bernard.pellissier@crpf.fr](mailto:bernard.pellissier@crpf.fr)

### 6.2 Plan(s) de gestion

Existe-il un plan de gestion en cours de validité ?

☐ Oui

☐ Non, mais un plan de gestion est en préparation.

☒ Non

### 6.3 Mesures de conservation





## *Gorges de la Vézère autour de Treignac*

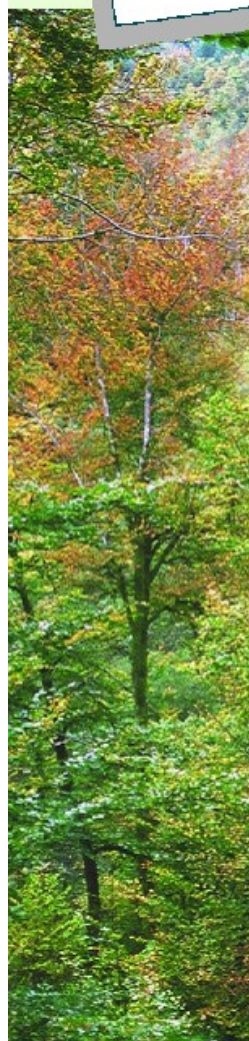






## FICHE d'identité...

**Nom:** Gorges de la Vézère autour de Treignac  
**Région:** Limousin  
**Départements:** Corrèze (19)  
**Communes concernées:** Affieux (76 ha) - Lestards (47 ha)  
 St-Hilaire (90 ha) - Treignac (104 ha)  
 Viam (26 ha)  
**Superficie:** 345 ha  
**Opérateur du Site:** Centre Régional de la Propriété Forestière  
 (CRPF) du Limousin  
**Validation du Document d'Objectifs**  
**par le Comité de Pilotage:** le 7 mars 2002



**S**ituées au sein du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin, les Gorges de la Vézère ont été proposées comme site Natura 2000 afin de maintenir:

- des habitats naturels, essentiellement forestiers : forêts alluviales, hêtraies à houx, ...

- des espèces particulières : chauves-souris, loutre, Damier de la Succise, ....

Les habitats identifiés tirent leurs particularités des conditions topographiques et d'accès de cette forêt.

Les espèces bénéficient de la présence de peuplements feuillus adultes, de la qualité des eaux de la Vézère et de conditions de tranquillité particulières compte tenu des difficultés d'accès.

**Le Parc naturel régional de Millevaches en Limousin a été créé par décret du 18 mai 2004.**



**Aire du parc :** 113 communes  
**Départements :** Corrèze, Creuse, Haute-Vienne  
**Région :** Limousin  
**Superficie :** 3143 km<sup>2</sup>  
**Nombre d'habitants :** 38 905 habitants.

**Le territoire :** Situé sur les contreforts du Massif Central, il occupe les plus hautes terres de la Montagne limousine entre 400 et 970 m.

### Caractères patrimoniaux :

**Les paysages :** Un relief alvéolaire aux formes douces marqué par la présence d'un système agro-pastoral et l'installation récente d'une forêt de production.

**Les milieux remarquables :** tourbières, landes sèches à bruyères, forêts feuillues et forêts de pentes, nombreuses sources et cours d'eau.

**Les espèces remarquables :** 116 espèces végétales à forte valeur patrimoniale (lycopodes, droseras, flûteau nageant...), de nombreuses espèces animales remarquables (pique-prune, azuré des mouillères, loutre, moule perlière, truite fario, barbastelle, ...).

**Le patrimoine bâti :** Sites archéologiques, églises, croix monumentales, moulins à eau,...

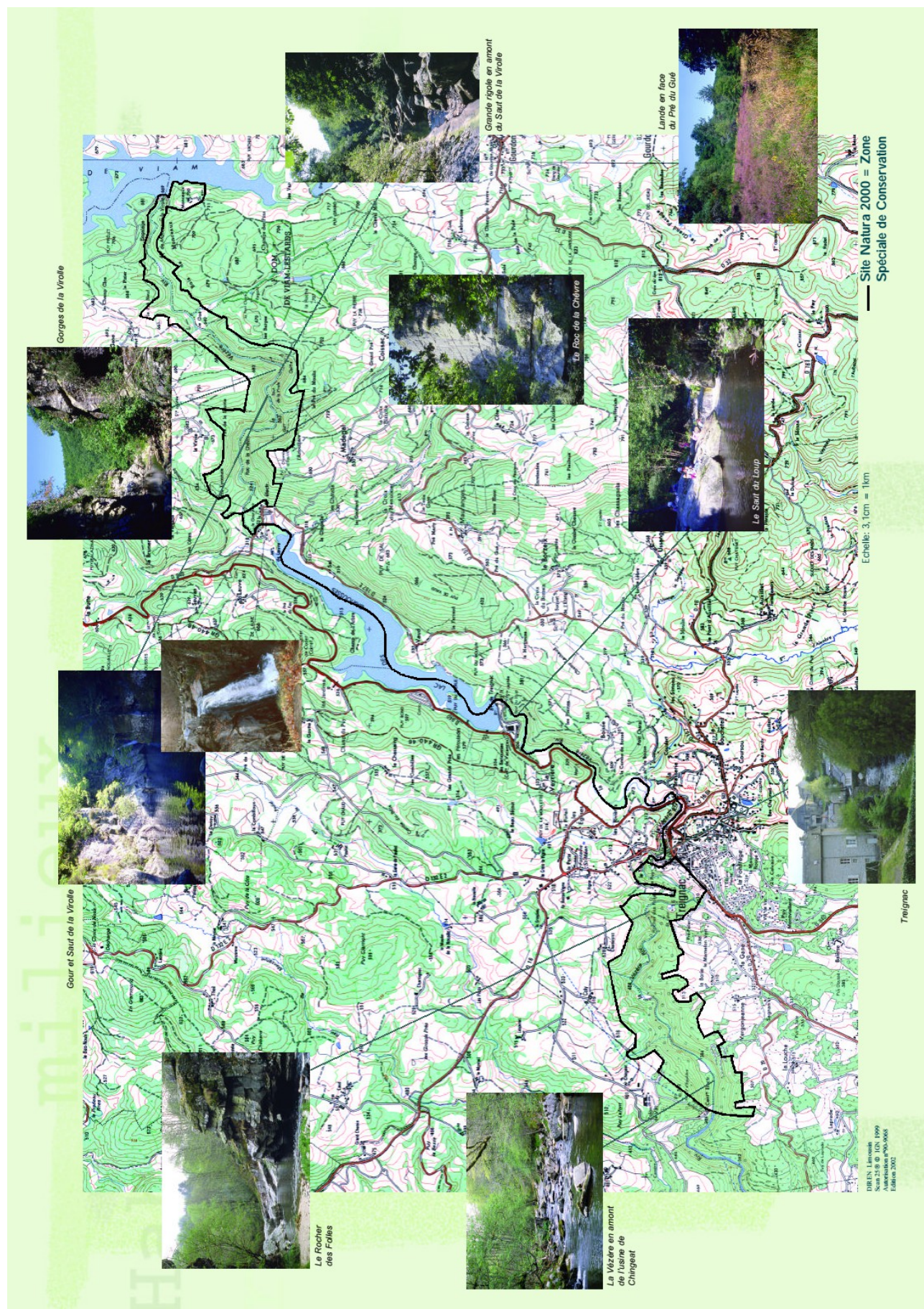
### Caractères économiques :

Une agriculture essentiellement consacrée à l'élevage (bovins et ovins limousins), un territoire à vocation herbagère.

Une production forestière récente, en forte croissance. La forêt occupe 50% du territoire.

Un tourisme de pleine nature (tourisme pêche, randonnée, sports d'eau vives, activités nautiques).







# ANALYSE de l'existant...

## > Analyse écologique...

Le site se situe à une altitude comprise entre 630 m au niveau du barrage de Monceau-la-Violle et 375 m au niveau de l'usine de Chingeat.

Dans la partie centrale des gorges, on observe principalement un granite porphyroïde, le granite de Millevaches. On y rencontre localement des filons de pegmatite. Les sols les plus représentés sont :

- des sols superficiels (les rankers), présents sur les sommets et les rebords de croupes.
- des sols bruns acides fréquents en Limousin en milieu forestier.

Le site subit l'influence climatique du plateau de Millevaches. Il se caractérise par des températures moyennes annuelles les plus basses du Limousin, des gelées nombreuses, des précipitations importantes, de nombreuses chutes de neige, des brouillards fréquents, de nombreux orages.

Au niveau du site, le profil de la Vézère est accidenté.



La Vézère en aval de Treignac



Loutre

Sur le site étudié et aux environs, le patrimoine naturel recensé est important et diversifié : il comporte un site inscrit (le lac de Viam) et plusieurs Z.N.I.E.F.F. (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique).

Les habitats d'intérêt communautaire présents sur le site sont les suivants : forêts alluviales résiduelles (îlots dispersés le long de la Vézère), hêtraie à houx (58 ha), dalles rocheuses (5 ha), landes sèches subatlantiques et montagnardes (3,5 ha), mégaphorbiaies (5 ha).

Les Gorges de la Vézère abritent de nombreuses espèces dont la protection est

prévue par l'annexe II de la Directive Habitats. Il s'agit de la loutre, de trois espèces de chauve souris (la Barbastelle, le Grand Murin, Le Murin de Bechstein), d'un papillon, le Damier de la Succise (*Eurodryas aurinia* sous espèce *E. aurinia aurinia*).



Grands murins

## > Analyse des activités humaines...

Les deux principales agglomérations traversées par la Vézère qui peuvent avoir un impact sur le site sont, de l'amont vers l'aval, Bugeat (1000 habitants) et Treignac (1500 habitants), toutes deux équipées d'une station d'épuration.

**Agriculture** : les terrains non forestiers représentent environ 36 hectares (soit environ 10% de la surface) sur le site. Les terrains à usage agricole représentent 33 hectares.

**Forêt** : il s'agit essentiellement de peuplements feuillus situés sur des pentes moyennes à fortes. Les peuplements résineux relativement jeunes, qui représentent une surface d'environ 40 ha (soit 13% de la surface boisée) sont situés sur les parties les moins difficiles d'accès. L'activité sylvicole, en dehors de ces secteurs reboisés, est relativement faible (coupes de bois de



feu, ...) mais quelques propriétaires souhaitent envisager une mise en valeur des peuplements feuillus de qualité par une amélioration des peuplements existants. La ripisylve est souvent limitée à une bande de quelques mètres en bordure de Vézère et ne présente pas d'intérêt économique. Son exploitation serait, dans la majorité des cas, difficile.

L'ensemble du massif forestier, à l'exception de quelques parcelles qui appartiennent à la commune de Treignac (mais qui ne relèvent pas du régime forestier), appartient à des propriétaires forestiers privés. 4 propriétés situées en partie sur le site sont gérées conformément à un PSG pour 60 hectares environ.

**Hydroélectricité** : deux barrages hydroélectriques (Monceau-la-Violle et Barliousses), concédés à EDF, concernent directement le site.

**Tourisme** : il existe de nombreux sentiers de randonnée soit pédestre soit destinés aux VTT situés essentiellement à proximité de Treignac et autour du Lac des Barliousses. Seuls deux sentiers de randonnée pédestre concernent directement le périmètre d'étude.



**Loisirs nautiques** : le canoë constitue l'activité de plein air la plus représentée sur le site. La ville de Treignac et la Vézère étaient déjà en 1959 les organisateurs des premiers mondiaux de l'histoire.

La course se déroule sur un tracé de 5 km 300. Le départ est donné à Treignac et le parcours traverse tout le site Natura 2000 situé en aval de la ville. En dehors de l'activité canoë, les plans d'eau de Viam et des Barliousses proposent des baignades aménagées et sont équipés pour la pratique de la voile.

**Pêche** : la Vézère est classée en 1ère catégorie piscicole sur tout le site.

**Chasse** : une chasse traditionnelle est pratiquée sur le site essentiellement par des sociétés de chasse communales.

# PROPOSITIONS de gestion...

## > Stratégie réglementaire

### RESPECT DE LA REGLEMENTATION

La Vézère est classée rivière "réservée" avec ses affluents dans le site. Une réglementation des boisements a été mise en place sur toutes les communes concernées par le site.



## > Stratégie contractuelle

### AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE LA VÈZÈRE

Des aménagements dans les conditions de fonctionnement hydraulique des barrages (débit réservé et manœuvre des vannes), l'amélioration de l'assainissement et la limitation des compétitions de canoë-kayak peuvent améliorer la qualité physique et biologique de la rivière. Sur les berges, des opérations d'entretien doivent limiter la fermeture du milieu.

### MAINTIEN ET/OU AMÉLIORATION DES HABITATS FORESTIERS ET AUTRES HABITATS NATURELS ASSOCIÉS

Des interventions en faveur du renouvellement des hêtrales, compatibles avec la gestion actuelle, et de la restauration de mégaphorbiaies sont nécessaires pour préserver ces habitats. Le maintien des activités agricoles et l'exploitation d'une partie des arbres et arbustes dans les secteurs non agricoles éviteront la fermeture des autres milieux ouverts.



### MAINTIEN ET/OU AMÉLIORATION DES HABITATS D'ESPÈCES

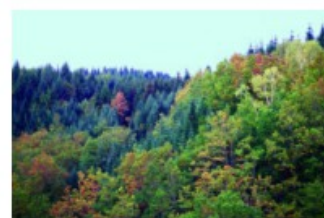
La qualité des zones de chasse des chauves-souris peut être améliorée par le maintien d'une surface suffisante de peuplements de feuillus adultes. La pérennité du Damier de la Succise dans les mégaphorbiaies sera assurée par l'ouverture de ces milieux en bord de Vézère et par des fauches adaptées dans des zones plus étendues. Les mesures d'amélioration de la qualité de l'eau favoriseront la présence de la loutre.



## > Animation du site

### MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU DE DESSERTE FORESTIÈRE ADAPTE

Une étude, préalable aux travaux, sera lancée si nécessaire pour limiter la création de desserte là où elle est indispensable pour l'exploitation forestière et sans impact sur des habitats naturels ou d'espèces.



### PEUPEMENT RESINEUX

La pratique d'une sylviculture dynamique permettrait de favoriser le mélange de peuplements de résineux existants avec des feuillus.

### COMMUNICATION - ACCUEIL DU PUBLIC

L'information des propriétaires sera faite au moyen de réunions publiques et de contacts individuels.

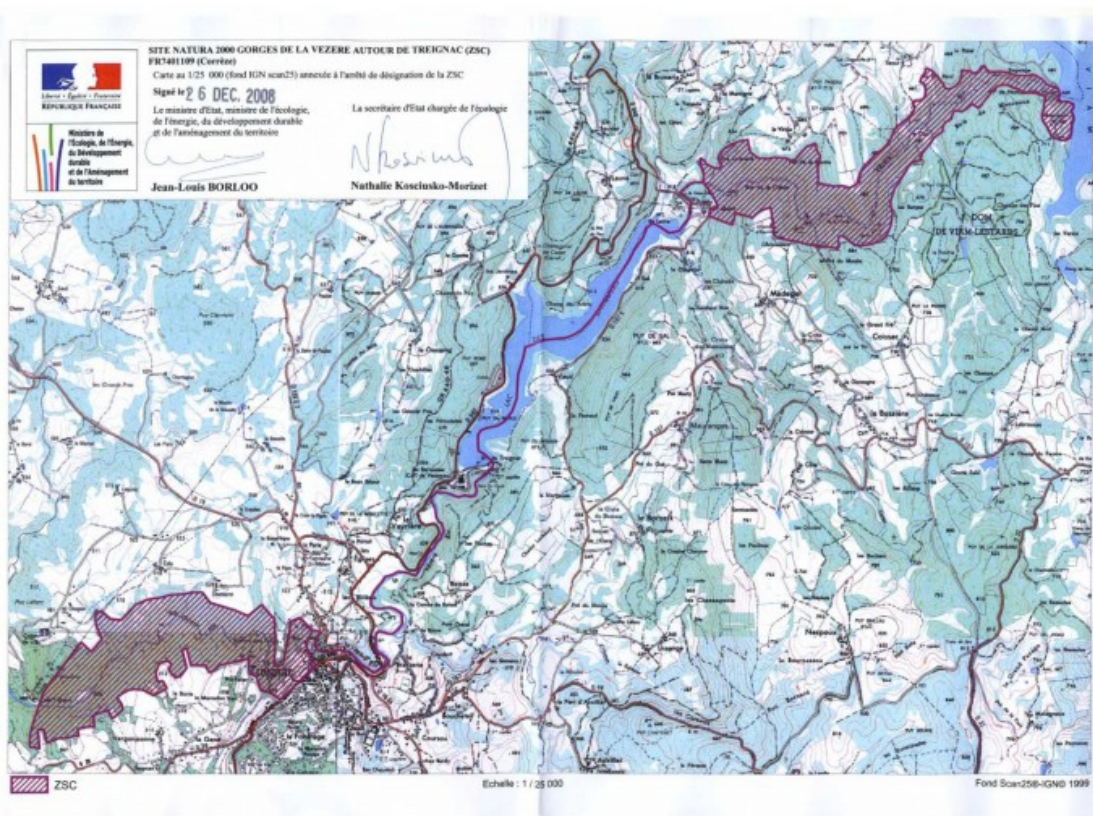


## ÉVALUATION DES INCIDENCES

### Fiche de Synthèse Natura 2000

### Gorges de la Vézère autour de Treignac

#### LOCALISATION DU SITE





---

## CARTE D'IDENTITÉ DU SITE

**CODE :** FR7401109

**STATUT :** ZSC (Zone Spéciale de Conservation)

**DIRECTIVE EUROPÉENNE :** Habitat- Faune-Flore

**RÉGION CONCERNÉE :** Région Limousin

**DÉPARTEMENT CONCERNÉ :** Corrèze (19)

**COMMUNES CONCERNÉES :** Treignac, Affieux, Saint Hilaire les Courbes, Lestards, Viam

**SURFACE :** 345 ha

**ALTITUDE MINIMUM :** 375 m      **ALTITUDE MAXIMUM :** 630 m

**PATRIMOINE D'INTÉRÊT EUROPÉEN :** 8 habitats

**AM DÉSIGNATION DU SITE :** 26 décembre 2008

**DATE DE VALIDATION DU DOCUMENT D'OBJECTIFS INITIAL/RÉVISÉ PAR LE COMITE DE PILOTAGE :** 20 mars 2007

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE VALIDATION DU DOCUMENT D'OBJECTIFS INITIAL/RÉVISÉ :** 15 avril 2011

**CHARTER :** charte valide

**OPÉRATEUR LOCAL :** Centre Régional de la Propriété Forestière du Limousin

---

## DESCRIPTIF DU SITE

Comme son nom l'indique, le site se situe dans les Gorges de la Vézère, au nord du département de la Corrèze entre les villes de Viam et de Treignac.

A l'est de la zone, on est dans le plateau de Millevaches et au sud on sort du massif des Monédières.

La surface totale du site est approximativement de 345 hectares. Il est composé de deux entités d'environ 175 hectares chacune, séparées par un linéaire de 8 kilomètres de long qui suit la Vézère après le barrage des Bariousses.

Le site se répartit entre 310 ha de forêts (soit 90% de la surface) et 35 ha de terrains non forestiers (soit 10% de la surface).

Il s'agit essentiellement de peuplements feuillus situés sur des pentes moyennes à fortes. Les peuplements résineux relativement jeunes, qui représentent une surface d'environ 40 ha (soit 13% de la surface boisée) sont situés sur les parties les moins difficiles d'accès. L'activité sylvicole, en dehors de ces secteurs reboisés, est relativement faible (coupes de bois de feu...). D'autre part, le vieillissement général du massif nécessite de réfléchir à son renouvellement pour éviter une dégradation de la qualité des bois et des risques sanitaires.

Sur le site étudié et aux environs, le patrimoine naturel recensé est important et diversifié : il comporte un site inscrit (le lac de Viam) et plusieurs Z.N.I.E.F.F. (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique).

Au milieu de la partie haute du site, se trouve le Saut de la Virolle, aménagé pour la visite.

Deux barrages hydroélectriques (Monceau-la-Virolle et Bariousses), concédés à EDF, concernent directement le site.

Le canoë constitue l'activité de plein air la plus représentée sur le site. Un parcours de 5 km 300 part de Treignac et traverse tout le site Natura 2000 situé en aval de la ville.

# LES HABITATS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE DU SITE

NOM SIMPLIFIÉ	NOM	CODE NATURA 2000	SURFACE	MENACES PRINCIPALES SUR LE SITE
Milieux agro pastoraux				
Landes sèches européennes	Landes sèches européennes	4030	4 ha	<ul style="list-style-type: none"><li>- Fermeture du milieu par envahissement par les ligneux</li><li>- Abandon des pratiques agropastorales</li><li>- Enrésinement</li><li>- Surpâturage</li><li>- Plantations d'essences inadaptées</li><li>- Défrichement -Morcellement des surfaces</li><li>- Drainage</li><li>- Utilisation de produits phytosanitaires</li><li>- Eutrophisation</li><li>- Feux accidentels</li><li>- Piétinement</li><li>- Erosion artificielle (sports mécaniques)</li></ul>
Formations à Nard	Formations à Nard riches en espèces sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)	6230	3 ha	
Mégaphorbiaies	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpins	6430	1 ha	
Milieux rocheux				
Pentes rocheuses à végétation chasmophytique	Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique	8220	0,1 ha	<ul style="list-style-type: none"><li>- Fermeture du milieu</li><li>- Envahissement ponctuel par de la végétation basse</li><li>- Ombrage par les ligneux environnants</li><li>- Feux accidentels</li><li>- Utilisation de produits phytosanitaires</li><li>- Piétinement</li><li>- Erosion artificielle (sports mécaniques, escalade)</li></ul>
Roches siliceuses avec végétation pionnière	Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion dillenii	8230	0,1 ha	
Milieux forestiers				
Forêts alluviales à aulnaies-frênaies	Aulnaies-frênaies de rivières à Alnus glutinosa et fraxinus excelsior (Alnion padion, Alnion incanae, Salicion albae)	91E0	3 ha	<ul style="list-style-type: none"><li>- Aménagements brutaux ou inadaptés du cours d'eau et de ses berges</li><li>- Modification du régime hydrique</li><li>- Défrichement</li><li>- Drainage</li><li>- Enrésinement</li><li>- Espèces exotiques invasives (végétales et animales)</li><li>- Utilisation de produits phytosanitaires</li><li>- Passage d'engin</li><li>- Erosion artificielle (sports mécaniques)</li></ul>
Hêtraies à houx	Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus (Quercion robori-petrae ou Ilici-Fagenion)	9120	92 ha	<ul style="list-style-type: none"><li>- Coupes rases sur des surfaces importantes ou sans précautions particulières par rapport à la rivière</li><li>- Plantations d'essences inadaptées</li><li>- Erosion artificielle (sports mécaniques)</li></ul>

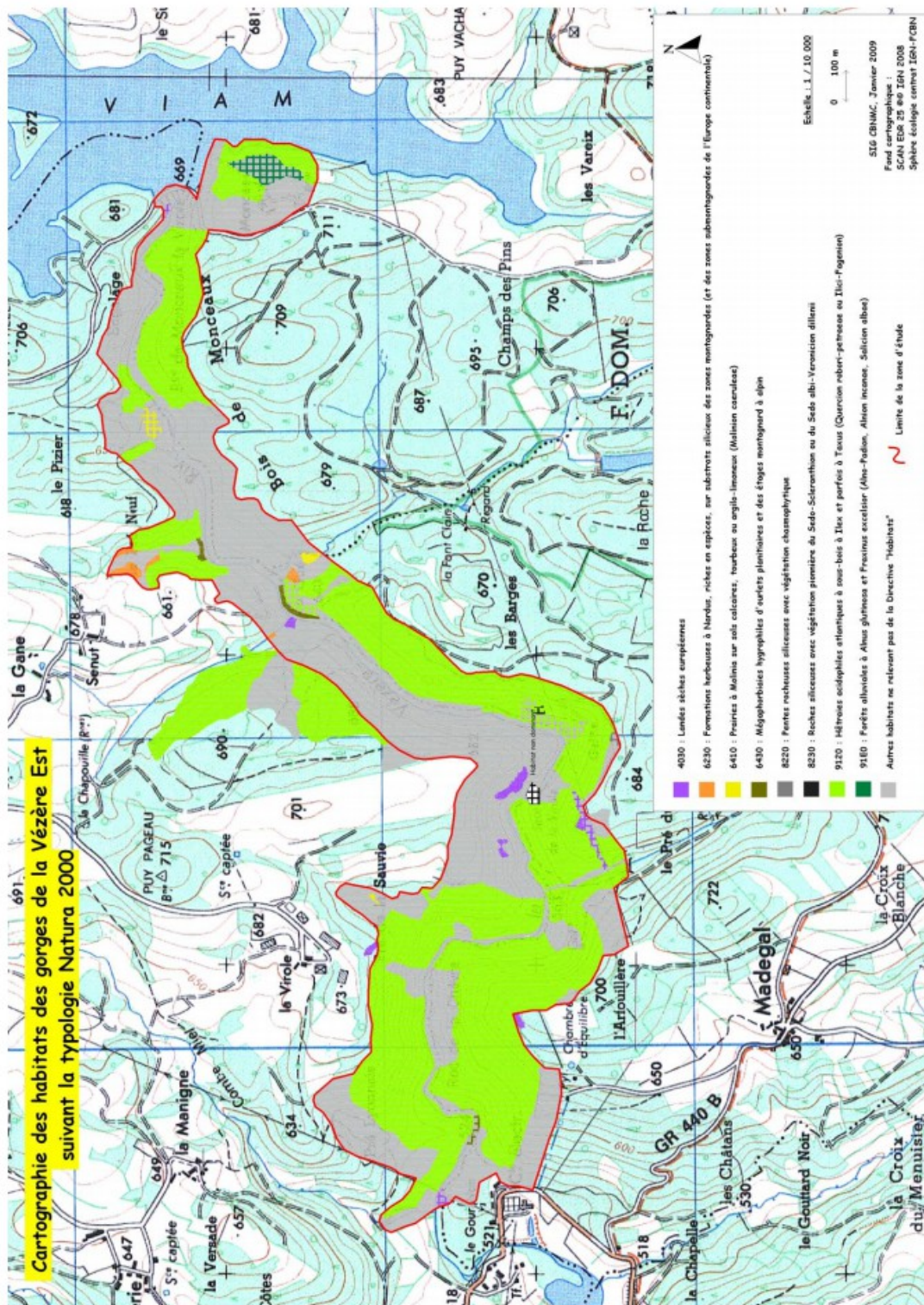
## LES ESPÈCES D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE DU SITE

NOM SIMPLIFIÉ	NOM	CODE NATURA 2000	MENACES PRINCIPALES SUR LE SITE
<b>Invertébrés</b>			
Damier de la Succise	Eurodryas aurinia	1065	- assèchement des zones humides - amendement des prairies en nitrates - fauche pendant la période de développement larvaire. La gestion des milieux par un pâturage ovin est déconseillée, car celui-ci exerce une pression très importante sur Eurodryas aurinia
Lucane cerf-volant	Lucanus cervus	1083	
<b>Mammifères</b>			
Loutre	Lutra lutra	1355	- fragmentation des habitats - modification des niveaux d'eau - diminution de la qualité des eaux de surface - déboisement des berges - entretien trop important des ripisylves - développement des loisirs nautiques et de la fréquentation humaine
Barbastelle	Barbastellus barbastellus	1308	- conversion à grande échelle des peuplements forestiers autochtones
Murin de Bechstein	Myotis bechsteinii	1323	- destruction des peuplements arborés linéaires
Grand murin	Myotis myotis	1324	- traitements phytosanitaires - exploitation intensive du sous-bois
<b>Poissons</b>			
Lamproie de Planer	Lampetra planeri	1096	- diminution de la qualité des eaux de surface - déboisement, érosion des berges - prolifération des ouvrages sur les cours d'eau

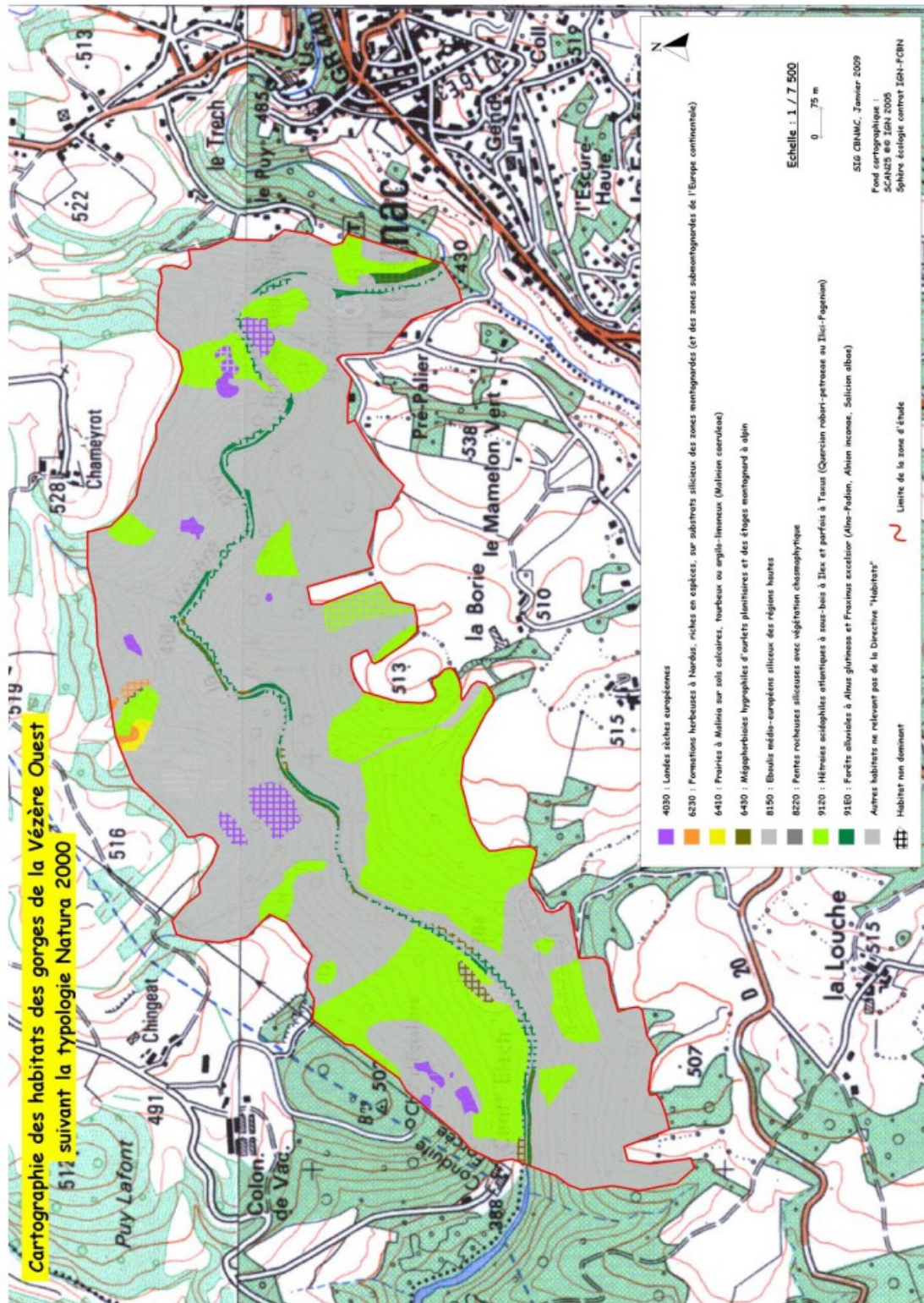


# CARTOGRAPHIE DES HABITATS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

## Cartographie des habitats des gorges de la Vézère Est suivant la typologie Natura 2000







---

## LES OBJECTIFS DE CONSERVATION DU SITE

Lors de la rédaction du document d'objectifs, le Comité de Pilotage a fixé les objectifs suivants :

- Amélioration et/ou maintien des espèces d'intérêt communautaire en milieu forestier
- Amélioration des connaissances scientifiques
- Animation et promotion de Natura 2000
- Information-formation à destination des propriétaires
- Sensibilisation du public et des usagers du site

---

## RÉFÉRENCE RÉGLEMENTAIRE

Le code de l'environnement (articles L414-1 et suivants) prévoit l'obligation de réaliser une évaluation d'incidence dès lors qu'un projet ou un plan est susceptible d'impacter un ou plusieurs sites Natura 2000.

En cas de non respect des obligations relatives à l'évaluation des incidences Natura 2000 ou à la charte signée, le porteur de projet est passible de suites administratives et de sanctions pénales (conformément à l'article L 414-5-1 du Code de l'environnement).

---

## CONTACTS

- **opérateur local : CRPF du Limousin Bureau de Tulle**

Maison du Pôle Bois  
Puy Pinson - 19000 TULLE  
Tél. : 05 55 21 55 84  
E-mail : [bernard.pellissier@crpf.fr](mailto:bernard.pellissier@crpf.fr)

- **DDT 19**

Cité Administrative BP 314 19011 TULLE cedex - tel : 05 55 21 80 26  
<http://www.correze.equipement-agriculture.gouv.fr/natura-2000-r370.html> >

- **DREAL Limousin :**

<http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr/reseau-natura-2000-r129.html>

- **MEDDE :**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Natura-2000,2414-.html> >

---

## AUTRES SOURCES D'INFORMATION

- [lien sur le DOCOB et la Charte du site](#)
- [lien sur les cahiers d'habitats](#)
- [lien sur l'évaluation d'incidence Natura 2000](#) (réglementation, listes locales)





## Charte Natura 2000

### Site des Gorges de la Vézère autour de Treignac



#### **1 – Le site**

Il se situe dans le département de la Corrèze, sur les communes d'Affieux, Lestards, St Hilaire, Treignac et Viam.

La surface totale est approximativement de 345 hectares. Elle se répartit entre 310 ha de forêts (soit 90% de la surface) et 35 ha de terrains non forestiers (soit 10% de la surface). La zone est traversée par la Vézère. Le site se situe à une altitude comprise entre 630 m au niveau du barrage de Monceau-la-Violle et 375 m au niveau de l'usine de Chingeat.

Sur le site étudié et aux environs, le patrimoine naturel recensé est important et diversifié : il comporte un site inscrit (le lac de Viam) et plusieurs Z.N.I.E.F.F. (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique).

Deux barrages hydroélectriques (Monceau-la-Violle et Bariousses), concédés à EDF, concernent directement le site.

Le canoë constitue l'activité de plein air la plus représentée sur le site. Un parcours de 5 km 300 part de Treignac et traverse tout le site Natura 2000 situé en aval de la ville.

#### **2 – Les habitats**

Huit habitats d'intérêt communautaire ont été identifiés dans le site (pour une surface d'environ 110 ha) dont 2 prioritaires (pour une surface d'environ 6,5 ha).

	Habitat prioritaire
<b>6230-4 - Formations herbeuses à Nard</b>	<b>X</b>
4030-7 - Landes sèches européennes	
6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles	
6410-6 - Prairies à Molinie	
9120-2 - Hêtraie à houx	
<b>91E0 - Forêts alluviales à Aulne et Frêne</b>	<b>X</b>
8220 + 8230 - Pentes rocheuses	
8150 - Eboulis	

#### **3 - Les espèces**

Sept espèces relevant de l'annexe II de la directive Habitats ont été repérées sur le territoire :

- le Damier de la succise (*eurodryas aurinia*) - (lépidoptères)
- le Lucane cerf-volant (*lucanus cervus*) - (coléoptères)
- la Barbastelle (*barbastella barbastellus*) - (chiroptères)
- le Murin de bechstein (*myotis bechsteini*) - (chiroptères)
- le Grand Murin (*myotis myotis*) - (chiroptères)
- la Loutre (*lutra lutra*) - (mammifères)
- la Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*) – (poissons)

#### **4 - Les objectifs**

Lors de la rédaction du document d'objectifs, le Comité de Pilotage a fixé les objectifs suivants :

- Amélioration et/ou maintien des espèces d'intérêt communautaire en milieu forestier
- Amélioration des connaissances scientifiques
- Animation et promotion de Natura 2000
- Information-formation à destination des propriétaires
- Sensibilisation du public et des usagers du site

## Liste des engagements et recommandations proposés

### Engagements de portée générale

#### à respecter sur l'ensemble des parcelles que l'adhérent engage

**n°1** : L'adhérent s'engage à laisser accessible les parcelles pour lesquelles il possède des droits personnels ou réels et engagés dans la charte, afin que la structure animatrice, en collaboration avec les naturalistes, spécialement habilités par les autorités compétentes pour réaliser ces opérations, puissent réaliser des travaux d'inventaire et d'évaluation de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces. La structure animatrice informera l'adhérent de la date et le délai de la période de réalisation de ces travaux au moins une semaine avant les prospections et études qui interviendront sur sa propriété, en indiquant la nature de l'étude et l'identité des agents qui réaliseront ces travaux. Les résultats seront communiqués au propriétaire. L'autorisation d'accès sera donnée sous réserve que les conditions d'accès le permettent (exploitation forestière en cours, chasse,...).

**n°2** : La structure animatrice du site est chargée de signaler la présence d'espèce(s) ou d'habitat(s) d'intérêt communautaire sur les terrains engagés par un adhérent ; celui-ci communique ses interventions susceptibles d'affecter la conservation des habitats et des espèces sur le terrain. En retour, la structure animatrice pourra lui proposer les conseils ou alternatives de gestion, compatibles avec la préservation des espèces et des habitats d'intérêt communautaire, sans toutefois que cela nuise aux conditions de gestion, notamment celles que demande par ailleurs l'Etat ou autre structure pour l'attribution d'aides à la gestion sylvicole (balivage, éclaircies, élagage, dépressage, ...).

**n°3** : L'adhérent possédant un document d'aménagement forestier ou un plan simple de gestion est tenu de mettre en cohérence ce document avec les engagements souscrits dans la présente charte, dans un délai de trois ans après la signature de la charte.

**n°4** : L'adhérent s'engage à ne pas utiliser de véhicules motorisés en dehors de ses activités forestières ou agricoles ni autoriser la circulation et le stationnement de véhicules motorisés autres que ceux destinés à des activités forestières ou agricoles et les véhicules d'incendie et de secours.

## Engagements et recommandations par grands types de milieux

### **Milieu 1 : boisements**

Habitats d'intérêt communautaire concernés :

Hêtraie à houx (9120-2),

**Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (91E0\*-6)**

Espèces d'intérêt communautaire concernées :

Lucane Cerf-Volant (1083),

Murin de Bechstein (1323),

Barbastelle (1308),

Grand Murin (1324),

Loutre (1355)

#### *Recommandations :*

- Favoriser le maintien d'essences feuillues au sein des plantations résineuses
- Favoriser un entretien des clairières et linéaires
- Favoriser l'évolution du mode de gestion des forêts vers la futaie irrégulière
- Il est conseillé d'allonger les âges d'exploitation des peuplements forestiers. Conserver les vieux peuplements de feuillus.
- L'exploitation forestière nécessite la création de places ou d'aires de dépôt, ainsi que des pistes d'exploitation. L'installation d'une place de dépôt ou d'une piste doit être précédée d'un examen attentif de l'existant afin d'éviter toute détérioration ou destruction d'habitats remarquables notamment de lisières, de clairières, ou de peuplements forestiers à valeur patrimoniale. De même, la présence d'un cours d'eau impose notamment de réfléchir au positionnement de la place de dépôt ou de la piste pour éviter tout empiètement sur le cours d'eau, pour limiter au maximum tout risque de pollution des eaux.

#### *Engagements :*

- L'animateur du site communique à l'adhérent la situation des forêts d'intérêt communautaire sur ses parcelles. L'adhérent s'engage alors à ne pas les transformer ou les défricher. Lors des coupes d'amélioration, les prélèvements n'excéderont pas 70 unités/ha (m<sup>3</sup> et/ou stères) sur des rotations de 7 à 10 ans.
- L'adhérent s'engage à ne pas détruire volontairement le sous-étage feuillu ou résineux, maintenir des essences secondaires ne concurrençant pas les essences objectifs.
- Lors des opérations de coupe rase, sur des parcelles où un risque d'érosion des sols est élevé (parcelle de pente supérieure ou égale à 15%), l'adhérent s'engage à mettre en place un dispositif adapté à la typologie de la parcelle, afin de limiter ce risque.
- L'adhérent s'engage au maintien des ripisylves, c'est à dire qu'il ne peut pas les détruire. On entend par destruction le fait d'arracher, de détruire chimiquement ou mécaniquement les ripisylves.
- L'adhérent s'engage à ne pas implanter de boisement résineux à moins de 12 mètres d'un cours d'eau ou d'une zone humide



## **Milieu 2 : zones humides hors étangs**

Habitats d'intérêt communautaire concernés :

Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430),  
Prairies à Molinie (6410-6)

Espèces d'intérêt communautaire concernées :

Damier de la Succise (1065),  
Murin de Bechstein (1323),  
Barbastelle (1308),  
Grand Murin (1324),  
Loutre (1355)

*Recommandations :*

- Limiter les utilisations de produits phytosanitaires à moins de 10 mètres d'une zone humide.

*Engagements :*

- Eviter de boiser volontairement les zones humides ; cette opération entraîne la destruction des habitats communautaires
- En concertation avec l'animateur du site Natura 2000, rechercher les opérations de gestion des milieux les plus favorables à la présence du Damier de la Succise.
- Lorsqu'une opération d'entretien des mégaphorbiaies est prévu par l'adhérent, celui-ci s'engage à ne pas la réaliser pendant la floraison des espèces caractéristiques, c'est à dire que la coupe des ligneux aura lieu en automne (les mégaphorbiaies seront repérées sur une carte avec l'animateur du site).
- Prendre des précautions lors du franchissement de ces zones humides durant les exploitations forestières
- Ne pas déposer de rémanents d'exploitations

## **Milieu 3 : formations herbacées sèches**

Habitats d'intérêt communautaire concernés :

Landes sèches européennes (4030-7),  
**Formations herbeuses à Nard (6230-4)**

Espèces d'intérêt communautaire concernées :

Damier de la Succise (1065),  
Murin de Bechstein (1323),  
Barbastelle (1308),  
Grand Murin (1324)

*Recommandations :*

- Eviter une colonisation par les ligneux

*Engagements :*

- Ne pas modifier de manière intentionnelle la nature des terrains
- Ne pas boiser ce type de milieux
- En concertation avec l'animateur du site Natura 2000, rechercher les opérations de gestion des milieux les plus favorables à la présence du Damier de la Succise.

#### **Milieu 4 : habitats rocheux**

Habitats d'intérêt communautaire concernés :

Eboulis (8150-1),  
Pentes rocheuses(8220),  
Roches siliceuses (8230)

*Recommandations :*

- Favoriser la restauration des pelouses sur roches siliceuses par un débroussaillage avec exportation des produits de coupe.
- Favoriser les opérations d'entretien de ces milieux, seulement de début juillet à fin novembre.

*Engagements :*

- La structure animatrice du site avertira l'adhérent de la présence d'habitats rocheux d'intérêt communautaire sur ses parcelles. L'adhérent s'engage au maintien, c'est à dire à ne pas détruire volontairement ces habitats.
- L'adhérent s'engage à demander une expertise auprès de l'animateur du site, dès lors qu'il souhaite implanter un aménagement destiné à la pratique des loisirs (pistes d'escalade, ...).

#### **Milieu 5 : eaux courantes et stagnantes**

*Recommandations :*

- Favoriser la mise en place de dispositif de contrôle des débits réservés en aval des ouvrages.
- Favoriser une ouverture et une fermeture des vannes de barrages progressives pour limiter les modifications du milieu lors de ces changements brutaux de conditions.
- Privilégier l'entretien de la végétation des berges entre début juin et début novembre dans le but de respecter les espèces aquatiques.
- Limiter les compétitions de canoë-kayaks.

*Engagements :*

- L'adhérent s'engage au maintien des ripisylves, c'est à dire qu'il ne peut pas les détruire. On entend par destruction le fait d'arracher, de détruire chimiquement ou mécaniquement les ripisylves.
- Si des travaux, ouvrages, activités sont prévus sur le cours d'eau, l'adhérent doit en informer la structure animatrice du site.
- L'adhérent s'engage à ne pas implanter de points de mise à l'eau des canoë-kayaks, ni de points de pêche, sans expertise (MISE, ONEMA, AAPPMA de Treignac, Fédération départementale de pêche de la Corrèze) au niveau de zones sensibles des cours d'eau, ou au niveau de frayères à poissons.

## **C) Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF)**

### **Rappel réglementaire**

- Articles L. 110-1, L. 411-1 à L. 411-6 du code de l'environnement (Inventaires ZNIEFF – Zones naturelles d'intérêt écologiques, faunistiques et floristiques).
- Articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme.

### **Déclinaison dans le PLU**

L'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation.

On distingue 2 types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique,
- les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Cet inventaire, outil de connaissance de la biodiversité régionale, est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature.

Il permet une première approche des enjeux du patrimoine naturel dans l'aménagement et le développement des territoires, et doit être consulté dans le cadre de projets d'aménagement du territoire (document d'urbanisme, création d'espaces protégés, élaboration de schémas départementaux de carrière...).

Les PLU privilégieront, dans leur zonage réglementaire, la non urbanisation des ZNIEFF et leur intégration à la TVB.

Comme pour les SCOT, si le PLU permet leur urbanisation, même partielle, l'évaluation environnementale ou le diagnostic environnemental devra justifier de la prise en compte des enjeux écologiques ayant conduit à leur désignation, et prévoir les mesures destinées à éviter, réduire et à défaut compenser les impacts résiduels de cette urbanisation (mesures ERC).

Ces éléments devront être explicités dans le rapport de présentation ou l'évaluation environnementale, ainsi que retranscrits dans le règlement, le zonage et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du PLU.

**Le rapport de présentation comportera les éléments nécessaires à la réalisation d'une évaluation environnementale obligatoire pour les PLU des communes dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000.**

### **Éléments d'information et avis des services sur le territoire**

Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de **type I**,

- Vallée de la Vézère au rocher des folles (fiche n°436)



et une ZNIEFF de **type II** :

- Vallée de la Vézère du barrage de Montceau au rocher des folles (fiche n°437).

Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional.

L'inventaire des ZNIEFF identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats.

Il rationalise le recueil et la gestion de nombreuses données sur les milieux naturels, la faune et la flore.

Cet inventaire constitue l'outil principal de la connaissance scientifique du patrimoine naturel et sert de base à la définition de la politique de protection de la nature.

Il n'a pas de valeur juridique directe mais permet une meilleure prise en compte de la richesse patrimoniale dans l'élaboration des projets susceptibles d'avoir un impact sur le milieu naturel.

L'absence de prise en compte d'une ZNIEFF lors d'une opération d'aménagement relèverait d'une erreur manifeste d'appréciation susceptible de faire l'objet d'un recours.

Les ZNIEFF constituent une base de réflexion pour l'élaboration d'une politique de protection de la nature.

Même si la prise en compte d'une zone dans l'inventaire ZNIEFF ne lui confère aucune protection réglementaire de droit, c'est un élément d'expertise signalant une richesse écologique et permettant aux élus de préserver et de mettre en valeur des espaces naturels de leurs communes dans les documents d'urbanisme.

Tout zonage, réglementation ou réservation d'espace public qui ne prendraient pas en compte les milieux inventoriés comme ZNIEFF, sont susceptibles de conduire à l'annulation des documents d'urbanisme.

Il est donc recommandé de ne pas urbaniser les zones ZNIEFF de type 1 en raison de leur intérêt biologique remarquable.

Dans les ZNIEFF de type 2, des projets ou des aménagements peuvent y être autorisés à condition qu'ils ne modifient ni ne détruisent les milieux contenant des espèces protégées.

Il est nécessaire de respecter les préoccupations d'environnement, (les aménagements projetés ne doivent pas "détruire, altérer ou dégrader le milieu particulier") et de préserver et valoriser les espaces biologiques sensibles et les paysages.

Il convient également de prendre en considération l'impact indirect des travaux ou réalisations qui pourraient être admis à proximité de la ZNIEFF :

- rejets prévisibles d'une zone industrielle,
- drainages ou infrastructures modifiant l'hydromorphie des lieux...

**Le zonage et le règlement des documents d'urbanisme doivent tenir compte de la présence des ZNIEFF.**



Zones Naturelles  
d'Intérêt Ecologique,  
Faunistique et Floristique

## VALLEE DE LA VEZERE AU ROCHER DES FOLLES

ZNIEFF N° : 436

Numéro SPN : 740006122

Surface : 154 ha



Limousin

### Communes

Treignac (19)  
Affieux (19)

### Description et intérêt du site

Le site est constitué par la vallée très encaissée de la Vézère à l'aval de Treignac, jusqu'à la centrale électrique. Il est inclus dans le réseau Natura 2000.

Le long des rives, on trouve par place de petites roselières qui alternent avec des boisements hygrophiles à aulne et saule. En remontant vers le plateau, on traverse d'abord une aulnaie montagnarde de ravin, puis une hêtraie à luzule, enfin une chênaie acidiphile. Sur le plateau se trouvent des prairies pâturées ou des boisements de résineux. La rivière a un cours très mouvementé dans ce secteur très fréquenté par les amateurs de kayak.

Une grande boucle de la Vézère est dominée par de gros rochers granitiques abritant une végétation typiquement xérique sur les zones bien ensoleillées et typiquement sciaphile dans les zones humides et ombragées.

La flore a été très étudiée, notamment par le botaniste corrézien Luc Brunerye qui a publié une étude consacrée aux groupements forestiers de la région de Treignac. Quelques espèces rares et à caractère montagnard sont à signaler : l'ail victorial, le Séneçon fausse cacalie, l'androsème toute saine. Parmi la flore des affleurements rocheux, des lichens comme *Nephroma parile* et *Lobaria scrobiculata*, espèces caractéristiques des zones rocheuses, témoignent également d'une bonne qualité de l'air.

Cette ZNIEFF de type I est comprise dans la ZNIEFF de type II (n°437) intitulée "Vallée de la Vézère, du barrage de Montceaux au rocher des Folles".

### Milieux déterminants

Cours des rivières  
Petites roselières des eaux vives  
Végétation des rochers et falaises  
intérieures siliceuses

### Espèces déterminantes

#### Flore

Ail victorial (*Allium victorale*)  
Androsème toute saine (*Gymnocarpium dryopteris*)  
Calamagrostis faux roseau (*Calamagrostis arundinacea*)  
Fougère de hêtres (*Phegopteris connectilis*)  
Géranium des Pyrénées (*Geranium pyrenaicum*)  
Impatience ne me touchez pas (*Impatiens noli me tangere*)  
Pâturin de chaix (*Poa chaixi*)  
Peucedan de France (*Peucedanum gallicum*)  
Renoncule à feuilles d'aconit (*Ranunculus aconitifolius*)  
Séneçon fausse cacalie (*Senecio cacaliaster*) (Protection régionale)  
Sorbier blanc (*Sorbus aria*)



Zones Naturelles  
d'Intérêt Ecologique,  
Faunistique et Floristique

## VALLEE DE LA VEZERE AU ROCHER DES FOLLES

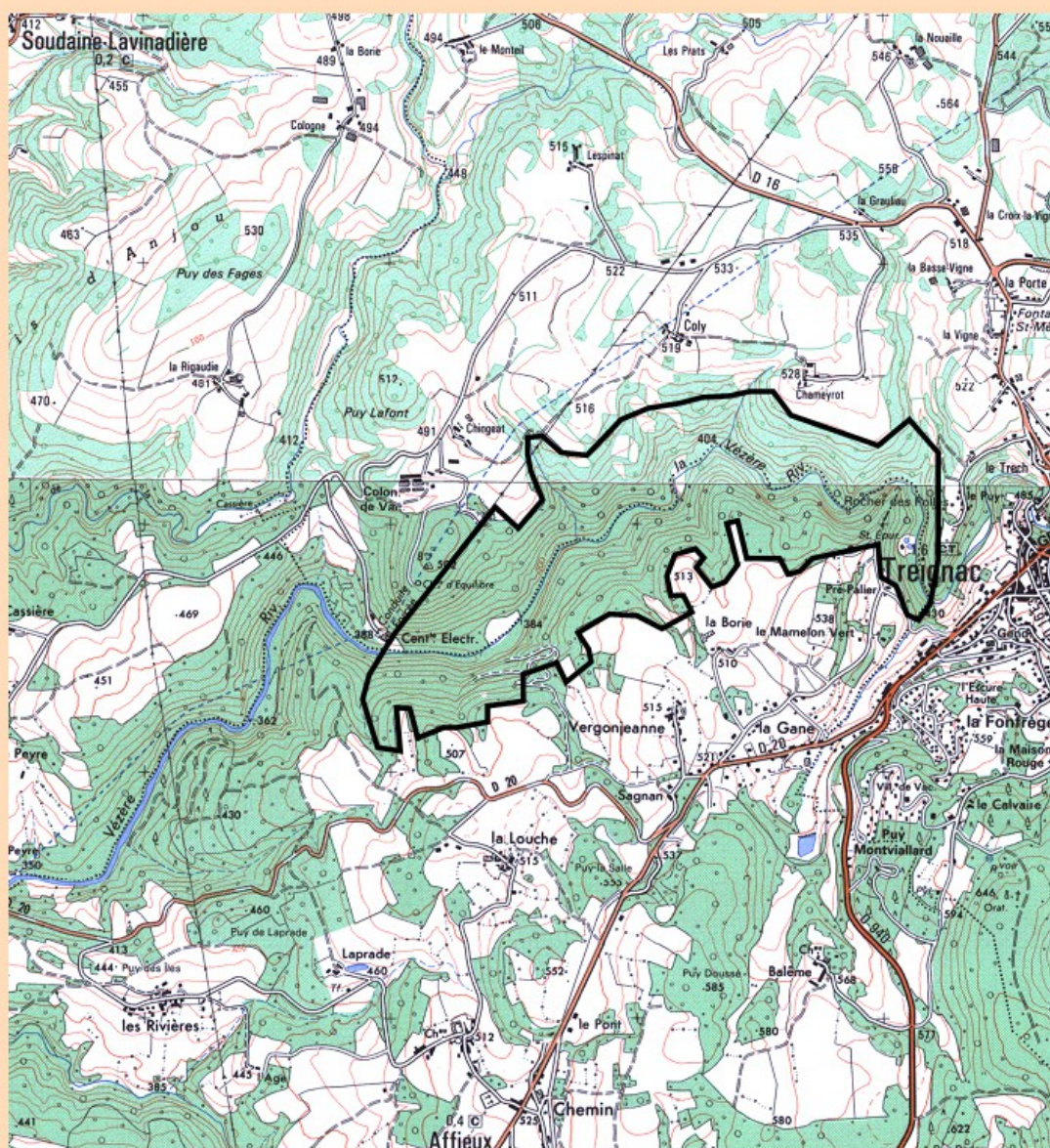


ZNIEFF N° : 436

Numéro SPN : 740006122

Surface : 154 ha

Echelle : 1/ 25 000<sup>ème</sup>



Scan 25 ® © IGN1999  
Autorisation n° 90-9068  
Edition 2000

Contour de la ZNIEFF







Muséum  
national  
d'Histoire  
naturelle

Date d'édition : 26/11/2016  
<http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/740006122>



**znief**

ZONES NATURELLES  
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,  
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

## VALLÉE DE LA VEZERE AU ROCHER DES FOLLES (Identifiant national : 740006122)

(ZNIEFF continentale de type 1)

(Identifiant régional : 19000032)

La citation de référence de cette fiche doit se faire comme suite : Espaces Naturels du Limousin, Chabrol L., 2016.- 740006122, VALLÉE DE LA VEZERE AU ROCHER DES FOLLES. - INPN, SPN-MNHN Paris, 17P. <http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/740006122.pdf>

Région en charge de la zone : Limousin

Rédacteur(s) : Espaces Naturels du Limousin, Chabrol L.

Centrolde calculé : 556060°-2059756°

<a href="#">1. DESCRIPTION</a>	<a href="#">2</a>
<a href="#">2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE</a>	<a href="#">3</a>
<a href="#">3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE</a>	<a href="#">3</a>
<a href="#">4. FACTEUR INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE</a>	<a href="#">3</a>
<a href="#">5. BILAN DES CONNAISSANCES - EFFORT DE PROSPECTION</a>	<a href="#">4</a>
<a href="#">6. HABITATS</a>	<a href="#">4</a>
<a href="#">7. ESPECES</a>	<a href="#">6</a>
<a href="#">8. LIENS ESPECES ET HABITATS</a>	<a href="#">17</a>
<a href="#">9. SOURCES</a>	<a href="#">17</a>



## 1. DESCRIPTION

Cette ZNIEFF est incluse dans la ZNIEFF de Type 2 :

- Id nat. : [740120041](#) - VALLÉE DE LA VEZERE DU BARRAGE DE MONTCEAU AU ROCHER DES FOLLES (Id reg. : 19000056)

### 1.1 Localisation administrative

- Affieux (INSEE : 19001)
- Treignac (INSEE : 19269)

### 1.2 Altitudes

Minimum (m) : 365  
Maximum (m) : 520

### 1.3 Superficie

154,37 hectares

### 1.4 Liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF

Id nat. : [740000075](#) - VALLÉE DE LA VEZERE AU SAUT DE LA VIROLE (Type 1) (Id reg. : 19000002)

### 1.5 Commentaire général

Le site est une vallée très encaissée où coule la Vézère. Le long des rives de la Vézère, on trouve par place de petites roselières qui alternent avec des boisements hygrophiles à aulne et saule. En remontant sur le plateau on traverse d'abord une aulnaie montagnarde de ravin, une hêtraie à luzule pour arriver dans une chênaie acidiphile. Sur le plateau se trouvent des prairies pâturées ou des boisements de résineux. La rivière a un cours très mouvementé dans ce secteur très fréquenté par les amateurs de kayak.

Une grande boucle de la Vézère est dominée par de gros rochers granitiques abritant une végétation typiquement xérique sur les zones bien ensoleillées et typiquement sciaphiles dans les zones humides et ombragées.

La faune n'a pas l'objet de recensement sur le site. En ce qui concerne la flore, elle a été très étudiée notamment par le botaniste corrézien Luc Brunerye qui a publié une étude consacrée aux groupements forestiers de la région de Treignac. Quelques espèces rares et à caractère montagnard sont à signaler : l'Ail victorial (*Allium victorialis*), le Séneçon fausse-cacalie (*Senecio cacaliaster*), *Gymnocarpium dryopteris*. Parmi la flore des affleurements rocheux, quelques lichens méritent d'être signalés : *Nephroma parile* et *Lobaria scrobiculata*. Ces espèces caractéristiques des zones rocheuses. Ils témoignent également d'une bonne qualité de l'air.

ERREUR : cette ZNIEFF n'a aucun lien avec la ZNIEFF 740120008 "Vallée supérieure de la Corrèze et de la Dadalouze".

### 1.6 Compléments descriptif

#### 1.6.1 Géomorphologie

- Vallée
- Rivière, fleuve
- Affleurement rocheux

#### *Commentaire sur la géomorphologie*

*aucun commentaire*

#### 1.6.2 Activités humaines

- Pêche
- Tourisme et loisirs
- Activités hydroélectriques, barrages



#### Commentaire sur les activités humaines

aucun commentaire

#### 1.6.3 Statut de propriété

- Indéterminé

#### Commentaire sur le statut de propriété

aucun commentaire

#### 1.6.4 Mesures de protection

- Aucune protection
- Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitat)

#### Commentaire sur les mesures de protection

aucun commentaire

## 2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE

#### Patrimoniaux

Faunistique  
 Floristique  
 Champignons  
 Ptéridophytes  
 Phanérogames

#### Fonctionnels

Fonction d'habitat pour les  
 populations animales ou végétales

#### Complémentaires

Paysager

#### Commentaire sur les intérêts

aucun commentaire

## 3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE

- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats
- Degré d'artificialisation du milieu ou pression d'usage

#### Commentaire sur les critères de délimitation de la zone

Périmètre limité à la vallée qui est dans ce secteur relativement encaissée situé à l'aval de Treignac jusqu'à la centrale électrique.

## 4. FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

FACTEUR	Potentiel / Réel
Rejets de substances polluantes dans les eaux	
Nuisances liées à la surfréquentation, au piétinement	
Modification du fonctionnement hydraulique	
Coupes, abattages, arrachages et déboisements	

#### Commentaire sur les facteurs

aucun commentaire





## 5. BILANS DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS

Aucun	Faible	Moyen	Bon
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mammifères</li> <li>- Oiseaux</li> <li>- Amphibiens</li> <li>- Poissons</li> <li>- Insectes</li> <li>- Autres Invertébrés</li> <li>- Algues</li> <li>- Lichens</li> <li>- Habitats</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reptiles</li> <li>- Phanérogames</li> <li>- Ptéridophytes</li> <li>- Bryophytes</li> <li>- Champignons</li> </ul>		

## 6. HABITATS

### 6.1 Habitats déterminants

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
24.1 Lits des rivières			
53.4 Bordures à Calamagrostis des eaux courantes			
62.2 Végétation des falaises continentales siliceuses			

### 6.2 Habitats autres

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
38.1 Pâtures mésophiles			
41.2 Chênaies-charmaies			
41.5 Chênaies acidiphiles			

### 6.3 Habitats périphériques

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
38.1 Pâtures mésophiles			
41.5 Chênaies acidiphiles			
82 Cultures			
83.31 Plantations de conifères			
84.4 Bocages			
86.1 Villes			



Date d'édition : 29/11/2016  
<http://davey.univ-lyon.fr/conservatoire/8745008122>

## 7. ESPECES

### 7.1 Espèces déterminantes

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statu(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Mammifères	60630	<a href="#">Lutra lutra (Linnaeus, 1758)</a>		Reproducteur	Informateur : GMHL (Groupe Mammalogique et Herpétologique du Limousin)		0	0	2009
Oiseaux	3299	<a href="#">Larus fuscus fuscus Linnaeus, 1758</a>		Reproducteur	Informateur : REIMRINGER K.		0	0	2002 - 2008
	3958	<a href="#">Cinclus cinclus (Linnaeus, 1758)</a>			Informateur : SEPOL (Société pour l'Etude et la Protection des Oiseaux en Limousin)		0	0	2002 - 2011
Lichens	56611	<a href="#">Lobaria scrobiculata (Scop.) DC.</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1994
	56696	<a href="#">Nephroma parile (Ach.) Ach.</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1994
	81543	<a href="#">Allium victorialis L., 1753</a>		Reproducteur	Informateur : REIMRINGER K.		0	0	2002 - 2008
	87212	<a href="#">Calamagrostis arundinacea (L.) Roth, 1788</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1994
Angiospermes	88415	<a href="#">Carex caryophyllaea Latour., 1785</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2008
	91267	<a href="#">Cirsium x intermedia Ehrh., 1789</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2008
	100136	<a href="#">Geranium pyrenaicum Bunt.f., 1759</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1994



Date d'édition : 29/11/2016  
<http://davep.univ-lyon.fr/conservatoire/8745008122>

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statu(s) Chorologique(s)	Statu(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	103292	<a href="#">Hypericum linariifolium Vahl, 1790</a>		Reproducteur	Informateur : REIMRINGER K.		0	0	2002 - 2008
	103553	<a href="#">Impatiens noli-tangere L., 1753</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1984 - 2008
	112853	<a href="#">Peucedanum gallicum Latour., 1785</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1994
	114153	<a href="#">Poa chaixii Vill., 1786</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1994
	116902	<a href="#">Ranunculus acrifolius L., 1753</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1984 - 2008
	120720	<a href="#">Sambucus racemosa L., 1753</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2008
	122563	<a href="#">Sanguis encaustica Lam., 1779</a>		Reproducteur	Informateur : REIMRINGER K.		0	0	2003 - 2008
	124306	<a href="#">Sorbus aria (L.) Crantz, 1763</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1994
	125364	<a href="#">Symphytum tuberosum L., 1753</a>		Reproducteur	Informateur : REIMRINGER K.		0	0	2008
	130065	<a href="#">Wahlenbergia hederacea (L.) Rehb., 1827</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2008
Fougères	95586	<a href="#">Phegopteris connectilis (Michx.) Walf., 1867</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1994
	113079	<a href="#">Phegopteris connectilis (Michx.) Walf., 1867</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2008





### 7.3 Espèces à statut réglementé

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de détermination	Réglementation
Mammifères	60630	<a href="#">Lutra lutra (Linnaeus, 1758)</a>	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore). <a href="#">(lien)</a>
				Liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département <a href="#">(lien)</a>
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
Oiseaux	3299	<a href="#">Larus fuscus fuscus Linnaeus, 1758</a>	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
	3958	<a href="#">Cinclus cinclus (Linnaeus, 1758)</a>	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
Reptiles	77756	<a href="#">Podarcis muralis (Laurenti, 1768)</a>	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore). <a href="#">(lien)</a>
				Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
Angiospermes	103514	<a href="#">Ilex aquifolium L., 1753</a>	Autre	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire. <a href="#">(lien)</a>
	128345	<a href="#">Vaccinium myrtillus L., 1753</a>	Autre	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire. <a href="#">(lien)</a>

## 8. LIENS ESPECES ET HABITATS

Non renseigné

## 9. SOURCES

- SEPOL (Société pour l'Etude et la Protection des Oiseaux en Limousin)() "".
- Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie() "".
- Brunerye L.(1989) "Fiche ZNIEFF 1ère génération".
- Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin() "".
- Brunerye, données botanique() "".
- Vilks A.(1994) "Compte rendu des sorties du printemps 1993 du groupe Limousin des botanistes de la SBCO - Epops, 2, 11-29".
- REIMRINGER K.() "".
- Conservatoire Botanique National du Massif Central() "".
- GMHL (Groupe Mammalogique et Herpétologique du Limousin)() "".



Zones Naturelles  
d'Intérêt Ecologique,  
Faunistique et Floristique

Corrèze

Creuse

Haute-Vienne

## VALLEE DE LA VEZERE DU BARRAGE DE MONTCEAUX AU ROCHER DES FOLLES

ZNIEFF N° : 437

Numéro SPN : 740120041

Surface : 481 ha

### Communes

Bugeat (19), Treignac (19), Saint-Hilaire-les-Courbes (19)  
Lestards (19), Affieux (19), Viam (19)

### Description et intérêt du site

Depuis le barrage de Montceaux jusqu'à l'aval du Rocher des Folles, la Vézère coule dans une vallée boisée d'une grande richesse botanique et faunistique. Le barrage des Bariousses forme un lac de retenue qui s'étend jusqu'à la centrale électrique du Gour Noir. Au-delà, la rivière retrouve un cours plus tumultueux au fond d'une vallée toujours très encaissée et boisée. De nombreuses plantes d'affinité montagnarde se retrouvent dans cette vallée qui passe de l'étage montagnard (près de 700 m d'altitude à Montceaux) à l'étage collinéen (près de 360 m au Rocher des Folles), de manière très progressive. Ce site a été proposé pour intégrer le réseau Natura 2000.

Au plan faunistique, la rivière permet la reproduction de truites entre les barrages. Sur les berges, à la faveur de quelques zones de replat, on note l'installation de petites mégaphorbiaies qui abritent une faune d'invertébrés riche aussi bien en papillons qu'en coléoptères. Quelques espèces rares de chauves-souris ont été détectées à proximité des ruines du château de Montceaux (barbastelle notamment). Cette ZNIEFF de type II comprend deux ZNIEFF de type I (n° 436 et 440).

### Milieux déterminants

Hêtraies  
Forêts mélangées de ravins et de pentes  
Végétation des rochers et falaises intérieures siliceuses  
Mégaphorbiaies montagnardes  
Cours d'eau : zone à truite

### Espèces déterminantes

#### Faune

##### Mammifères

Barbastelle d'Europe (*Barbastella barbastellus*) (Protection nationale, Directive Habitats)  
Loutre d'Europe (*Lutra lutra*) (Protection nationale, Directive Habitats)  
Grand murin (*Myotis myotis*) (Protection nationale, Directive Habitats)  
Vespertilion de bechstein (*Myotis bechsteini*) (Protection nationale, Directive Habitats)

##### Oiseaux

Grand corbeau (*Corvus corax*) (Protection nationale)

##### Poissons

Truite fario (*Salmo trutta fario*) (Protection nationale partielle)

##### Insectes

Cuivré de la verge d'or (lépidoptère) (*Lycaena virgaureae* / l.)  
Damier de la Succise (lépidoptère) (*Euphydryas aurinia*) (Protection nationale, Directive Habitats)

#### Flore

Ail victorale (*Allium victorale*)  
Arnica des montagnes (*Arnica montana*)  
Crocus d'automne (*Crocus nudiflorus*) (Protection régionale)  
Fougère de hêtres (*Phegopteris connectilis*)  
Géranium des bois (*Geranium silvaticum*)  
Lycopode à massue (*Lycopodium clavatum*) (Protection régionale)  
Maianthemum à deux feuilles (*Maianthemum bifolium*)  
Millepertuis à feuilles linéaires (*Hypericum linarifolium*) (Protection régionale)  
Pâturin de chaix (*Poa chaixii*)  
Séneçon fausse cacalie (*Senecio cacaliaster*) (Protection régionale)

Inventaire national ZNIEFF conduit par le ministère chargé de l'environnement, Edition 2000.  
Contact DIREN Limousin. Edition 2000.  
8, cours Bugeaud 87000 Limoges - 05 55 11 53 70 - [diren@limousin.environnement.gouv.fr](mailto:diren@limousin.environnement.gouv.fr)



Limousin

Type de Zone : 2





Zones Naturelles  
d'Intérêt Ecologique,  
Faunistique et Floristique

Corrèze

Creuse

Haute-Vienne

## VALLEE DE LA VEZERE DU BARRAGE DE MONTCEAUX AU ROCHER DES FOLLES

ZNIEFF N° : 437

Numéro SPN : 740120041

Surface : 481 ha

Echelle : 1/ 100 000<sup>ème</sup>







Muséum  
national  
d'Histoire  
naturelle

Date d'édition : 26/11/2016  
<http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/740120041>



**znief** ZONES NATURELLES  
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,  
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

## VALLÉE DE LA VEZERE DU BARRAGE DE MONTCEAU AU ROCHER DES FOLLES (Identifiant national : 740120041)

(ZNIEFF continentale de type 2)

(Identifiant régional : 19000056)

La citation de référence de cette fiche doit se faire comme suite : Espaces Naturels du Limousin,  
Chabrol L., 2016.- 740120041, VALLÉE DE LA VEZERE DU BARRAGE DE MONTCEAU AU ROCHER  
DES FOLLES. - INPN, SPN-MNHN Paris, 26P. <http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/740120041.pdf>

Région en charge de la zone : Limousin  
Rédacteur(s) : Espaces Naturels du Limousin, Chabrol L.  
Centroïde calculé : 559771°-2062213°

1. DESCRIPTION .....	2
2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE .....	3
3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE .....	3
4. FACTEUR INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE .....	3
5. BILAN DES CONNAISSANCES - EFFORT DE PROSPECTION .....	4
6. HABITATS .....	4
7. ESPECES .....	7
8. LIENS ESPECES ET HABITATS .....	26
9. SOURCES .....	26



## 1. DESCRIPTION

### ZNIEFF de Type 1 inclue(s)

- Id nat. : [740000075](#) - VALLÉE DE LA VEZERE AU SAUT DE LA VIROLE (Id reg. : 19000002)
- Id nat. : [740006122](#) - VALLÉE DE LA VEZERE AU ROCHER DES FOLLES (Id reg. : 19000032)

### 1.1 Localisation administrative

- Affieux (INSEE : 19001)
- Lestards (INSEE : 19112)
- Saint-Hilaire-les-Courbes (INSEE : 19209)
- Treignac (INSEE : 19269)
- Viam (INSEE : 19284)

### 1.2 Altitudes

Minimum (m) : 360  
Maximum (m) : 700

### 1.3 Superficie

484,91 hectares

### 1.4 Liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF

- Id nat. : [740000075](#) - VALLÉE DE LA VEZERE AU SAUT DE LA VIROLE (Type 1) (Id reg. : 19000002)  
Id nat. : [740006122](#) - VALLÉE DE LA VEZERE AU ROCHER DES FOLLES (Type 1) (Id reg. : 19000032)

### 1.5 Commentaire général

La Vézère coule dans une vallée profondément encaissée et entièrement boisée. A l'aval du barrage de Montceau, la Vézère coule dans une vallée boisée d'une grande richesse botanique et faunistique. Le barrage des Bariousses forme un lac de retenue qui s'étend jusqu'à la centrale électrique du Gour Noir. Au-delà du barrage des Bariousses, la rivière retrouve un cours plus tumultueux au fond d'une vallée toujours très encaissée et boisée. De nombreuses plantes d'affinité montagnarde se retrouvent dans cette vallée qui passe de près de 700 d'altitude à Montceau à près de 360 m au Rocher des Folles. On passe ainsi de l'étage montagnard à l'étage collinéen, de manière très progressive. C'est pourquoi on retrouve tant d'espèces montagnardes à des altitudes où habituellement elles ne peuvent se développer.

Au plan faunistique, la rivière permet la reproduction de truites entre les barrages. Sur les berges, à la faveur de quelques zones de replat, on note l'installation de petites mégaphorbiaies qui abritent une faune d'invertébrés riche aussi bien en papillons qu'en coléoptères. Quelques espèces rares de chauves-souris ont été détectées à proximité des ruines du château de Montceau (Barbastelle notamment).

### 1.6 Compléments descriptif

#### 1.6.1 Géomorphologie

- Rivière, fleuve
- Vallée
- Affleurement rocheux

#### *Commentaire sur la géomorphologie*

*aucun commentaire*

#### 1.6.2 Activités humaines

- Pêche
- Tourisme et loisirs
- Activités hydroélectriques, barrages



## Commentaire sur les activités humaines

aucun commentaire

### 1.6.3 Statut de propriété

- Propriété d'une association, groupement ou société
- Etablissement public
- Propriété privée (personne physique)

## Commentaire sur le statut de propriété

aucun commentaire

### 1.6.4 Mesures de protection

- Terrain acquis (ou assimilé) par un Conservatoire d'espaces naturels
- Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitat)

## Commentaire sur les mesures de protection

Terrains acquis par le Conservatoire au Saut de la Virole (6 ha)

## 2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE

### Patrimoniaux

Ecologique  
 Faunistique  
 Insectes  
 Oiseaux  
 Mammifères  
 Floristique  
 Ptéridophytes  
 Phanérogames

### Fonctionnels

Fonction d'habitat pour les  
 populations animales ou végétales

### Complémentaires

Paysager

## Commentaire sur les intérêts

aucun commentaire

## 3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE

- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats
- Degré d'artificialisation du milieu ou pression d'usage

## Commentaire sur les critères de délimitation de la zone

Périmètre prenant en compte l'ensemble de la vallée du barrage de Montceau au rocher des Folles à l'aval de Treignac. La limite du site correspond à la ligne de rupture de pente de la vallée.

## 4. FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

FACTEUR	Potentiel / Réel
Modification du fonctionnement hydraulique	
Coupes, abattages, arrachages et déboisements	
Sports et loisirs de plein-air	

- 3/27 -





## Commentaire sur les facteurs

aucun commentaire

## 5. BILANS DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS

Aucun	Faible	Moyen	Bon
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reptiles</li> <li>- Amphibiens</li> <li>- Poissons</li> <li>- Autres Invertébrés</li> <li>- Bryophytes</li> <li>- Algues</li> <li>- Champignons</li> <li>- Lichens</li> <li>- Habitats</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mammifères</li> <li>- Oiseaux</li> <li>- Insectes</li> <li>- Phanérogames</li> <li>- Ptéridophytes</li> </ul>		

## 6. HABITATS

### 6.1 Habitats déterminants

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
24.12 Zone à Truites			
37.213 Prairies à Canche cespiteuse	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
37.312 Prairies à Molinie acidiphiles	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
37.8 Mégaphorbiaies alpines et subalpines			
41.1 Hêtraies			
41.23 Frênaies-chênaies sub-atlantiques à primevère	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
41.4 Forêts mixtes de pentes et ravins			
62.2 Végétation des falaises continentales siliceuses			

### 6.2 Habitats autres

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
22 Eaux douces stagnantes	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
24 Eaux courantes	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
31.223 Landes campino-flandriennes à Callune et Genêt	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
31.238 Landes anglo-normandes à Ajoncs nains	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
31.2383 Landes anglo-normandes à Ulex minor et Calluna	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		

- 4/27 -



CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
31.8413 Landes du Massif central à Cytisus scoparius	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
31.86 Landes à Fougères	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
31.871 Clairières herbacées forestières	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
31.872 Clairières à couvert arbustif	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
31.8C Fourrés de Noisetiers	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
35.1 Pelouses atlantiques à Nard raide et groupements apparentés	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
35.13 Pelouses à canche flexueuse	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
37 Prairies humides et mégaphorbiaies	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
37.1 Communautés à Reine des prés et communautés associées	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
41.12 Hêtraies atlantiques acidiphiles	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
41.13 Hêtraies neutrophiles	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
41.2 Chênaies-charmaies	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
41.24 Chênaies-charmaies à Stellaire sub-atlantiques	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
41.5 Chênaies acidiphiles			
41.9 Bois de Châtaigniers	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
41.B1 Bois de bouleaux de plaine et colline	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
41.B11 Bois de Bouleaux humides	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
44.92 Saussaies marécageuses	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
53.2141 Cariçaies à Carex rostrata	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
83.31 Plantations de conifères			
86.3 Sites industriels en activité			
87 Terrains en friche et terrains vagues	Informateur : Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin		
88 Mines et passages souterrains			
89.2 Lagunes industrielles et canaux d'eau douce			



Date d'édition : 29/11/2016  
<http://davep.univ-bpclermont.fr/24012016/>

## 7. ESPECES

### 7.1 Espèces déterminantes

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statu(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Insectes	53865	<a href="#">Eurhydrys aurinia (Rottenburg, 1775)</a>			Informateur : Soc. Entomologique du Limousin (SEL)				1998
	219750	<a href="#">Lycena virgaureae (Linnaeus, 1758)</a>			Informateur : Soc. Entomologique du Limousin (SEL)				1998
	60313	<a href="#">Rhindolophus hipposideros (Beckstein, 1800)</a>							
	60345	<a href="#">Barbastella barbastellus (Schreber, 1774)</a>		Reproducteur	Informateur : GMHL (Groupe Mammalogique et Herpétologique du Limousin)		0	0	2004 - 2006
Mammifères	60414	<a href="#">Myotis bechsteinii (Kuhl, 1817)</a>			Informateur : Groupe Mammalogique et Herpétologique du Limousin (= ex - Groupe Mammifères du Limousin)				1997
	60418	<a href="#">Myotis myotis (Berkhausen, 1792)</a>		Reproducteur	Informateur : GMHL (Groupe Mammalogique et Herpétologique du Limousin)		0	0	2002 - 2006
	60427	<a href="#">Myotis blythii (Tomes, 1857)</a>		Reproducteur	Informateur : GMHL (Groupe Mammalogique et Herpétologique du Limousin)		0	0	2004
	60518	<a href="#">Plecotus auritus (Linnaeus, 1758)</a>			Informateur : Barataud M., données personnelles mammalogie, herpétologie, entomologie, ornithologie				1996
	60630	<a href="#">Lutra lutra (Linnaeus, 1758)</a>		Reproducteur	Informateur : GMHL (Groupe Mammalogique et Herpétologique du Limousin)		0	0	2009





Date d'édition : 29/11/2016  
<http://davep.univ-lyon.fr/cepede/8740128041>

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statu(s) Chorologique(s)	Statu(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	79301	<a href="#">Myotis bechsteinii (Kuhl, 1817)</a>		Reproducteur	Informateur : GMHL (Groupe Mammalogique et Herpétologique du Umoisin)		0	0	2004 - 2006
	2813	<a href="#">Mergellus albellus (Linnaeus, 1758)</a>		Reproducteur	Informateur : NAUWYNCK F.		0	0	2006 - 2008
	2832	<a href="#">Pernis apivorus (Linnaeus, 1758)</a>			Informateur : SEPOL (Société pour l'Etude et la Protection des Oiseaux en Umoisin)		0	0	2009
	2844	<a href="#">Milvus milvus (Linnaeus, 1758)</a>			Informateur : SEPOL (Société pour l'Etude et la Protection des Oiseaux en Umoisin)		0	0	2003
	2938	<a href="#">Falco peregrinus Tunstall, 1771</a>			Informateur : SEPOL (Société pour l'Etude et la Protection des Oiseaux en Umoisin)		0	0	2009
	3299	<a href="#">Larus fuscus fuscus Linnaeus, 1758</a>		Reproducteur	Informateur : REIMRINGER K.		0	0	2002 - 2008
Oiseaux	3608	<a href="#">Ducopopus marilus (Linnaeus, 1758)</a>			Informateur : SEPOL (Société pour l'Etude et la Protection des Oiseaux en Umoisin)		0	0	2006
	3692	<a href="#">Pyropeopagne rubeus (Scopoli, 1769)</a>			Informateur : SEPOL (Société pour l'Etude et la Protection des Oiseaux en Umoisin)		0	0	2008 - 2010
	3958	<a href="#">Circus cinclus (Linnaeus, 1758)</a>			Informateur : SEPOL (Société pour l'Etude et la Protection des Oiseaux en Umoisin)		0	0	2000 - 2011
	4510	<a href="#">Corvus corax Linnaeus, 1758</a>			Informateur : SEPOL (Société pour l'Etude et la Protection des Oiseaux en Umoisin)		0	0	2007 - 2008
	4586	<a href="#">Carduelis spinus (Linnaeus, 1758)</a>			Informateur : SEPOL (Société pour l'Etude et la Protection des Oiseaux en Umoisin)		0	0	2006
Lichens	56611	<a href="#">Lobaria scrobiculata (Scop.) DC.</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1994



Date d'édition : 29/11/2016  
<http://daves.univ-bpclermont.fr/ceped/8724012001/>

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statu(s) Chorologique(s)	Statu(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Angiospermes	56696	<a href="#"><i>Nephroma parlie</i> (Ach.) Ach.</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1994
	81541	<a href="#"><i>Allium ursinum</i> L., 1753</a>			Bibliographie : Olivero I.				
	81543	<a href="#"><i>Allium victorialis</i> L., 1753</a>		Reproducteur	Informateur : REIMRINGER K.		0	0	2002 - 2008
	82903	<a href="#"><i>Anthriscum lilago</i> L., 1753</a>			Bibliographie : Olivero I.				1997
	83874	<a href="#"><i>Arnica montana</i> L., 1753</a>			Bibliographie : Olivero I.				
	87212	<a href="#"><i>Calamagrostis arundinacea</i> (L.) Roth, 1788</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2006 - 2008
	88415	<a href="#"><i>Carex carvophyllea</i> Latour., 1785</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2008
	88840	<a href="#"><i>Carex rostrata</i> Stokes, 1787</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2008
	91149	<a href="#"><i>Lactuca plumieri</i> (L.) Gren. &amp; Godr., 1850</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2003 - 2008
	91267	<a href="#"><i>Circaea x intermedia</i> Ehrh., 1789</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2008
	93101	<a href="#"><i>Crepis pallidosa</i> (L.) Moench, 1794</a>			Bibliographie : Olivero I.				1997
	93250	<a href="#"><i>Crocus nudiflorus</i> Sm., 1798</a>			Bibliographie : Olivero I.				1998
	95209	<a href="#"><i>Donicum austriacum</i> Jacq., 1774</a>			Bibliographie : Olivero I.				1997
	97325	<a href="#"><i>Erythronium dens-canis</i> L., 1753</a>		Reproducteur	Informateur : FOUCOUT A.		0	0	2008

- 9/27 -



Date d'édition : 29/11/2016  
<http://daves.univ-lim.fr/conservatoire/87540128041>

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	97700	<a href="#">Euphorbia ulina Lam., 1782</a>			Bibliographie : Olivero I.				1997
	98056	<a href="#">Drymonia sylvatica (Pollich) Holub, 1984</a>			Bibliographie : Olivero I.				1997
	99529	<a href="#">Galium saxatile L., 1753</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2008
	99903	<a href="#">Gentiana lutea L., 1753</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2006
	100136	<a href="#">Geranium pyrenaicum Bumm.f., 1759</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1994
	100160	<a href="#">Geranium sylvaticum L., 1753</a>		Reproducteur	Informateur : BRUNERYE L.		0	0	2006
	103292	<a href="#">Hypericum linarifolium Vahl, 1790</a>		Reproducteur	Informateur : REIMINGER K.		0	0	2002 - 2008
	103553	<a href="#">Impatiens noli-tangere L., 1753</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2002 - 2008
	107158	<a href="#">Meibanthemum bifolium (L.) F.W.Schmidt, 1794</a>		Reproducteur	Informateur : FOUCOUT A.		0	0	2003 - 2008
	108345	<a href="#">Menyanthes trifoliata L., 1753</a>		Reproducteur	Informateur : CHABROL L., CNBMC		0	0	2003
	112853	<a href="#">Pouzosium gallicum Latourr., 1785</a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1994
	113376	<a href="#">Phyteuma gallicum R.Schulz, 1904</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2006
	114153	<a href="#">Poa chaixii Vill., 1786</a>		Reproducteur	Informateur : BRUNERYE L.		0	0	2006
	115587	<a href="#">Comarum palustre L., 1753</a>		Reproducteur	Informateur : CHABROL L., CNBMC		0	0	2003

- 10/27 -





Date d'édition : 29/11/2016  
<http://daves.univ-bpclermont.fr/collecta/87540120041/>

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	116902	<a href="#"><u>Ranunculus acrifolius L., 1753</u></a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2002 - 2008
	120720	<a href="#"><u>Sambucus racemosa L., 1753</u></a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2003 - 2008
	122539	<a href="#"><u>Jacobaea adonidifolia (L.) M. B. 1812</u></a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2006 - 2008
	122563	<a href="#"><u>Senecio cacasaster Lam., 1779</u></a>		Reproducteur	Informateur : REIMRINGER K.		0	0	2003 - 2008
	124306	<a href="#"><u>Sorbus aria (L.) Crantz, 1763</u></a>			Informateur : Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie				1994
	124368	<a href="#"><u>Sorbus x thuringiaca (L.) Fritsch, 1896</u></a>			Bibliographie : Olivero I.				1997
	125364	<a href="#"><u>Symphytum tuberosum L., 1753</u></a>		Reproducteur	Informateur : REIMRINGER K.		0	0	2008
	126309	<a href="#"><u>Thesium pyrenaicum subsp. pyrenaicum</u></a>			Bibliographie : Olivero I.				1997
	129639	<a href="#"><u>Vicia palustris L., 1753</u></a>		Reproducteur	Informateur : NAUWYNCK F.		0	0	2003 - 2008
	130065	<a href="#"><u>Wahlerbergia hederacea (L.) Roth., 1827</u></a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2008
Fougères	95586	<a href="#"><u>Phegopteris connectilis (Michx.) Watt, 1867</u></a>			Bibliographie : Olivero I.				
	100636	<a href="#"><u>Gymnocarpium dryopteris (L.) Newman, 1851</u></a>		Reproducteur	Informateur : FOUCOUT A.		0	0	2003 - 2008
	107003	<a href="#"><u>Lycopodium clavatum L., 1753</u></a>			Bibliographie : Olivero I.				
	111239	<a href="#"><u>Oreopteris limbosperma (Baill.) ex All. Holub., 1969</u></a>			Bibliographie : Olivero I.				1997



Date d'édition : 29/11/2016  
<http://davey.univ-bpclermont.fr/24012016/>

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Mousses	113079	<a href="#"><i>Phlegoderis connectilis</i> (Michx.) Watt. 1867</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2006 - 2008
	115061	<a href="#"><i>Polystichum lonchitis</i> (L.) Roth. 1799</a>		Reproducteur	Informateur : CHABROL L., CNBMC		0	0	2003 - 2009
	6780	<a href="#"><i>Sphagnum quinquefarium</i> (Braithw.) Warnst.</a>			Informateur : Conservatoire Botanique National du Massif Central				2009

## 7.2 Espèces autres

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Insectes	8369	<a href="#"><i>Carabus auronitens</i> Fabricius. 1792</a>							
	8428	<a href="#"><i>Carabus problematicus</i> Herbst. 1786</a>							
	10992	<a href="#"><i>Cetonia aurata</i> (Linnaeus. 1761)</a>							
	12587	<a href="#"><i>Cryptocephalus parvulus</i> O.F. Müller. 1776</a>							
	12600	<a href="#"><i>Cryptocephalus biguttatus</i> (Scopoli. 1763)</a>							
	12605	<a href="#"><i>Cryptocephalus vittatus</i> Fabricius. 1775</a>							
	12633	<a href="#"><i>Bromius obscurus</i> (Linnaeus. 1758)</a>							
	12635	<a href="#"><i>Timarcha goettingensis</i> (Linnaeus. 1758)</a>							
	12644	<a href="#"><i>Timarcha tenebricosa</i> (Fabricius. 1775)</a>							
	12681	<a href="#"><i>Plagiocera versicolora</i> (Laicharling. 1781)</a>							
	12715	<a href="#"><i>Lochmaea caprea</i> (Linnaeus. 1758)</a>							
	12739	<a href="#"><i>Lupinus lupinus</i> (Sulzer. 1776)</a>							
	12867	<a href="#"><i>Cassida viridis</i> Linnaeus. 1758</a>							
	53668	<a href="#"><i>Maniola jurtina</i> (Linnaeus. 1758)</a>							

- 12/27 -



Date d'édition : 29/11/2016  
<http://davey.univ-lyon.fr/ceped/ceped/8740128041/>

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	88608	<a href="#">Carex laevigata Sm., 1800</a>							
	88747	<a href="#">Carex pallescens L., 1753</a>							
	88775	<a href="#">Carex pilulifera L., 1753</a>							
	89264	<a href="#">Trocenris verticillatum (L.) Raf., 1840</a>							
	89304	<a href="#">Castanea sativa Mill., 1768</a>							
	89650	<a href="#">Centaurea jacea var. nemoralis (Jord.) Brd. &amp; Cavill.</a>							
	89653	<a href="#">Centaurea nigra L., 1753</a>							
	90338	<a href="#">Chaerophyllum hirsutum L., 1753</a>							
	90669	<a href="#">Chelidonium majus L., 1753</a>							
	91053	<a href="#">Leucanthemum vulgare Lam., 1779</a>							
	91120	<a href="#">Chrysosplenium oppositifolium L., 1753</a>							
	91258	<a href="#">Cirsium luteolus L., 1753</a>							
	92242	<a href="#">Conopodium majus (Gouan) Lorel, 1886</a>							
	92282	<a href="#">Convallaria majalis L., 1753</a>			Bibliographie : Olivero I.				1997
	92582	<a href="#">Cerastophras claviculata (L.) Lidén, 1984</a>							
	92606	<a href="#">Corylus avellana L., 1753</a>							
	92876	<a href="#">Crataegus monogyna Jacq., 1775</a>							
	93763	<a href="#">Cymbalaria muralis P. Gaethl., B.Mey. &amp; Scherb., 1800</a>							
	94164	<a href="#">Cytisus scoparius (L.) Link., 1822</a>							
	94207	<a href="#">Dactylis glomerata L., 1753</a>							
	94402	<a href="#">Danthonia decumbens (L.) DC., 1805</a>							
	94626	<a href="#">Deschampsia cespitosa (L.) P.Beauv., 1812</a>							





Date d'édition : 29/11/2016  
<http://dave.univ-lyon.fr/cepeda/8740126041>

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	108003	<a href="#">Melittis melissophyllum L., 1753</a>							
	108537	<a href="#">Milium effusum L., 1753</a>							
	108698	<a href="#">Moeltrancia innervia (L.) Clairv., 1811</a>							
	108718	<a href="#">Moliria caerulea (L.) Moench, 1794</a>							
	108961	<a href="#">Lactuca muralis (L.) Gaertn., 1791</a>							
	109091	<a href="#">Myosotis scorpioides L., 1753</a>							
	109104	<a href="#">Myosotis sylvatica Hoffm., 1791</a>							
	109366	<a href="#">Nardus stricta L., 1753</a>							
	111391	<a href="#">Ornithogalum umbellatum L., 1753</a>							
	111859	<a href="#">Oxalis acetosella L., 1753</a>							
	112975	<a href="#">Phalaris arundinacea L., 1753</a>							
	113388	<a href="#">Phyteuma nigrum F.W.Schmidt, 1793</a>							
	113407	<a href="#">Phyteuma spicatum L., 1753</a>			Bibliographie : Olivero I.				1997
	113893	<a href="#">Plantago lanceolata L., 1753</a>							
	114297	<a href="#">Poa nemoralis L., 1753</a>							
	114416	<a href="#">Poa trivialis L., 1753</a>							
	114589	<a href="#">Polygala serpyllifolia Hesse, 1797</a>							
	114611	<a href="#">Polygonatum multiflorum (L.) All., 1785</a>							
	114664	<a href="#">Bistorta officinalis Delarbre, 1800</a>							
	115470	<a href="#">Potentilla erecta (L.) Rausch., 1797</a>							
	115680	<a href="#">Potentilla erecta (L.) Rausch., 1797</a>							
	116407	<a href="#">Pulmonaria affinis Jord., 1854</a>							
	116574	<a href="#">Pyrus communis L., 1753</a>							



### 7.3 Espèces à statut réglementé

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de détermination	Réglementation
Insectes	53865	<a href="#"><i>Euphydryas aurinia</i> (Rottemburg, 1775)</a>	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore). <a href="#">(lien)</a>
				Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
Mammifères	60313	<a href="#"><i>Rhinolophus hipposideros</i> (Bechstein, 1800)</a>	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore). <a href="#">(lien)</a>
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
	60345	<a href="#"><i>Barbastella barbastellus</i> (Schreber, 1774)</a>	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore). <a href="#">(lien)</a>
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
	60418	<a href="#"><i>Myotis myotis</i> (Borkhausen, 1797)</a>	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore). <a href="#">(lien)</a>
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
	60427	<a href="#"><i>Myotis blythii</i> (Tomes, 1857)</a>	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore). <a href="#">(lien)</a>
Oiseaux				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
	60630	<a href="#"><i>Lutra lutra</i> (Linnaeus, 1758)</a>	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore). <a href="#">(lien)</a>
				Liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département. <a href="#">(lien)</a>
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
	79301	<a href="#"><i>Myotis bechsteinii</i> (Kuhl, 1817)</a>	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore). <a href="#">(lien)</a>
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
Oiseaux	2832	<a href="#"><i>Pernis apivorus</i> (Linnaeus, 1758)</a>	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux). <a href="#">(lien)</a>
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
	2844	<a href="#"><i>Milvus milvus</i> (Linnaeus, 1758)</a>	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux). <a href="#">(lien)</a>
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
	2938	<a href="#"><i>Falco peregrinus</i> Tunstall, 1771</a>	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux). <a href="#">(lien)</a>
				Liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
	3299	<a href="#"><i>Larus fuscus fuscus</i> Linnaeus, 1758</a>	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>
	3608	<a href="#"><i>Dryocopus martius</i> (Linnaeus, 1758)</a>	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux). <a href="#">(lien)</a>
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. <a href="#">(lien)</a>



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	3692	<a href="#">Ptyonoprogne rupestris (Scopoli, 1769)</a>	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
	3958	<a href="#">Cinclus cinclus (Linnaeus, 1758)</a>	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
	4510	<a href="#">Corvus corax Linnaeus, 1758</a>	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
	4586	<a href="#">Carduelis spinus (Linnaeus, 1758)</a>	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ( <a href="#">lien</a> )
Angiospermes	83874	<a href="#">Arnica montana L., 1753</a>	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) ( <a href="#">lien</a> ) Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire ( <a href="#">lien</a> )
	97325	<a href="#">Erythronium dens-canis L., 1753</a>	Déterminante	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire ( <a href="#">lien</a> )
	99903	<a href="#">Gentiana lutea L., 1753</a>	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) ( <a href="#">lien</a> ) Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire ( <a href="#">lien</a> )
Fougères	107003	<a href="#">Lycopodium clavatum L., 1753</a>	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) ( <a href="#">lien</a> ) Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire ( <a href="#">lien</a> )
Mousses	6780	<a href="#">Sphagnum quinquefarium (Braithw.) Warnst.</a>	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) ( <a href="#">lien</a> ) Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire ( <a href="#">lien</a> )

## 8. LIENS ESPECES ET HABITATS

Non renseigné

## 9. SOURCES

- FOUCOUT A.() "".
- Olivero I.(1997) "Contribution à l'étude floristique des gorges de la Vézère - rapp. stage BTSA Lempdes et Espaces Naturels du Limousin."
- Vilks A., données personnelles botanique, Ornithologie() "".
- Conseil Supérieur de la Pêche, Brigade de Corrèze() "".
- Soc. Entomologique du Limousin (SEL)() "".
- Groupe Mammalogique et Herpétologique du Limousin (= ex - Groupe Mammifères du Limousin)() "".
- NAUWYNCK F.() "".
- Conservatoire régional des Espaces Naturels du Limousin() "".
- Brunerye L.(1970) "Les groupements forestiers de la région de Treignac (19), leur signification phytogéographique - Cahier des Naturalistes Parisiens, N.S., 26 (1), 1-17."
- Soc. Etude Protection des Oiseaux du Limousin (SEPOL)() "".
- REIMRINGER K.() "".
- GMHL (Groupe Mammalogique et Herpétologique du Limousin)() "".
- CHABROL L.,CNBMC() "".
- SEPOL (Société pour l'Etude et la Protection des Oiseaux en Limousin)() "".
- BONHOMME M.() "".
- BRUNERYE L.() "".

- 26/27 -





- Office National de la Chasse, Brigade de Corrèze() "".
- Vilks A.(1994) "Compte rendu des sorties du printemps 1993 du groupe Limousin des botanistes de la SBCO - Epops, 2, 11-29".
- Conservatoire Botanique National du Massif Central() "".

## **D) Parc naturel régional de Millevaches (nouvelle charte en cours d'élaboration)**

### **Rappel réglementaire**

- Articles L. 101-1, L. 101-2 et L. 101-3 du code de l'urbanisme (CU).
- Articles L.110-1, L.333-1 à L.333-4, et R.333-1 à R.333-16 du code de l'environnement (CE) :

### **Déclinaison dans le PLU**

Les parcs naturels régionaux (PNR) sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités.

Un parc naturel régional s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.

Les parcs naturels régionaux ont pour vocation d'asseoir un développement économique et social du territoire, tout en préservant et valorisant le patrimoine naturel, culturel et paysager.

La richesse des parcs réside dans la transversalité dont ils font preuve, en intégrant les enjeux de biodiversité à leurs projets de territoire.

Issue d'une large concertation entre les communes, départements et régions du territoire, la charte du PNR définit les missions et les objectifs du parc.

La charte est le document de référence qui régit le PNR pour une durée de douze ans.

La charte précise les priorités du parc en matière de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social, d'accueil touristique.

Depuis 1993, les chartes sont opposables aux documents d'urbanisme dans un rapport de compatibilité.

Le syndicat mixte de gestion du parc est systématiquement associé à l'élaboration du PLU.

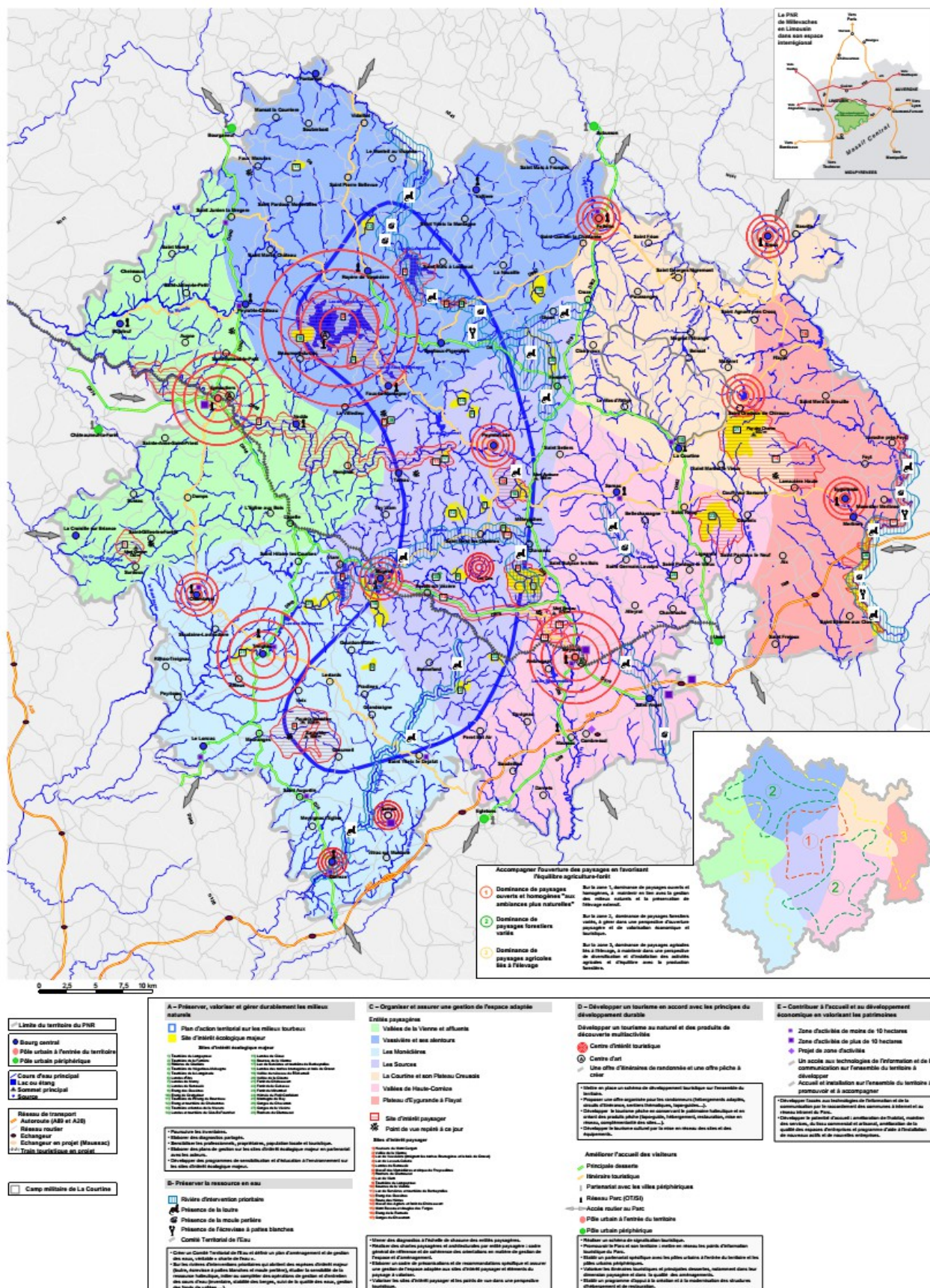
### **Éléments d'information et avis des services sur le territoire**

#### **📍 Éléments donnés par le parc naturel régional de Millevaches en Limousin**



# Parc naturel régional (PNR) de Millevaches en Limousin

## Projet de plan de Parc





# 2016, vers une nouvelle charte

PARC NATUREL RÉGIONAL DE MILLEVACHES EN LIMOUSIN



Né il y a 11 ans et comptant 113 communes, le Parc naturel régional de Millevaches en Limousin est depuis plusieurs mois en phase de révision de sa charte.

## Qu'est ce qu'une charte ?

La charte d'un Parc naturel régional est le projet de développement durable d'un territoire pour douze ans. Elle fixe les objectifs à atteindre et les mesures à prendre pour les mettre en œuvre.

Élaborée à partir d'un diagnostic, la charte est le document officiel qui concrétise, par écrit, les objectifs que se sont donnés ensemble les acteurs et citoyens du territoire, les moyens qu'ils comptent mettre en œuvre pour les atteindre. Cette charte est un contrat signé, sur la base du volontariat, par les communes, communautés de communes, les Départements, la Région, et est approuvée par l'État.

Tous s'engagent pour 12 ans sur ce projet.

Les réunions publiques organisées en 2013 et 2014 ont permis un travail riche en échanges et en propositions. Acteurs et habitants, vous y avez grandement participé et nous vous en remercions.

Un rapport intermédiaire a été soumis en mars 2015. L'avis rendu par l'État a précisé un certain nombre de remarques qui ont été prises en compte lors d'une restructuration durant l'été 2015. Ceci a permis d'aboutir à une nouvelle version présentée cet automne aux élus du comité syndical du Parc.

Même si l'écriture des mesures a dû être reprise, le contenu de la charte et les engagements du PNR restent identiques aux écritures issues des travaux collectifs partagés.

Alors que le calendrier de la révision nous conduisait à l'enquête publique, le Ministère de l'Écologie a demandé que, suite à une évolution juridique récente, soit fournie une étude d'«évaluation environnementale». Celle-ci devient une pièce annexe obligatoire de la charte. La Région la réalise donc, avec l'aide technique des services du Parc. Cette nouvelle contrainte décale la mise à l'enquête publique de la charte au début du printemps 2016.

## Qu'est ce qu'une enquête publique ?

C'est une procédure codifiée, qui vise à informer le public, recueillir les avis argumentés, les éventuelles contre-propositions. Elle est menée par un commissaire enquêteur qui, à l'issue, formule un avis et des remarques.

C'est une des phases privilégiées de la concertation au cours de laquelle vous (habitants, associations, acteurs économiques ou simple citoyen) êtes invités à donner votre avis.

En préalable de cette enquête publique, il nous paraît aujourd'hui intéressant de porter à votre connaissance le document quasi finalisé téléchargeable sur notre blog :

<https://chartepnrmillevalches.wordpress.com>

Vous en souhaitant bonne lecture, les services du Parc restent à votre disposition pour échanger si besoin.

## Que contient cette charte ?

Elle s'articule autour de huit grandes orientations :

1. Préserver un haut niveau de richesse des **milieux et espèces**
2. Accompagner la mutation des **paysages**
3. Améliorer la gestion partagée de **l'eau**
4. Connaître, sauvegarder et valoriser le **patrimoine culturel**
5. Stimuler la production et la valorisation des **ressources locales** (agriculture, forêts, tourisme, économie sociale et solidaire)
6. Devenir un territoire à **énergie positive**
7. Transmettre les **savoirs** du territoire (éducation, formation, transmission)
8. Assurer la cohésion des **habitants** et des **acteurs** du territoire (lien social et culture, communication, coopérations)



Maison du Parc – 7 route d'Aubusson – 19290 Millevaches – Tél. : 05 55 96 97 00





## PORTER A CONNAISSANCE – PLU de la commune de TREIGNAC

Par un courrier du 6 décembre 2016, vous sollicitez le PNR de Millevaches en Limousin concernant l'élaboration du porter à connaissance de l'Etat dans le cadre de l'élaboration du PLU de la commune de Treignac.

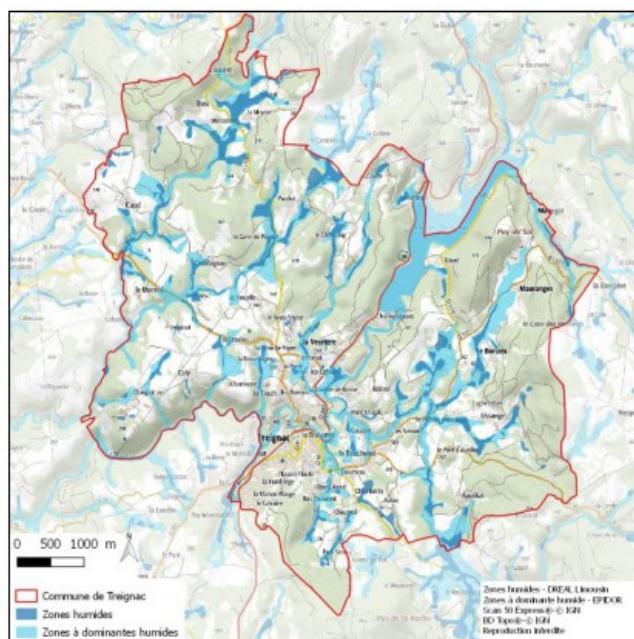
### Eléments de Trame verte et bleue

#### Cartographie des habitats naturels

Dans le cadre de la première Charte du Parc (mai 2004 – mai 2016), 28 sites d'intérêt écologique majeur (SIEM) étaient identifiés. Le SIEM nommé « Gorges de la Vézère (aval) » a ainsi fait l'objet d'une cartographie des habitats naturels sur 151 ha, dont 50% sont inclus dans le périmètre de la commune. Ces relevés terrain ont été réalisés des mois de mai à juillet 2008 par le CBN Massif central. 25% sont des habitats d'intérêt communautaire. Ces relevés ont aussi permis la localisation d'espèces floristiques inscrites à la liste des espèces végétales protégées en Limousin (*Senecio cacaliaster* Lam., 1779 et *Hypericum linariifolium* Vahl, 1790).



Ce site fait également partie du réseau Natura 2000 étant donné qu'il chevauche le site de la Directive Habitats – Gorges de la Vézère autour de Treignac



Toujours dans le cadre de la première Charte du Parc, la DIREN Limousin avait commandité le CBN Massif central pour réaliser la cartographie des zones humides du territoire du Parc (prospection de 2002 à 2005). Ainsi, sur la commune de Treignac, ce sont près de 150 ha de zones humides qui sont localisées dont 17% sont des habitats d'intérêt communautaire.

L'établissement public territorial du bassin de la Dordogne (EPIDOR) publie également un inventaire des zones à dominante humide sur le bassin de la Dordogne. Ce sont ainsi plus de 600 ha qui peuvent mériter une attention.

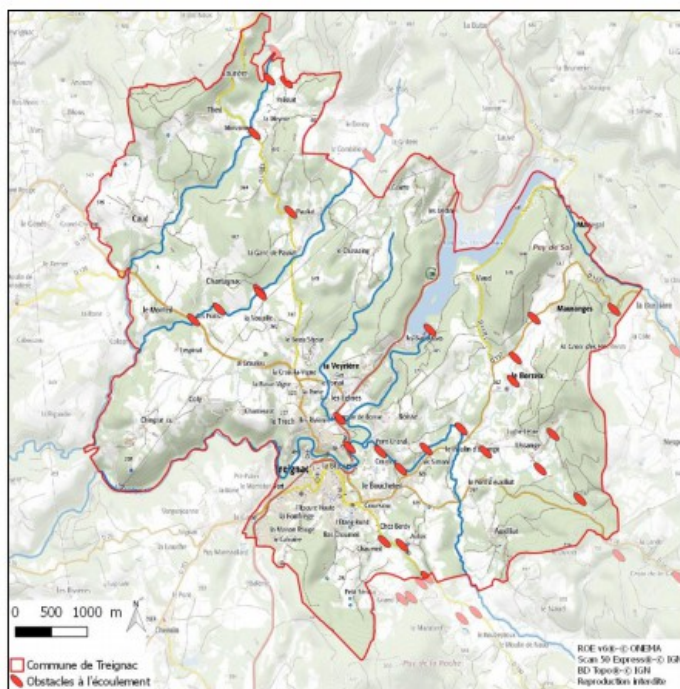
### Milieux aquatiques

La commune de Treignac comprend plus de 75 kilomètres linéaires de cours d'eau dont 5 cours d'eau sont classés en liste 1 :

- La Vézère du lac des Bariousses à sa confluence avec la Soudaine,
- Le ruisseau des Ganes,
- Le ruisseau d'Alembre,
- Le ruisseau de Chassaing,
- Le ruisseau de la Cassière et ses affluents (code hydrographique P3060520 et P3060520).

Aucun cours d'eau n'est classé en liste 2.

Les surfaces en eau représentent plus de 83ha dont 64 correspondent au lac des Bariousses. D'après les données de l'Agence de l'eau Adour-Garonne, la masse d'eau FRFL14 concernant ce plan d'eau est en mauvaise état (2015) principalement lié à une mauvaise qualité biologique et physicochimique. Le Ministère des affaires sociales et de la santé classe ce site de baignade depuis 2013 en excellent selon le classement de la directive 2006/7/CE.



Concernant les éléments engendrant une rupture totale ou partielle de la continuité, 26 obstacles à l'écoulement sont référencés dans la base de données ROE V6 de l'ONEMA.

La commune de Treignac est incluse dans le **SPAGE** « Vézère de sa source jusqu'à sa confluence avec la Dordogne » en cours d'élaboration (Périmètre validé – CLE constituée – structure porteuse sélectionnée : Conseil Départemental de la Corrèze).

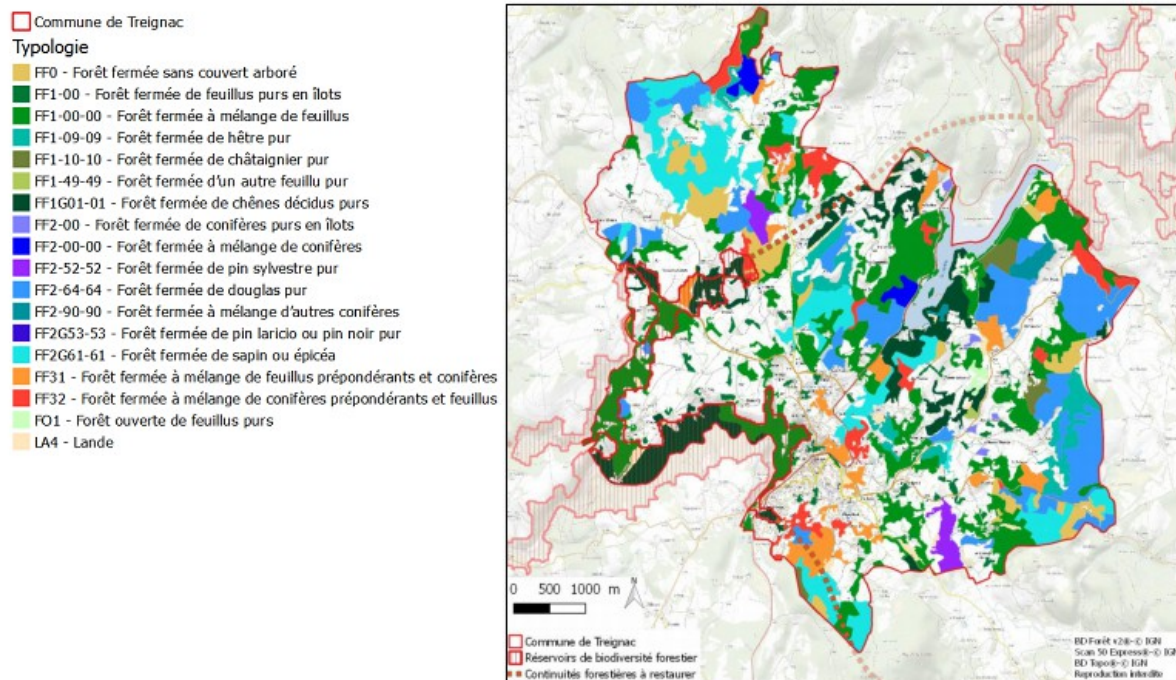
Nous vous joignons également la fiche descriptive du contexte piscicole « Vézère.2-S-P » réalisée par la Fédération de pêche de la Corrèze.



### Milieux forestiers

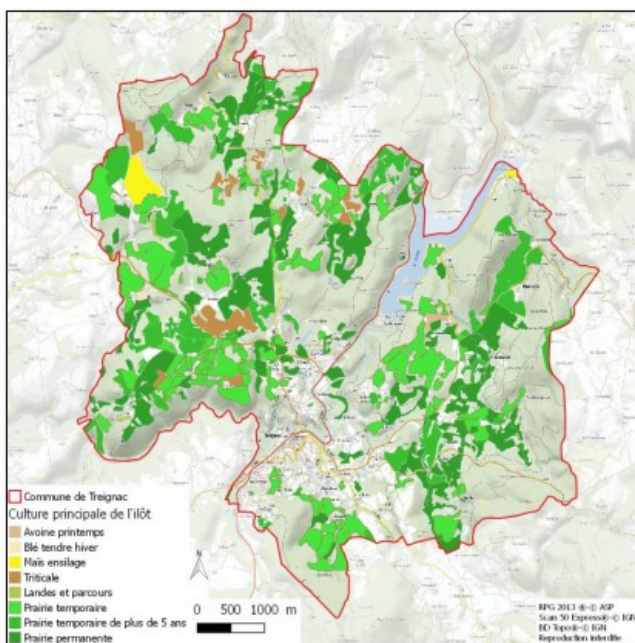
La commune de Treignac est majoritairement forestière (55% - BD Forêt v2) dont 1/3 sont des forêts fermées à mélange de feuillus et 1/3 des surfaces enrésinées. La Charte du Parc (2018-2033) cherche à concilier la sylviculture et la préservation d'un environnement de qualité, particulièrement en préservant les peuplements riches en biodiversité.

Elle identifie notamment un réservoir de biodiversité forestier feuillu dans les gorges de la Vézère en aval du bourg de Treignac ainsi que le long des ruisseaux de la Cassière et de Pauliat. Un second réservoir de biodiversité se situe en amont du lac des Bariousses en dehors de la commune, mais jouxte cette dernière. Du fait de la proximité de peuplements forestiers cartographiés « FF1-00-00 - Forêt fermée à mélange de feuillus », l'étude de l'élargissement de ce réservoir pourrait être envisagée. Entre ces deux réservoirs, la Charte du Parc délimite un corridor forestier ainsi qu'un second localisé sur le massif du Puy Pantout et du Puy de la Roche, tous deux mentionnés dans le SRCE Limousin.



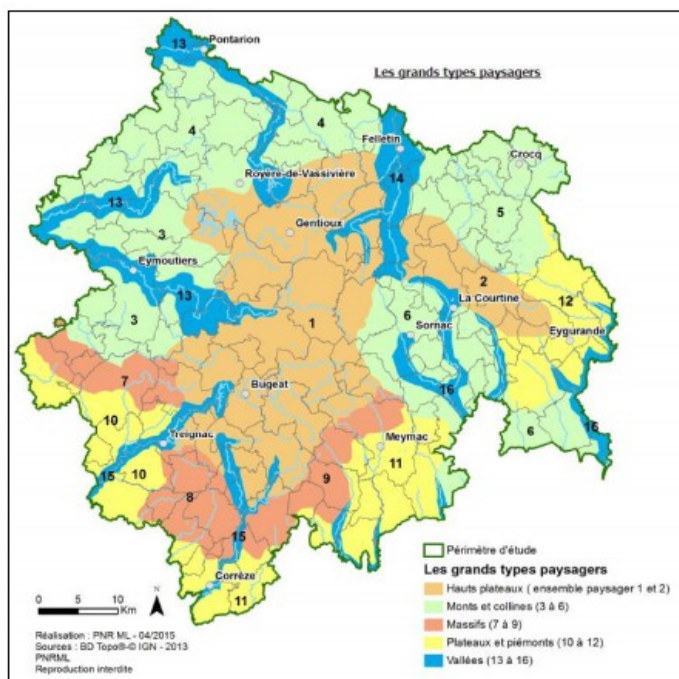
Par ailleurs, l'ancienneté des forêts peut aussi être intéressante à prendre en compte. Ainsi, l'IPAMAC a réalisé sur le territoire des Parcs du Massif central en partenariat avec l'IGN la cartographie des forêts présentes sur les cartes de l'Etat-major (XIX<sup>ème</sup> siècle). « L'Atlas topographique agricole et géologique du département de la Corrèze » de 1875 peut aussi être un document intéressant à consulter.

## Milieux agricoles



Les surfaces agricoles représentent plus de 1200 ha (RPG 2013) dont 92% sont des surfaces en prairies. La Charte du Parc entend préserver l'intégrité des surfaces agricoles notamment en évitant l'étalement urbain ou l'extension des surfaces forestières. La transmission des exploitations est évidemment l'un des objectifs de la Charte.

## Charte des paysages du Parc naturel régional de Millevaches en Limousin



La charte des paysages du Parc en cours de finalisation comprend 5 grands types paysagers.

La commune de Treignac est à cheval sur les massifs (Monédières, Mont Ceix), les plateaux de la Vézère, le plateau de Millevaches et la vallée de la Vézère.

Le tableau page suivant reprend les principaux objectifs d'actions.

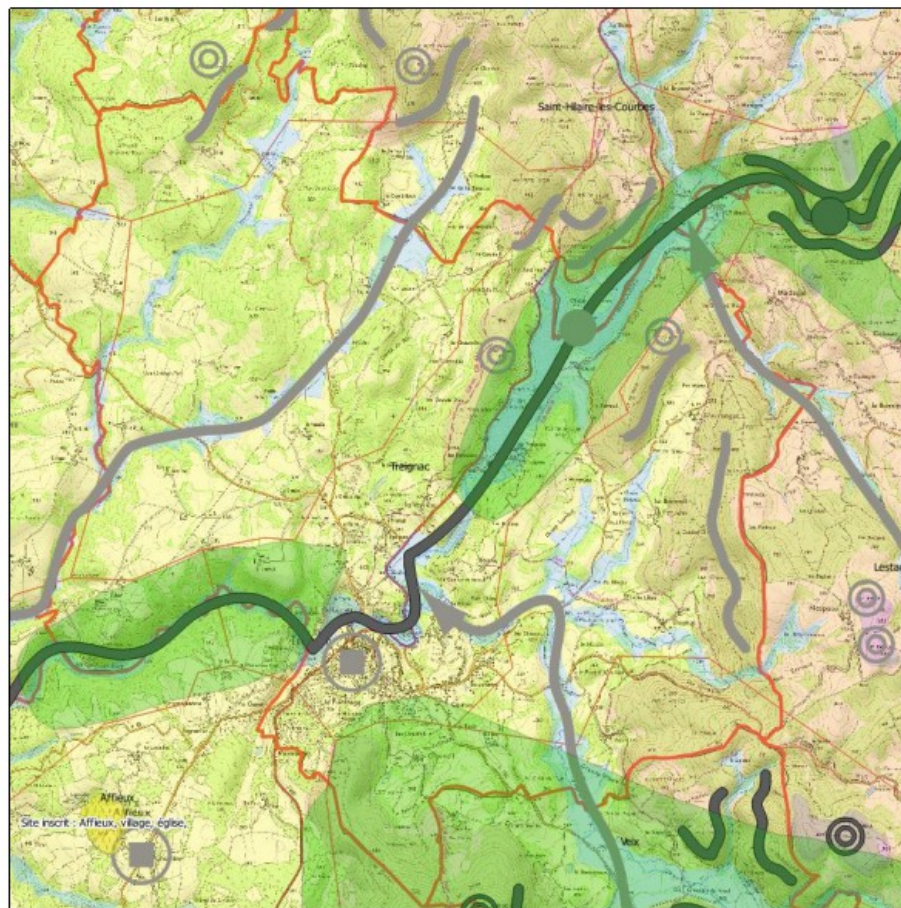


## Paysages

La DREAL Limousin a publié en 2014 une approche complémentaire à l'atlas régional des paysages de 2005 sur la moitié sud du PNR.

<http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr/etude-structures-paysageres-a1892.html>

Ci-dessous l'extrait de la carte des structures paysagères du plateau de Millevaches augmentée des sites emblématiques (Massif de Nespoux, la Haute vallée de la Vézère et le Plateau de Chamberet)





# Charte des Paysages du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin : tableau des objectifs d'action

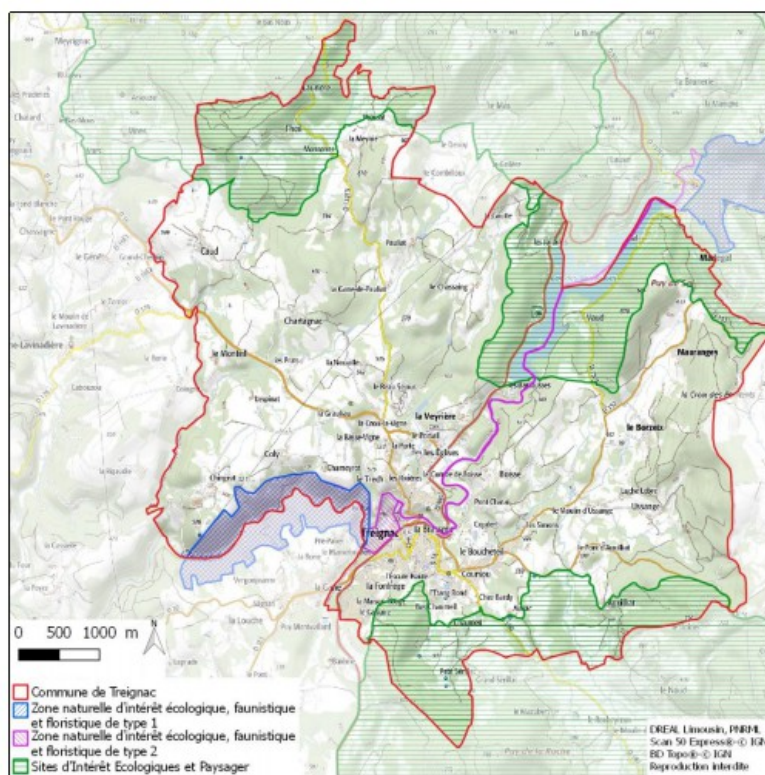
I Conserver et valoriser la qualité des paysages		II Accompagner la mutation du paysage		III Bâtir et partager une culture commune contemporaine du paysage	
<b>I-A-Conserv</b> et améliorer la qualité des paysages (veiller au capital ou à la matrice paysagère en place) <b>1. Conserver l'identité et la singularité des paysages du PNR ML</b>		<b>II-A-Agir</b> sur le 'grand' paysage (actions de fond ou d'anticipation sur de grands ensembles, milieux ou évolutions) <b>1. Intervenir sur la répartition forêts/espaces ouverts et prendre en compte le paysage lors des projets de plantations, de défriche et d'exploitation agricole ou forestière</b> <b>2. Accompagner le maintien des éléments du paysage traditionnel du PNR fortement marqué par les milieux emblématiques</b> (sources et vallées, tourbières et alvéoles, landes, forêts anciennes, hêtraies, bocage, ...) et valoriser les espaces en déprise présentant un enjeu paysager <b>3. Conserver et mettre en valeur les ensembles paysagers majeurs à l'échelle du PNR ML</b> (les Mondières, les massifs de Châteaufort-Agriers, le plateau de Millevaches, Vassivière...) <b>4. Envisager la valorisation paysagère des Sites d'Intérêt Ecologique et Paysager</b> grâce à une gestion partenariale active <b>5. Encadrer les projets d'infrastructure et les autres projets de grande ampleur</b> ayant un impact sur le paysage et les enjeux du PNR, accompagner au mieux leur insertion paysagère <b>6. Etre réactif vis à vis des tendances d'évolution du paysage</b> sur le territoire du PNR ML		<b>III-A-Capitaliser</b> la connaissance sur le paysage du PNR et son histoire <b>1. Capitaliser, compléter et actualiser la connaissance objective sur le paysage (et le territoire)</b> <b>2. Collecter et confronter les différentes perceptions du paysage</b> <b>3. Renforcer les connaissances sur l'histoire de l'évolution du paysage</b> <b>4. Connaître, comprendre et percevoir le paysage actuel</b> dans toutes ses dimensions <b>5-a. Mieux connaître et s'approprier le patrimoine archéologique et les paysages associés</b> <b>5-b. Valoriser l'identité agro-pastorale de la Montagne Limousine</b> <b>5-c. Valoriser le patrimoine et la mémoire des 'maisons de la Creuse'</b> in situ en préservant l'authenticité de leurs réalisations <b>5-d. Révéler les différentes facettes du paysage vécu</b> comme un territoire culturel à travers les époques	
<b>I-B-Valoriser</b> le paysage du PNR ML (révéler son authenticité et sa cohérence) <b>1. Mettre en scène les perceptions et révéler les fondements et l'organisation du paysage</b> <b>2. Renforcer le réseau de sites et itinéraires caractéristiques du territoire</b> <b>3. Améliorer l'accessibilité au paysage à différents niveaux</b> <b>4. Articuler la valorisation du paysage du PNR ML avec les autres modalités de découverte du territoire</b>		<b>II-B-Développer</b> les compétences et projets qualitatifs en urbanisme stratégique et opérationnel, aménagement durable du territoire et maintien de l'animation des bourgs <b>1. Accompagner les collectivités et porteurs de projet en matière d'urbanisme rural, d'aménagement et de développement durable du territoire</b> (stratégie, planification, panel d'outils,...) <b>2. Veiller à l'authenticité et à l'évolution qualitative et harmonieuse des paysages aménagés, habités et du cadre de vie</b> <b>3. Œuvrer pour une bonne insertion paysagère des constructions neuves et pour des réhabilitations qualitatives du bâti existant</b> <b>4. Susciter l'innovation en matière d'aménagement et de développement durable du territoire</b>		<b>III-B-Faire</b> appréhender à tous les publics les enjeux liés au paysage et à son évolution <b>1. Interpréter, donner à voir et partager le paysage du PNR et ses enjeux avec tous les publics-acteurs</b> <b>2. Améliorer la prise en compte du paysage dans l'action publique ou privée</b> <b>3. Permettre l'appropriation collective de la mutation du paysage du PNR ML</b>	
		<b>III-C-Développer</b> une culture contemporaine du paysage <b>1. Utiliser l'approche paysagère</b> comme un facteur de médiation entre les acteurs locaux <b>2. Associer la redécouverte du paysage du PNR de ML au potentiel de créativité lié au territoire</b> <b>3. Promouvoir la qualité du paysage du PNR ML</b> comme un pilier pour son développement durable <b>4. Anticiper la construction du paysage désiré pour demain</b>			

## Zonages environnementaux

La commune de Treignac est concernée par différents zonages.

- ZNIEFF de type 1 :
  - o Vallée de la Vézère au rocher des Folles
  - o Vallée de la Vézère au rocher des Folles
- ZNIEFF de type 2 :
  - o Vallée de la Vézère du barrage de Montceau au rocher des Folles
- Sites emblématiques :
  - o Vallée de la Vézère du barrage des Bariousses au lac de Toy-Viam
  - o Vallée de la Vézère en aval de Treignac - rocher de Folles
  - o Massif des Monédières et Vallée de la Corrèze
- Sites d'Intérêt Ecologiques et Paysager (SIEP) : la Charte du Parc identifie 14 sites, dont 3 se trouvent partiellement sur la commune de Treignac :
  - o Les Monédières – n°7
  - o Du Mont Gargan au Mont Ceix – n°10
  - o Lacs de Viam et des Bariousses – n°14

Ces sites correspondent à de vastes ensembles déterminés sur la base d'une approche d'écologie du paysage. L'objectif est de comprendre et de faire comprendre les relations existant entre l'organisation du paysage et son fonctionnement écologique.



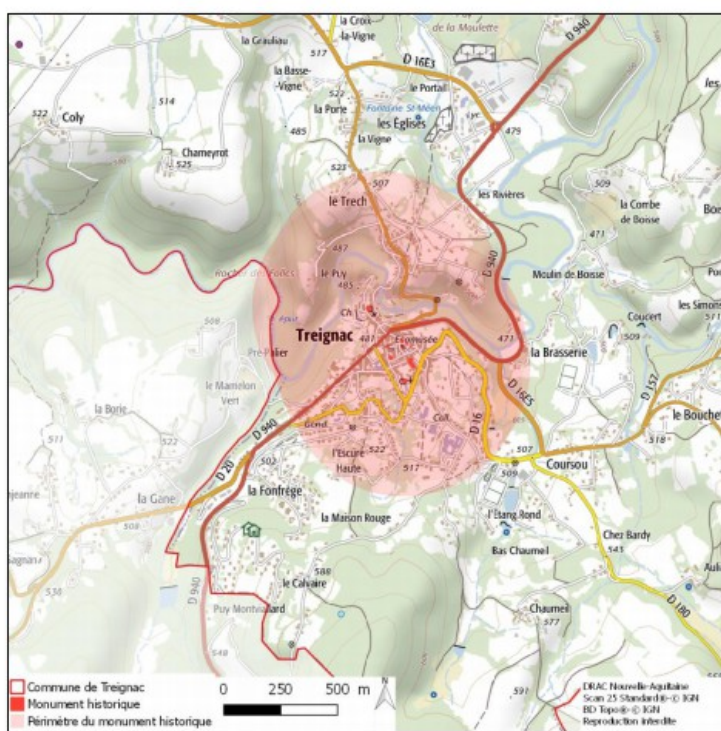
A cette liste s'ajoute le SIEM « Gorges de la Vézère » et le site Natura 2000 « Gorges de la Vézère autour de Treignac » déjà évoqués précédemment.

Par ailleurs, un inventaire des arbres remarquables (ouvrage « Dialogues avec des arbres remarquables en Limousin ») localise un vieux hêtre sur la D940 en direction Bugeat (n°179).



Plusieurs monuments historiques sont référencés :

- Chapelle des Pénitents : inscription le 27/07/1932
- Chapelle des Pénitents : inscription par arrêté du 27 juillet 1932
- Collège : inscription partielle le 06/01/2011 : la façade et toiture du collège
- Eglise : inscription le 27/07/1932
- Eglise : inscription par arrêté du 27 juillet 1932
- Halle (vieille) : inscription le 02/12/1959
- Mairie : inscription partielle le 27/07/1932 : la façade et toiture
- rue Au Moulin Léo-Champteix - rue Ignace-Dumergue Pont ancien sur la Vézère : inscription le 01/04/1963
- rue E.Daubech ; rue de la Garde Hôtel Forest de Faye (ancien) : inscription partielle le 06/01/2011 : la tour d'escalier de l'ancien hôtel de la famille Forest de Faye
- rue de la Garde - Maison avec bretèche : inscription le 27/07/1932
- 5 rue du Plant, Maison : inscription partielle 27/07/1932 : la façade et toiture



Par ailleurs, la base Mérimée inventorie 54 patrimoines architecturaux.

Dans le cadre du programme Valorisation du patrimoine bâti du Parc (2011-2014), la région Limousin a participé financièrement à la restauration (couverture en ardoise de Corrèze) du moulin des Simons (ancienne draperie du XVIIème siècle remanié et agrandi au début du XIXème : fiche Mérimée : IA00030045).



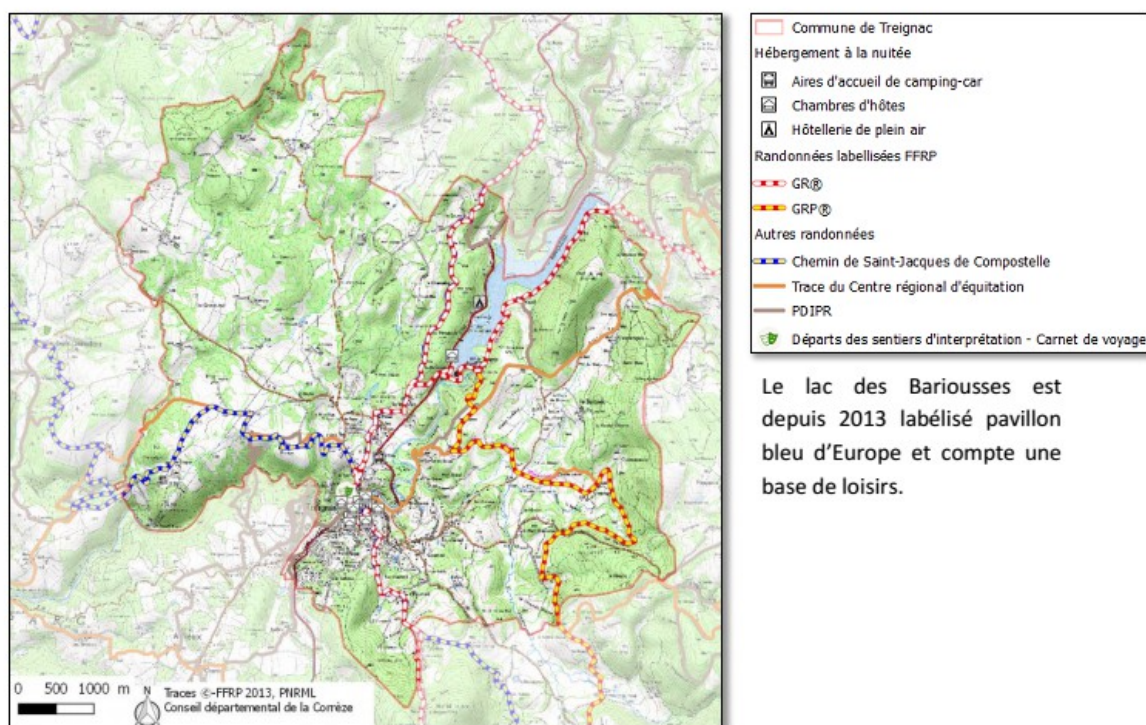
Dans le cadre de l'appel à projet Restauration du petit patrimoine public communal, un dossier e, cours concerne la bascule de la place de la république (toiture en ardoise de pays)

Par ailleurs, le Parc naturel régional de Millevaches en Limousin dispose d'une Charte signalétique et devanture (cf document joint).

## Tourisme

La commune de Treignac est parcourue par plusieurs itinéraires de randonnées :

- GR®46
- GR® 440
- GR®440B
- GRP® des Monédières
- Chemin de Saint-Jacques de Compostelle
- Plusieurs PDIPR
- Randonnées du Centre régional d'équitation (Randonnée Montagne Limousine et Randonnée Monts des Monédières PNR Millevaches)



Le lac des Bariousses est depuis 2013 labélisé pavillon bleu d'Europe et compte une base de loisirs.

# Charte signalétique et devanture du Parc Naturel Régional de Millevalches en Limousin

PARC NATUREL RÉGIONAL DE MILLEVACHES EN LIMOUSIN



## Sommaire

Editorial .....	3
Introduction .....	4
Rappel de la réglementation, enseignes, pré-enseignes .....	5
Charte graphique et signalétique globale .....	15
Vitrines & devantures .....	32
Signalétique de marchés .....	48
Contacts .....	51

Cette étude a été co-financée par le syndicat mixte de gestion du Parc Naturel Régional de Millevalches en Limousin et la Région Limousin.



Le CAUE de la Corrèze a contribué à enrichir le chapitre «Vitrines & devantures» de ses recommandations.



## **PRESERVATION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE**

### **Rappel réglementaire**

– Article L. 510-1 du code du patrimoine

### **Déclinaison dans le PLU**

L'article R. 151-24 du code de l'urbanisme prévoit la prise en compte et l'identification, dans le zonage du PLU, des zones à protéger pour raison historique, dont archéologique, par intégration en zone N.

Ceci n'exclut pas la prise en compte de vestiges archéologiques dans d'autres zones ou secteurs du PLU.

Les autorisations d'occuper le sol sont soumises à l'application de l'article R. 111-4 du code de l'urbanisme qui stipule que « le permis de construire peut-être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques ».

En application des dispositions du livre V du code du patrimoine, les travaux publics ou privés, concourant à l'aménagement sont susceptibles d'être conditionnés à l'accomplissement de mesures de détections et le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde des sites archéologiques par l'étude scientifique.

Ces mesures sont prescrites par le préfet de région.

Par défaut, que la commune soit dotée ou non d'un zonage de présomption de prescription archéologique, tout dossier de demande de permis de construire, d'aménager, d'autorisation d'installations et travaux divers, ZAC, ZA et ZI dont la surface des terrains d'assiette est supérieure à 30 000 m<sup>2</sup> doit être transmis au préfet de région pour instruction et prescription éventuelle.

Toute découverte fortuite doit être signalée sans délai, au conservateur régional de l'archéologie, conformément à l'article L. 531-14 du code du patrimoine.

### **Éléments d'information et avis des services sur le territoire**

 **Éléments donnés par la direction régionale des affaires culturelles de nouvelle Aquitaine**





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



## Entités archéologiques

Base archéologique nationale Patriarche

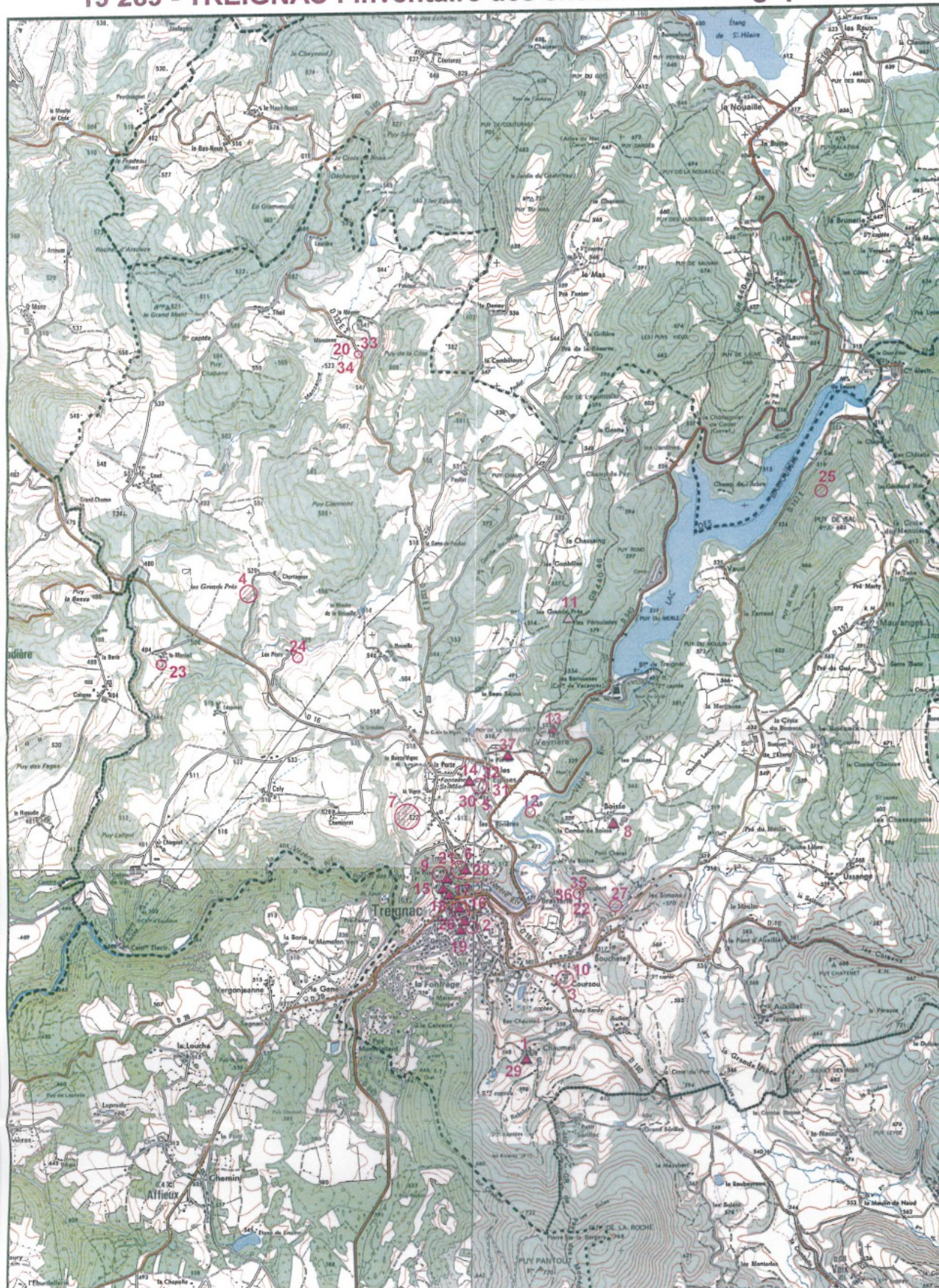
### Commune de TREIGNAC (19) : 37 entité(s)

N° de l'EA	Identification
19 269 0001	TREIGNAC / L'hort Grand / Chaumell / Moyen-âge classique / souterrain
19 269 0002	TREIGNAC / rue Soulanche / Le Bourg / aqueduc / Gallo-romain ?
19 269 0003	TREIGNAC / / Coursou / habitat / Gallo-romain
19 269 0004	TREIGNAC / Champ du Montell / Chartagnat / nécropole / villa / Gallo-romain ?
19 269 0005	TREIGNAC / / Les Eglises / édifice fortifié / habitat / Haut moyen-âge
19 269 0006	TREIGNAC / "Maison des Anglais" / Le Bourg - rue Ignace Dumergue / maison forte / Bas moyen-âge ?
19 269 0007	TREIGNAC / / Vers le Poncheral / coffre funéraire / Gallo-romain ?
19 269 0008	TREIGNAC / / Boisse / maison forte / Bas moyen-âge - Epoque moderne
19 269 0009	TREIGNAC / / Le Bourg / château fort / Bas moyen-âge - Epoque moderne
19 269 0010	TREIGNAC / / Coursou / maison forte / Bas moyen-âge - Epoque moderne
19 269 0011	TREIGNAC / / NON LOCALISE / Gallo-romain / statue
19 269 0012	TREIGNAC / / La Combe de Boisse / édifice fortifié / Epoque indéterminée ?
19 269 0013	TREIGNAC / / La Veyrière / Haut moyen-âge / sarcophage
19 269 0014	TREIGNAC / Saint-Meen / Les Eglises / fontaine / Moyen-âge
19 269 0015	TREIGNAC / La Basse-Cour / Le Bourg, place Marc Sangnier / église / Moyen-âge classique
19 269 0016	TREIGNAC / La Halle / Le Bourg, Place de la Mairie / chapelle / Epoque moderne
19 269 0017	TREIGNAC / / Le Bourg, rue Ignace Dumergue / établissement de santé / chapelle / Epoque moderne
19 269 0018	TREIGNAC / / Le Bourg / édifice fortifié / Moyen-âge
19 269 0019	TREIGNAC / / Le Bourg - Place des Pénitents / chapelle / Epoque moderne

N° de l'EA	Identification
19 269 0020	TREIGNAC / / Manzanne / église / Bas moyen-âge - Epoque moderne
19 269 0021	TREIGNAC / Le Vieux Pont / Le Bourg / pont / Moyen-âge classique
19 269 0022	TREIGNAC / / Coudert / château fort / Bas moyen-âge - Epoque moderne ?
19 269 0023	TREIGNAC / / Le Monteil / château non fortifié / Epoque moderne ?
19 269 0024	TREIGNAC / / Les Prats / château non fortifié / chapelle / Epoque moderne ?
19 269 0025	TREIGNAC / / Sal / cimetière / chapelle / Moyen-âge classique
19 269 0026	TREIGNAC / Ancien Collège Lakanal / Le Bourg, Place du Collège / habitat / établissement de religieux / Epoque moderne
19 269 0027	TREIGNAC / / Auliat / manoir / Epoque moderne - Epoque contemporaine
19 269 0028	TREIGNAC / Croix de la Côte / Rue Léon Dessal / Moyen-âge ? / croix, calvaire
19 269 0029	TREIGNAC / L'Hort Grand / Chaumell / château non fortifié / Epoque moderne ?
19 269 0030	TREIGNAC / / Les Eglises / chapelle / Moyen-âge classique
19 269 0031	TREIGNAC / / Les Eglises / église / Moyen-âge classique
19 269 0032	TREIGNAC / / Les Eglises / lanterne des morts / Moyen-âge classique
19 269 0033	TREIGNAC / / Manzanne / cimetière / Bas moyen-âge - Epoque moderne
19 269 0034	TREIGNAC / / Manzanne / prieuré / Bas moyen-âge - Epoque moderne
19 269 0035	TREIGNAC / / Coudert / chapelle / Bas moyen-âge - Epoque moderne ?
19 269 0036	TREIGNAC / / Coudert / Bas moyen-âge - Epoque moderne ? / souterrain
19 269 0037	TREIGNAC / La Verrière / LA VERRIERE / occupation / Moyen-âge ?



## 19 269 - TREIGNAC : inventaire des entités archéologiques au 26/07





## **PREVENTION ET RISQUES DE NUISANCES**

### **Rappel réglementaire**

– Titres I, IV, V, VI et VII du livre V de la partie législative et réglementaire du code de l'environnement.

### **Déclinaison dans le PLU**

Le PLU doit rappeler, dans le rapport de présentation, les risques et leurs conséquences sur les partis d'aménagement de la commune, proposer un zonage et un règlement adéquats.

Le PLU doit faire apparaître sur le plan de zonage les secteurs, où l'existence de risques naturels et technologiques justifie que soient interdites ou soumises à des conditions particulières les constructions et installations de toute nature, reprises dans le règlement écrit.

Le plan de prévention des risques (PPR) approuvé vaut servitude d'utilité publique et doit donc être annexé en tant que tel au PLU.

### **Dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM)**

Le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) est un document où le préfet (cf. à l'article R. 125-11 du code de l'environnement) consigne toutes les informations essentielles sur les risques naturels et technologiques majeurs au niveau du département, ainsi que sur les mesures de prévention et de sauvegarde prévues pour limiter leurs effets.

## **A) Risque inondation**

### **Rappel réglementaire**

– articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme.

### **Déclinaison dans le PLU**

Dans l'ensemble des zones à risque inondable (réglementées par un plan de prévention des risques, définies dans une carte d'aléas (atlas des zones inondables ...) ou connues des élus), il y a lieu de ne pas étendre l'urbanisation ou de prévoir des prescriptions.

### **Éléments d'information et avis des services sur le territoire**

📌 **Éléments donnés par la direction départementale des territoires (DDT)**

– Cours d'eau non couverts par l'atlas des zones inondables.

La commune de **Treignac** est parcourue par des cours d'eau (la Vézère, le ruisseau d'Alembre, le ruisseau de la Cassière, le ruisseau des Ganes, le ruisseau de Manzanne et le ruisseau d'Uzange) qui ne sont pas couverts par une étude de définition du champ d'inondation.

Il est nécessaire de préserver de l'urbanisation les abords des cours d'eau (lit majeur) afin, d'une part, de conserver leur champ d'expansion de crue pour permettre l'étalement des eaux et réduire ainsi le risque à l'aval et, d'autre part, pour préserver les personnes et les biens de l'exposition au risque d'inondation.

– **Risque ruissellement** (fonction du caractère urbain de la commune et en dehors des secteurs sujets au risque mouvement de terrain) :

Il est également nécessaire de prévoir une gestion des eaux pluviales qui favorise l'infiltration sur les parcelles ou, en cas d'impossibilité, de réguler les débits de fuite vers le réseau d'eau pluviale afin de limiter au maximum les apports massifs d'eau pluviale dans l'exutoire final qu'est le cours d'eau.

– **Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Adour-Garonne 2016 – 2021 :**

Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les objectifs du PGRI (article L. 131-1 10° du code de l'urbanisme).

Les SCOT sont compatibles avec l'alinéa 10 : les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L. 566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des alinéas 1 et 3 du même article L. 566-7.

En l'absence de SCOT, l'article L. 131-7 du code de l'urbanisme prévoit que les PLU et cartes communales soient compatibles avec les documents énumérés à l'article L. 131-1 sus-visé.

Le PGRI du bassin Adour – Garonne a été approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2015.

## **B) Risques naturels**

### **Rappel réglementaire**

– **articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme.**

### **Déclinaison dans le PLU**

Dans l'ensemble des zones à risques naturels réglementées par un plan de prévention des risques, définies dans une carte d'aléas « atlas des zones inondables, carte des aléas argiles... » ou connues des élus, il y a lieu de ne pas étendre l'urbanisation ou de prévoir des prescriptions.

## Éléments d'information et avis des services sur le territoire

### ↳ Éléments donnés par la direction départementale des territoires (DDT)

#### Retrait – gonflement des sols argileux

Une étude a été réalisée sur l'ensemble du département de la Corrèze par le BRGM en 2010 (carte établie au 1/50000).

Le territoire de **Treignac** est concerné uniquement par quelques secteurs en **aléa faible**.

Toute occupation et utilisation du sol doit tenir compte de son exposition à cet aléa par la mise en œuvre de règles constructives adaptées.

Dans les secteurs, à priori, non concernés par le phénomène, l'existence de zones argileuses d'extension limitée n'est pas exclue, (non cartographiable à l'échelle départementale).  
Seule une étude à la parcelle permet de repérer la présence d'argiles.

La plaquette « construire sur sols argileux en Corrèze » est jointe en **annexe 6**.

#### Risque mouvement de terrain

Secteur en dehors de l'Atlas des mouvements de terrain.

Sur le site Géorisques, sont accessibles les fiches relatives aux mouvements de terrain :

<http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/mouvements-de-terrain/donnees#/dpt/19/com/19269/page/1>

Les versants très raides, de nature métamorphique ou plutonique, peuvent être sujets à des phénomènes de coulée de boue.

Tout projet d'urbanisme devra donc s'attacher à ne pas modifier l'hydrologie des cours d'eau alimentant ces versants, à limiter ou encadrer la réalisation de pistes forestières sur les pentes les plus fortes (>30°).

**Le BRGM a recensé 6 mouvements de terrain à Treignac : 5 glissements et 1 chute de blocs/éboulement.**

Identifiant	Nom	Type
<a href="#">61900240</a>	Rue Léon Dessal	Glissement
<a href="#">61900241</a>	Rue Léon Dessal	Glissement
<a href="#">61900242</a>	Rue Léon Dessal	Chute de blocs / Eboulement
<a href="#">61900243</a>	Vieux-Pont	Glissement
<a href="#">61900244</a>	Rue Soulanche	Glissement
<a href="#">61900245</a>	Route du Lac	Glissement



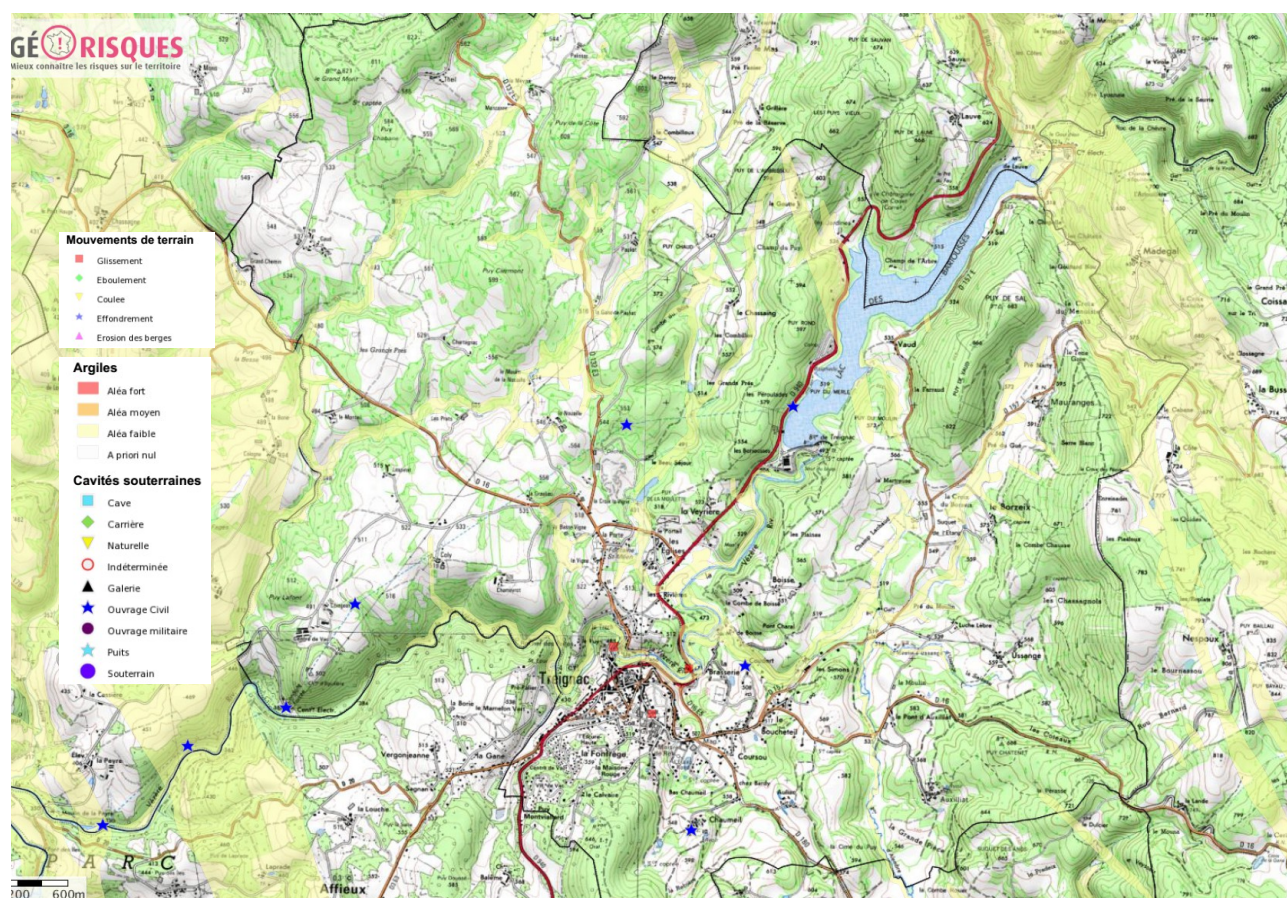
## Cavités

Sur le site Géorisques, vous pourrez consulter la base de données cavités :

<http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/cavites-souterraines/donnees#/dpt/19/com/19269/page/1>

Ci-dessous le tableau relatif aux 6 cavités recensées à Treignac (à noter qu'il s'agit **d'ouvrages civils**).

Identifiant	Nom	Type
<a href="#">LIMAA0000636</a>	Conduite forcée de la centrale électrique de Chingeat	ouvrage civil
<a href="#">LIMAA0000489</a>	Treignac Coudert	ouvrage civil
<a href="#">LIMAA0000607</a>	Conduite forcée EDF des Péroulades	ouvrage civil
<a href="#">LIMAA0000634</a>	Conduite forcée EDF de La Nouaille	ouvrage civil
<a href="#">LIMAA0000635</a>	Conduite forcée EDF de Chingeat	ouvrage civil
<a href="#">LIMAA0000488</a>	Souterrain de l'Hort Grand	ouvrage civil



## C) Rupture de barrage

### Rappel réglementaire

– articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme.

### Déclinaison dans le PLU

Le PLU doit rappeler, dans le **rapport de présentation**, les ouvrages qui concernent la commune et leurs conséquences sur les partis d'aménagement de la commune, proposer un zonage et un règlement adéquats.

Le PLU doit faire apparaître sur le **plan de zonage** les secteurs, où l'existence du risque justifie que soient interdites ou soumises à des conditions particulières les constructions et installations de toute nature, reprises dans le règlement écrit.

### Éléments d'information et avis des services sur le territoire

**Treignac** est concernée par le barrage de Monceaux-la-Violle situé en amont sur les communes de Saint-Hilaire-les-Courbes (rive droite) et Viam (rive gauche).

Il constitue l'aménagement de tête de la vallée de la Vézère, où cinq autres ouvrages hydro-électriques sont implantés à l'aval : Treignac (9kms), Peyrissac (24 kms), Biars (66 kms), Pouch (67 kms) et le Saillant (68 kms).

Seul, celui de Monceaux-la-Violle fait l'objet d'un plan particulier d'intervention approuvé le 21 décembre 2009.

À l'aval du barrage de Monceaux-la-Violle se situe le barrage de Treignac, ce dernier a fait l'objet d'une étude de danger dont le résumé non technique est joint en **annexe 7**.



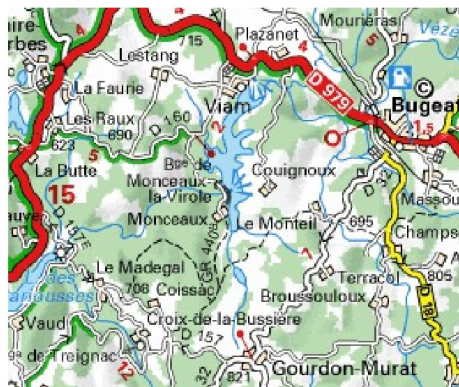


# Barrage de Monceaux la Virolle

Département(s) : Corrèze

Commune(s) : entre Monceaux la Virolle et Viam

N° national d'identification : FRC0190021



## Descriptif sommaire

Construit sur la Vézère de 1940 à 1945, ce barrage a été mis en service en 1945. Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

Coordonnées : 01.52.54 E, 45.35.09 N

Cote maximale du plan d'eau : 663 NGF

Type de barrage : voûte

Longueur : 167 m

Hauteur : 31,8 m

Volume d'eau : 20,5 millions de m<sup>3</sup>

Classement de l'ouvrage : A ([Article R 214-112 du Code de l'Environnement](#))

Exploitant : EDF

## Réglementation spécifique

Arrêté préfectoral du 24/06/04 réglementant la présence humaine interdite en rivière sur 50 m à l'aval du barrage de Monceaux.

Arrêté préfectoral du 24/06/04 réglementant la présence humaine interdite sur 100 m à l'aval de l'usine de Monceaux.

[Les arrêtés](#)

Ouvrage soumis à Plan Particulier d'Intervention : en cours d'élaboration.

## Principales actions de contrôle associées aux barrages de classe A

[Étude de dangers](#) : ([Article R 214-116 du Code de l'Environnement](#))

Étude de danger en cours d'examen.

Le résumé non technique sera mis en ligne à l'issue.

[Revue de Sûreté](#) : ([Article R 214-119 du Code de l'Environnement](#))

De fréquence décennale, la revue de sûreté consiste, pour le propriétaire ou l'exploitant d'un barrage de classe A, à dresser un constat du niveau de sûreté de son ouvrage. La dernière revue de sûreté a eu lieu en 2006, elle a permis de conclure que l'état de l'ouvrage ainsi que son comportement sur les dix dernières années étaient satisfaisants et ne nécessitaient pas d'engager une révision spéciale.

Un programme d'actions complémentaires a été établi suite à la réunion de présentation de la revue de sûreté ; le suivi par le service de contrôle des engagements pris par le concessionnaire dans ce programme sera assuré au travers des rapports d'inspection à venir.

[Mise en révision spéciale](#) : ([Article R 214-146 du Code de l'Environnement](#)) : sans objet.

[Inspections par la DREAL](#) : Fréquence annuelle - [Rapport d'inspection](#).





MISE A JOUR  
A LA DATE DU  
30 décembre 2016



PREFECTURE DE LA CORREZE

direction  
départementale  
de l'Équipement  
Corrèze



# Dossier départemental des risques majeurs



Vu pour être  
annexé à  
mon arrêté du  
14 octobre 2005

**signé**

**Nicolas BASSELIER**

1, RUE SOUHAM B.P. 250 19012 TULLE CEDEX - ☎ 05 55 20 55 20 - TÉLÉCOPIE 05 55 26 82 02  
[www.correze.pref.gouv.fr](http://www.correze.pref.gouv.fr) - Courriel : [prefecture.tulle@correze.pref.gouv.fr](mailto:prefecture.tulle@correze.pref.gouv.fr)

## 2 - LE RISQUE BARRAGE

Depuis très longtemps, l'homme, pour assurer l'irrigation des terres fertiles et les protéger des crues des fleuves ainsi que, plus tard, pour satisfaire les besoins en eau des villes, a constitué des réservoirs d'eau en barrant le lit des rivières ou des fleuves par des ouvrages qu'il a conçus et construits. Toutefois, jusqu'à une époque récente, leur nombre et leur importance restaient limités.

Depuis moins d'un siècle, les besoins, notamment en énergie électrique, ont conduit à réaliser des ouvrages de dimensions considérables afin d'assurer la meilleure utilisation des ressources en énergie hydraulique du pays.

Un barrage est un ouvrage artificiel (ou naturel), généralement établi en travers d'une vallée, transformant en réservoir d'eau un site naturel approprié.

Les barrages ont plusieurs fonctions, qui peuvent s'associer telles :

- la régulation de cours d'eau (écrêteur de crue ; maintien d'un niveau minimum des eaux en période de sécheresse),
- l'irrigation des cultures,
- l'alimentation en eau des villes,
- la production d'énergie électrique,
- la retenue de rejets de mines ou de chantiers,
- le tourisme, les loisirs,
- la lutte contre les incendies.

Il existe deux grandes familles de barrages :

- les barrages en matériaux meubles ou semi-rigides (Serre-Ponçon, Grand-Maison...) ;
- les barrages en maçonnerie ou béton (Tignes, **Bort-les-Orgues**...).

A l'échelon mondial, 85 % des barrages sont en matériaux meubles.

### **Comment se manifeste le risque ?**

Le danger réside dans la rupture du barrage ou sa submersion, par suite d'une crue exceptionnelle ou d'un gros éboulement tombant dans la retenue. Le risque de rupture est fonction :

- du type de barrage (barrage voûte, barrage poids, barrage en remblai),
- de la période de construction (l'évolution des techniques de construction rend bien évidemment les barrages modernes beaucoup plus sûrs),
  - de la phase d'exploitation de l'ouvrage (la phase de remplissage est en effet la plus critique),
- de la surveillance et de l'entretien des ouvrages.

### **Ses différentes formes**

La rupture d'un barrage n'est pas, en général, un phénomène brutal. Un barrage en remblai se rompt progressivement, par érosion externe ou interne laissant apparaître des fuites qui augmentent progressivement.

Date d'édition : 14 octobre 2005

Un barrage en béton a tendance à se rompre plus rapidement mais il y a cependant toujours des signes avant-coureurs détectés par les systèmes de surveillance mis en place obligatoirement sur les ouvrages.

Lors d'une rupture, on observe en aval un phénomène catastrophique comparable à un raz de marée précédé par le déferlement d'une onde de submersion.

### **Les grands barrages en Corrèze**

Le département de la Corrèze est un département riche en plans d'eau. De nombreux barrages ont été créés sur les principales rivières ; neuf ouvrages sont classés « **grands barrages** » au titre des articles R.741-18 à R.741-32 du code de la sécurité intérieure relatif aux plans d'urgence (**réservoir d'une capacité égale ou supérieure à quinze millions de mètres cubes et un barrage ou une digue d'une hauteur d'au moins vingt mètres**).

Il s'agit des barrages de :

- Bort les Orgues
- Marèges
- L'Aigle
- Le Chastang
- La Triouzoune
- Marcillac (la Valette)
- Enchanet (situé dans le Cantal, à la limite du département)
- Hautefage
- Monceaux la Virole

En outre, la Corrèze est concernée par le barrage de Saint-Etienne Cantalès situé dans le Cantal.

### **Prévention**

Les statistiques mondiales ont démontré que les ruptures de barrages interviennent le plus souvent à la construction, lors de la mise en eau ou en exploitation lors de crues très importantes.

Tous les paramètres (crues, débits, etc ...), sont définis et des coefficients de sécurité importants ont été retenus pour mettre en place les dispositifs de sécurité.

Les dispositifs d'auscultation mis en place permettent de déceler en temps utile les évolutions de l'ouvrage qui risqueraient à terme de compromettre la sécurité de l'ensemble.

Des inspections régulières et des vidanges programmées complètent le dispositif de sécurité.

### **Nature du risque**

L'analyse de risques des grands barrages de la Dordogne et de la Vézère a été établie par les exploitants, conformément à l'arrêté du 22 février 2002 pris en application du décret n° 92-997 du 15 septembre 1992 (article R.741-34 du code de la sécurité intérieure) relatif aux plans particuliers d'intervention concernant certains aménagements hydrauliques.

Date d'édition : 31 décembre 2016



Les dossiers d'étude de l'analyse de risques de ces ouvrages ont été validés par le Comité technique permanent des barrages, entre 1997 et 2000.

Les résultats des analyses des risques potentiels montrent que les deux situations possibles d'accident sont liées à :

- une anomalie structurelle de l'ouvrage
- une crue extrême (supérieure à la crue millénaire, donc très exceptionnelle)

Des plans particuliers d'intervention sont en cours d'établissement pour fixer notamment les dispositifs d'alerte aux populations et aux autorités ainsi que les mesures destinées à mettre en sécurité les populations.

Deux barrages sont actuellement couverts par un plan particulier d'intervention :

- **Bort les Orgues**, adopté le 26 octobre 2007 par les préfets de la Corrèze, du Cantal, du Lot, de la Dordogne et de la Gironde. 207 communes sont concernées par l'onde de submersion du barrage, dont 49 en Corrèze.

- **Monceaux la virole**, adopté le 21 décembre 2009 par les préfets de la Corrèze et de la Dordogne. Le zonage de ce PPI englobe 28 communes en Corrèze et 22 communes en Dordogne.

L'information préventive a été réalisée auprès de la population par la distribution de plaquettes dans la zone à risque.

### **Sécurité des populations qui vivent à l'aval des grands barrages**

Les consignes d'alerte pour la vallée de la Dordogne et celle de la Vézère, à partir de Monceaux la Virole, ont été définies dans les consignes d'application des plans d'alerte établis entre 1983 et 1984. Ces plans deviennent caducs dès l'adoption des plans particuliers d'intervention.

Dès le déclenchement des sirènes dans la zone de proximité immédiate, la population doit quitter sans délai les habitations ou lieux de travail pour gagner au plus vite les hauteurs.

Le signal d'alerte est constitué d'un son discontinu (impulsion sonore de 2 secondes suivie d'un intervalle de silence de 3 secondes) d'une durée de 2 minutes.

Dès l'alerte donnée par les autorités (maires, gendarmerie, sapeurs-pompiers), la population doit évacuer les zones habitées selon les instructions.

### **Les barrages intéressant la sécurité publique**

En Corrèze, 4 ouvrages sont susceptibles d'intéresser la sécurité publique, :

- le barrage de la Couze (classé A)
- le barrage de Séchemaille (classé B)
- le barrage du Coiroux (classé B)
- le barrage de Chasteaux (classé C)

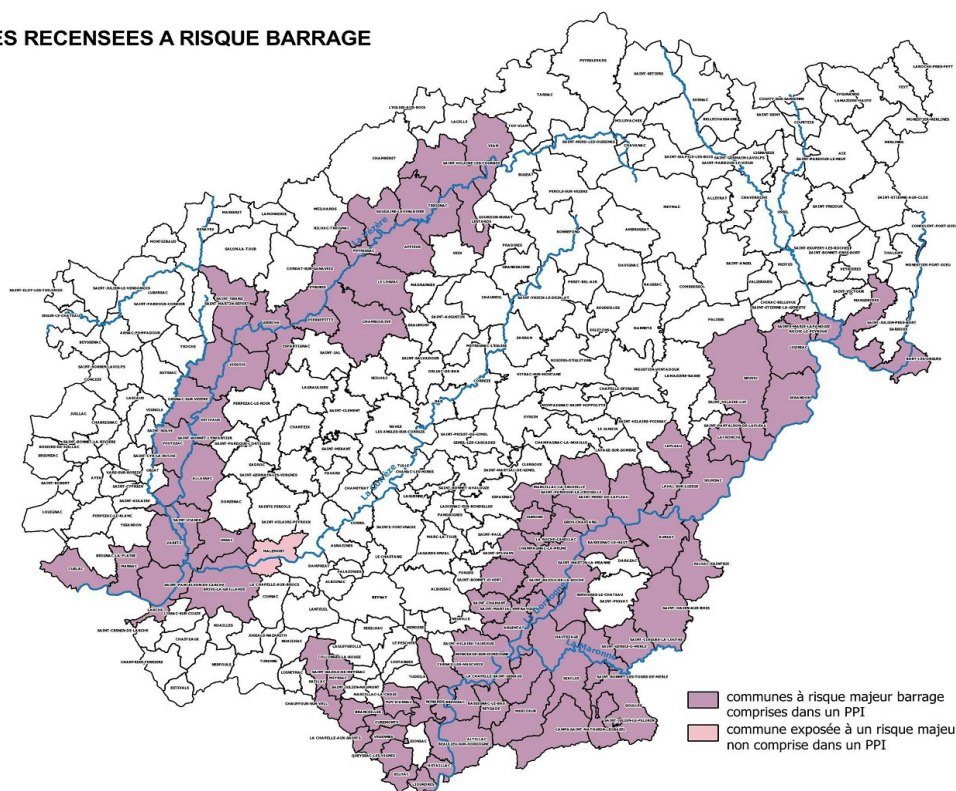
Le barrage de la Couze, qui ne comporte qu'une retenue de 800 000 m<sup>3</sup> pourrait être à l'origine d'un risque majeur du fait de la présence à l'aval, des agglomérations de Malemort et Brive. Ces installations font l'objet d'une surveillance particulière, notamment en période de crue. Dans une moindre mesure, le barrage de Chasteaux peut présenter un risque pour les habitations situées à l'aval.



## COMMUNES RECENSEES A RISQUE BARRAGE



Réalisé le : 19/12/2016  
par la DDT de la Corrèze  
Service environnement, police de l'eau et risques  
Sources : IGNBD CARTO, BDCARTHAGE



communes à risque majeur barrage  
comprises dans un PPI  
commune exposée à un risque majeur  
non comprise dans un PPI

Date d'édition : 31 décembre 2011

### Extrait de la liste des communes concernées par le risque barrage :

COMMUNES	INONDATION	TECHNO	BARRAGE	TMD	MOUVEMENT DE TERRAIN	total risque majeur	INFORMATION PRÉVENTIVE	PPR - PPI
TARNAC						0		
THALAMY						0		
TOY-VIAM						0		
TREIGNAC			1			1	DICRIM à réaliser	PPI barrage Monceaux approuvé le 21/12/2009
TROCHE						0		
TUDEILS					à évaluer	0		



# Barrage de Treignac

Département(s) : Corrèze

Commune(s) : Treignac

N° national d'identification : FRC0190029



## Descriptif sommaire

Construit sur la Vézère de 1949 à 1951, ce barrage a été mis en service en 1952. Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

Coordonnées : 01.48.54 E, 45.33.15 N

Cote maximale du plan d'eau : 513 NGF

Type de barrage : Terre / Poids / Voûte

Longueur : 150 m

Hauteur : 22,5 m

Volume d'eau : 7,5 millions de m<sup>3</sup>

Classement de l'ouvrage : A ([Article R 214-112 du Code de l'Environnement](#))

Exploitant : EDF

## Réglementation spécifique

[Arrêté n° 030/2005 du 07/07/2005](#) interdisant toute présence humaine sur 1800 m à l'aval de la restitution de la centrale de Treignac (jusqu'au pont des îles) ; sauf canoë-kayak : 100 m (de restitution à embouchure avec la Vézère). Ouvrage soumis à Plan Particulier d'Intervention.

## Principales actions de contrôle associées aux barrages de classe A

[Étude de dangers](#) : ([Article R 214-116 du Code de l'Environnement](#))

[Arrêté préfectoral du 07 mai 2014](#) portant clôture de son examen.

[Résumé non technique](#).

[Revue de Sûreté](#) : ([Article R 214-119 du Code de l'Environnement](#))

De fréquence décennale, la revue de sûreté consiste, pour le propriétaire ou l'exploitant d'un barrage de classe A, à dresser un constat du niveau de sûreté de son ouvrage.

La dernière revue de sûreté a eu lieu en 2007, elle a permis de conclure que l'état de l'ouvrage ainsi que son comportement sur les dix dernières années étaient satisfaisants et ne nécessitaient pas d'engager une révision spéciale.

Un programme d'actions complémentaires a été établi suite à la réunion de présentation de la revue de sûreté ; le suivi par le service de contrôle des engagements pris par le concessionnaire dans ce programme sera assuré au travers des rapports d'inspection à venir.

[Mise en révision spéciale](#) : ([Article R 214-146 du Code de l'Environnement](#)) : Sans objet

[Inspections par la DREAL](#) : Fréquence annuelle. [Rapport d'inspection](#)

**Le plan communal de sauvegarde (PCS) a été arrêté par le maire le 15 novembre 2014.**



## **D) Déchets**

### **Rappel réglementaire**

- Articles L. 541-1 et suivants du code de l'environnement
- Articles L. 511-1 et suivants du code de l'environnement

### **Déclinaison dans le PLU**

Il convient de rappeler que l'arrêté du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en date du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L. 541-11 du code de l'environnement est opposable à tous plans et projets.

Cet arrêté comporte en annexe le programme national de prévention des déchets.

La loi NOTRe a également créé les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires <sup>1 2 3</sup> (SRADDET).

<sup>1</sup> Le SRADDET définit la stratégie de la région à moyen et long terme en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité et de développement des transports, de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique, de pollution de l'air, de protection et de restauration de la biodiversité et de prévention et de gestion des déchets. De plus, en fonction des enjeux régionaux, la région peut se saisir d'autres domaines contribuant à l'aménagement du territoire, pour lesquels elle détient une compétence exclusive.

<sup>2</sup> L'énoncé de ces règles peut être accompagné de documents graphiques et de propositions de mesures d'accompagnement dépourvus de tout caractère contraignant.

<sup>3</sup> Il s'agit des SCoT et, à défaut, des plans locaux d'urbanisme, des cartes communales, des plans de déplacements urbains, des plans climat-énergie territoriaux et des chartes de parcs naturels régionaux.

Il en résulte qu'en région Nouvelle Aquitaine, les plans de prévention et de gestion des déchets indépendants n'existeront plus, ils constitueront un des volets du SRADDET.

Dans l'attente, restent opposables :

- le plan régional « déchets dangereux » approuvé le 23 juin 2009,
- le plan départemental déchets non dangereux (révisé en 2014),
- et le plan déchets du BTP de la Corrèze.

Priorité doit être donnée à la diminution des déchets, à leur valorisation, au développement du tri.

Les dispositions en matière de stockage, traitement, valorisation des déchets relèvent d'initiatives intercommunales ou d'initiatives privées que le PLU favorise, entérine ou encadre dans le respect des paysages, de l'environnement, de l'impact sur la santé humaine.

Il peut, selon le besoin des collectivités ou la demande en terme de valorisation utiliser les outils suivants :

### – Orientations d'aménagement :

Sur des sites identifiés ou en activité, traiter de l'insertion paysagère, de l'impact sur l'agriculture, sur l'environnement, la prévention des pollutions ...

### – Zonage et règlement :

Le PLU doit permettre les implantations et le développement des lieux de stockage et traitement des déchets, tout en maîtrisant leur implantation dans le respect du paysage, de l'environnement, des risques pour la santé humaine, la protection de l'agriculture.

Le PLU ne doit pas être permissif sur ce thème et à ce titre, il identifiera :

- les secteurs dédiés au stockage et au traitement des déchets, après études, choix de site...,
- les secteurs interdits aux installations classées pour la protection de l'environnement, aux exhaussements de sols, aux installations de stockage des déchets Inertes ...,
- les emplacements réservés destinés aux futures installations de traitement et stockage ou à leurs extensions.

### – En annexe du PLU (article R. 151-53-8° du code de l'urbanisme) :

« Les zones délimitées en application de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales et les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées, le stockage et le traitement des déchets ».

## E) Sites et sols pollués

Les fiches BASIAS concernant la commune de **Treignac** sont accessibles via le site :

<http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/basias/donnees#/dpt/19/com/19269/page/1>

Elles indiquent la présence de différents établissements :

° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
<a href="#">LIM1900080</a>	ROGER maire de PEYRISSAC	Industrie textile Habillement et corde + barrage		TREIGNAC	C13.9 C13.1	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1900265</a>	CALAIS Joseph	Exploitation de carrière de granite à ciel ouvert pour la construction	Lieu dit Pont Finot	TREIGNAC	B08.11Z	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1900266</a>	SAEETP	Exploitation de carrière de granite à ciel ouvert	Lieu dit Pont Finot	TREIGNAC	B08.11Z	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1900384</a>	SAEETP	Dépôt permanent d'explosifs	Lieu dit Vaud	TREIGNAC	V89.01Z C20.51Z	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1900385</a>	SAEETP	Dépôt permanent d'explosifs	Lieu dit Beauséjour	TREIGNAC	C20.51Z V89.01Z	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1900386</a>	SAEETP	Dépôt permanent d'explosifs	Lieu dit Chingeat	TREIGNAC	C20.51Z V89.01Z	Activité terminée	Inventorié

<i>° Identifiant</i>	<i>Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)</i>	<i>Nom(s) usuel(s)</i>	<i>Dernière adresse</i>	<i>Commune principale</i>	<i>Code activité</i>	<i>Etat d'occupation du site</i>	<i>Etat de connaissance</i>
<a href="#">LIM1900387</a>	SAEETP	Dépôt permanent d'explosifs	Lieu dit Prise d'eau Lambre	TREIGNAC	V89.01Z C20.51Z	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1900389</a>	SAEETP	Dépôt permanent d'explosifs	Usine	TREIGNAC	C20.51Z V89.01Z	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1900390</a>	EDF	Dépôt permanent d'explosifs	Lieu dit Vaud	TREIGNAC	C20.51Z V89.01Z	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1900622</a>	ROUBEYRIE Louis	Exploitation de carrière de granite à ciel ouvert	Lieu dit Simons Les	TREIGNAC	B08.11Z	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1900798</a>	SAUVIAT André	ATELIER DE TEINTURERIE ET DE DEGRAISSAGE	Place Farges des	TREIGNAC	C13.3	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1900799</a>	Société des Autobus du Centre.	DEPOTS D'HYDROCARBURES	Place République de la	TREIGNAC	V89.03Z	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1901098</a>	Municipalité de Treignac	Centre Provisoire d'Abattage	Place Pénitents des	TREIGNAC	C10.1	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1901099</a>	FAUGERAS Jean	ABATTOIR	Rue Léon Vacher	TREIGNAC	C10.1	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1901102</a>	CHAUMONT Octave	ABATTOIR		TREIGNAC	C10.1	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1901263</a>	PLAS Charles carrier exploitant	DE (catégorie 3)	Lieu dit Rue Poulanche	TREIGNAC	V89.01Z	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1901264</a>	ROUBERTOU Jean exploitant carrier	DE (catégorie 3)	Lieu dit Puy la Melette	TREIGNAC	V89.01Z	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1901265</a>	ROUBERTOU Jean exploitant carrier	DE (catégorie 3)	Lieu dit Verrière La	TREIGNAC	V89.01Z	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1901364</a>	HULIN Directeur des Travaux Chute	Dépôt d'explosifs (catégorie III)	Hameau Chingeat de	TREIGNAC	V89.01Z	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1901365</a>	HULIN Directeur des Travaux Chute	Dépôt d'explosifs (catégorie III)	Lieu dit Vallée de la Vézère	TREIGNAC	V89.01Z	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1901366</a>	HULIN Directeur des Travaux Chute	Dépôt d'explosifs (catégorie III)	Lieu dit Beauséjour	TREIGNAC	V89.01Z	Activité terminée	Inventorié
<a href="#">LIM1901370</a>	Société Auxiliaire d'Entreprise Electrique et de TP	Dépôt d'explosifs (catégorie III)	Lieu dit Barrage de Vaud	TREIGNAC	V89.01Z	Partiellement réaménagé et partiellement en friche	Inventorié
<a href="#">LIM1901459</a>	Commune de TREIGNAC	ABATTOIR MUNICIPAL	Place Pénitents des	TREIGNAC	C10.1	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1901519</a>	MAGNAVAL M.	MENUISERIE	Rue Léon Dessal	TREIGNAC	C16.23Z	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1901561</a>	LASCAUX	CARROSSIER	? Rilhoc	TREIGNAC	G45.21B	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1901621</a>	CROSO Raymond	STATION SERVICE GARAGE		TREIGNAC	V89.03Z G45.21A	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1901622</a>	DESIR Pierre	STATION SERVICE GARAGE		TREIGNAC	V89.03Z G45.21A	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1901831</a>	SAUVIAT Marie-Thérèse	ATELIER DE TEINTURERIE	Place Collège du	TREIGNAC	C13.3	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1902007</a>	BONNARD	STATION SERVICE	Avenue Léon VACHER	TREIGNAC	G47.30Z	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1902008</a>	DESSAL	STATION SERVICE	Route Brasserie de la	TREIGNAC	G47.30Z	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1902009</a>	BRETAGNOLLE	STATION SERVICE	Avenue Léon VACHER	TREIGNAC	G47.30Z	Ne sait pas	Inventorié
<a href="#">LIM1902010</a>	JOSSAN	STATION SERVICE	Avenue Léon VACHER	TREIGNAC	G47.30Z	Ne sait pas	Inventorié



## **F) Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle**

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le J.O. du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Inondations et coulées de boue	14/08/1993	15/08/1993	26/10/1993	03/12/1993
Inondations et coulées de boue	21/12/1993	12/01/1994	12/04/1994	29/04/1994
Glissement de terrain	05/01/1994	06/01/1994	12/04/1994	29/04/1994
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

## **G) Défense incendie**

### **🔥 Éléments donnés par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS)**

Le SDIS rappelle en particulier les dispositions générales relatives à leurs interventions notamment en termes de voirie pour le passage des engins et de besoins en eau pour la défense incendie.

Il devra être tenu compte du respect de ces principes dans l'élaboration du document d'urbanisme, **annexe 8**.

### Rappel réglementaire

Les politiques de l'état et leurs objectifs :

- Loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982.
- Loi n° 2005-12 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
- Loi " Grenelle 1 " de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009.
- Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 dite " Grenelle 2 " portant engagement national pour l'environnement.
- Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et urbanisme rénové (ALUR).
- Le projet de schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Réglementation et mise en oeuvre :

- Articles L. 101-1 et L. 101-2, L. 151-30 à L. 151-39, L. 151-47 du code de l'urbanisme.
- Articles L. 1111-1 et L. 1214-8-1 du code des transports.
- Article L. 228-2 du code de l'environnement.
- Articles L. 2213-2, L. 2224-37, L. 2333-64, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales.

### Déclinaison dans le PLU

Le développement de l'urbanisation de la commune de **Treignac** devra faire l'objet d'une réflexion approfondie, au vu du potentiel de terrains restants et des possibilités de renouvellement urbain, tant pour l'activité que pour l'habitat.

Le rapport de présentation s'appuie sur un diagnostic établi notamment eu égard aux besoins répertoriés en matière de transports.

Le PADD, définissant les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune, permettra notamment de préciser comment la collectivité entend contribuer à la maîtrise des besoins en déplacements, à la cohérence urbanisme-déplacements, à la sécurité des déplacements, etc.

Le règlement peut, en ce qui concerne le domaine des transports :

- préciser le tracé et les caractéristiques des voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer, y compris les rues ou sentiers piétonniers et les itinéraires cyclables, les voies et espaces réservés au transport public [...],
- fixer les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général ainsi qu'aux espaces verts,

- fixer les conditions de desserte par les voies et réseaux, des terrains susceptibles de recevoir des constructions ou de faire l’objet d’aménagements,
- imposer une densité minimale de construction dans les secteurs situés à proximité des transports collectifs,
- fixer, lorsque les conditions de desserte par les transports publics réguliers le permettent, un nombre maximum d’aires de stationnement à réaliser lors de la construction de bâtiments destinés à un usage autre que l’habitation.

Les mesures décidées par le document d’urbanisme sur le thème des déplacements seront compatibles avec le plan climat air énergie territorial (PCAET) qui doit lui-même être compatible avec le schéma régional climat air énergie (SRCAE).

## **A) Maîtrise des déplacements**

### **Rappel réglementaire**

- **Articles L. 101-1 et L. 101-2, L. 141-13 à L. 141-17, L. 151-30 à L. 151-36 du code de l’urbanisme.**
- **Articles L. 151-8 à L. 151-26 du code des transports.**
- **Article L. 228-2 du code de l’environnement.**
- **Articles L. 2213-2, L. 2224-37, L. 2333-64, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales.**

### **Déclinaison dans le PLU**

Les réductions des consommations en énergie fossile et des émissions des gaz à effet de serre du SRCAE se traduisent par la nécessité de privilégier des alternatives à la voiture individuelle.

Afin de diminuer les nuisances et les coûts liés à l’usage de la voiture individuelle, des formes de mutualisation devront être développées.

De la même façon, il convient de privilégier l’urbanisation à proximité des secteurs desservis par les transports en commun.

Le règlement peut, en ce qui concerne le domaine des transports :

- préciser le tracé et les caractéristiques des voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer, y compris les rues ou sentiers piétonniers et les itinéraires cyclables, les voies et espaces réservés au transport public [...],
- fixer les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d’intérêt général ainsi qu’aux espaces verts,
- fixer les conditions de desserte par les voies et réseaux, des terrains susceptibles de recevoir des constructions ou de faire l’objet d’aménagement,
- imposer une densité minimale de construction dans les secteurs situés à proximité des transports collectifs,



- fixer, lorsque les conditions de desserte par les transports publics réguliers le permettent, un nombre maximum d'aires de stationnement à réaliser lors de la construction de bâtiments destinés à un usage autre que l'habitation.

## Éléments d'information et avis des services sur le territoire

### Éléments donnés par la direction départementale des territoires (DDT)

#### Lieu de travail des actifs

	2013	%	2008	%
<b>Ensemble</b>	454	<b>100,0</b>	455	<b>100,0</b>
Travaillent :				
<b>dans la commune de résidence</b>	294	64,9	297	65,3
<b>dans une commune autre que la commune de résidence</b>	160	35,1	158	37,7

Sources : INSEE, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

**ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2013**



Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.  
Source : Insee, RP2013 exploitation principale.

## B) La réduction des émissions de gaz à effet de serre et de polluants

### Rappel réglementaire

- Article L. 220-1 du code de l'environnement.
- Loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique.
- Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement dit Grenelle 1.

- **Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dit Grenelle 2.**
- **L. 222-4 du code de l'environnement.**

### **Déclinaison dans le PLU**

L'élaboration du PLU doit être l'occasion d'une réflexion sur la qualité de l'air et sur la lutte contre le changement climatique qui nécessite l'action de tous les acteurs concernés, au premier rang desquels l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale.

Cette réflexion doit conduire, dans un esprit de développement durable, à la définition d'objectifs et de principes répondant à l'urgence d'une action pérenne en la matière, et s'inscrivant pleinement dans les objectifs de la loi Grenelle 1.

Les types de transport alternatifs (modes doux, covoiturage...) pourront être favorisés dans le document d'urbanisme.

Le maintien ou la création de cheminements doux entre les zones d'habitat et les centres bourgs et vers les zones commerciales devront être encouragés. Les déplacements des cyclistes en agglomération devront être sécurisés.

La pratique du covoiturage doit permettre aux passagers, entre autres avantages, d'économiser sur les dépenses de carburant.

La collectivité y gagne par la diminution des embouteillages, de la pollution.

Ainsi, face aux enjeux économiques et environnementaux des déplacements, ces modes de transport apparaissent comme une alternative à la voiture individuelle.

## **C) Accessibilité aux personnes à mobilité réduite du cadre bâti, de la voirie, des espaces publics et des transports**

### **Rappel réglementaire**

- **Articles L. 1112-1 et L. 1112-2 du code des transports.**
- **Décret n° 2006-1657 et 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatifs à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.**
- **Arrêté d'application du 15 janvier 2007 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.**
- **Arrêté du 18 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 15 janvier 2007 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.**

## Déclinaison dans le PLU

Les diagnostics d'accessibilité réalisés par les gestionnaires de voirie, de transports ou d'établissement recevant du public (ERP) sont rendus obligatoires par la loi.

Ce matériau est mobilisable pour trouver une application, dans l'exercice d'élaboration d'un PLU.

### **Plan de mise en accessibilité de la voirie et d'aménagements des espaces publics (PAVE) :**

Depuis 2009, chaque commune doit disposer d'un plan de mise en accessibilité de la voirie et d'aménagements des espaces publics (PAVE).

Ce plan fixe les dispositions susceptibles de rendre accessible aux personnes handicapées l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement situés sur la commune et précise les conditions et délais de réalisation des équipements et aménagements prévus.

Le PLU sera établi en cohérence avec le PAVE.

### **Schéma Directeur d'Accessibilité des Services de Transports (SDA) :**

Les schémas directeurs d'accessibilité des services de transports (SDA) doivent :

- préciser la programmation de la mise en accessibilité du service de transport d'ici le 11 février 2015,
- définir les modalités de l'accessibilité des différents types de transport,
- identifier les cas d'impossibilité techniques de mise en accessibilité du service existant,
- préciser le « transport de substitution » qui sera mis à disposition pour pallier ces impossibilités de mise en accessibilité,
- déterminer les modalités de maintenance pouvant assurer la pérennité des équipements d'accessibilité.

Les schémas directeurs d'accessibilité des services de transport doivent être élaborés par les autorités organisatrices de transports (intercommunalités, département, région, SNCF) et par les gestionnaires des principaux aéroports français.

### **Accessibilité de la voirie et des espaces publics,**

Les aménagements neufs devront être conformes à la réglementation technique en vigueur, telle que décrite dans l'arrêté du 15 janvier 2007 « les caractéristiques des équipements et des aménagements pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics » pris en application des décrets n° 2006-1657 « accessibilité de la voirie et des espaces publics » et 2006 -1658 « prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics » du 21 décembre 2006.

### **Accessibilité des services de transports collectifs :**

La déclinaison opérationnelle des choix d'accessibilité effectués sur voirie et en matière de transports publics peut être utilisée pour créer des emplacements réservés dans le PLU (mise en accessibilité de pôles d'échanges, d'arrêts en TC, aménagements de voiries, parkings, espaces publics identifiés dans le PAVE) et déterminer un schéma de principes d'aménagement à l'échelle de quartiers nouveaux dans les OAP du PLU.



**Pour le rapport de présentation, les documents graphiques des PAVE ou des SDA peuvent enrichir le diagnostic du PLU et servir de référence pour apporter des éléments de contexte dans l'application de l'urbanisme opérationnel.**

### **Éléments d'information et avis des services sur le territoire**

#### **📌 Éléments donnés par la direction départementale des territoires (DDT)**

La commune de **Treignac** a déposé un agenda d'accessibilité programmée (ad'AP) dit de patrimoine (CERFA 15246\*01) d'une durée de 6 ans.

Cette Ad'AP, qui a reçu un avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité (SCDA) en date du 17 novembre 2015 concerne les établissements recevant du public (ERP) et installations ouvertes au public (IOP) suivants :

- la mairie,
- les écoles,
- la poste-trésorerie,
- la salle polyvalente,
- la salle des fêtes,
- la salle Pouloux,
- le gymnase,
- le local bébé bus,
- le musée,
- l'église Notre Dame des Bans,
- l'église des Pénitents,
- les vestiaires du foot,
- les vestiaires du rugby,
- l'office de tourisme,
- les sanitaires à proximité de l'office de tourisme,
- le village de vacances,
- le camping,
- les sanitaires de la plage,
- le local de secours de la plage,
- les cimetières.

Un dossier concernant la salle des fêtes a reçu un avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité en date du 8 juillet 2016.

## **D) Risques liés à la circulation routière**

### **Rappel réglementaire**

– Décret n°2008-754 du 30 juillet 2008 portant diverses dispositions de sécurité routière.

### **Déclinaison dans le PLU**

Les choix effectués pour le développement de l'urbanisation ont des conséquences directes sur les besoins en déplacements et donc sur les conditions de sécurité routière.

Au-delà des caractéristiques des infrastructures, le document d'urbanisme peut ainsi influencer sur la sécurité routière, par le choix des zones de développement, par les modalités de déplacement offertes aux usagers.

La question de la sécurité routière doit être intégrée tout au long de l'élaboration du PLU, tant au niveau du diagnostic, que du rapport de présentation, du PADD (article R. 123-3 du code de l'urbanisme), du règlement (article R. 123-9 du code de l'urbanisme), des documents graphiques (article R. 123-10 du code de l'urbanisme) et des annexes (article R. 123-13 du code de l'urbanisme).

Les préoccupations en la matière peuvent se traduire dans le document d'urbanisme par l'inscription d'emplacements réservés destinés à des aménagements de voirie, une rédaction appropriée dans le règlement des conditions de desserte des terrains et d'accès aux voies ouvertes au public, et d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques.

Il conviendra d'éviter de définir un zonage qui serait de nature à induire une multiplication d'accès individuels et de manœuvres de tourne-à-gauche sur les principales voies routières de la commune, étant précisé que des conditions de desserte et des modalités d'accès aux voies publiques peuvent toujours être opposées à toute demande d'occupation ou d'utilisation du sol aux fins d'assurer la sécurité routière.

### **Éléments d'information et avis des services sur le territoire**

#### **👉 Éléments donnés par la direction départementale des territoires (DDT)**

Entre 2006 et 2015, soit 10 ans, l'observatoire départemental de la sécurité routière (ODSR) de la Corrèze a relevé 4 accidents corporels sur la commune de **Treignac**.

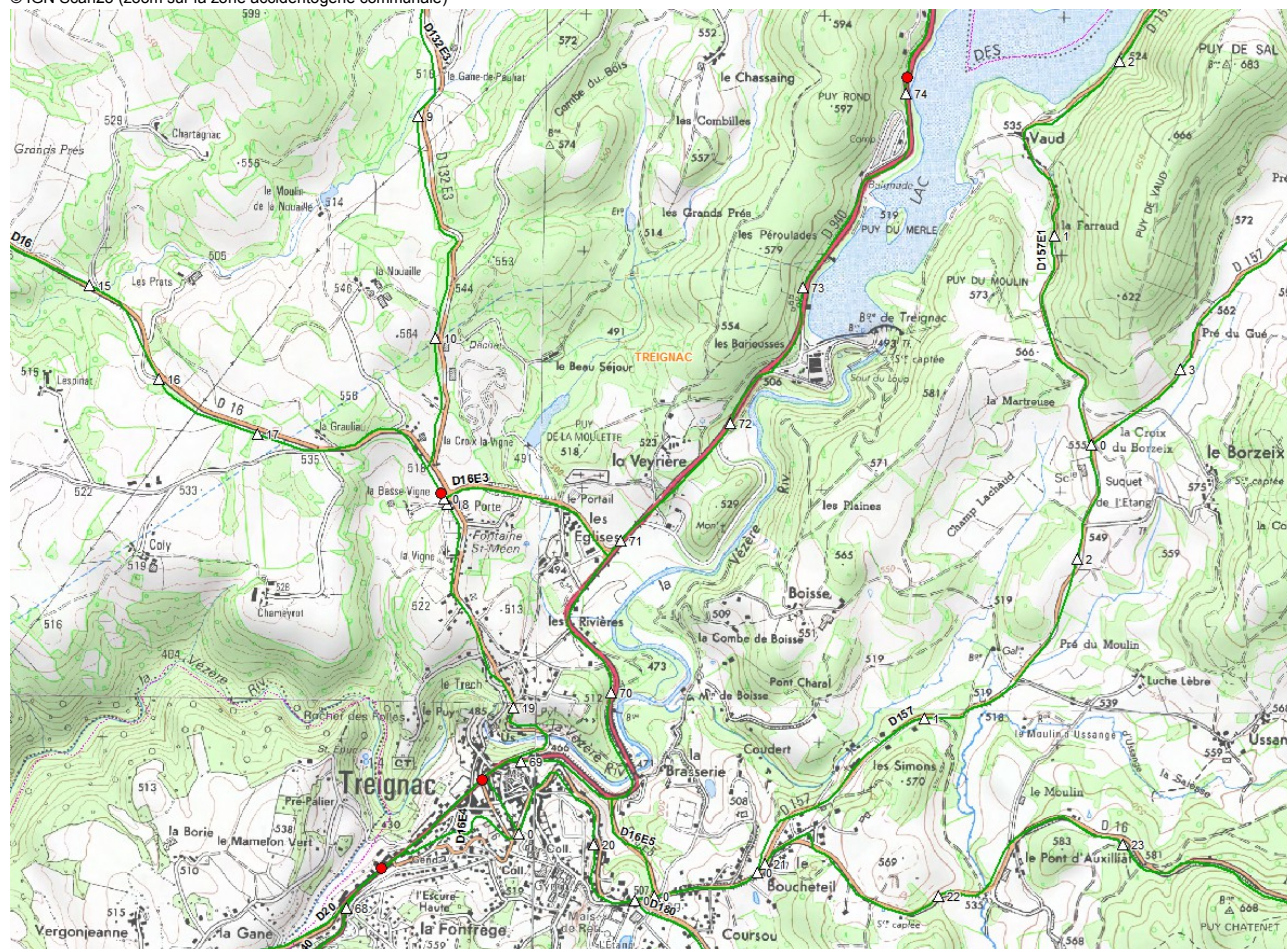
Ces accidents ont fait 4 blessés dont 2 hospitalisés.

L'ensemble des accidents est survenu hors-agglomération, plus de 80 % de jour et 50 % en intersection.

Au regard des éléments de l'accidentalité, l'ODSR n'a pas relevé de problème significatif de sécurité routière qui pourrait être corrigé en matière d'urbanisme.

Par ailleurs, si la commune souhaite réaliser un aménagement de sécurité sur son territoire, la sécurité routière en appui avec le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) informe de l'évolution de la réglementation et des règles d'aménagements urbain ou interurbain sur le [portail de l'État en Corrèze](#) (*Politiques publiques* >

© IGN Scan25 (zoom sur la zone accidentogène communale)



#### LEGENDE :

● accident corporel

— route départementale (▲ point repère)

© IGN Scan25 (zoom sur la zone accidentogène communale)

## E) Réseau routier

### Éléments donnés par le conseil départemental

La commune de **Treignac** est concernée par les voies départementales suivantes : **Routes du réseau structurant et hors agglomération :**

- RD 940, de la limite de la commune d’Affieux à la limite de la commune de Saint-Hilaire-les-Courbes,

pas de création d’accès ou d’utilisation d’accès existants pour la desserte de nouvelles constructions, en dehors des agglomérations, sauf opération importante accompagnée d’un aménagement de carrefour spécifique.



### **Routes du réseau de liaison et hors agglomération :**

- RD 16 de la limite de la commune de Soudaine-Lavinadière à son intersection avec la RD 16E3.
- RD 16 de son intersection avec la RD 16E5 à la limite de commune de Veix.
- RD 16E3 de son intersection avec la RD 16 à son intersection avec la RD 940.
- RD 16E5 de son intersection avec la RD 16 à son intersection avec la RD 940.

Pas de création d'accès ou d'utilisation d'accès existants pour la desserte de nouvelles constructions, en dehors des agglomérations, sauf opération importante accompagnée d'un aménagement de carrefour spécifique.

### **Routes de desserte principale et hors agglomération :**

- RD 16 de son intersection avec la RD 16E3 à son intersection avec la RD 16E5.
- RD 20 de son intersection avec la RD 940 à la limite de commune d'Affieux.

Pas de création d'accès ou d'utilisation d'accès existants pour la desserte de nouvelles constructions, en dehors des zones déjà urbanisées et en cas de contribution à l'urbanisation linéaire de la voie.

Pour les opérations de plusieurs lots, ou générant un trafic d'une certaine importance, un regroupement et un aménagement des accès pourront être imposés.

### **Sur les routes de desserte secondaire et hors agglomération :**

- RD 16E4 de son intersection avec la RD 16 à son intersection avec la RD 940.
- RD 132E3 de la limite de commune de Saint-Hilaire-les-Courbes à son intersection avec la RD 16,
- RD 157 de son intersection avec la RD 16 à la limite de commune de Lestards.
- RD 157E1 de son intersection avec la RD 157 à la limite de commune Lestards.
- RD 180 de son intersection avec la RD 16 à la limite de commune de Veix.

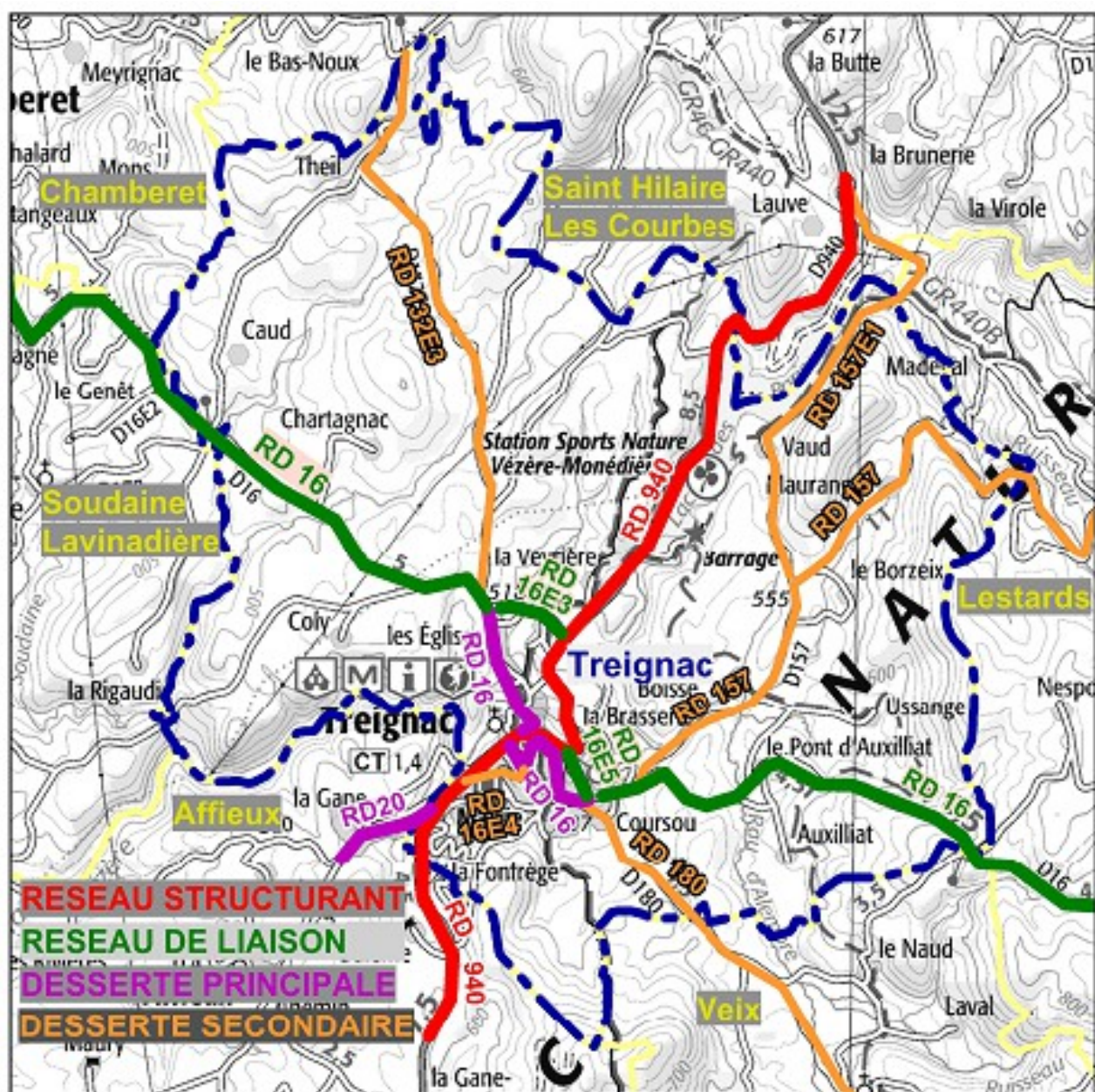
Aucune prescription de caractère général sauf application des articles R 111.5 et R 111.6 du code de l'urbanisme.

**Règlement de la voirie départementale** (cette réglementation est indépendante des dispositions du code de l'urbanisme).

Ci-dessous pour information le règlement de la voirie départementale approuvé par la commission permanente du 18 décembre 2013 du conseil départemental.

L'avis du conseil départemental devra être sollicité pour tous les projets soumis à autorisation aux abords d'une route départementale.

Catégorie de la voie	Avis du conseil départemental	Règles d'implantation et de recul minimal	Conditions d'accès	Aménagements demandés
<b>réseaux structurant et de liaison</b>	Obligatoire sur tous les dossiers A.D.S. hors agglomération	<ul style="list-style-type: none"> <li>– recul de 25m/axe pour les habitations, en dehors des agglomérations</li> <li>– recul de 15m/axe pour les autres constructions en dehors des agglomérations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– pas de création d'accès ou d'utilisation d'accès existant, pour la desserte de nouvelles constructions, en dehors des agglomérations, sauf opération importante accompagnée d'un aménagement de carrefour spécifique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– une étude de sécurité pourra être demandée au pétitionnaire.</li> <li>– le financement de la réalisation d'un carrefour aménagé (tourne à gauche, carrefour giratoire ou dénivelé) pourra être exigé en application de l'article L. 332-8 du code de l'urbanisme.</li> <li>– le pétitionnaire devra fournir l'étude technique et financière d'un tel carrefour à l'appui de sa demande</li> </ul>
<b>réseau de desserte principale</b>	Obligatoire sur tous les dossiers A.D.S. hors agglomération	<ul style="list-style-type: none"> <li>– recul de 10m/axe pour toutes les constructions en dehors des agglomérations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– la création d'accès ou l'utilisation d'accès existant peut être refusé pour la desserte de nouvelles constructions, en dehors des zones déjà urbanisées ou en cas de contribution à l'urbanisation linéaire de la voie.</li> <li>– pour les opérations de plusieurs lots ou générant un trafic d'une certaine importance, un regroupement et/ou un aménagement des accès pourront être imposés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– le financement de l'aménagement d'un carrefour spécifique, ou d'une surlargeur d'évitement, pourra être exigé pour les opérations importantes.</li> <li>– le pétitionnaire devra fournir l'étude technique et financière d'un tel carrefour à l'appui de sa demande.</li> </ul>
<b>réseau de desserte secondaire</b>	Obligatoire sur tous les dossiers A.D.S. hors agglomération	<ul style="list-style-type: none"> <li>– recul de 10m/axe pour toutes les constructions en dehors des agglomérations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– aucune interdiction de caractère général sauf application des articles R. 111-5 et R. 111-6 du code de l'urbanisme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– le regroupement des accès et/ou l'aménagement d'un carrefour spécifique ou d'une surlargeur d'évitement, pourront être imposés pour les opérations importantes.</li> </ul>



### Éolienne ou similaire :

Sur les réseaux structurant et de liaison, un recul de deux fois la hauteur de l'éolienne (mât + pale) devra être respecté par rapport au bord de chaussée.

Cette distance pourra être augmentée si l'étude de sécurité réalisée par le demandeur au stade de l'étude d'impact le recommande.

Sur les autres réseaux, la distance minimale à respecter sera égale à la hauteur totale de l'éolienne (mât + pale).



### Rappel réglementaire

- Articles L. 101-1, L. 101-2, L. 151-21 et R. 151-42 du code de l'urbanisme.
- Loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique dite loi POPE.
- Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.
- Décret n° 2011-678 du 16 juin 2011 relatif au schéma régional climat air énergie (SRCAE).
- Décret n° 2011-829 du 11 juillet 2011 relatif au plan climat énergie territorial (PCET).
- Décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial (PCAET)

La lutte contre le changement climatique est une des priorités environnementales de la France.

Dans le cadre de la loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE du 13 juillet 2005), la France s'est dotée d'un objectif d'une division par quatre de ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050.

Par la loi de transition énergétique pour la croissance verte, la France s'est engagée à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030 et à diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050.

Pour atteindre ces nouvelles ambitions, la loi instaure des outils de mise en œuvre de l'économie bas-carbone : la stratégie nationale bas-carbone.

L'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics doivent désormais prendre en compte la stratégie bas-carbone dans les documents de planification et de programmation qui ont des incidences significatives sur les émissions de gaz à effet de serre.

Les modalités et les conditions dans lesquelles les documents de planification et de programmation prennent en compte cette stratégie bas-carbone sont précisées par voie réglementaire.

### **Le SRCAE (schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie).**

Le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) du Limousin a été approuvé par l'assemblée plénière du conseil régional le 21 mars 2013 et arrêté par le préfet de région le 23 avril 2013.

Le Limousin dispose ainsi d'un cadre stratégique et prospectif à moyen et long termes pour la région dans les domaines :

- de la maîtrise de la demande énergétique,
- du développement des énergies renouvelables,
- de la réduction des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre,
- de l'adaptation au changement climatique.

Il comprend également un volet " schéma régional éolien " qui définit les zones favorables au développement de l'éolien en région.

## Déclinaison dans le PLU

De façon générale, le choix des formes urbaines (compacité, mixité fonctionnelle, accès aux transports en commun et aux modes de déplacement non motorisés, place de la voiture, stationnement, implantation des bâtiments par rapport aux apports solaires et à l'exposition aux vents...) peut avoir un impact considérable sur les performances en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de consommation d'énergie.

Le document de planification, conformément aux articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme, doit contribuer aux objectifs suivants sur son territoire :

- lutte contre le changement climatique,
- maîtrise de l'énergie,
- production énergétique à partir de sources renouvelables,
- amélioration des performances énergétiques des bâtiments,
- diminution des obligations de déplacement,
- développement des transports collectifs,
- diversification des fonctions urbaines.

Le PLU aura donc pour enjeux de :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre,
- préserver la qualité de l'air,
- réduire la consommation énergétique et développer la production à partir de sources renouvelables,
- limiter les consommations d'énergie fossile.

À ce titre, une évaluation, même approximative, des performances relatives de différents scénarios de développement permet d'éclairer le choix des orientations et de le justifier dans le rapport de présentation.

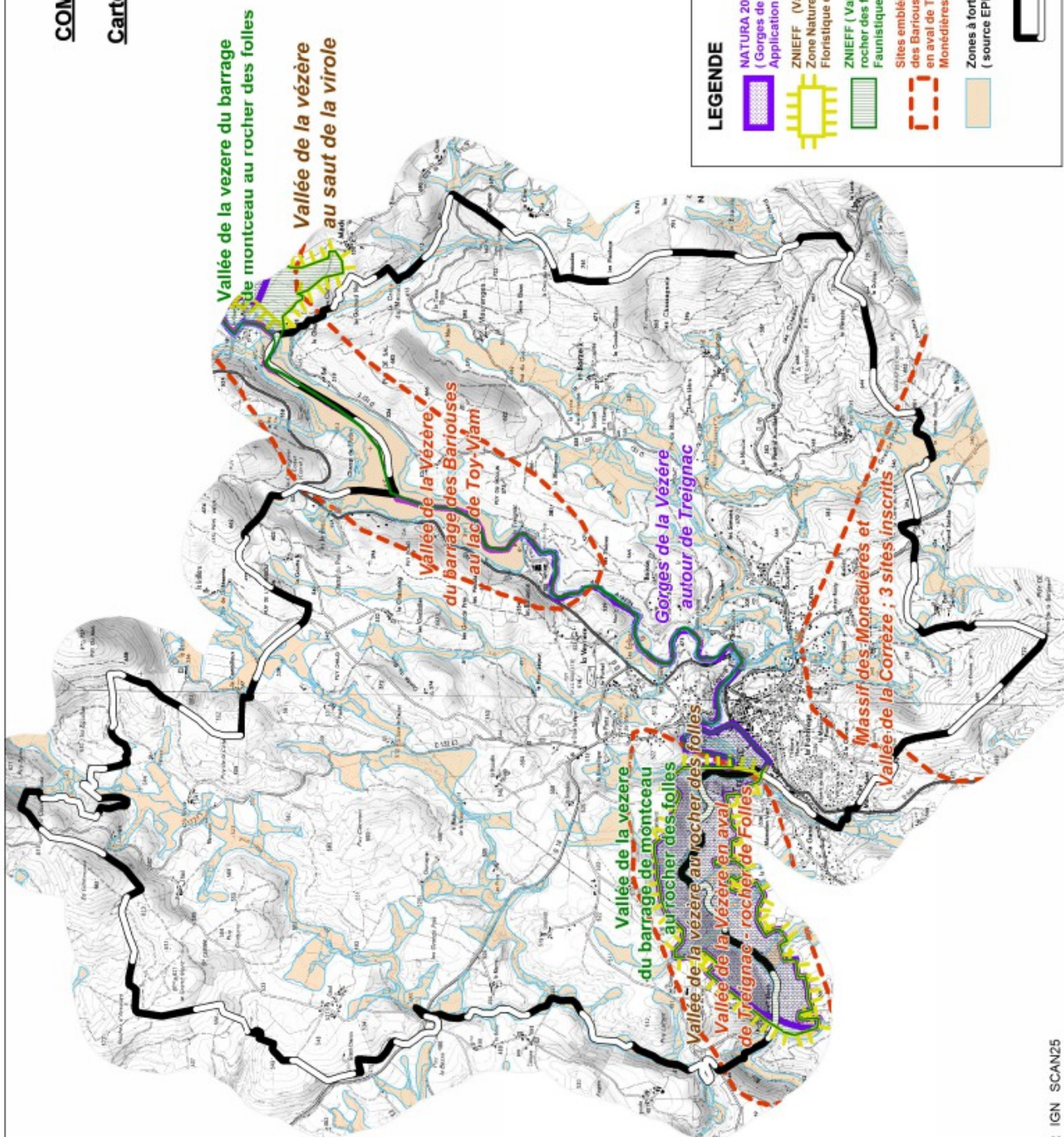
De plus, le PLU peut se fixer des orientations d'aménagement et de programmation spécifiques pour des secteurs particuliers (quartier à hautes performances énergétiques ou environnementales, prise en compte de vulnérabilités spécifiques susceptibles d'être amplifiées par le changement climatique, secteurs destinés à accueillir des équipements de production d'énergie renouvelable...).

En effet le règlement du PLU peut "imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements, notamment dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation, de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu'il définit " (articles L. 151-21 et R. 123-9 du code de l'urbanisme).

Il peut aussi fixer des emplacements réservés (par exemple pour un réseau de chaleur, une chaufferie « bois », une plate-forme de stockage-broyage, un équipement de méthanisation...).

## COMMUNE DE TREIGNAC

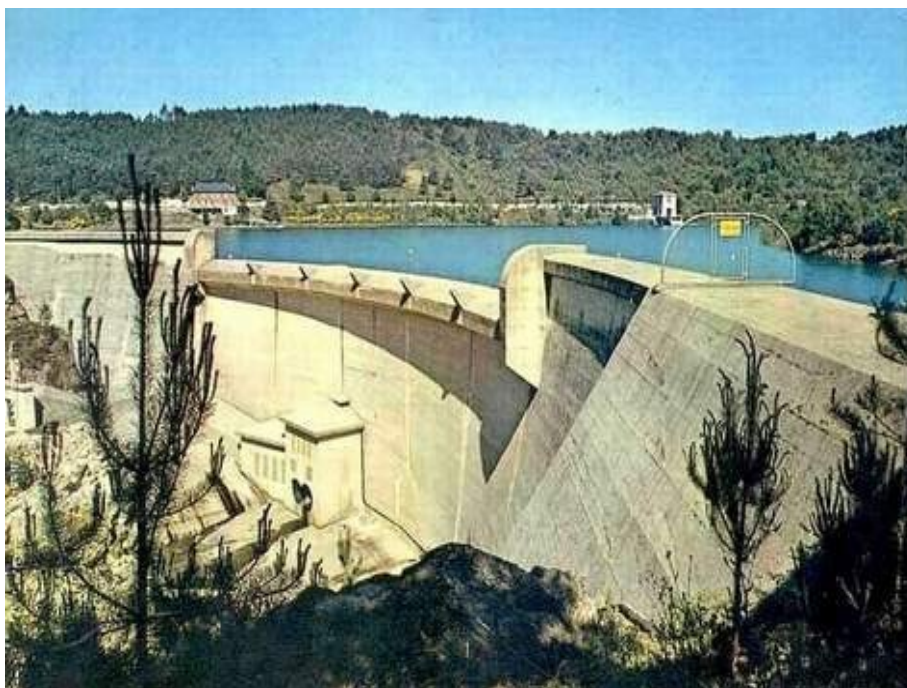
### Carte des informations utiles





# Commune de TREIGNAC

## PLAN LOCAL D'URBANISME



**Porter à la connaissance de l'État**

**Annexes**

**MARS 2017**

**ÉLABORATION**

**prescrite le**

**29 août 2016**

**Direction départementale des territoires  
de la Corrèze**



**Service  
des études et  
stratégies  
territoriales**

**Unité  
planification**

**Agence de  
moyenne Corrèze**



## ANNEXES

### **Annexe 1** **Servitudes d'utilité publique**

– Document graphique A0



## BOIS ET FORÊTS

### I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives à la protection des bois et forêts soumis au régime forestier.

Code forestier (1), articles L. 151-1 à L. 151-6, L. 342-2 et R. 151-1 à R. 151-5.

Code de l'urbanisme, articles L. 421-1, L. 422-1, L. 422-2, R. 421-38-10 et R. 422-8.

Circulaire S/AR/12 du 12 février 1974 concernant la communication aux D.D.E. des servitudes relevant du ministre de l'agriculture.

Ministère chargé de l'agriculture – service des forêts – Office national des forêts.

### II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

#### A. - PROCÉDURE

Application aux bois et forêts soumis au régime forestier, des diverses dispositions du code forestier, prévoyant en vue de leur protection, un certain nombre de limitations à l'exercice du droit de propriété concernant l'installation de bâtiments.

Sont soumis au code forestier :

- les bois, forêts et terrains à boisier qui font partie du domaine de l'Etat ou sur lesquels l'Etat a des droits de propriété indivis ;

- les bois et forêts susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution et les terrains à boisier, appartenant aux départements, aux communes, aux sections de communes, aux établissements publics, aux sociétés mutualistes et aux caisses d'épargne, ou sur lesquels ces collectivités et personnes ont des droits de propriété indivis.

#### B. - INDEMNISATION

Aucune impossibilité de principe n'est affirmée, mais il semble toutefois que l'indemnisation des propriétaires ne doit être envisagée que d'une façon tout à fait exceptionnelle, car aucune de ces servitudes ne constitue une atteinte absolue au droit de propriété, les dérogations possibles sont en général accordées.

#### C. - PUBLICITÉ

Néant.

### III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

#### A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

##### 1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Néant.

##### 2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation de procéder à la démolition dans le mois du jugement qui l'aura ordonnée, des établissements mentionnés en B (1°), qui ont été construits sans autorisation (code forestier, articles L. 151-1, R. 151-1 et R. 151-5 ; L. 151-2, R. 151-3 et R. 151-5 ; L. 151-4, R. 151-4 et R. 151-5).

(1) Tel qu'il résulte des décrets n° 79-113 et 79-114 du 25 janvier 1979 portant révision du code forestier.

## B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

### 1° Obligations passives

Interdiction d'établir dans l'intérieur et à moins d'un kilomètre des forêts, aucun four à chaux ou à plâtre temporaire ou permanent, aucune briqueterie ou tuilerie (art. L. 151-1, R. 151-1 et R. 151-5 du code forestier).

Interdiction d'établir, dans l'enceinte et à moins d'un kilomètre des bois et forêts, aucune maison sur perche, loge, baraque ou hangar (art. L. 151-2, R. 151-2 et R. 151-5 du code forestier).

Interdiction d'établir dans les maisons ou fermes actuellement existantes à 500 mètres des bois et forêts, ou qui pourront être construites ultérieurement, aucun chantier ou magasin pour faire le commerce du bois et aucun atelier à façonner le bois (art. L. 151-3, R. 151-3 et R. 151-5 du code forestier).

Interdiction d'établir dans l'enceinte et à moins de deux kilomètres des bois et forêts, aucune usine à scier le bois (art. L. 151-4, R. 151-4 et R. 151-5 du code forestier).

Obligation de se soumettre, pour toutes les catégories d'établissements mentionnées ci-dessus et dont l'édification aura été autorisée par décision préfectorale, aux visites des ingénieurs et agents des services forestiers et de l'office national des forêts qui pourront y faire toutes les perquisitions sans l'assistance d'un officier de police judiciaire, à condition qu'ils se présentent au moins au nombre de deux ou qu'ils soient accompagnés de deux témoins domiciliés dans la commune (art. L. 151-6 et L. 342-2 du code forestier).

### 2° Droits résiduels du propriétaire

Les maisons et les usines faisant partie de villes, villages ou hameaux formant une population agglomérée, bien qu'elles se trouvent dans les distances mentionnées ci-dessus en B (1°) sont exceptées des interdictions visées aux articles L. 151-2, R. 151-3 et R. 151-5 ; L. 151-3, R. 151-3, R. 151-5 ; L. 151-4 et R. 151-5 du code forestier (art. L. 151-5 du code forestier).

Possibilité de procéder à la construction des établissements mentionnés au B (1°), à condition d'en avoir obtenu l'autorisation par décision préfectorale.

Si ces constructions nécessitent l'octroi d'un permis de construire, celui-ci ne peut être délivré qu'après consultation du directeur régional de l'office national des forêts et avec l'accord du préfet. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande d'avis (art. R. 421-38-10 du code de l'urbanisme).

Si ces constructions ou travaux sont exemptés de permis de construire, mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421-38-10 dudit code.

L'autorité ainsi consultée fait connaître son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

MINISTÈRE  
DE  
L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE  
DES  
MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et  
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La Chapelle des Béritents à TREIGNAC (Corrèze)

appartenant à la commune de TREIGNAC

est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les  
archives de la préfecture, au maire de la commune et

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 27 JUIL 1932

Pour ampliation  
Pr. le Directeur Général des Beaux-Arts  
Le Chef du Bureau des Monuments Historiques:

Par délégation spéciale :  
Le Directeur général des Beaux-Arts,  
Membre de l'Institut,

Paul LÉON

T. S. V. P.





PREFET DE LA REGION LIMOUSIN

**Copie certifiée  
conforme à l'original**

Direction Régionale  
des Affaires Culturelles  
du Limousin

Service Monuments historiques

**ARRÊTÉ N° 11-08**

Modifiant l'arrêté du 27 juillet 1932 portant  
inscription au titre des monuments historiques de  
la façade et toiture du collège, à TREIGNAC  
(Corrèze).



Le préfet de la région Limousin,  
Préfet de la Haute-Vienne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

VU le code du patrimoine, livre VI, titre Ier II ;

VU le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié, relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

VU l'arrêté du 27 juillet 1932 portant inscription au titre des monuments historiques de la façade et toiture du collège de Treignac (Corrèze) ;

La commission régionale du patrimoine et des sites du Limousin entendue en sa séance du 3 juin 2009 ;

VU les autres pièces jointes au dossier ;

Considérant qu'il faut préciser, pour plus de clarté, la parcelle cadastrale du collège, à TREIGNAC (Corrèze) dont la façade et la toiture sont inscrits au titre des monuments historiques en 1932,

DRAC du Limousin - 6, rue Haute-Comédie 87036 Limoges Cedex - Tél. : 05 55 45 66 00 - Fax : 05 55 45 66 01.  
[www.limousin.culture.gouv.fr](http://www.limousin.culture.gouv.fr)

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 27 juillet 1932, il convient d'ajouter la délimitation cadastrale de la protection monument historique et de remplacer « la façade et toiture du collège de Treignac (Corrèze) » par « la façade et toiture du collège de Treignac (Corrèze), situé sur la parcelle n°411 section AL d'une contenance de 27 ares et 72 centiares et appartenant à la commune de Treignac n° S.I.R.E.T. 211 926 902 000 19, depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956. ».

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté complète l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 27 juillet 1932 susvisé.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Limousin.

**ARTICLE 4 :** Il sera notifié au préfet de la Corrèze et au maire de la commune propriétaire, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.



Limoges, le

- 6 JAN. 2011

Yves DASSONVILLE

L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE  
DES  
MONUMENTS HISTORIQUES.

ARRÊTÉ.

LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et  
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER.

La façade et la toiture du Collège  
de TREIGNAC (Corrèze)

appartenant à la commune de TREIGNAC

sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les  
archives de la préfecture, au maire de la commune

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 27 JUIL 1932

Pour ampliation  
Pr. le Directeur Général des Beaux-Arts  
Le Chef du Bureau des Monuments Historiques

Par délégation spéciale :  
Le Directeur général des Beaux-Arts,  
Membre de l'Institut,

Paul LEON

T. S. V. P.

*Georges Lammery*

286-484-1. 4050-30. [10713]





## PREFET DE LA REGION LIMOUSIN

Direction Régionale  
des Affaires Culturelles  
du Limousin

Service Monuments Historiques

### ARRETE n° 11-10



Modifiant l'arrêté du 12 décembre 1963 portant inscription de la porte cochère et la façade de la tourelle d'escalier de l'ancienne école privée, sise rue B. Daubech et rue de la Garde, à TREIGNAC (Corrèze) au titre des monuments historiques.

Le préfet de la région Limousin,  
Préfet de la Haute-Vienne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code du patrimoine, livre VI, titre I et II ;

VU le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié, relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

VU l'arrêté du 12 décembre 1963 portant inscription au titre des monuments historiques de la porte cochère et la façade de la tourelle d'escalier de l'ancienne école privée, sise rue B. Daubech et rue de la Garde, à TREIGNAC (Corrèze) ;

La commission régionale du patrimoine et des sites du Limousin entendue en sa séance du 3 juin 2009 ;

VU les autres pièces jointes au dossier ;

Considérant que seule la tour d'escalier de l'ancien hôtel de la famille Forest de Faye, commune de TREIGNAC, subsiste, qu'elle seule présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt suffisant, que la porte cochère et le

bâtiment de l'ancienne école privée ont été détruits pour construire une cité administrative en 1964.

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 12 décembre 1963, il convient de remplacer « la porte cochère et la façade de la tourelle d'escalier de l'ancienne école privée, sise rue E. Daubech et rue de la Garde, à TREIGNAC (Corrèze), parties de l'immeuble figurant au cadastre sous le n°616 de la section G » par « la tour d'escalier de l'ancien hôtel de la famille Forest de Raye à TREIGNAC (Corrèze), située sur la parcelle n° 261 d'une contenance de 8 ares et 57 ca, figurant au cadastre section AL » et d'ajouter à la fin de cet article « L'ensemble appartient à la commune de TREIGNAC, n° S.I.R.E.T. 211 926 902 000 19, par acte de vente du 7 juin 1958 reçu par maître Joseph Eyrolles, notaire à Treignac, et publié au bureau des hypothèques de Tulle le 23 septembre 1958 vol. 2441 n° 93. ».

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté complète l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 12 décembre 1963 susvisé.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Limousin.

**ARTICLE 4 :** Il sera notifié au préfet de la Corrèze et au maire de la commune propriétaire, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.



Limoges, le

- 6 JAN. 2011

Yves DASSONVILLE

JMV/

MINISTÈRE D'ÉTAT  
AFFAIRES CULTURELLES

DIRECTION  
DE L'ARCHITECTURE

MONUMENTS HISTORIQUES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ

LE MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES AFFAIRES CULTURELLES,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927 et la loi du 27 août 1941, le décret du 18 avril 1961;

La commission supérieure des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques la porte cochère et la façade de la tourelle d'escalier de l'ancienne Ecole Privée, sise rue E. DAUBESCH et rue de la Garde, à TREIGNAC (Corrèze), parties de l'immeuble figurant au cadastre sous le n° 616 de la Section G; appartenant à la commune. Celle-ci, représentée par le Maire, M. POULEUX Paul, Albert, a acquis en 1957 de la Société d'Education Populaire, à TREIGNAC, cette propriété comprenant une cour, un immeuble et un jardin.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

ARTICLE 3

Il sera notifié au préfet du département, pour les archives de la préfecture, et au maire de la commune de TREIGNAC (Corrèze), propriétaire,

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour ampliation :  
Le Chef du Bureau des Travaux  
et Classements,



Paris, le 12 DEC 1963  
Pour le Ministre et par délégation  
Le Maître des Requêtes au Conseil d'Etat  
Directeur de l'Architecture

Max QUERRIEN

T.S.V.P.



MINISTÈRE  
DE  
L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
ET DES BEAUX-ARTS.  
BEAUX-ARTS.  
INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE  
DES  
MONUMENTS HISTORIQUES.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et  
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER.

L'Eglise de TREIGNAC (Corrèze)

appartenant à la commune de TREIGNAC

est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les  
et  
archives de la préfecture, au maire de la commune &

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 27 JUILLET 1932.

Pour ampliation  
Pr. le Directeur Général des Beaux-Arts Le Directeur général des Beaux-Arts,  
Le Chef du Bureau des Monuments Historiques: Membre de l'Institut,

Paul LEON

*Lucien Lamour*

T. S. V. P.

286-484-1, 4050-30, [10713]

IB/JL

MINISTÈRE  
DE  
L'ÉDUCATION NATIONALE.

DIRECTION  
DE L'ARCHITECTURE.

MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

Le Ministre de l'Etat chargé des Affaires Culturelles

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et  
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927  
et la loi du 27 août 1941 ;

La commission supérieure des monuments historiques entendue ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Est inscrite sur l'Inventaire Supplémentaire des  
Monuments Historiques la Vieille Halle de TREIGNAC  
(Corrèze) figurant au cadastre sous le n° 586 -  
Section G - et  
appartenant à la commune de TREIGNAC

~~inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments  
historiques~~

ARTICLE 2.

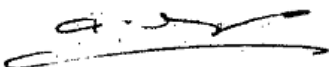
Le présent arrêté sera transcrit au bureau des hypothèques de la  
situation de l'immeuble inscrit.

ARTICLE 3.

Il sera notifié au préfet du département, pour les archives de la  
préfecture, <sup>et</sup> au maire de la commune de TREIGNAC

615-646-J. A. 331615. [10716]

Pour ampliation :  
Le Chef du Bureau des Travaux  
et Classements,



qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 2 DEC 1959

Le Directeur Général de l'Architecture  
et des Monuments Historiques

T. S. V. P.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE  
DES  
MONUMENTS HISTORIQUES.



REPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ.

Le Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et  
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

La façade et la toiture de la Mairie  
de TREIGNAC (Corrèze)

appartenant à la commune de TREIGNAC

sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les  
et  
archives de la préfecture, au maire de la commune x \_\_\_\_\_

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 27 JUIN 1932

Pour ampliation  
Pr. le Directeur Général des Beaux-Arts  
Le Chef du Bureau des Monuments Historiques

Par délégation spéciale :  
Le Directeur général des Beaux-Arts,  
Membre de l'Institut,

Paul LEON

T. S. V. P.

286-484-1. 4050-30. [10713]



MINISTÈRE  
DE  
L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE  
DES  
MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et  
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La façade et la toiture de la maison sise  
5 rue du Plant à TREIGNAC (Corrèze)

appartenant à M. SAUNIER, demeurant 36 Bd. Raspail à  
PARIS

sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les  
archives de la préfecture, au maire de la commune de TREIGNAC et  
au propriétaire.

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 27 JUIL 1952.

Pour ampliation  
Pr. le Directeur Général des Beaux-Arts  
Le Chef du Bureau des Monuments Historiques:

Par délégation spéciale :  
Le Directeur général des Beaux-Arts,  
Membre de l'Institut,

Paul LEON

*Henri Lamm*

T. S. V. P.



280-484-1. 4050-30. [10715]

MINISTÈRE  
DE  
L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
ET DES BEAUX-ARTS.  
BEAUX-ARTS.  
INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE  
DES  
MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.



LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES BEAUX-ARTS.

Vu la loi du 31 décembre 1913, sur les monuments historiques et notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER.

La façade et la toiture de la maison sise  
12 rue du Plant à TREIGNAC (Corrèze)

appartenant à Mlle PERRIER, demeurant dans l'immeuble

sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les archives de la préfecture, au maire de la commune de TREIGNAC et à la propriétaire, /.

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 27 JUIL 1932.

Pour ampliation  
Pr. le Directeur Général des Beaux-Arts  
Le Chef du Bureau des Monuments Historiques :

Par délégation spéciale :

Le Directeur général des Beaux-Arts,  
Membre de l'Institut,

Paul LÉON

T. S. V. P.

286-284-1. 4050-30. [10713]

L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE  
DES  
MONUMENTS HISTORIQUES.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et  
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER.

La maison avec bretèche sise rue de la Garde  
à TREIGNAC (Corrèze)

appartenant à Mme Vve BOUTHIÉ, demeurant dans l'immeuble

est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les  
archives de la préfecture, au maire de la commune de TREIGNAC et  
à la propriétaire.

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 27 JUIL 1932

Pour ampliation  
Pr. le Directeur Général des Beaux-Arts  
Le Chef du Bureau des Monuments Historiques

Par délégation spéciale :  
Directeur général des Beaux-Arts,  
Membre de l'Institut,

Paul LÉON

T. S. V. P.

286-484-1. 4050-30. [10713]



**– Servitudes liées à la protection des captages – AS1**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA CORRÈZE

TREIGNAC

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
DE LA CORRÈZE

TULLE, le 23 DEC. 2004

**ARRETE PREFECTORAL modificatif  
de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004  
déclarant d'utilité publique les travaux et la mise en place des périmètres de protection et  
autorisant la commune de Treignac  
à capter sous certaines conditions les eaux souterraines  
des captages de « MAURANGES 1 ET 2 »  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine**

LE PREFET DE LA CORREZE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles R 1321-1 et suivants  
concernant les eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux  
minérales,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'Expropriation,

VU le code de l'Urbanisme,

VU le Code Rural et notamment son article 113,

VU le code de l'Environnement,

VU la Loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des  
eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

VU le décret 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation  
et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des  
captages d'eau destinée à la consommation humaine,

VU la circulaire du 02 janvier 1997 relative à la mise en place des périmètres de  
protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,

VU l'arrêté du 26 Juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux  
articles R 1321-7, 1321-4, 1321-42 et 1321-60 du Code de la Santé

VU le Règlement Sanitaire Départemental,

Rue Sylvain Combes – 19012 TULLE CEDEX - ☎ : 05 55 20 18 83 – Télécopie : 05 55 26 52 16  
EMAIL : dd-19-direction@sante.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL modificatif  
de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004  
déclarant d'utilité publique les travaux et la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de Treignac  
à capter sous certaines conditions les eaux souterraines  
des captages de « MAURANGES 1 ET 2 »  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement, et relevant de la rubrique 1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour Garonne ;

VU le complément au dossier présenté le 15 septembre 2004 par la commune de TREIGNAC pour la déclaration du captage « Mauranges 2 » au titre de la Loi sur l'Eau ;

VU la délibération de la commune de Treignac en date du 29 Mars 2002 sollicitant la déclaration d'utilité publique des protections autour des captages de « MAURANGES 1 ET 2 » ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en date du 05 Avril 2002 et du 30 Janvier 2004 ;

VU le dossier soumis à enquête publique du 20 avril 2004 au 10 mai 2004 ;

VU l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur le 4 juin 2004 ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 17 septembre 2004 ;

CONSIDERANT l'acte justificatif de la déclaration d'utilité publique signé du maire le 20 septembre 2004 ;

CONSIDERANT que l'alimentation en eau potable de la commune de Treignac revêt un caractère d'utilité publique,

VU l'Arrêté Préfectoral du 25 octobre 2004 déclarant d'utilité publique les travaux et la mise en place des périmètres de protection et autorisant la commune de TREIGNAC à capter sous certaines conditions les eaux souterraines des captages de « Mauranges 1 et 2 » en vue de leur utilisation pour la consommation humaine,

CONSIDERANT qu'une erreur matérielle est intervenue dans la rédaction de l'arrêté précité ;

SUR PROPOSITION de Monsieur Le Secrétaire Général de La Préfecture de la CORREZE,

ARRETE PREFECTORAL modificatif  
de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004  
déclarant d'utilité publique les travaux et la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de Treignac  
à capter sous certaines conditions les eaux souterraines  
des captages de « MAURANGES 1 ET 2 »  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

## ARRETE

Article 1er : L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004 déclarant d'utilité publique les travaux et la mise en place des périmètres de protection et autorisant la commune de TREIGNAC à capter sous certaines conditions les eaux souterraines des captages de « Mauranges 1 et 2 » est remplacé comme suit :

« Article 4 : Le débit de la source de « Mauranges 1 » varie de 2,8 à 3,3 m<sup>3</sup>/h.  
Le débit de la source de « Mauranges 2 » varie de 4,8 à 5,4 m<sup>3</sup>/h.

Les dispositions du présent article s'appliquent exclusivement au captage de Mauranges 2, soumis à déclaration selon la rubrique 1-1-0 de la nomenclature du décret 93-743 du 29 mars 1993 :

- Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.
- L'objectif du projet est de capter la source « Mauranges 2 » avec un nouvel ouvrage bétonné. Le nouveau captage correspond à un tunnel en béton couvrant l'ensemble de ces arrivées d'eau, sur 6 m de longueur et 1,7 m de hauteur.  
Pour éviter les écoulements d'eau parasites au travers de l'ouvrage, un dispositif drainant sera mis en place au-dessus de l'ouvrage, et ces eaux seront canalisées et évacuées à l'aval de l'ouvrage. Un drain périphérique à la base de l'ouvrage, constitué d'un géotextile anti-contaminant et d'un massif de gravier sera mis en place pour drainer les eaux d'infiltration et empêcher ainsi leur stagnation.  
Un regard vertical de visite (800 mm) permettra l'accès au captage depuis la surface (soit une hauteur de 12,5 m). Un tampon étanche fermera l'accès au captage depuis ce regard de visite, pour limiter les risques de contamination.  
Le captage sera recouvert par la terre excavée lors des travaux de terrassement. En surface, le terra sera modelé pour donner une pente naturelle et faciliter l'écoulement des eaux de pluie à l'aval de l'ouvrage souterrain.
- Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance seront identifiés par une plaque mentionnant les références de l'arrêté préfectoral correspondant.
- Les forages, puis, ouvrages souterrains connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, seront régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.

ARRETE PREFECTORAL modificatif  
de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004  
déclarant d'utilité publique les travaux et la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de Treignac  
à capter sous certaines conditions les eaux souterraines  
des captages de « MAURANGES 1 ET 2 »  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

- Est considéré comme abandonné tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain :
  - pour lequel le déclarant ne souhaite pas faire les travaux de réhabilitation nécessaires, notamment à l'issue d'une inspection ;
  - ou qui a été réalisé dans la phase de travaux de recherche mais qui n'a pas été destiné à l'exploitation en vue de la surveillance ou du prélèvement des eaux souterraines ;
  - ou pour lequel, suite aux essais de pompage ou tout autre motif, le déclarant ne souhaite pas poursuivre son exploitation.
- Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.  
Pour les forages, puits, ouvrages souterrains, situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ou interceptant plusieurs aquifères superposés, le déclarant communiquera au préfet au moins un mois avant le début des travaux, les modalités de comblement comprenant : la date prévisionnelle des travaux de comblement, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité, une coupe géologique représentant les différents niveaux géologiques et les formations aquifères présentes au droit du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain à combler, une coupe technique précisant les équipements en place, des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage et les techniques ou méthodes qui seront utilisés pour réaliser le comblement. Dans les deux mois qui suivent la fin des travaux de comblement, le déclarant en rendra compte au préfet et lui communiquera, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement. Cette formalité mettra fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.
- Le déclarant est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du code de l'environnement. »

Article 2 : Toutes les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2004 demeurent applicables.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune de Treignac, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et destinataires d'une ampliation. Cet arrêté sera affiché à la mairie de TREIGNAC. Il sera publié sous forme d'avis au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la CORREZE.



Pour ampliation  
par délégation,  
la secrétaire administrative  
de classe exceptionnelle

Michèle HOLZER

Pour le Préfet,  
Et par délégation  
Le Secrétaire Général

Denis OLAGNON

Rue Sylvain Combes - 19012 TULLE CEDEX - ☎ : 05 55 20 18 83 - Télécopie : 05 55 26 52 16  
EMAIL : dd-19-direction@sante.gouv.fr





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA CORRÈZE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
DE LA CORRÈZE

TULLE, le 25 OCT. 2004

**ARRETE PREFECTORAL**  
**déclarant d'utilité publique les travaux et la mise en place des périmètres de protection et**  
**autorisant la commune de Treignac** 19269  
**à capter sous certaines conditions les eaux souterraines**  
**des captages de « MAURANGES 1 ET 2 »**  
**en vue de leur utilisation pour la consommation humaine**

LE PREFET DE LA CORREZE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles R 1321-1 et suivants concernant les eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'Expropriation,

VU le code de l'Urbanisme,

VU le Code Rural et notamment son article 113,

VU le code de l'Environnement,

VU la Loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

VU le décret 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine,

VU la circulaire du 02 janvier 1997 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,

VU l'arrêté du 26 Juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R 1321-7, 1321-4, 1321-42 et 1321-60 du Code de la Santé

VU le Règlement Sanitaire Départemental,

Rue Sylvain Combes - 19012 TULLE CEDEX - ☎ : 05 55 20 18 83 - Télécopie : 05 55 26 52 16  
EMAIL : dd-19-direction@sante.gouv.fr

**ARRETE PREFECTORAL**  
déclarant d'utilité publique les travaux et la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de Treignac  
à capter sous certaines conditions les eaux souterraines  
des captages de « MAURANGES 1 ET 2 »  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

VU la délibération de la commune de Treignac en date du 29 Mars 2002 sollicitant la déclaration d'utilité publique des protections autour des captages de « MAURANGES 1 ET 2 » ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en date du 05 Avril 2002 et du 30 Janvier 2004 ;

VU le dossier soumis à enquête publique du 20 avril 2004 au 10 mai 2004 ;

VU l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur le 4 juin 2004 ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 17 septembre 2004 ;

CONSIDERANT l'acte justificatif de la déclaration d'utilité publique signé du maire le 20 septembre 2004 ;

CONSIDERANT que l'alimentation en eau potable de la commune de Treignac revêt un caractère d'utilité publique,

SUR PROPOSITION de Monsieur Le Secrétaire Général de La Préfecture de la CORREZE,

**ARRETE**

Article 1er : Les travaux et la protection des eaux produites par les captages de MAURANGES 1 ET 2, au bénéfice de la commune de Treignac sont déclarés d'utilité publique.

Article 2 : la commune de Treignac est autorisée à utiliser les eaux des captages de « MAURANGES 1 ET 2 » pour la consommation humaine dans les conditions définies par le présent arrêté.

Article 3 : les captages de MAURANGES 1 ET 2 sont situés sur les parcelles 492 et 493 de la section D4, commune de Treignac.

Article 4 : Le débit de la source de « Mauranges 1 » varie de 2,8 à 3,3 m<sup>3</sup>/h.  
Le débit de la source de « Mauranges 2 » varie de 4,8 à 5,4 m<sup>3</sup>/h.

Article 5 : Ces eaux faiblement minéralisées, feront l'objet d'un traitement correctif (neutralisation) permettant de délivrer une eau sans caractère agressif en permanence. En raison des résultats bactériologiques enregistrés sur le réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, une désinfection permanente devra être mise en place.

**ARRETE PREFECTORAL**  
déclarant d'utilité publique les travaux et la mise en place des périmètres de protection et  
autorisant la commune de Treignac  
à capter sous certaines conditions les eaux souterraines  
des captages de « MAURANGES 1 ET 2 »  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

Article 6 : Il sera établi autour des captages de « MAURANGES 1 ET 2 », conformément au plan annexé au présent arrêté :

***Deux périmètres de protection immédiate.***

Le périmètre de protection immédiate du captage de « MAURANGES 1 » est situé sur la totalité des parcelles 491 et 492 de la section D4, commune de Treignac, et sur une partie des parcelles 490 et 495 de la section D4, commune de Treignac.

Le périmètre de protection immédiate du captage de « MAURANGES 2 » est situé sur une partie des parcelles 472, 481 ; 493 et 494 de la section D4, commune de Treignac.

Ces périmètres seront acquis en totalité par la commune et clos de manière efficace afin d'interdire toutes activités autres que leur entretien. Ils seront maintenus en herbe rase.

Le chemin forestier situé sur la parcelle 494 de la section D4, commune de Treignac sera déplacé en aval du périmètre de protection immédiate du captage de « Mauranges 2 ».

Les travaux de mise en conformité des captages sont les suivants :

- agrandissement des ppi et réfection des clôtures
- débroussaillage et remise en herbe des ppi
- reprise de l'étanchéité du regard n°1
- recherche et aménagement d'un exutoire de trop-plein
- pose d'une crépine
- déplacement d'un chemin et création de fossés
- aménagement des accès
- comblement des forages de reconnaissance

**Une servitude d'accès**

Une servitude d'accès aux ppi sera instaurée. Elle empruntera le chemin forestier existant.

**Un périmètre de Protection Rapprochée**

Il comprend sur la commune de TREIGNAC :

- la totalité des parcelles 229 ; 473 ; 474 ; 482 ; 488 et 502 de la section D4
- une partie des parcelles 472 ; 481 ; 490 ; 493 ; 494 et 495 de la section D4

**Au sein de l'ensemble du périmètre de protection rapprochée, seront interdits :**

- l'établissement de toute construction, ouvrage ou dépôt superficiel ou souterrain
- le stationnement des animaux l'hiver (de Novembre à Mars)
- l'établissement de zones d'approvisionnement en fourrage et en abreuvement ainsi que d'abris où les animaux pourraient se regrouper en amont des captages
- les stockages en dehors des sièges d'exploitation et non aménagés, de produits fertilisants et de produits phytosanitaires

**ARRETE PREFECTORAL**  
déclarant d'utilité publique les travaux et la mise en place des périmètres de protection et  
autorisant la commune de Treignac  
à capter sous certaines conditions les eaux souterraines  
des captages de « MAURANGES 1 ET 2 »  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

- les silos destinés à la conservation par voie humide d'aliments pour animaux (silos taupinières pour herbe ou maïs)
- l'épandage des boues de station d'épuration
- l'épandage de lisier ou de purin
- l'épandage de fumier et d'engrais
- les dépôts de fumier
- la rotation des cultures ; les parcelles cultivées seront reconverties en prairie de longue durée
- l'utilisation de produits phytosanitaires
- l'utilisation de désherbants
- le rejet d'eaux usées
- la création de puits et de puits perdus
- la création de nouvelles voies de communication (route, voie ferrée, chemin forestier), à l'exception de celles destinées à rétablir des liaisons existantes
- la pratique des sports mécaniques
- la création de tout point d'eau et toute modification de l'écoulement des eaux souterraines et superficielles, à l'exception des aménagements qui permettront de diriger les eaux de ruissellement vers l'aval du captage
- le déversement ou le stockage de tous produits solides ou liquides susceptibles de nuire gravement à la bonne qualité des eaux souterraines (produits chimiques, hydrocarbures, produits radioactifs, ...)
- la création de dépôts d'ordures ménagères et autres produits fermentescibles, d'immondices, de détritus, de déchets communément désignés inertes, de produits radioactifs et, de façon générale, de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement
- la décharge d'ordures ménagères, l'établissement de cimetières, la création de camping, le forage de puits, l'ouverture de carrières ainsi que l'ouverture de mines à ciel ouvert ou souterraines, le dépôt de mâchefers d'incinération
- la modification de la topographie
- les coupes à blanc
- le défrichement des terrains boisés (changement de la nature des terrains)
- le stockage de bois
- le dessouchage, le stockage et l'enfouissement de souches

**Les opérations sylvicoles courantes (éclaircie, élagage) sont autorisées.**

Au sein de ce périmètre, seront recommandés :

- le maintien des haies et des talus (leur rétablissement sera encouragé)
- l'entretien régulier des rigoles maintenues en amont des captages de telle sorte à éviter la stagnation des eaux de surface.

**Article 7 :** La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les travaux à effectuer ne sont pas accomplis dans un délai de cinq ans à compter de ce jour.

**Article 8 :** Le maire de la commune de Treignac notifiera cet arrêté aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée et veillera au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection avec enregistrement des servitudes à la conservation des hypothèques.



**ARRETE PREFECTORAL**  
déclarant d'utilité publique les travaux et la mise en place des périmètres de protection et  
autorisant la commune de Treignac  
à capter sous certaines conditions les eaux souterraines  
des captages de « MAURANGES 1 ET 2 »  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

**Article 9 :** Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- d'un recours administratif
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent

**Article 10 :** L'acte susmentionné dans les considérants est annexé au présent arrêté.

**Article 11 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune de Treignac, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et destinataires d'une ampliation. Cet arrêté sera affiché à la mairie de TREIGNAC. Il sera publié sous forme d'avis au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la CORREZE.



Pour ampliation  
Par délégation  
l'Attaché de Préfecture

*Godé*  
Françoise GODÉ

Pour le Préfet,  
Et par délégation  
Le Secrétaire Général :

*Olagnon*  
Denis OLAGNON



# MAIRIE DE TREIGNAC

Département de la Corrèze  
Code postal : 19260 - Téléphone : 05.55.98.00.49 - Télécopie : 05.55.98.10.97  
E-MAIL : MAIRIE-DE-TREIGNAC@wanadoo.fr



## ACTE JUSTIFICATIF DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Une partie des administrés de la commune de Treignac est actuellement alimentée en eau par les ressources suivantes :

- les captages de « Nespoux 1,2 et 3 »
- les captages de « Nespoux 4 et 5 »
- les captages de « Nespoux 6 à 11 »
- les captages de « Mauranges 1 et 2 »



Pour copie conforme  
Et par délégation  
L'attaché de préfecture

Françoise GODE

Leur utilisation pour la distribution d'eau destinée à la consommation humaine revêt un caractère d'intérêt général au sens de l'article L 215-13 du Code de l'Environnement et doit donc être autorisée par un acte déclarant d'utilité publique les travaux de captage de la ressource.

S'agissant de ressources en eau alimentant des collectivités humaines, l'acte portant déclaration d'utilité publique doit déterminer, selon l'article L1321-1 du Code la santé publique, les périmètres de protection qui font partie des mesures nécessaires à la sécurisation de l'alimentation en eau sur la commune.

Le projet de mise en place des périmètres de protection a été soumis à enquête publique du 26 avril 2004 au 10 mai 2004. Les observations formulées n'ayant pas remis en cause l'intérêt général du projet, le commissaire enquêteur a donné un avis favorable le 4 juin 2004.

Conformément aux procédures réglementaires et en raison de l'intérêt général du projet, je demande que les travaux de captage et de protection sanitaire soient déclarés d'utilité publique.

Vu pour être annexé  
à notre arrêté de ce jour

Tulle, le 25 OCT. 2004

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Et par délégation  
Le Secrétaire Général

Denis OLAGNON

A Treignac, le 20 septembre 2004

Le Maire,

Jean-Paul NAVARRE



PREFECTURE DE LA CORREZE

COMMUNE DE TREIGNAC

Instauration des protections  
autour des captages de MAURANGES 1 ET 2

PLAN PARCELLAIRE

Périmètres de Protection :



Pour copie conforme  
Et par délégation  
attaché de préfecture

Françoise CODE

immédiate : + — +

rapprochée : — —

Vu pour être annexé  
à notre arrêté de ce jour

Tulle, le 25 OCT. 2004

Le Préfet,

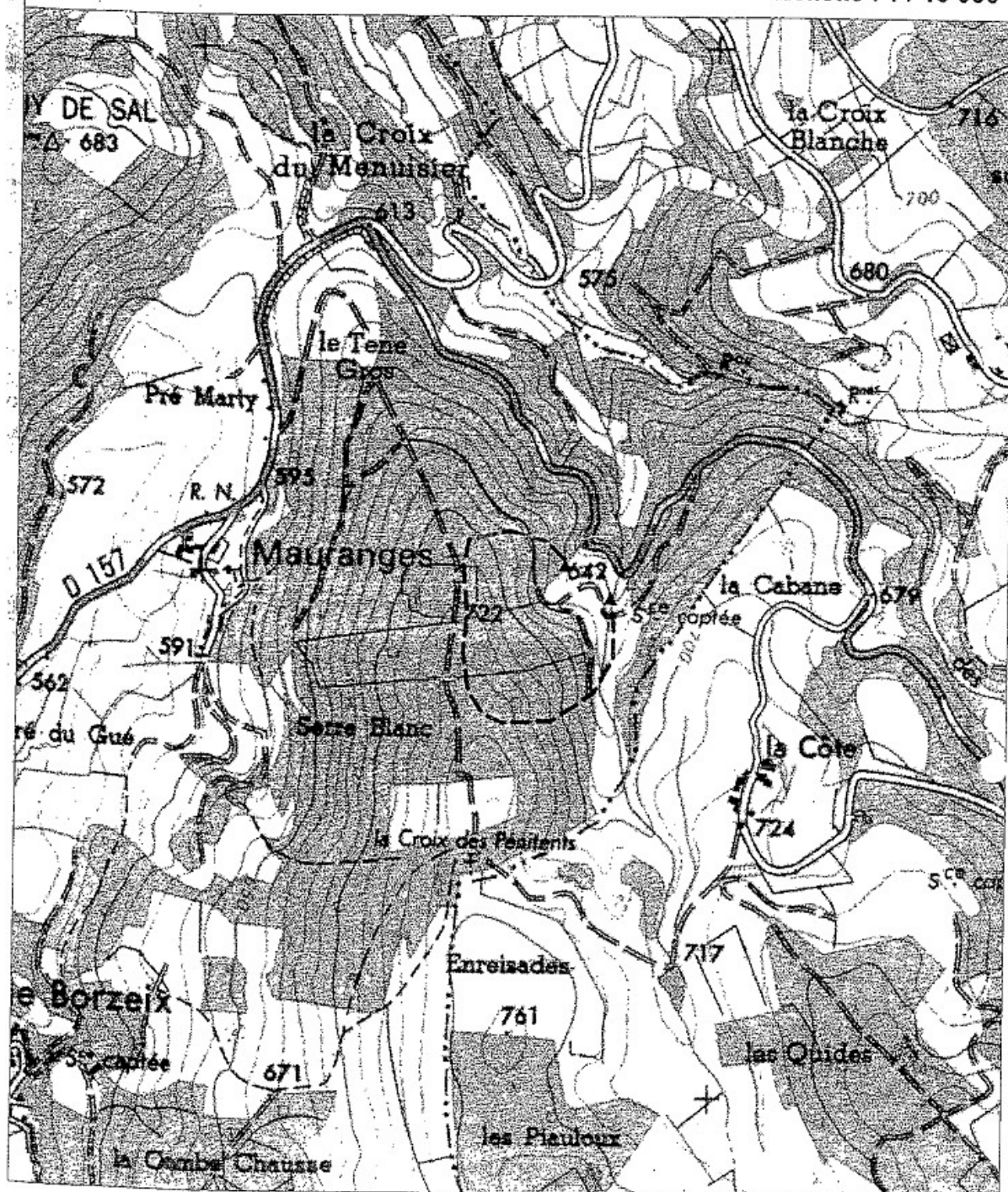
Pour le Préfet,  
Et par délégation  
Le Secrétaire Général

Denis OLAGNON

Echelle : 1/2500

JC.B. 08/04

Echelle : 1 / 10 000





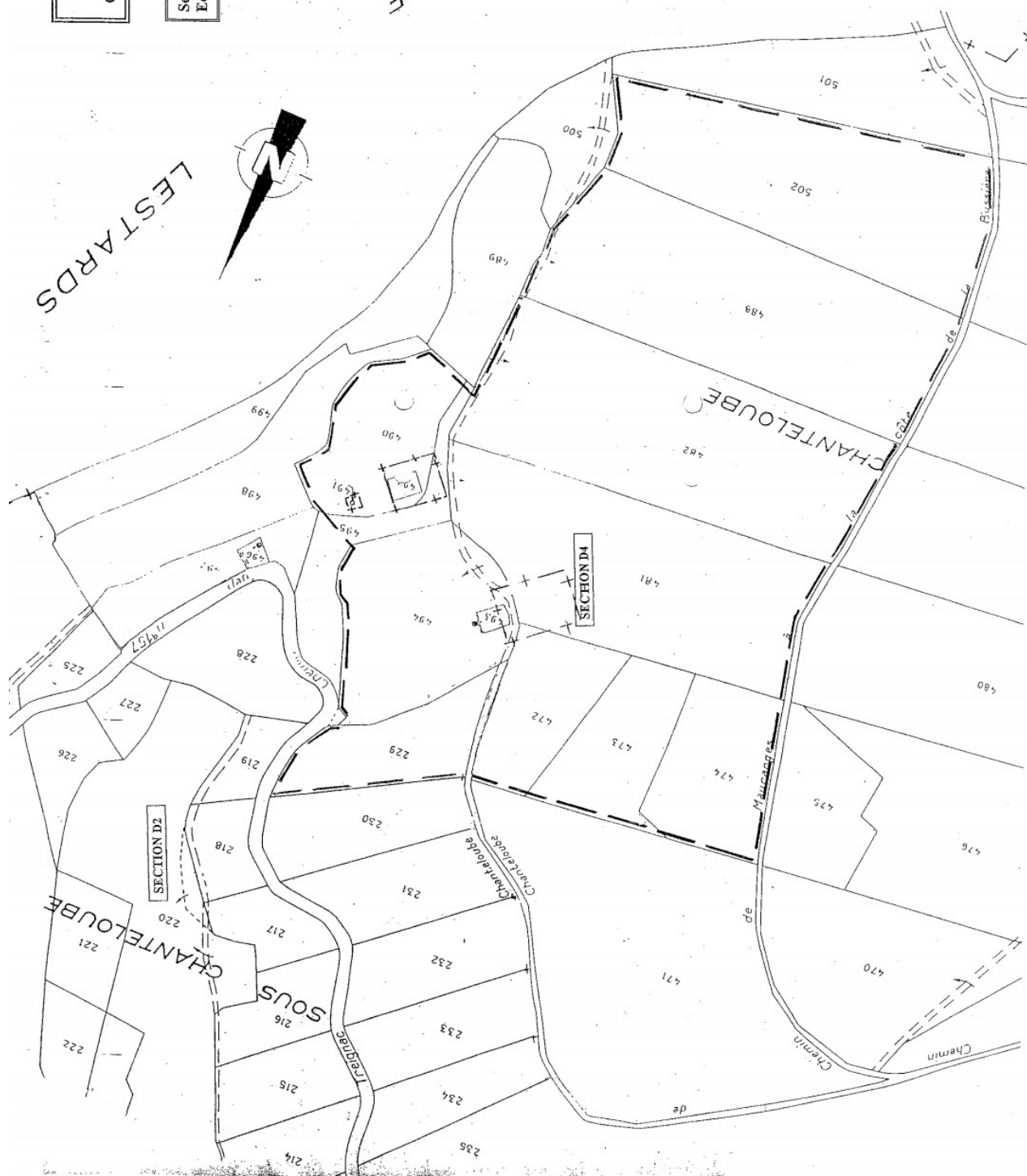
Captages de « Mauranges 1 et 2 »

Section D2 et D4 (Treignac)

Echelle : 1 / 2 500

COMMUNE

DE



TREIGNAC



PRÉFECTURE DE LA CORRÈZE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
DE LA CORRÈZE

TULLE, le

19 AOÛT 2008

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE  
DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX  
DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION  
AUTOUR DU CAPTAGE D'USSANGE ALIMENTANT LA COMMUNE DE TREIGNAC**

**AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE POUR LA PRODUCTION,  
LA DISTRIBUTION PAR UN RESEAU PUBLIC**

**DECLARATION DE PRELEVEMENT**

Le préfet de la Corrèze  
Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur,  
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,

VU le code de la santé publique et notamment Les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié;

VU la délibération de la commune de Treignac en date du 07/07/2006 sollicitant la déclaration d'utilité publique des protections autour des CAPTAGE D'USSANGE ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 29/06/2006 ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 29 octobre 2007 au 13 novembre 2007 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 12 décembre 2007 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Corrèze en date du 17 juillet 2008 ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Treignac énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur la commune de Treignac ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de la Corrèze,

Rue Sylvain Combes – 19012 TULLE CEDEX - ☎ : 05 55 20 18 83 – Télécopie : 05 55 26 52 16  
EMAIL : dd 19-direction@sante.gouv.fr

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE  
DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX  
DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION  
AUTOUR DU CAPTAGE D'USSANGE ALIMENTANT LA COMMUNE DE TREIGNAC**

**ARRETE**

**Chapitre 1 : Déclaration d'utilité publique et prélèvement d'eau**

**ARTICLE 1 : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Treignac :

- Les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du lieu dit « Pré Peyrot », sis sur la commune de Treignac ;
- La création de périmètres de protection immédiate et rapprochée autour des ouvrages de captage et l'institution de servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau ;
- L'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiate du captage ; la commune de Treignac est autorisée à acquérir en pleine propriété soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté, ces dits terrains, ou à obtenir une convention de gestion lorsque ces terrains dépendent du domaine public de l'état.

**ARTICLE 2 : AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE**

La commune de Treignac est autorisée à prélever et dévier une partie des eaux souterraines au niveau du CAPTAGE D'USSANGE dans les conditions fixées par le présent arrêté.

**ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES, LOCALISATION ET AMENAGEMENT DU CAPTAGE**

le captage d'USSANGE est situé sur la parcelle 100 de la section E, commune de Treignac.

Ses coordonnées topographiques Lambert (zone II) sont :

X = 561 173 m Y = 2 060 564

**ARTICLE 4 : CONDITIONS DE PRELEVEMENT**

Les débits maximum d'exploitation autorisés sont :

- débit de prélèvement maximum instantané inférieur à 8 m<sup>3</sup>/h,
- débit de prélèvement maximum annuel de 45 000 m<sup>3</sup>, correspondant à la capacité de production de la ressource.

Le prélèvement relève de la 1.2.2.0. 2° de la nomenclature qui figure au tableau annexé à l'article R214-1 du code de l'environnement.

Les installations doivent disposer d'un compteur volumétrique permettant de vérifier en permanence ces valeurs. Le déclarant consigne sur un registre ou cahier les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ;
- les incidents survenus dans l'exploitation et, selon le cas, dans la mesure des volumes prélevés ou le suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Si nécessaire, le préfet fixera, par arrêté, des dates d'enregistrement particulières ou une augmentation de la fréquence d'enregistrement pendant les périodes sensibles pour l'état des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Ce cahier sera tenu à la disposition des agents du contrôle ; les données qu'il contient devront être conservées 3 ans par le déclarant

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE  
DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX  
DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION  
AUTOUR DU CAPTAGE D'USSANGE ALIMENTANT LA COMMUNE DE TREIGNAC**

**ARTICLE 5 : INDEMNISATIONS ET DROIT DES TIERS**

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité des CAPTAGE D'USSANGE sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à charge de la commune de Treignac.

**ARTICLE 6 : PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE**

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et une zone sensible sont établis autour des installations de captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

**ARTICLE 6.1 : DISPOSITIONS COMMUNES AUX PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE ET  
RAPPROCHEE**

- I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, en particulier l'avis d'un hydrogéologue agréé aux frais du pétitionnaire.
- II. Toutes mesures devront être prises pour que la commune de Treignac et la direction départementale des affaires sanitaires et sociales soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.
- III. La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation aux titres des codes de l'environnement, la santé publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

**ARTICLE 6.2 : PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE**

Le périmètre de protection immédiate du CAPTAGE D'USSANGE est situé la totalité de la parcelle 100 de la section E, commune de Treignac et a une superficie de 800 m<sup>2</sup>.

Les terrains des périmètres de protection immédiate doivent être et demeurer la propriété de la commune de Treignac. Ils doivent être clos de manière efficace afin d'interdire toutes activités autres que leur entretien et être maintenus en herbe rase.

Les travaux de mise en conformité des captages sont les suivants :

- réfection des clôtures du PPI ;
- abattages d'arbres et défrichages ;
- réfection du regard ;
- aménagement des accès.

**ARTICLE 6.3 : PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE**

- Le périmètre de protection rapprochée est établi conformément au plan joint en annexe.

Il a une superficie approximative de 54 000 m<sup>2</sup>.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions suivantes :



**ARRETE PREFECTORAL PORTANT  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE  
DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX  
DE L'INSTALLATION DES PERIMETRES DE PROTECTION  
AUTOUR DU CAPTAGE D'USSANGE ALIMENTANT LA COMMUNE DE TREIGNAC**

**Prescriptions générales à l'intérieur des PPR :**

**Sont interdits :**

- l'établissement de toute construction, ouvrage ou dépôt superficiel ou souterrain,
- le rejet d'eaux usées,
- l'utilisation de produits phytosanitaires,
- l'utilisation de désherbants,
- la création de puits et puits perdus,
- la création de nouvelles voies de communication routières et ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir des liaisons existantes,
- la création de tout point d'eau et toute modification de l'écoulement des eaux souterraines et superficielles à l'exception des aménagements qui permettront de diriger les eaux de ruissellement vers l'aval du captage,
- le déversement ou le stockage de tous produits solides ou liquides susceptibles de nuire gravement à la bonne qualité des eaux souterraines (produits chimiques, hydrocarbures, produits radioactifs, ...),
- la création de dépôts d'ordures ménagères et autres produits fermentescibles, d'immondices, de détritus, de déchets communément désignés inertes, de produits radioactifs et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement,
- l'établissement de cimetières,
- la création de camping,
- le forage de puits,
- l'ouverture de carrières ainsi que l'ouverture de mines à ciel ouvert ou souterrain,
- l'utilisation de mâchefers d'incinération,
- la modification de la topographie,

**Sont recommandés :**

- le maintien des haies et des talus (leur rétablissement sera encouragé)
- l'entretien régulier des rigoles maintenues en amont des captages de telle sorte à éviter la stagnation des eaux de surface.

**Prescriptions agricoles à l'intérieur du PPR :**

**SANS OBJET**

**Prescriptions forestières à l'intérieur du PPR :**

**Sont interdits :**

- le défrichement de terrains boisés (changement de la nature des terrains),
- le stockage de bois,
- le dessouchage, le stockage et l'enfouissement de souches.

**Sont limitées :**

- Les opérations de coupes et de débardages devront être réalisées en périodes sèches.

**Sont autorisées :**

- Le reste des opérations sylvicoles courantes.

**ARTICLE 6.4 : ZONE SENSIBLE**

La zone sensible s'étend sur la totalité du bassin versant topographique du captage. Elle a une superficie de l'ordre de 13 hectares, périmètres de protection immédiate et rapprochée non compris.

Tous projets situés dans la zone sensible (plan au 1/10000) devront faire l'objet d'une information du maire de la commune de Treignac, responsable de la qualité de l'eau et de la mise en place des périmètres de protection.

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE  
DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX  
DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION  
AUTOUR DU CAPTAGE D'USSANGE ALIMENTANT LA COMMUNE DE TREIGNAC**

**Chapitre 2 : Traitement, distribution de l'eau**

Ces eaux faiblement minéralisées, feront l'objet d'un traitement correctif (neutralisation) permettant de délivrer en permanence une eau sans caractère agressif.

**Chapitre 3 : Dispositions diverses**

**ARTICLE 7 : RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE**

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté, y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de Treignac devra être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

**ARTICLE 8 : DELAI ET DUREE DE VALIDITE**

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai minimum de trois ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

**ARTICLE 9 : SERVITUDE DE PASSAGE**

Une servitude d'accès aux périmètres de protection immédiate du CAPTAGE D'USSANGE sera établie au bénéfice de la commune de Treignac sur les parcelles 103 et 105 de la section E, commune de Treignac.

**ARTICLE 10 : NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE**

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté, de sa notification sans délai aux propriétaires ou ayants droits des parcelles concernées par les périmètres de protection, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant une durée de 2 mois des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de monsieur le préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire de la commune de Treignac. Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet dans un délai de 6 mois après la date de signature de monsieur le préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée, l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

**ARTICLE 11 : SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES**

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE  
DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX  
DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION  
AUTOUR DU CAPTAGE D'USSANGE ALIMENTANT LA COMMUNE DE TREIGNAC**

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité de l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

**ARTICLE 12 : DROIT DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de LIMOGES.

**ARTICLE 13 : MESURES EXECUTOIRES**

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Treignac, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corrèze, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Pour le préfet,  
et par délégation,  
le Secrétaire Général,

François Bonnet

PREFECTURE DE LA CORREZE

COMMUNE DE TREIGNAC

## Instauration des protections autour du captage d'USSANGE

### PLAN PARCELLAIRE

vu pour être annexé  
à notre arrêté en date de  
ce jour.

19 AOUT 2008

TULLE, le

Le Préfet,  
Pour le préfet,  
et par délégation,  
le Secrétaire Général,

François Borne

Périmètres de Protection :

immédiate : + — + —

rapprochée : — — —

Echelle : 1/2 500

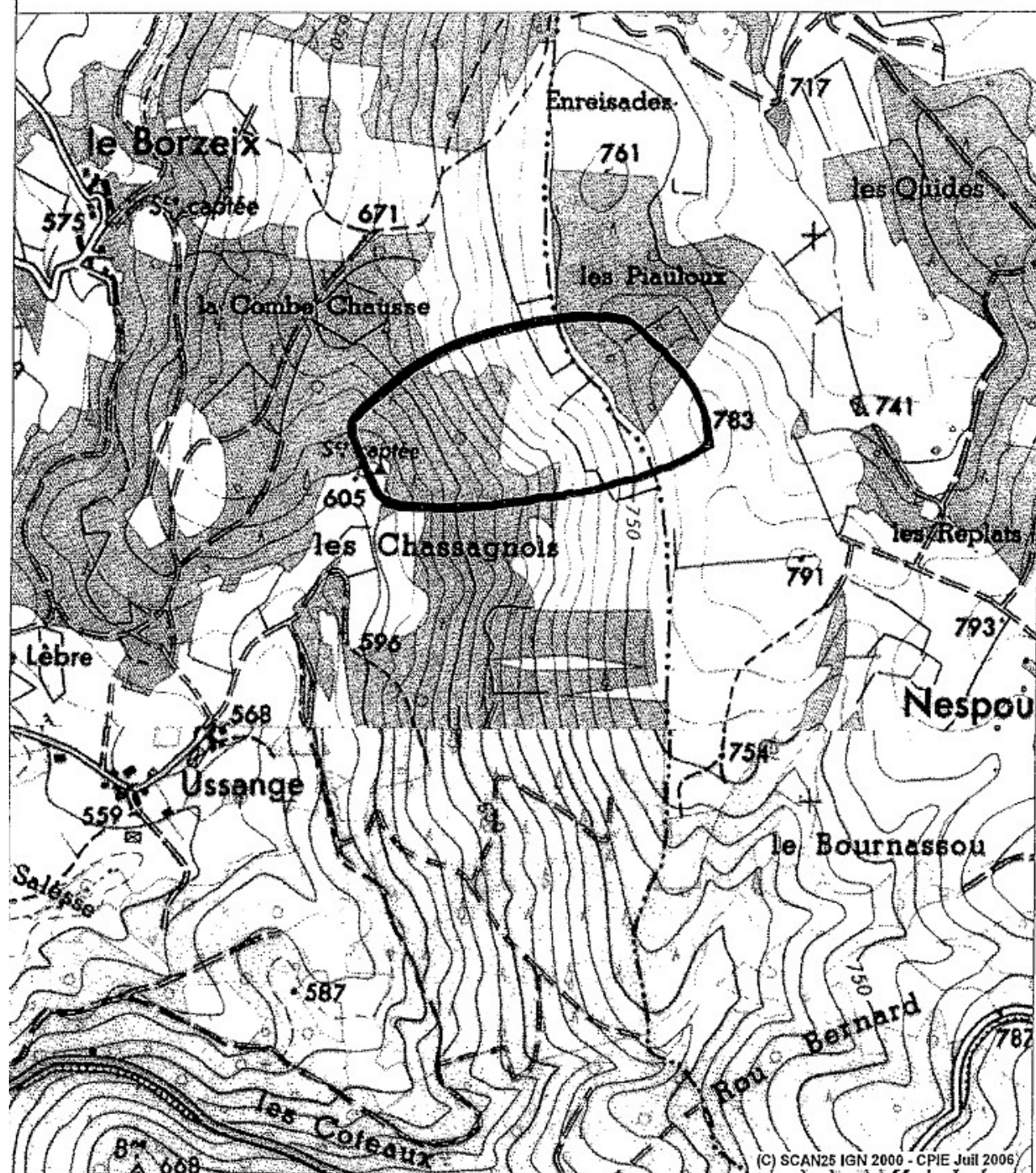
C.B. 06/06

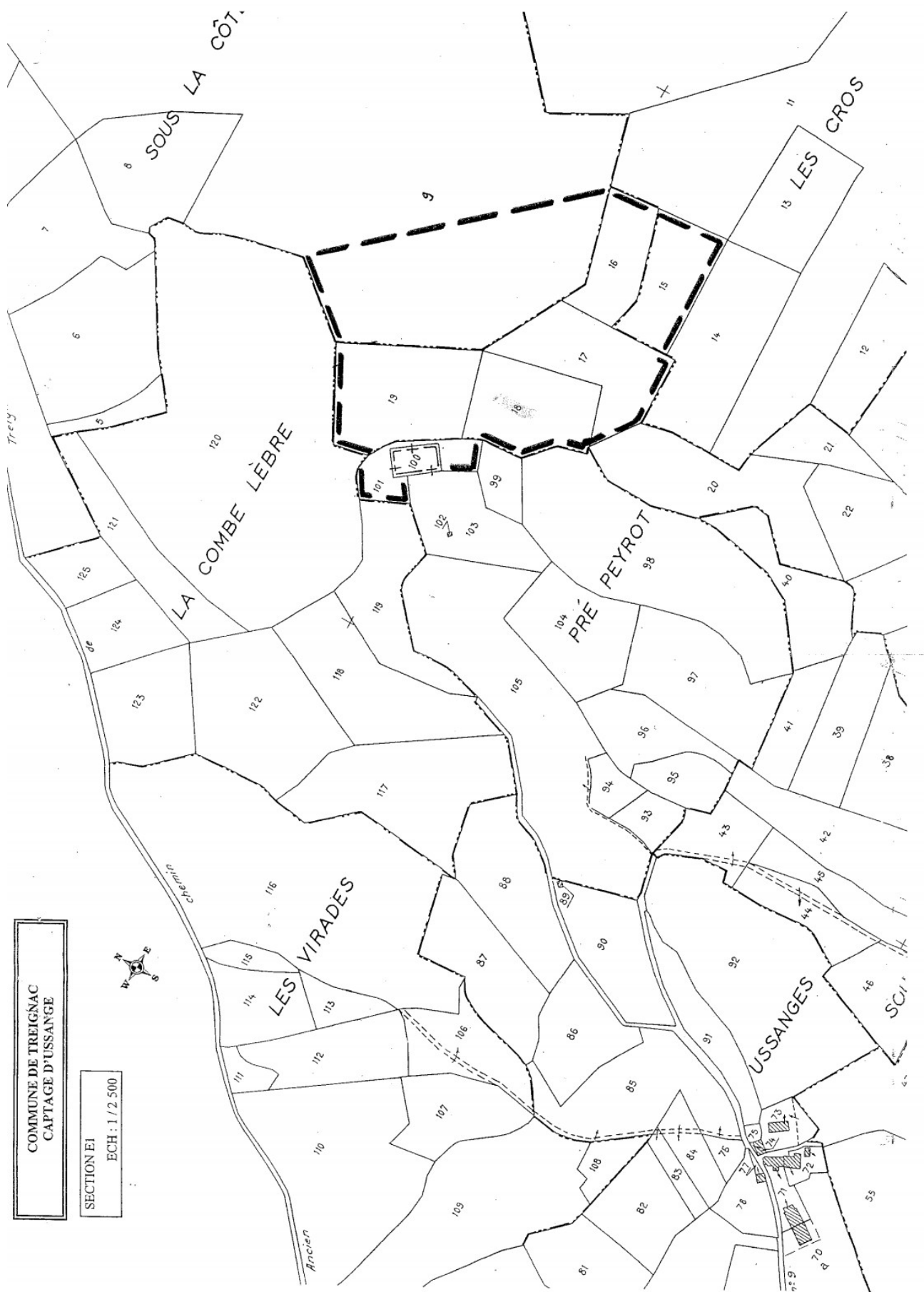


# COMMUNE DE TREIGNAC

## CAPTAGE D'USSANGE DELIMITATION DE LA ZONE SENSIBLE (COMMUNES DE TREIGNAC ET LESTARDS)

Ech : 1 / 10 000





PREFECTURE DE LA CORREZE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Tulle, le

14 DEC. 1999

**ARRETE PREFECTORAL**

**déclarant d'utilité publique la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de TREIGNAC à capter sous certaines conditions  
les eaux souterraines du captage de "LAVAL"  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine**

LE PREFET DE LA CORREZE

VU le code de la santé publique, chapitres I, III et IV du titre premier du livre premier,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'Expropriation,

VU le code de l'Urbanisme,

VU le Code Rural et notamment son article 113,

VU la Loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,

VU le décret 89-3 modifié du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine,

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine,

./..

**ARRETE PREFECTORAL**  
déclarant d'utilité publique la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de TREIGNAC à capter sous certaines conditions  
les eaux souterraines du captage de "LAVAL"  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

VU la circulaire du 02 janvier 1997 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,

VU l'arrêté du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4, 5, 20 et 22 du décret 89-3 modifié,

VU le Règlement Sanitaire Départemental

VU la délibération de la commune de TREIGNAC en date du 5 août 1997 sollicitant la déclaration d'utilité publique des protections autour du captage de "LAVAL" ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en date du 27 juin 1993 ;

VU le dossier soumis à enquête publique du 7 au 21 décembre 1998 ;

VU l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur le 18 janvier 1999 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en date du 9 novembre 1999 ;

CONSIDERANT que l'alimentation en eau potable de la commune de TREIGNAC revêt un caractère d'utilité publique,

SUR PROPOSITION de Monsieur Le Secrétaire Général de La Préfecture de la CORREZE,

**ARRETE**

Article 1er : Les travaux et la protection des eaux produites par le captage de "LAVAL", commune de Treignac au bénéfice de la commune de TREIGNAC sont déclarés d'utilité publique.

Article 2 : La commune de TREIGNAC est autorisée à utiliser les eaux du captage de "LAVAL" pour la consommation humaine dans les conditions définies par le présent arrêté.

J..



**ARRETE PREFECTORAL**  
déclarant d'utilité publique la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de TREIGNAC à capter sous certaines conditions  
les eaux souterraines du captage de "LAVAL"  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

Article 3 : Le captage de "Laval" est situé en totalité sur la parcelle n° 316, section F2, commune de Treignac.

Article 4 : Le débit de cette source est compris entre 0,3 et 1,5 L/s.

Article 5 : Ces eaux faiblement minéralisées, feront l'objet d'un traitement correctif (neutralisation) permettant de délivrer une eau sans caractère agressif en permanence. En raison des résultats bactériologiques enregistrés sur le réseau de distribution, un traitement de désinfection devra être mis en place.

Article 6 : Il sera établi autour du captage de "LAVAL", conformément au plan annexé au présent arrêté :

***Un périmètre de protection immédiate.***

Le captage de "Laval" est situé en totalité sur la parcelle n° 316, section F2, commune de Treignac.

Ce périmètre, acquis par la commune, sera clos de manière efficace afin d'interdire toutes activités autre que son entretien. Il sera maintenu en herbe rase.

Une servitude d'accès aux périmètres de protection immédiate sera créée au sein des parcelles n° 289 et 617, section F, feuille 2, commune de Treignac.

***Un périmètre de protection rapprochée.***

Il est situé :

- \* en totalité sur les parcelles n° 317, 421, 422, section F2, commune de Treignac.
- \* en partie sur les parcelles n° 617, 618, section F2, commune de Treignac.

Au sein de ce périmètre, sont interdits :

- l'établissement de toute construction, ouvrage ou dépôt superficiel ou souterrain,
- l'établissement de zone d'approvisionnement en fourrage et en abreuvement en amont des captages,
- le stationnement des animaux l'hiver (Novembre à Mars),
- l'établissement d'abris où les animaux pourraient se regrouper en amont des captages,
- les stockages, en dehors des sièges d'exploitation et non aménagés, de produits fertilisants et de produits phytosanitaires

../..

**ARRETE PREFECTORAL**  
déclarant d'utilité publique la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de TREIGNAC à capter sous certaines conditions  
les eaux souterraines du captage de "LAVAL"  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

- les silos, destinés à la conservation par voie humide d'aliments pour animaux (silos taupinières pour herbe ou maïs),
- les dépôts de fumier,
- la rotation des cultures. Les terres cultivées seront reconverties en prairie de longue durée.
- l'épandage de lisier, de purin, de boues de station d'épuration,
- l'utilisation de produits phytosanitaires,
- l'utilisation de désherbants,
- le rejet d'eaux usées,
- La création de puits et puits perdus,
- La création de nouvelles voies de communication routières et ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir des liaisons existantes,
- La création de tout point d'eau et toute modification de l'écoulement des eaux souterraines et superficielles à l'exception des aménagements qui permettront de diriger les eaux de ruissellement vers l'aval du captage,
- Le déversement ou le stockage de tous produits solides ou liquides susceptibles de nuire gravement à la bonne qualité des eaux souterraines, produits chimiques, hydrocarbures, produits radioactifs, etc.
- La création de dépôts d'ordures ménagères et autres produits fermentescibles, d'immondices, de détritus, de déchets communément désignés inertes, de produits radioactifs et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement,
- La décharge des ordures ménagères, l'établissement de cimetières, la création de camping, le forage de puits, l'ouverture de carrières ainsi que l'ouverture de mines à ciel ouvert ou souterrain, l'utilisation de mâchefers d'incinération de tous types de travaux publics,
- La modification de la topographie,
- Le défrichement de terrains boisés (changement de la nature des terrains),
- Le stockage de bois,
- Le désouchage, le stockage et l'enfouissement de souches.

Les opérations sylvicoles courantes (éclaircie, élagage) sont autorisées. L'abattage reste possible avec un reboisement sans travaux. Les opérations de débardage devront être contrôlées notamment après avis du Maire.

Les parcelles boisées seront maintenues en l'état.

Au sein de ce périmètre, seront limités :

- l'apport d'engrais à 60 unités azote et à 50 unités d'acide phosphorique épandues entre avril et septembre,
- l'apport de fumier limité à 20 T/ha (au début du printemps).

**ARRETE PREFECTORAL**  
déclarant d'utilité publique la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de TREIGNAC à capter sous certaines conditions  
les eaux souterraines du captage de "LAVAL"  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

Au sein de ce périmètre, seront autorisés :

- l'apport d'amendement calcique et magnésien,
- le retournement des prairies une fois tous les 5 ans à raison d'une surface retournée n'excédant pas 1 hectare,

Au sein de ce périmètre, seront recommandés :

- le maintien des haies et des talus et si possible encourager leur rétablissement,
- dans la mesure où les rigoles seront maintenues en amont des captages, elles devront être entretenues régulièrement afin d'éviter la stagnation des eaux de surface,

Article 7 : La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les travaux à effectuer ne sont pas accomplis dans un délai de cinq ans à compter de ce jour.

Article 8 : Le Maire de la commune de TREIGNAC notifiera cet arrêté aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée et veillera au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection avec enregistrement des servitudes à la conservation des hypothèques.

Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :  
- d'un recours administratif  
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent

Article 10 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de la commune de Treignac, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté et destinataires d'une ampliation.  
Cet arrêté sera affiché à la mairie de Treignac et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la CORREZE.



TULLE, le

14 DEC. 1999

Pour ampliation  
Par délégation  
L'Attaché de Préfecture Le **PREFET** de la CORREZE  
*[Signature]*  
F. CODE  
**BALLANDRAS**

PREFECTURE DE LA CORREZE

COMMUNE DE TREIGNAC

Instauration des protections  
autour du Captage de "LAVAL"  
(Cne de Treignac)

Vu pour être annexé  
à notre arrêté en date de  
ce jour.

TULLE, le 14 DEC. 1999

Le Préfet,

PLAN PARCELLAIRE

Pour le Préfet  
et par délégation,  
le Secrétaire Général,

J. Ballandras  
J. BALLANDRAS

Périmètres de Protection :

immédiate : — + — + —

rapprochée : — — — — —

Echelle : 1/2500

Pour copie conforme  
et par délégation,  
L'Attaché de Préfecture,

Françoise GODÉ

O.N. 08/97







PREFET DE LA CORREZE

Agence régionale de santé Limousin  
Délégation territoriale



**Arrêté Préfectoral Modificatif  
de l'Arrêté Préfectoral du 14 décembre 1999 déclarant d'utilité  
publique les travaux et la mise en place des périmètres de  
protection et autorisant la commune de TREIGNAC à capter  
sous certaines conditions les eaux souterraines des captages de  
« La Rebière 2 à 6 » en vue de leur utilisation pour la  
consommation humaine**



Le préfet de la Corrèze,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 1999, déclarant d'utilité publique les travaux et la mise en place des périmètres de protection et autorisant la commune de Treignac à capter sous certaines conditions les eaux souterraines des captages « La Rebière 1 à 6 » en vue de leur utilisation pour la consommation humaine ;

VU le rapport hydrogéologique remis par l'Hydrogéologue agréé en date du 17 décembre 2012 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 27 juin 2014 ;

Considérant que la modification proposée par la nouvelle expertise hydrogéologique ne change pas l'économie générale du dossier,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de La Préfecture de la CORREZE,

../..

## ARRETE

### Article 1 :

L'article 4 est ainsi modifié : Le captage de La Rebière 1 est abandonné et définitivement déconnecté du réseau d'adduction communale. Les parcelles n° 392 et 418 de la section F3, commune de Treignac, ne sont plus intégrées dans les périmètres de protection.

### Article 2 :

Le périmètre de protection immédiate du captage de La Rebière 2 est modifié selon le plan présenté en annexe.

### Article 3 :

Dans l'article 7 les parcelles n° 390 ; 392 ; 393, et 394 section F3 de la commune de Treignac, concernant le périmètre de protection rapprochée sont supprimées.

### Article 4 :

Les travaux complémentaires concernent :

- le renouvellement des échelles d'accès des regards de captage ;
- le remplacement des capots par des dispositifs de fermeture équipés de cheminées d'aération.

### Article 5 :

Les autres dispositions de l'arrêté susvisé demeurent inchangées.

### Article 6 :


Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Treignac, le directeur départemental des Territoires, le directeur général de l'agence régionale de santé et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corrèze, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans la mairie intéressée.

TULLE, le 22 JUIL 2014

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation

Le directeur de cabinet

  
Joëlle SOUM





PREFECTURE DE LA CORREZE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Tulle, le

14 DEC. 1999

**ARRETE PREFECTORAL**

**déclarant d'utilité publique la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de TREIGNAC à capter sous certaines conditions  
les eaux souterraines des captages de "LA REBIERE 1, 2, 3, 4, 5, 6"  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine**

LE PREFET DE LA CORREZE

VU le code de la santé publique, chapitres I, III et IV du titre premier du livre premier,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'Expropriation,

VU le code de l'Urbanisme,

VU le Code Rural et notamment son article 113,

VU la Loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,

VU le décret 89-3 modifié du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine,

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine,

../..

**ARRETE PREFECTORAL**  
déclarant d'utilité publique la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de TREIGNAC à capter sous certaines conditions  
les eaux souterraines des captages de "LA REBIERE 1, 2, 3, 4, 5, 6"  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

VU la circulaire du 02 janvier 1997 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,

VU l'arrêté du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4, 5, 20 et 22 du décret 89-3 modifié,

VU le Règlement Sanitaire Départemental

VU la délibération de la commune de TREIGNAC en date du 5 août 1997 sollicitant la déclaration d'utilité publique des protections autour des captages de "LA REBIERE 1, 2, 3, 4, 5, 6" ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en date du 27 juin 1993 ;

VU le dossier soumis à enquête publique du 7 au 21 décembre 1998 ;

VU l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur le 18 janvier 1999 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en date du 9 novembre 1999 ;

CONSIDERANT que l'alimentation en eau potable de la commune de TREIGNAC revêt un caractère d'utilité publique,

SUR PROPOSITION de Monsieur Le Secrétaire Général de La Préfecture de la CORREZE,

**ARRETE**

Article 1er :

Les travaux et la protection des eaux produites par les captages de "LA REBIERE 1, 2, 3, 4, 5, 6", commune de Treignac au bénéfice de la commune de TREIGNAC sont déclarés d'utilité publique.

././.

**ARRETE PREFECTORAL**  
déclarant d'utilité publique la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de TREIGNAC à capter sous certaines conditions  
les eaux souterraines des captages de "LA REBIERE 1, 2, 3, 4, 5, 6"  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

Article 2 : La commune de TREIGNAC est autorisée à utiliser les eaux des captages de "LA REBIERE 1, 2, 3, 4, 5, 6" pour la consommation humaine dans les conditions définies par le présent arrêté.

Article 3 : Le captage de LA REBIERE 1 est situé en partie sur les parcelles n° 392 et 418 de la section F3, commune de Treignac.  
Le captage de LA REBIERE 2 est situé en partie sur la parcelle n° 403 de la section F3, commune de Treignac.  
Le captage de LA REBIERE 3 est situé en partie sur les parcelles n° 403, 418, 419 de la section F3, commune de Treignac.  
Le captage de LA REBIERE 4 est situé en partie sur la parcelle n° 401 de la section F3, commune de Treignac.  
Le captage de LA REBIERE 5 est situé en totalité sur la parcelle n° 409 de la section F3, commune de Treignac.  
Le captage de LA REBIERE 6 est situé en partie sur la parcelle n° 411 de la section F3, commune de Treignac.

Article 4 : Le captage de LA REBIERE 1 situé en partie sur les parcelles n° 392 et 418 de la section F3, commune de Treignac, sera abandonné et déconnecté du réseau d'adduction communale.

Article 5 : Les débits de l'ensemble de ces sources sont compris entre 3 et 8 L/s.

Article 6 : Ces eaux faiblement minéralisées, feront l'objet d'un traitement correctif (neutralisation) permettant de délivrer une eau sans caractère agressif en permanence. En raison des résultats bactériologiques enregistrés sur le réseau de distribution, un traitement de désinfection devra être mis en place.

Article 7 : Il sera établi autour des captages de "LA REBIERE 1, 2, 3, 4, 5, 6", conformément au plan annexé au présent arrêté :

***Un périmètre de protection immédiate.***

Le P.P.I. du captage de LA REBIERE 2 est situé en partie sur la parcelle n° 403 de la section F3, commune de Treignac.

Le P.P.I. du captage de LA REBIERE 3 est situé en partie sur les parcelles n° 403, 418, 419 de la section F3, commune de Treignac.

Le P.P.I. du captage de LA REBIERE 4 est situé en partie sur la parcelle n° 401 de la section F3, commune de Treignac.

../..

**ARRETE PREFECTORAL**  
déclarant d'utilité publique la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de TREIGNAC à capter sous certaines conditions  
les eaux souterraines des captages de "LA REBIERE 1, 2, 3, 4, 5, 6"  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

Le P.P.I. du captage de LA REBIERE 5 est situé en totalité sur la parcelle n° 409 de la section F3, commune de Treignac.

Le P.P.I. du captage de LA REBIERE 6 est situé en partie sur la parcelle n° 411 de la section F3, commune de Treignac.

Ces périmètres seront acquis par la commune et clos de manière efficace afin d'interdire toutes activités autre que son entretien. Il sera maintenu en herbe rase.

Une servitude d'accès aux périmètres de protection immédiate sera créée au sein des parcelles n° 388, 394, 392, 401, 403, 406 et 411.

***Un périmètre de protection rapprochée.***

Les sources de "La Rebière" ayant le même bassin d'alimentation, un périmètre de protection rapprochée commun est proposé pour l'ensemble de ces captages.

Il est situé :

- \* en totalité sur les parcelles n° 393, 394, 405, 406, 410, 415, 416, section F3, commune de Treignac.
- \* en partie sur les parcelles n° 390, 392, 401, 403, 411, 418, 419, section F3, commune de Treignac.

Au sein de ce périmètre, sont interdits :

- l'établissement de toute construction, ouvrage ou dépôt superficiel ou souterrain,
- l'établissement de zone d'approvisionnement en fourrage et en abreuvement en amont des captages, à l'exception de l'abreuvoir situé dans le coin de la parcelle 403,
- le stationnement des animaux l'hiver (Novembre à Mars),
- l'établissement d'abris où les animaux pourraient se regrouper en amont des captages,
- les stockages, en dehors des sièges d'exploitation et non aménagés, de produits fertilisants et de produits phytosanitaires
- les silos, destinés à la conservation par voie humide d'aliments pour animaux (silos taupinières pour herbe ou maïs),
- les dépôts de fumier,
- la rotation des cultures. Les terres cultivées seront reconverties en prairie de longue durée.
- l'épandage de lisier, de purin, de boues de station d'épuration,

../..



**ARRETE PREFECTORAL**  
déclarant d'utilité publique la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de TREIGNAC à capter sous certaines conditions  
les eaux souterraines des captages de "LA REBIERE 1, 2, 3, 4, 5, 6"  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

- l'utilisation de produits phytosanitaires,
- l'utilisation de désherbants,
- le rejet d'eaux usées,
- La création de puisards et puits perdus,
- La création de nouvelles voies de communication routières et ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir des liaisons existantes,
- La création de tout point d'eau et toute modification de l'écoulement des eaux souterraines et superficielles à l'exception des aménagements qui permettront de diriger les eaux de ruissellement vers l'aval du captage,
- Le déversement ou le stockage de tous produits solides ou liquides susceptibles de nuire gravement à la bonne qualité des eaux souterraines, produits chimiques, hydrocarbures, produits radioactifs, etc.
- La création de dépôts d'ordures ménagères et autres produits fermentescibles, d'immondices, de détritus, de déchets communément désignés inertes, de produits radioactifs et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement,
- La décharge des ordures ménagères, l'établissement de cimetières, la création de camping, le forage de puits, l'ouverture de carrières ainsi que l'ouverture de mines à ciel ouvert ou souterrain, l'utilisation de mâchefers d'incinération de tous types de travaux publics,
- La modification de la topographie,
- Le défrichement de terrains boisés (changement de la nature des terrains),
- Le stockage de bois,
- Le désouchage, le stockage et l'enfouissement de souches.

Les opérations sylvicoles courantes (éclaircie, élagage) sont autorisées. L'abattage reste possible avec un reboisement sans travaux. Les opérations de débardage devront être contrôlées notamment après avis du Maire.

Les parcelles boisées seront maintenues en l'état.

Au sein de ce périmètre, seront limités :

- l'apport d'engrais à 60 unités azote et à 50 unités d'acide phosphorique épandues entre avril et septembre,
- l'apport de fumier limité à 20 T/ha (au début du printemps).

Au sein de ce périmètre, seront autorisés :

- l'apport d'amendement calcaïque et magnésien,
- le retournement des prairies une fois tous les 5 ans à raison d'une surface retournée n'excédant pas 1 hectare,

**ARRETE PREFECTORAL**  
déclarant d'utilité publique la mise en place des périmètres de protection  
et autorisant la commune de TREIGNAC à capter sous certaines conditions  
les eaux souterraines des captages de "LA REBIERE 1, 2, 3, 4, 5, 6"  
en vue de leur utilisation pour la consommation humaine

Au sein de ce périmètre, seront recommandés :

- le maintien des haies et des talus et si possible encourager leur rétablissement,
- dans la mesure où les rigoles seront maintenues en amont des captages, elles devront être entretenues régulièrement afin d'éviter la stagnation des eaux de surface,

La source privée située dans la parcelle n° 419 sera captée et canalisée de manière étanche jusque dans la parcelle 390.

Article 8 : La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les travaux à effectuer ne sont pas accomplis dans un délai de cinq ans à compter de ce jour.

Article 9 : Le Maire de la commune de TREIGNAC notifiera cet arrêté aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée et veillera au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection avec enregistrement des servitudes à la conservation des hypothèques.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- d'un recours administratif
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent

Article 11 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de la commune de Treignac, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté et destinataires d'une ampliation.

Cet arrêté sera affiché à la mairie de Treignac et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la CORREZE.

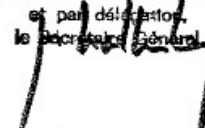


Pour ampliation  
Par délégation  
l'Attaché de Préfecture

  
Françoise GODE

TULLE, le 14 DEC. 1999

Le Préfet de la CORREZE

  
Jean BALLANDRAS

PREFECTURE DE LA CORREZE

COMMUNE DE TREIGNAC

Instauration des protections  
autour des Captages  
de "LA REBIERE 1, 2, 3, 4, 5, 6"  
(Cne de Treignac)

Vu pour être annexé  
à notre arrêté en date de  
ce jour.

TULLE, le 14 DEC. 1999

Le Préfet,

PLAN PARCELLAIRE

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

*J. Ballandras*  
J. BALLANDRAS

Périmètres de Protection :

immédiate : \_\_\_\_\_

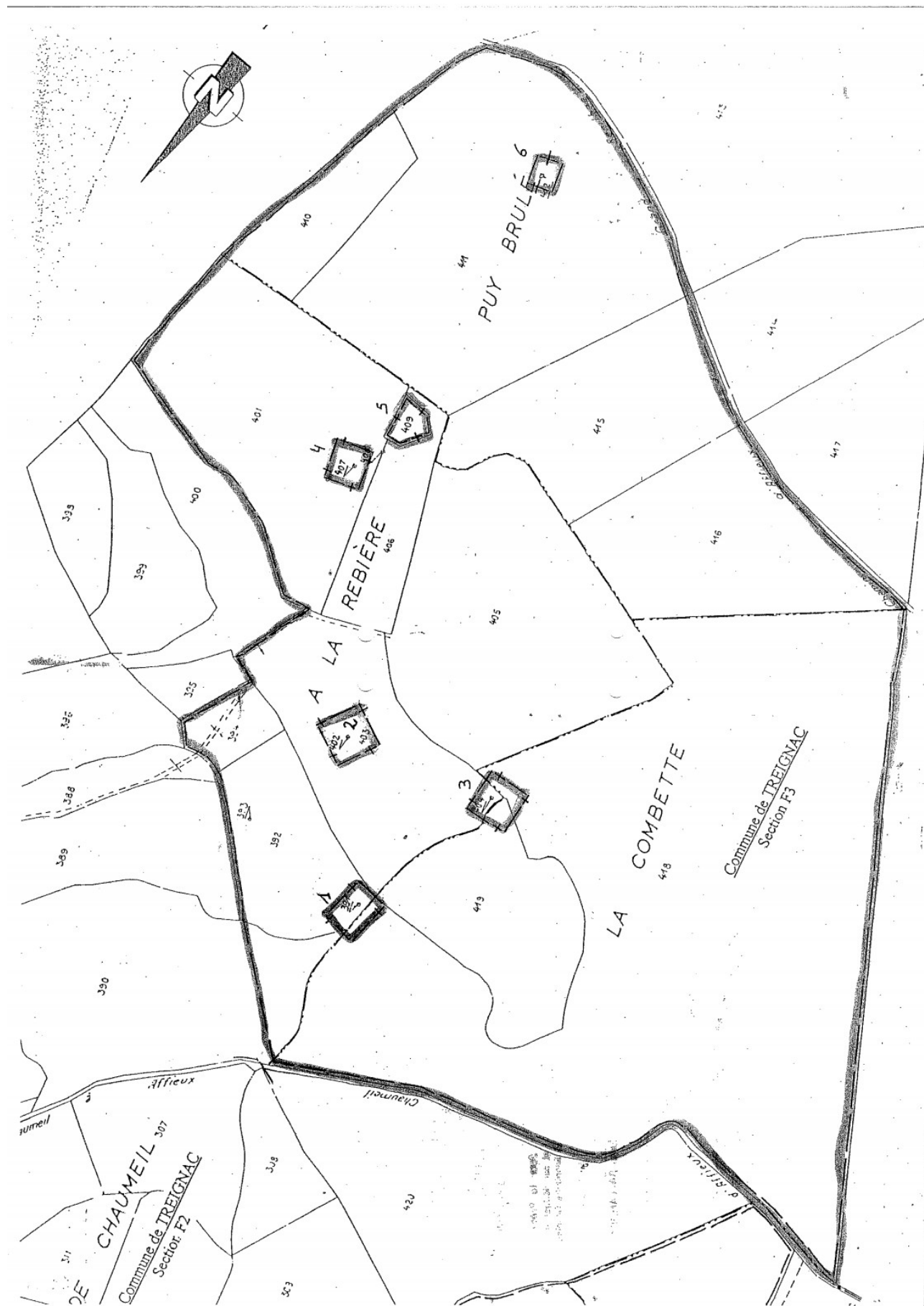
rapprochée : \_\_\_\_\_

Echelle : 1/2500

Pour copie conforme  
et par délégation,  
L'Attaché de Préfecture,

*F. Godé*  
Françoise GODÉ

O.N. 08/97







**NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX  
LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES  
Ouvrages du réseau d'alimentation générale**

**SERVITUDES I4**

**Ancrage, appui, passage, élagage et abattages d'arbres**

**REFERENCES :**

- Articles L.321-1 et suivants et L.323-3 et suivants du Code de l'énergie ;
- Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
- Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

**EFFETS DE LA SERVITUDE**

Ce sont les effets prévus par les articles L.323-3 et suivants du Code de l'énergie. Le décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

**A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation).

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (article L.323-4 du Code de l'énergie).

## **B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL**

### **1°/ Obligations passives**

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

### **2°/ Droits des propriétaires**

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

## **REMARQUE IMPORTANTE**

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toute délivrance de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

## **EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX**

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (excepté les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).

En application du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, codifié aux articles R.554-20 et suivants du Code de l'environnement, le maître d'ouvrage des travaux est soumis à plusieurs obligations et doit notamment consulter le guichet unique sur l'existence éventuelle d'ouvrages dans la zone de travaux prévue.

Lorsque l'emprise des travaux entre dans la zone d'implantation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit réaliser une déclaration de projet de travaux (DT).

L'exécutant des travaux doit également adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) reprenant les mêmes informations que la DT (localisation, périmètre de l'emprise des travaux, nature des travaux et techniques opératoires prévues).

L'exploitant des ouvrages électriques répond alors dans un délai de 9 jours pour les DT dématérialisées et 15 jours pour les DT non dématérialisées et toute DICT. Des classes de précisions sont données par les exploitants et des investigations complémentaires peuvent être réalisées.

<b>SERVICES RESPONSABLES</b>
------------------------------

**NATIONAL** : Ministère en charge de l'énergie

**REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX :**

Pour les tensions supérieures à 50 000 Volts :

- DREAL,
- RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale

- DREAL,
- Distributeurs ERDF et /ou Régies.



– Servitude liée à la protection des centres radioélectriques d'émission et de réception radioélectriques contre les obstacles – PT2

*POSTES ET TELECOMMUNICATIONS*

*LIAISON HERTZIENNE*

**UZERCHE - TREIGNAC**

---

19\_22\_001

19\_22\_005

●  
*TRONCON*

**UZERCHE - TREIGNAC**

*EXTRAIT DE LA CARTE DE FRANCE : 1/25.000*

●  
*ZONES DE DEGAGEMENT*

*CODE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS*

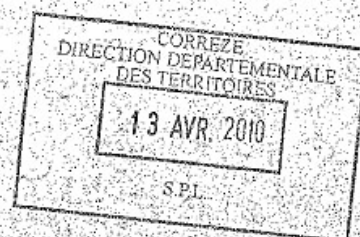
*(Decret n° 62273 et 62274 du 12.3.1962)*

*LIMOGES*

*FHL 1C-6*



— LEGENDE —



- 1 Dans les zones secondaires de dégagement délimitées par un cercle de 1000m de rayon à Uzerche/ Voir

*Nota :* ) et un cercle de 500m de rayon à Treignac  
il est interdit en dehors des limites du domaine de l'Etat sauf autorisation du Secrétaire d'état aux PTT de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède la hauteur précisée sur le plan ci-contre par rapport au niveau de la mer

*Nota :* Les servitudes relatives à la zone secondaire de dégagement de 1000m de rayon à Uzerche ont été instituées par décret en date du 7 Décembre 1976 (L.H. Uzerche-Pompadour)

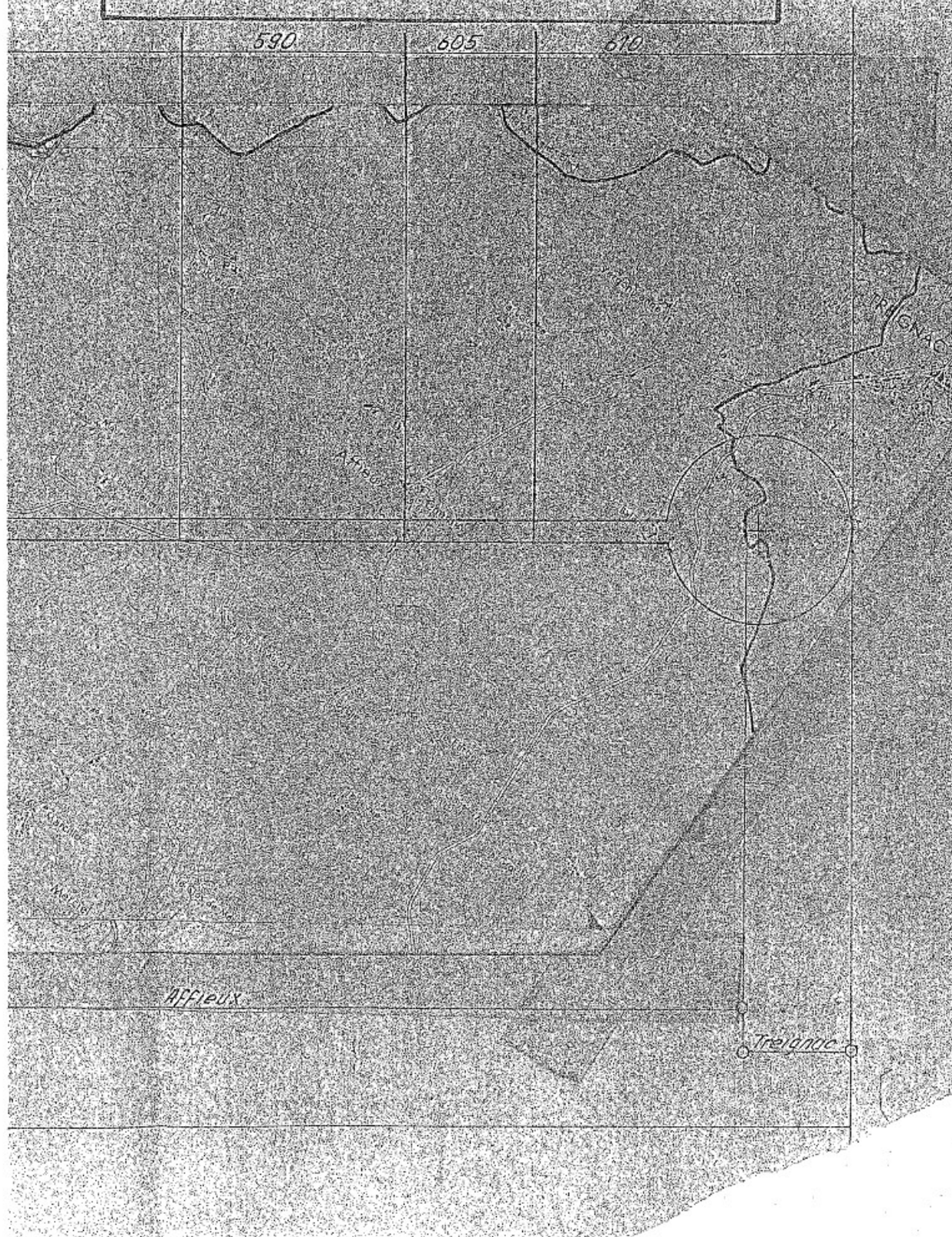
- 2 Dans la zone spéciale de dégagement délimitée par deux traits parallèles distants de 100 mètres, il est interdit en dehors des limites du domaine de l'Etat sauf autorisation du Secrétaire d'état aux PTT de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède 25 mètres au dessus du niveau du sol ou l'altitude précisée sur le plan ci-contre par rapport au niveau de la mer

*Nota :* Adresse du Service à consulter seulement dans le cas où une construction dans les zones de servitudes déroge au Décret ainsi que dans les cas douteux

DIRECTION  
des TÉLÉCOMMUNICATIONS  
de la RÉGION de LIMOGES  
Division Uçvce, Section Télégraphie  
8, Rue Edouard Vaillant  
87053 LIMOGES CEDEX

# Station de TREIGNAC

Décret du 09-05-1979



POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

LIAISON HERTZIENNE

UZERCHE\_CHAMBERET

●  
TRONCON

TREIGNAC\_CHAMBERET

019.022.0005

0019.022.0004

EXTRAIT DE LA CARTE DE FRANCE 1/25000

●  
**ZONES DE DEGAGEMENT**

CODE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

(Décret n° 62273 et 62274 du 12 Mars 1962)

LIMOGES

FHL 1E6



— LEGENDE —

- 1 Dans les zones secondaires de dégagement délimitées par un cercle de 500m de rayon à Treignac "Le Calvaire" (voir Nota) et un couloir de 1000m de long sur 100m de large à Chamberet il est interdit en dehors des limites du domaine de l'Etat sauf autorisation du Secrétaire d'état aux PTT de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède la hauteur précisée sur le plan ci contre par rapport au niveau de la mer

NOTA: Les servitudes relatives à la zone secondaire de dégagement de 500m de rayon à Treignac ont fait l'objet de l'enquête publique de la liaison hertzienne UZERCHE-TREIGNAC Arrêté Préfectoral du 18 Janvier 1977

- 2 Dans la zone spéciale de dégagement délimitée par deux traits parallèles distants de 100 mètres, il est interdit en dehors des limites du domaine de l'Etat sauf autorisation du Secrétaire d'Etat aux PTT de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède 25 mètres au dessus du niveau du sol ou l'altitude précisée sur le plan ci contre par rapport au niveau de la mer

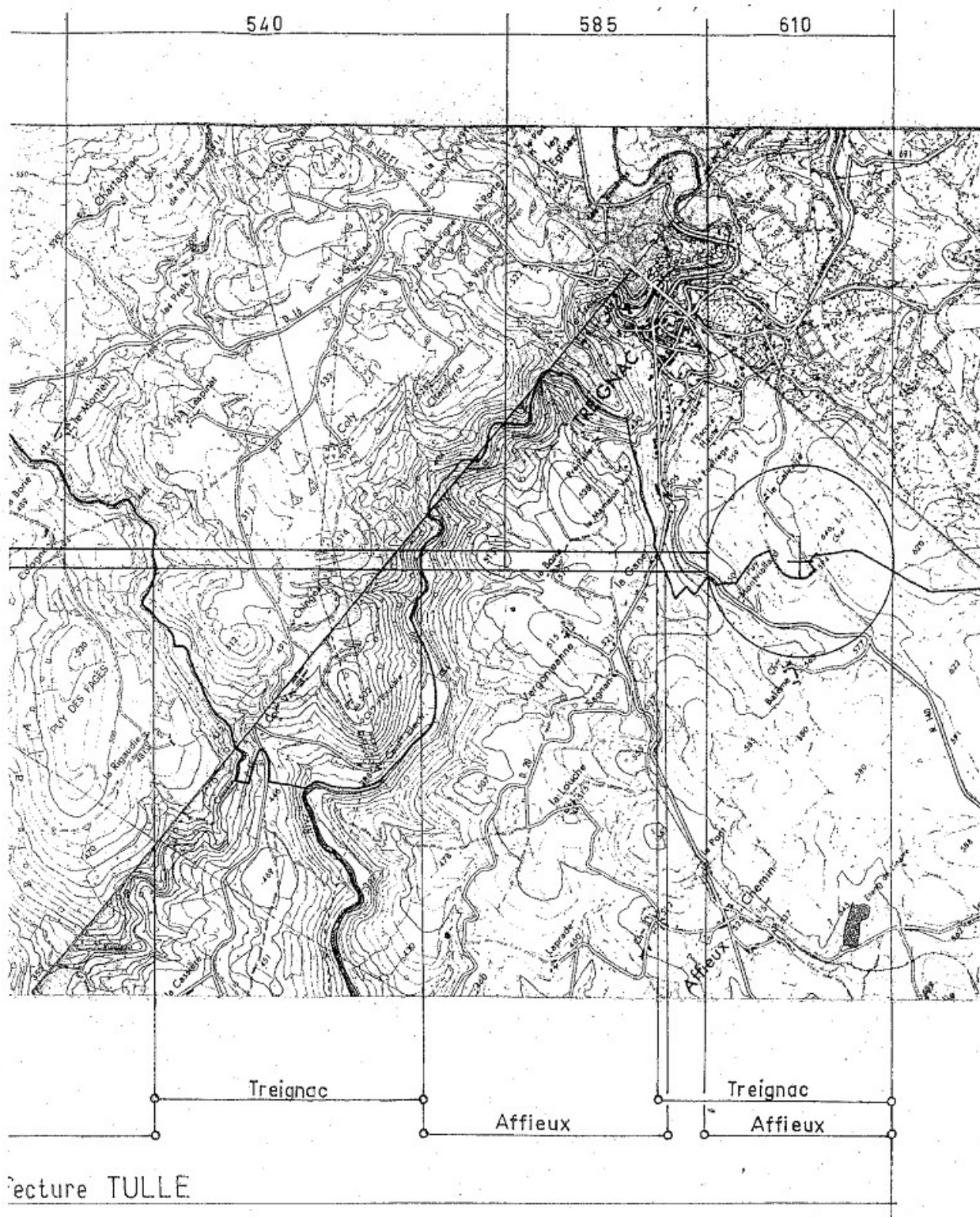
NOTA Adresse du service à consulter seulement dans le cas où une construction dans les zones de servitudes déroge au Décret ainsi que dans les cas douteux

DIRECTION  
des TELECOMMUNICATIONS  
Division Lignes Section Transmissions  
8 Rue Edouard Vaillant  
87033 LIMOGES CEDEX



79

Station de TREIGNAC  
le calvaire  
Décret du 09/05/1979



## Annexe 2

### – Arrêté préfectoral réglementant la circulation des véhicules transportant des bois ronds



PREFET DE LA CORREZE

#### **ARRETE PREFECTORAL Portant réglementation de la circulation des véhicules transportant des bois ronds**

**LE PREFET DE LA CORREZE,**

**Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur,**

**Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le Code de la Route, notamment ses articles R.433-9 à R.433-16,

**Vu** le décret n° 2009-780 du 23 juin 2009 relatif au transport de bois ronds et complétant le code de la route,

**Vu** le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L.131-8 et L.141-9,

**Vu** l'avis du Président du Conseil Général de la Corrèze,

**Vu** l'avis du Directeur de la Société des Autoroutes du Sud de la France,

**Vu** l'avis du Directeur de la Direction Inter-régionale des Routes du Centre-Ouest,

**Considérant** la nécessité économique d'assurer la desserte des massifs forestiers et des industries de première transformation du bois ;

**Considérant** le résultat de la concertation avec les élus locaux et les représentants de la filière bois,  
**sur Proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Corrèze,

#### **ARRETE**

##### **ARTICLE 1 :**

En application des articles R 433-9 à R 433-16 du Code de la Route et du décret n° 2009-780 du 23 juin 2009 relatif au transport de bois ronds, les itinéraires sur lesquels il peut être dérogé à la limite réglementaire de 40 tonnes de poids total roulant autorisé pour les ensembles de véhicules de plus de quatre essieux, pour le transport de bois ronds, sont définis sur les cartes annexées au présent arrêté. Ces itinéraires sont susceptibles d'être modifiés à tout moment pour tenir compte, notamment, de l'état des voiries.

#### **ARTICLE 2 :**

L'intégration dans le réseau dérogatoire visé à l'article 1 des itinéraires figurant dans l'annexe 1 et correspondant à la voirie départementale est valable jusqu'au 31 décembre 2011.

#### **ARTICLE 3 :**

Les ensembles de véhicules de transport de bois ronds sont soumis aux obligations générales du Code de la Route et aux prescriptions particulières édictées par les arrêtés spécifiques (municipal, départemental ou préfectoral) réglementant la circulation sur certaines sections de voies, notamment, les traversées d'agglomération, les ouvrages d'art et les chantiers routiers.

#### **ARTICLE 4 :**

Les caractéristiques des véhicules de transport de bois ronds doivent être conformes aux dispositions des articles R 433-12, R 433-13 et R 433-15 du Code de la Route, des articles 3 à 6 de l'arrêté du 29 juin 2009 relatif au transport de bois ronds et de l'article 4 du décret n° 2009-780 du 23 juin 2009 relatif au transport de bois ronds.

#### **ARTICLE 5 :**

L'éclairage et la signalisation des ensembles de véhicules transportant des bois ronds doivent être complétés par deux feux tournants ou tubes à décharge à l'avant et deux feux de même type à l'arrière, disposés symétriquement le plus près possible des extrémités hors tout avant et arrière du convoi.

Ces feux doivent fonctionner en permanence de jour et de nuit, sauf lorsque le convoi à l'arrêt dégage entièrement la chaussée et ses abords immédiats.

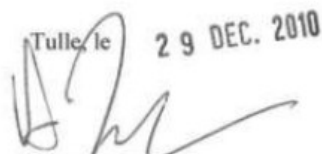
#### **ARTICLE 6 :**

La circulation des véhicules transportant des bois ronds est interdite :

- sur autoroute pour les ensembles de véhicules qui ne pourraient pas atteindre une vitesse en pallier de 50 km/h.
- Sur l'ensemble du réseau routier et autoroutier du samedi ou veille de fête à 12 heures au lundi et lendemain de fête à 6 heures.
- par temps de neige ou de verglas lorsque la visibilité est insuffisante.

#### **ARTICLE 7 :**

Le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale de la Corrèze, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Président du Conseil Général, le Directeur de la Société des Autoroutes du Sud de la France, le Directeur de la Direction Interrégionale des Routes du Centre-Ouest, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Tulle, le 29 DEC. 2010  
  
LE PREFET  
Alain ZABULON

## ARRETE PREFECTORAL

### Portant réglementation de la circulation des véhicules transportant des bois ronds

#### Annexe 1

Sont intégrés dans le réseau dérogatoire relatif au transport de bois ronds les itinéraires correspondant à la première liste suivante :

- pour la voirie gérée par l'Etat et la société d'autoroute :
  - A 20 dans la totalité de la traversée du département de la Corrèze
  - A 89 dans la totalité de la traversée du département de la Corrèze
  - RD 9 (barreau) pour la partie assurant la continuité de l'A 89 et son raccordement avec l'A 20
- pour la voirie départementale :

N° ROUTE DÉPARTEMENTAL E	EXTRÉMITÉS	
1089	FEYT - Limite PUY-DE-DOME	USSAC - carrefour échangeur n°49 (A20)
982	USSEL - carrefour RD1089	ST-REMY - limite CREUSE
979	ST-ANGEL - carrefour RD1089	BORT-LES-ORGUES - limite CANTAL
922	BORT-LES-ORGUES - limite CANTAL Nord	BORT-LES-ORGUES - limite CANTAL Sud
683	BORT-LES-ORGUES - carrefour RD979	BORT-LES-ORGUES - limite CANTAL
36	MAUSSAC - carrefour RD1089	MEYMAC - carrefour RD36 <sup>E</sup> Sud
36 <sup>E</sup>	MEYMAC - carrefour RD36 Sud	MEYMAC - carrefour RD36 Nord
36	MEYMAC - carrefour RD36 <sup>E</sup> Nord	MEYMAC - carrefour RD979 Lontrade
979	MEYMAC - carrefour RD36 Lontrade	VIAM - carrefour RD940
940	VIAM - carrefour RD979	L'EGLISE-AUX-BOIS - Limite HAUTE-VIENNE
142 <sup>E2</sup>	ROSIERS D'EGLÉTONS - carrefour RD1089	ROSIERS D'EGLÉTONS - carrefour échangeur n°22 (A89)
1120	NAVES - carrefour échangeur n°20 (A89)	ESPARTIGNAC - carrefour échangeur n°45 (A20)
940	SEILHAC - carrefour RD1120	VIAM - carrefour RD979
1120	LAGUENNE - carrefour RD1089	GOULLES - limite CANTAL
2120	ARGENTAT - carrefour RD1120 Sud	ARGENTAT - carrefour RD980
980	ARGENTAT - carrefour RD2120	ST-JULIEN-AUX-BOIS - limite CANTAL
920	NESPOULS - carrefour RD19	NESPOULS - carrefour RD19 <sup>E</sup>
820	NESPOULS - carrefour RD19 <sup>E</sup>	NESPOULS - limite LOT
982	MESTES - carrefour RD979 Sud	NEUVIC - carrefour RD171
16	EGLÉTONS - carrefour RD1089	TREIGNAC - carrefour RD16 <sup>E3</sup>
16 <sup>E3</sup>	TREIGNAC - carrefour RD16	TREIGNAC - carrefour RD940
16 <sup>E</sup>	ROSIERS D'EGLÉTONS - carrefour RD1089	ROSIERS D'EGLÉTONS - carrefour RD16
16	ROSIERS D'EGLÉTONS - carrefour RD16 <sup>E</sup>	ROSIERS D'EGLÉTONS - carrefour RD18
18	ROSIERS D'EGLÉTONS - carrefour RD16	MARCILLAC-LA-CROISILLE - carrefour RD978
978	MARCILLAC-LA-CROISILLE - carrefour RD18	GIMEL-LES-CASCADES - carrefour RD26
26	GIMEL-LES-CASCADES - carrefour RD978	ST-PRIEST-DE-GIMEL - carrefour RD1089



– Cartes du schéma directeur de voirie et d'exploitation forestière





# Schéma Directeur de Voirie et d'Équipements Forestiers de la Corrèze

Conception : DDT 19  
Date d'impression : 13-03-2017

-  Voirie forestière réalisée
-  Place de dépôt réalisée
-  Projet de place de dépôt
-  Projet de voirie forestière
-  SDVEF 19
-  Limites communales
-  Limites départementales



Édition :

s : CRPF Limousin - DDT 19

jour : 1 fois par an (dernière mise à jour : 2009)

## Annexe 3

### – Arrêté préfectoral portant application du statut du fermage du 25 septembre 2012



Direction départementale  
des territoires de la Corrèze

#### **Arrêté préfectoral portant application du statut du fermage**

Le préfet de la Corrèze  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** le livre IV du Code Rural et de la Pêche Maritime, et notamment les articles L411 et R411;

**VU** les articles 1720 et suivants du Code Civil;

**VU** la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche n° 2010-874 du 27 juillet 2010;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements;

**VU** le décret n° 2008-27 du 8 janvier 2008 relatif au calcul des références à utiliser pour arrêter les maxima et minima du loyer des bâtiments d'exploitation et modifiant le Code Rural et de la Pêche Maritime;

**VU** l'arrêté préfectoral N° 2011256-0001 en date du 13 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur départemental des territoires de la Corrèze,

**VU** l'avis émis par la Commission Consultative Paritaire Départementale des baux ruraux en date du 17 septembre 2012;

**Sur** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires;

**ARRETE**

## **PREAMBULE**

Toute mise à disposition à titre onéreux d'un immeuble à usage agricole en vue de l'exploiter est régie par les dispositions relatives au statut du fermage, à l'exception des conventions conclues en application des articles L 411.2 et L 411.3 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM).

### **Article premier - BAUX DES PETITES PARCELLES**

En application de l'article L411-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM), toute parcelle ou tout groupe de parcelles agricoles d'une contenance totale égale ou inférieure à :

- 0 ha 50 de superficie agricole utilisée dans les cantons de Beaulieu, Beynat, Meyssac,
- 1 ha 50 de superficie agricole utilisée dans les autres cantons de l'arrondissement de Brive,
- 2 ha de superficie agricole utilisée dans l'arrondissement de Tulle,
- 2,5 ha de superficie agricole utilisée dans l'arrondissement d'Ussel,

appartenant à un même propriétaire et loué à un même preneur, pourra, selon convention des parties, déroger aux dispositions des articles L411-4 à L411-7, L411-8 alinéa 1, L411-11 L411-16 et L417-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Cette superficie est uniformément de 0 ha 25 pour les vignes, vergers, pépinières, cultures maraîchères, horticoles et autres cultures spécialisées.

Les taillis, forêts, les terrains ne pouvant produire une récolte annuelle, les jardins familiaux, sont déduits des superficies sus-indiquées à moins qu'ils ne dépendent d'une exploitation agricole faisant l'objet d'un bail écrit.

Le statut particulier des baux de petites parcelles ne s'applique pas aux parcelles ayant fait l'objet d'une division depuis moins de 9 ans.

### **Article 2 - DROIT DE PREEMPTION DU PRENEUR**

En application de l'article L412-5 du CRPM, le droit de préemption ne peut être exercé si, au jour où il fait connaître sa décision d'exercer ce droit, le bénéficiaire, ou éventuellement son conjoint ou descendant subrogé, est déjà propriétaire de parcelles représentant une superficie totale supérieure à 3 fois la surface minimum d'installation.

Toute parcelle dépendant d'une exploitation agricole exploitée par le même preneur et appartenant à un même propriétaire, mise en vente séparément sera soumise au même droit de préemption que l'exploitation elle-même.



**Article 3 - MODALITES DE CALCUL DU PRIX DES BAUX RURAUX ET VALEURS DE REFERENCE**

**A/ TERRAINS SEULS :**

Le prix de chaque fermage est établi en fonction, notamment, de la durée du bail, compte tenu d'une éventuelle clause de reprise en cours de bail, de la qualité des sols ainsi que de la structure parcellaire du bien loué et, le cas échéant, de l'obligation faite au preneur de mettre en œuvre les pratiques culturales respectueuses de l'environnement en application de l'article L411-27 du CRPM. Le prix du fermage peut être évalué en utilisant la grille présentée en annexe II.

Les minima et maxima du loyer des terres nues, exprimés en monnaie, sont constatés chaque année par arrêté préfectoral et actualisés annuellement selon la variation de l'indice national des fermages.

Ces minima et ces maxima font l'objet d'un nouvel examen au plus tard tous les six ans.

**B/ BATIMENTS D'EXPLOITATION :**

Le loyer annuel des bâtiments d'exploitation faisant l'objet d'un nouveau bail ou d'un bail renouvelé à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2008 est calculé selon la méthode présentée ci-dessous :

**1. évaluation de la qualité globale du bâtiment : note / 100**

Critères	Notes	Maxi
État général - Vétusté		5
Bâtiment traditionnel		3
Bâtiment moderne		7
Fonctionnalité		7
Accès		4
Éloignement siège de l'exploitation		4
Intégration dans un ensemble foncier		4
Urbanisme – voisinage		3
Couverture		3
Bardage		3
Sol		3
Capacité de logement		5
Contention		5
Parc de tri		3
Embarquement		3
Capacité de stockage		7
Équipement intérieur (salle de traite, ...)		7
Local technique		3
Alimentation (mécanisable, couloir,...)		3
Silos		3
Électricité		3
Eau		3
Fosse		3
Isolation		3
Ventilation		3

TOTAL		100
-------	--	-----

## 2. Calcul du montant du loyer :

- Bâtiments anciens, d'un siècle ou plus : surface du bâtiment (m<sup>2</sup>) x 2 € x note totale/100
- Bâtiments modernes, de moins d'un siècle : surface du bâtiment (m<sup>2</sup>) x 1.25 € x note totale/100

La surface prise en compte est la surface au sol des bâtiments, murs compris.

Le montant du loyer des bâtiments d'exploitation est actualisé annuellement selon la variation de l'indice national des fermages.

## C/ MAISON D'HABITATION :

Le loyer mensuel d'une maison d'habitation louée par bail rural est calculé selon la méthode présentée ci-dessous :

### I. Calcul du montant du loyer mensuel de la maison d'habitation :

#### 1. Définition d'un prix de base au m<sup>2</sup>

Ce prix est compris entre 1,5 € / m<sup>2</sup> et 6,5 € / m<sup>2</sup>

Pour les maisons de superficie supérieure à 120 m<sup>2</sup>, le prix au m<sup>2</sup> est diminué de moitié, sur la surface excédant 120 m<sup>2</sup>.

#### 2. Définition de la surface utilisée pour le calcul du loyer

La surface utilisée pour le calcul du loyer de la maison d'habitation est la surface définie dans la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 et précisée dans le Décret n° 97.532 du 23 mai 1997 portant définition de la superficie privative d'un lot de copropriété : « superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre. »

#### 3. Évaluation de la qualité globale de la maison d'habitation : note / 100

L'évaluation de la qualité globale de la maison d'habitation prend en compte les 3 catégories de critères suivants :

- Critères d'entretien et de conservation : 40 %
- Critères de confort : 55%
- Critères de situation : 5 %

	Note	Maximum
Critères d'entretien et de conservation		
- Gros œuvre Murs et toitures, portes et fenêtres : ensemble neuf ou vétuste, étanchéité, état d'entretien et de conservation		40
Critères de confort		
- Installations sanitaires		



SAINT-SALVADOUR, SEGONZAC, SOUDAIN-LAVINADIERE, TREIGNAC, TULLE, VENARSAL, VIGNOLS, YSSANDON.

Zone III :

**Cantons de :** DONZENAC, LUBERSAC, UZERCHE,

**et communes de :** CHAMBOULIVE, CHANTEIX, CONCEZE, LAGRAULIERE, OBJAT, PERPEZAC-LE-NOIR, PIERREFITTE, SAINT-AULAIRE, SAINT-BONNET-L'ENFANTIER, SAINT-CLEMENT, SAINT-CYPRIEN, SAINT-CYR-LA-ROCHE, SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES, SAINT-JAL, SAINT-MEXANT, SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER, SAINT-SOLVE, SEILHAC, TROCHE, USSAC, VARETZ, VARS-SUR-ROSEIX, VIGEOIS, VOUTEZAC.

**Article 5 – REPRISE POUR CONSTRUCTION D'UNE MAISON D'HABITATION**

**En application de l'article L411.57 du CRPM, la surface maximale que le bailleur peut reprendre en vue de construire une maison d'habitation est fixée à :**

- 1 000 m<sup>2</sup> dans l'arrondissement de Brive
- 1 200 m<sup>2</sup> dans l'arrondissement de Tulle
- 1 500 m<sup>2</sup> dans l'arrondissement d'Ussel

Ces surfaces pourront être revues à la hausse en fonction des obligations réglementaires de la zone, relatives aux travaux d'assainissement.

**Article 6 - PLUS-VALUES ET MOINS-VALUES**

**A/ BAUX A LONG TERME :**

En cas de bail à long terme conclu conformément à l'article L416-1 et suivants du CRPM, la valeur est majorée de 15 % si la durée est de 18 ans et plus, en application de l'article L411-11 du CRPM.

**B/ BAUX DE CARRIERE :**

En application de l'article L416-5 du CRPM, Le prix d'un bail de carrière est celui d'un bail de 9 ans. S'il s'agit d'un bail à ferme les parties sont autorisées à majorer le prix dans des proportions qui ne peuvent être supérieures à un coefficient égal à 1 % par année de validité du bail.

**C/ BAUX CESSIBLES**

En application de l'article L418-2 du CRPM, Le prix d'un bail cessible est compris entre les maxima fixés dans l'arrêté annuel relatif aux baux ruraux et majorés de 50% et les minimas.

**D/ CLAUSES DE REPRISE :**



En application de l'article L411-11 du CRPM, lorsque le bailleur introduit, au renouvellement du bail, la clause de reprise sexennale prévue par la loi, la valeur est minorée de 10 % ; cette minoration est portée à 20 % dès la signification du congé.

#### **E/ CAPTAGES :**

Dans le cas de l'instauration de servitudes liées à la mise en place de périmètres pour la protection des captages d'eau potable, le principe d'une minoration du fermage a été retenu en application de la convention relative à la mise en place de ces périmètres.

### **Article 7 - AMELIORATIONS ET INVESTISSEMENTS POUVANT ETRE REALISES PAR LE PRENEUR**

En application de l'article L411-73 du CRPM, les travaux figurant sur la liste ci-dessous peuvent être effectués sans l'accord préalable du bailleur et, dans la mesure où l'affectation des locaux n'est pas modifiée, dès lors que l'amortissement des sommes engagées ne dépasse pas de plus de six ans la durée du bail.

Deux mois avant l'exécution de ces travaux, le preneur doit toutefois en communiquer les plans ainsi qu'un état descriptif et estimatif au bailleur, par lettre recommandée avec demande d'acté de réception, ou par acte extrajudiciaire.

Le bailleur peut, soit décider de les prendre à sa charge, soit pour des motifs sérieux et légitimes, saisir le Tribunal Paritaire dans le délai de deux mois, à peine de forclusion, en cas de désaccord sur les travaux envisagés ou sur leurs modalités d'exécution.

Le preneur peut exécuter ou faire exécuter ces travaux si aucune opposition n'a été formée dans les deux mois de la notification du projet, si l'opposition du bailleur a été levée par le Tribunal Paritaire ou si le bailleur n'a pas entrepris dans le délai d'un an les travaux qu'il s'est engagé à exécuter.

Ces travaux doivent présenter un caractère d'utilité certaine pour l'exploitation et être exécutés dans les conditions les plus économiques possibles.

#### **A/ AMELIORATION DES BATIMENTS D'EXPLOITATION EXISTANTS :**

##### **1/ Installation de l'eau et de l'électricité :**

###### **a) Eau :**

- adduction d'eau individuelle,
- branchements à la canalisation publique qui dessert la propriété,
- installations dans les bâtiments des canalisations d'eau potable, poses d'abreuvoirs automatiques.

###### **b) Électricité :**

- branchements, renforcements et mise en place de supports extérieurs d'arrivée et départ d'électricité, lumière force, installations de canalisations intérieures et extérieures à l'exclusion des appareils.

## **2/ Protection du cheptel vif de toutes espèces dans les conditions normales de salubrité :**

- aménagement d'un local existant pour une utilisation rationnelle, installation de stabulation libre,
- sols d'étables et rigoles d'évacuation du purin,
- pose d'auges, de cornadis, d'attaches, d'abreuvoirs, de systèmes de ventilation à l'exclusion des appareils,
- enduit intérieur des locaux à la hauteur exigée par la réglementation sanitaire départementale,
- aménagement et agrandissement des ouvertures en conformité avec la réglementation sanitaire départementale,
- aménagement des accès et des abords des bâtiments existants.

## **3/ Conservation des récoltes et des éléments fertilisants organiques :**

- établissement de gouttières et de tuyaux de descente des eaux de pluie, canalisations d'évacuation de ces eaux,
- bardage d'un hangar sur pignon exposé au vent et à la pluie et sur partie haute d'un autre pignon jusqu'à hauteur des gouttières,
- installation ou aménagement des plates-formes à fumier ou des fosses à purin et à lisier,
- aménagement d'un local existant pour des améliorations telles que stockage, ventilation, séchage,
- construction de silos-tranchée et de plate-formes pour ensilage,
- aménagement des accès.

## **B/ OUVRAGES INCORPORES AUX SOLS :**

### **1/ Travaux collectifs :**

- drainage et irrigation,
- assainissement, défrichage.

### **2/ Travaux d'amélioration des sols :**

- travaux assurant une meilleure productivité des sols, sans changer leur destination naturelle, tels que labour de défoncement, sous-solage, dérochage, drainage, assainissement, aménagement des accès aux parcelles de culture, suppression des haies et des talus,
- aménagement des points d'eau,
- création de lacs collinaires en vue d'irrigation sous réserve de rentabilité.

## **Article 8 - TABLES D'AMORTISSEMENT POUR INDEMNITE DUE AU PRENEUR SORTANT**

Sous réserve des travaux exécutés dès le commencement d'un bail ordinaire pour lesquels la durée d'amortissement ne peut excéder quinze années si le bail n'est pas renouvelé, le barème fixant la table d'amortissement destinée au calcul des indemnités auxquelles les preneurs de baux ruraux ont droit à l'expiration de leurs baux en raison des améliorations supportées par eux, aux fonds loués en ce qui concerne les bâtiments d'exploitation et les ouvrages incorporés au sol, est fixé comme suit (L411-71, R411-18 du CRPM):

### **A/ BATIMENTS D'HABITATION :**

#### **1/ Maisons de construction traditionnelle**

- maison d'habitation entièrement construite aux frais du preneur ..... 55 ans
- travaux d'aménagement effectués dans une maison d'habitation ou extension de celle-ci, aux frais du preneur :
  - travaux de gros œuvre .....30 ans
  - travaux sur autres éléments que le gros œuvre ..... 20 ans

#### **2/ maisons préfabriquées ..... 30 ans**

### **B/ BATIMENTS D'EXPLOITATION :**

1/ ouvrages autres que ceux définis aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>, en matériaux lourds ou demi-lourds, tels que maçonnerie de pierres d'épaisseur au moins égale à 30 cms, briques d'épaisseur égale ou supérieure à 12 cms, béton armé et agglomérés de ciment (parpaings) :ossatures et charpentes métalliques ou en bois traité ..... 20 à 30 ans

2/ ouvrages autres que ceux définis aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>, en matériaux légers, tels que bardages en matériaux légers ou incomplets ou briques d'épaisseur inférieure à 12 cm : ossatures, et charpentes autres que celles précédemment définies ..... 15 à 25 ans

3/ couvertures en tuiles, ardoises, tôle galvanisée d'épaisseur égale ou supérieure à 0,6 mm et matériaux de qualité au moins équivalente .....15 à 25 ans

4/ autres modes de couverture : chaume, bois, tôle galvanisée de moins de 0,6 mm notamment .....10 à 20 ans

### **C/ OUVRAGES INCORPORES AU SOL :**

#### **1/ Ouvrages constituant des immeubles par destination, à l'exception des ouvrages ou installations énumérés au 2 :**

- a) installations d'alimentation en eau, d'irrigation, d'assainissement, de drainage, notamment .....10 à 30 ans
- b) installations électriques dans des bâtiments autres que des étables .....10 à 25 ans
- c) installations électriques dans des étables et installations électriques extérieures.....10 à 15 ans

2/ Autres ouvrages ou installations, tels que clôtures ou matériel scellé au sol dans les bâtiments :

- a) ouvrages et installations ne comportant pas d'éléments mobiles .....10 à 20 ans
- b) ouvrages et installations comportant des éléments mobiles tels que matériel de ventilation, transporteurs et moteurs les mettant en mouvement . 5 à 15 ans

En ce qui concerne les bâtiments et installations démontables, le preneur aura la faculté de les enlever à son départ.

Le bailleur peut régler l'indemnité au preneur sortant, en étant à cet effet, le cas échéant, subrogé à ce dernier pour le bénéfice et les obligations de prêts spécifiques de la Banque obtenus par le preneur pour la réalisation des travaux concernés.

Lorsque l'indemnité a été fixée par le Juge et payée par le bailleur, celui-ci peut demander soit une majoration du prix du bail conformément à l'article L 411-76 du CRPM, soit le remboursement par le preneur entrant des sommes ainsi versées. Dans ce cas, l'indemnité qui sera due sera calculée comme s'il était entré dans les lieux à la date d'entrée du preneur sortant.

**Article 9 - REPARTITION DES IMPOTS DE LA PARTIE LOUEE**

A défaut d'accord amiable entre les parties, le preneur est tenu de rembourser au propriétaire le cinquième de la part totale des impôts fonciers, bâti et non bâti.

Le preneur est, en outre, tenu du paiement de l'intégralité des cotisations de prestations sociales agricoles et est redevable au propriétaire de la moitié de la taxe pour frais de chambre d'agriculture.

En cas de métayage, le propriétaire co-exploitant ne peut demander au métayer le remboursement des cotisations de prestations sociales agricoles que jusqu'à concurrence de la proportion des produits et des charges revenant à ce dernier et pour les deux tiers au moins.

**Article 10 - ETAT DES LIEUX**

En application de l'article L411-4 du CRPM, un état des lieux du modèle joint en **annexe IV** du présent arrêté est établi contradictoirement et à frais communs dans le mois qui précède l'entrée en jouissance ou dans le mois suivant celle-ci. Passé ce délai d'un mois, la partie la plus diligente établit un état des lieux qu'elle notifie à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette dernière dispose, à compter de ce jour, de deux mois



pour faire ses observations sur tout ou partie du projet ou pour l'accepter. Passé ce délai, son silence vaudra accord et l'état des lieux deviendra définitif et réputé établi contradictoirement.

L'état des lieux a pour objet de permettre de déterminer, le moment venu, les améliorations apportées par le preneur ou les dégradations subies par les constructions, le fonds et les cultures. Il constate avec précision l'état des bâtiments et des terres ainsi que le degré d'entretien des terres et leurs rendements moyens au cours des cinq dernières années.

#### **Article 11 - BAIL A FERME-TYPE**

Est approuvé le bail à ferme-type du modèle joint en **annexe III** du présent arrêté.

#### **Article 12 - REVISION DES BAUX EN COURS**

La publication du présent arrêté n'entraîne pas de révision du fermage pour les baux en cours.

#### **Article 15 - TEXTE ABROGE**

L'arrêté préfectoral du 16 septembre 1998 est abrogé.

#### **Article 16 - APPLICATION DU PRESENT ARRETE**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Madame le Secrétaire Général de la Corrèze, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tulle, le

Pour le préfet et par délégation  
Le directeur départemental des territoires

Denis Delcour



## **ANNEXE II - ELEMENTS D'APPRECIATION DE LA VALEUR AGRONOMIQUE ET EVALUATION DE LA VALEUR LOCATIVE**

### **A/ TERRAINS -**

Sont exclusivement à retenir les éléments indicatifs de la qualité intrinsèque des sols.

Sont à exclure ceux qui traduisent un état passager consécutif à la conduite antérieure récente de l'exploitation.

#### **Qualité du sol :**

Sont prises en considération sa composition physique et chimique, sa structure, sa perméabilité, son pouvoir de rétention, ses réserves en éléments humiques et fertilisants.

#### **Nature du sol :**

Elle est fonction de la profondeur de la couche arable, de la présence de pierres, de rochers, de suintements d'eau, mouillères ou marais.

La note maximale de 60 ne pourra être attribuée que si la couche arable atteint une épaisseur d'au moins 50 centimètres.

En fonction du type de terrain, les fourchettes de notation ci-après sont recommandées :

- \* terre d'alluvions profondes ..... note de 50 à 60
- \* terre argilo-calcaire ..... note de 40 à 50
- \* terre argilo-sableuse ..... note de 30 à 40
- \* terre siliceuse ..... note de 20 à 30
- \* sols superficiels, terrains de parcours ..... note de 10 à 20
- \* sols marécageux ..... note de 0 à 10.

#### **Régime des eaux :**

Les principaux critères de notation sont liés aux possibilités naturelles ou artificielles d'abreuvement et fonction de leurs qualités (commodité d'accès, propreté, écoulement, dangers éventuels pour les animaux, abords) ainsi que de leur permanence (captation, adduction, résistance à la sécheresse....).

La possibilité et la facilité d'irrigation et de drainage peuvent être appréciées.

#### **Morcellement - Forme - Bordures :**

La petite taille d'îlots dispersés, leur forme anguleuse ou irrégulière, sont la cause de difficultés d'exploitation.

Les grandes surfaces de forme adaptées à la mécanisation facilitent le travail mécanique.

La présence d'arbres en nombre important réduisant la surface agricole utile, l'absence de tout abri, constituent des handicaps.

#### **Accès - Eloignement :**

Il sera tenu compte de :

- la distance séparant les bâtiments des parcelles ou îlots, de la longueur, de la largeur et de l'état des chemins permettant l'accès au matériel,
- la distance séparant le siège de l'exploitation du centre économique local (école, services médicaux, approvisionnement).

**Relief - Exposition - Altitude :**

Il sera tenu compte :

- des facilités ou des difficultés de mécanisation,
- de la précocité ou du retard de la végétation.

L'altitude réduit le temps de végétation et limite les possibilités culturelles.



## Annexe 4

– Programme de mesures du Bassin Adour-Garonne.



## VOUS AVEZ DIT SDAGE ET PDM ?

### Gérer l'eau dans le temps et sur les territoires

Le SDAGE, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, définit pour 6 ans les priorités de la politique de l'eau dans le bassin Adour-Garonne.

- Il précise les orientations de la politique de l'eau dans le bassin pour une gestion équilibrée et durable de la ressource.
- Il donne des échéances pour atteindre le bon état des cours d'eau, lacs, nappes souterraines, estuaires et du littoral.
- Il précise ce qu'il convient de faire pour préserver ou améliorer l'état des eaux et des milieux aquatiques.

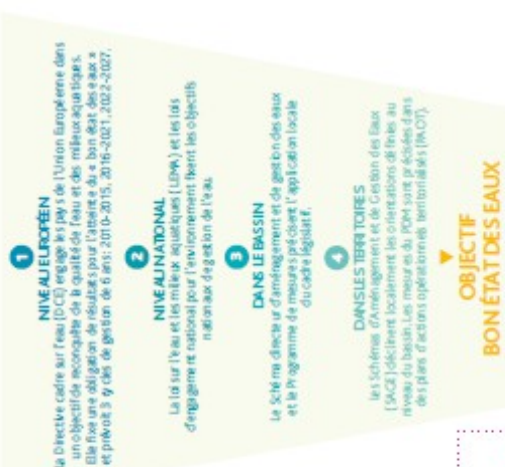
Le PDM, Programme De Mesures, regroupe les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du SDAGE. Ces actions peuvent être à la fois techniques, financières, réglementaires ou organisationnelles. Il évalue le coût de ces actions.

**LA PORTÉE JURIDIQUE DU SDAGE ET DU PDM**  
Le SDAGE et ses prescriptions s'imposent à l'ensemble des programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau.  
Le PDM lui-même est opposable aux acteurs administratifs.

### Un projet collectif, un engagement commun

Le SDAGE est élaboré par le Comité de bassin, « parlement de l'eau » qui regroupe des représentants des collectivités territoriales, des acteurs économiques, des associations et des services de l'État. Le PDM est établi par les services déconcentrés de l'État et les établissements publics.

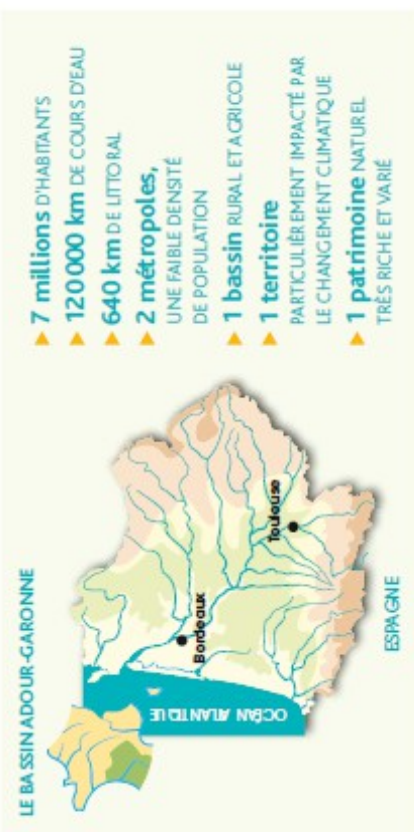
Ces documents sont préparés en concertation avec de nombreux acteurs de l'eau à l'échelle locale et sont ensuite soumis à l'avis du public et des partenaires institutionnels dans le cadre d'une consultation.



### OBJECTIF BON ÉTAT DES EAUX



Ils seront formellement approuvés par le Préfet coordonnateur de bassin fin 2015.  
La réussite du SDAGE et du PDM repose sur l'engagement de nombreux acteurs : maîtres d'ouvrage publics ou privés (collectivités territoriales, industriels, agriculteurs...), partenaires financiers, acteurs de l'urbanisme, opérateurs financiers, communauté scientifique, bureaux d'études, associations ou encore citoyens !



## OBJECTIF 2021 : 70 % DES RIVIÈRES DU BASSIN EN BON ÉTAT

Dans la continuité des efforts faits au cours du SDAGE précédent, la programmation 2016-2021 met à jour et renforce les actions pour atteindre cet objectif de bon état des eaux.

### Des progrès encourageants :

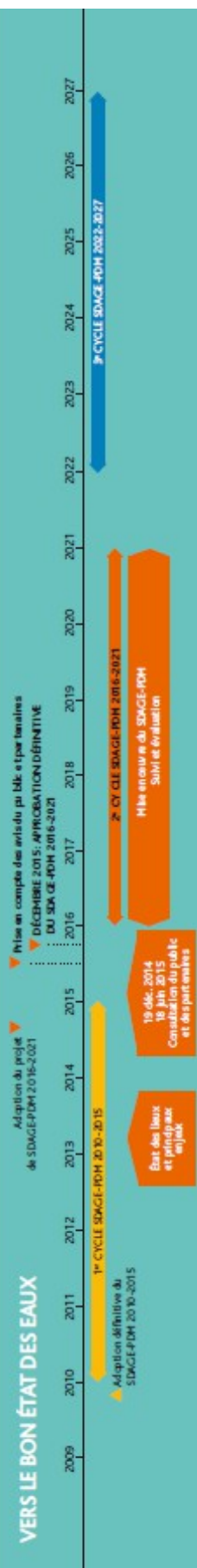
- la proportion des cours d'eau lacs, rivières souterraines, estuaires et du littoral - les masses d'eau - en bon état reste stable depuis 8 ans et la surveillance des milieux s'est intensifiée,
- la proportion de masses d'eau en mauvais état diminue,
- la lutte contre les pollutions ponctuelles, engagée depuis plus de 40 ans continue de démontrer son efficacité.

### Des objectifs réalistes :

- au regard du contexte économique dévorable et de la réforme des collectivités territoriales en cours,
- en raison de la difficulté de réduire à la source les pollutions diffuses (produits fertilisants, phytosanitaires...) et les attractions des cours d'eau,
- en fonction des délais de réponse importants pour certains milieux.

**UNE EAU EN BON ÉTAT**  
permet le maintien de la vie aquatique et la satisfaction des besoins humains. Elle ne contient pas de produits toxiques. Elle est disponible en quantité suffisante pour tous.

## VERS LE BON ÉTAT DES EAUX





Pour préserver ou améliorer la qualité des eaux et des milieux aquatiques, mais aussi inscrire les objectifs fixés par le Comité de bassin, le SDAGE Adour-Garonne identifie 4 priorités d'actions, les « orientations ».

Ces orientations répondent aux enjeux mis en avant dans le cadre de l'état des lieux réalisé en 2013. Elles sont déclinées en prescriptions - les dispositions - dans le SDAGE et traduites en actions concrètes - les mesures - dans le PDM.

## ORIENTATION A CRÉER LES CONDITIONS DE GOUVERNANCE FAVORABLES

Une politique de l'eau cohérente et menée à la bonne échelle.  
Cette orientation se traduit par 4 objectifs :

- **Mieux gérer l'eau** au niveau local et rationaliser les efforts.
- **Renforcer les connaissances** et partager les savoirs dans le contexte du changement climatique pour assurer les conditions d'une meilleure gestion des milieux aquatiques.
- **Mieux évaluer le coût des actions** et les bénéfices environnementaux.
- **Prendre en compte les enjeux de l'eau** dans l'aménagement et du territoire.



**+ de 250**  
structures  
intercommunales  
conduisent  
des programmes  
pluriannuels  
de gestion  
de l'eau

### Des prescriptions clés (SDAGE)

- Organiser des maîtres d'ouvrage à l'échelle de périmètres cohérents et de taille suffisante pour mutualiser moyens techniques et financiers et limiter le morcellement des actions.
- Développer une culture commune en informant et en sensibilisant pour s'adapter au changement climatique et l'anticiper.
- Optimiser la gestion globale de l'eau dans les documents d'urbanisme.

### Exemples d'actions (PDM)

- Mettre en place un Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).
- Organiser une journée de formation sur les enjeux de la qualité de l'eau.
- Réaliser une étude de connaissances sur les rejets domestiques.

### LES + DU PROJET DE SDAGE 2016-2021

- La nouvelle compétence des collectivités sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) inscrite dans le SDAGE.
- L'impact prévisible du changement climatique intégré aux connaissances et aux perspectives territoriales.
- Une meilleure prise en compte des enjeux de l'eau dans les documents d'urbanisme.



## ORIENTATION B RÉDUIRE LES POLLUTIONS

les pollutions compromettent le bon état des milieux aquatiques mais aussi les différents usages : l'alimentation en eau potable, les loisirs nautiques, la pêche, l'aquaculture...

Afin de réduire ces pollutions, le SDAGE demande :

- D'agir sur les rejets de polluants issus de l'assainissement et des activités industrielles.
- De réduire les pollutions d'origine agricole et assimilée.
- De préserver et reconquérir la **qualité de l'eau** pour l'eau potable et les activités de baignade.
- Sur le littoral, de préserver et reconquérir la qualité des eaux et des milieux.

### Des prescriptions clés (SDAGE)

- Fixer des flux admissibles à l'échelle des bassins versants.
- Améliorer la connaissance sur les substances médicamenteuses, les nouveaux polluants émergents...
- Protéger les ressources qui alimentent les captages en eau potable les plus menacés et mettre en place des programmes de réduction des pollutions.
- Assurer la compatibilité avec les objectifs du plan d'action pour le milieu marin en limitant par exemple, les polluants à la source pour diminuer l'impact sur les activités aquacoles.

### Exemples d'actions (PDM)

- Améliorer la performance d'une station d'épuration pour mieux traiter un polluant qui dégrade la rivière.
- Mettre en place un plan de lutte contre les pollutions pour protéger un captage d'eau potable.
- Limiter les apports de produits phytosanitaires en utilisant des pratiques alternatives (matériel d'épandage performant, désherbage mécanique...).

### LES + DU PROJET DE SDAGE 2016-2021

- Mise en place des « flux admissibles ».
- Amélioration de la surveillance des substances d'origine médicamenteuse et hormonale.
- Mise en cohérence des actions menées sur le bassin avec les objectifs définis pour le milieu marin.

**LE FLUX ADMISSIBLE**  
détermine la quantité maximale d'une substance que le cours d'eau peut accepter, tout en restant conforme à l'échelle d'un bassin versant, sans atteindre une base de sa qualité.

**80**  
captages prioritaires à protéger dans le bassin pour l'alimentation en eau potable

## LE SDAGE 2016-2021, DES ENJEUX TRANSVERSAUX



### La lutte contre les inondations

Le SDAGE propose des actions qui concourent à la gestion du milieu et à la prévention des risques, en tenant compte des enjeux de l'eau dans les documents d'urbanisme.



### La stratégie pour le milieu marin

Les activités humaines ont des répercussions sur la qualité des eaux littorales et marines. Les gestionnaires des bassins versants doivent tenir compte de ces impacts et des exigences du milieu marin, des zones littorales et estuariennes pour améliorer la qualité de l'eau et la qualité des milieux.

La planification pour le milieu marin (PMM) de la région méditerranéenne de la Gironde a été conduite de 2012 à 2014 pour réduire les impacts des activités humaines sur ce milieu. Ce plan d'action comprend un programme de mesures qui doit permettre d'atteindre un bon état écologique des eaux marines d'ici 2020.

Le SDAGE s'inscrit avec les objectifs du PMM.





## ORIENTATION C AMÉLIORER LA GESTION QUANTITATIVE

Maintenir une quantité d'eau suffisante dans les rivières est primordial pour l'alimentation en eau potable, le développement des activités économiques ou de loisirs et le bon état des milieux aquatiques.

Pour restaurer durablement l'équilibre quantitatif des besoins en eau, les axes suivants sont identifiés dans le SDAGE :

- Approfondir les connaissances et valoriser les données.
- Gérer durablement la ressource en eau en intégrant les impacts du changement climatique.
- Gérer les situations de crise (sécheresses...).



**65**  
points de  
référence au  
titre du SDAGE  
pour contrôler  
la gestion  
quantitative

### Exemples d'actions (PDM)

- Réaliser des économies d'eau dans tous les usages en réduisant les fuites et en maîtrisant les consommations.
- Mieux utiliser les réserves d'eau existantes pour soutenir les débits des cours d'eau.
- Créer de nouvelles réserves pour stocker l'eau en période des périodes de sécheresse.

**LES + DU PROJET DE SDAGE 2016-2021**

- Intégration des effets attendus de la réforme réglementaire des débits préférentiels par l'agriculture
- Meilleure adaptation des prélèvements selon les disponibilités de la ressource
- Anticipation des effets du changement climatique (augmentation des besoins en eau et diminution des quantités d'eau disponibles)

### Des prescriptions clés (SDAGE)

- Mettre à jour des points de référence (niveau des débits) qui déterminent les disponibilités de la ressource en fonction des usages.
- Mettre en œuvre la gestion collective de l'eau grâce à des organismes uniques de gestion et faire un suivi sur l'évolution des prélèvements.
- Généraliser l'utilisation rationnelle et économique de l'eau.
- Créer de nouvelles réserves d'eau en parallèle des économies d'eau, en prenant en compte l'évolution climatique dans la conception des nouveaux ouvrages.

## ORIENTATION D PRÉSERVER ET RESTAURER LES MILIEUX AQUATIQUES (ZONES HUMIDES, LACS, RIVIÈRES...)

Le bassin Adour-Garonne abrite des milieux aquatiques et humides d'un grand intérêt écologique qui jouent un rôle majeur dans le maintien de la biodiversité, dans l'épuration et la régulation des eaux.

Le SDAGE propose dix axes de travail pour :

- Réduire l'impact des aménagements hydrauliques.
- Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau et le littoral.
- Préserver et restaurer les zones humides et la biodiversité liée à l'eau
- Préserver et permettre la libre circulation des espèces piscicoles et le transport naturel des sédiments.
- Réduire la vulnérabilité et les aléas d'inondation.

### Des prescriptions clés (SDAGE)

- Améliorer la connaissance sur les sédiments dans les cours d'eau.
- Optimiser la gestion des sédiments dans les retenues d'eau.
- Limiter les risques d'ensau.
- Éviter, réduire et, à défaut, compenser les impacts des activités humaines sur les zones humides.
- Réduire les aléas d'inondation sans compromettre l'entretien du bon état des eaux (reconquête des zones d'expansion de crues, zones humides...).

### Exemples d'actions (PDM)

- Augmenter le débit restitué au cours d'eau à l'aval des barrages.
- Aménager les barrages pour permettre la circulation des poissons et des sédiments.
- Restaurer les populations piscicoles, en particulier les poissons migrateurs.
- Restaurer les fonctions et la biodiversité des zones humides.

**LES + DU PROJET DE SDAGE 2016-2021**

- Intégration de l'adaptation au changement climatique afin de ne pas compromettre les capacités adaptatives des espèces.
- Articulation avec le Plan de gestion des risques inondation (PGRI).
- Articulation avec les documents d'urbanisme.
- Articulation avec les Schémas régionaux de Cohésion Écologique.
- Mise en œuvre réglementaire du dimensionnement des cours d'eau.
- Meilleure préservation des zones humides et de leur rôle dans la gestion de l'eau.

**1800**

ouvrages à équiper pour assurer la libre circulation des poissons et des sédiments



## QUEL COÛT, QUELS BÉNÉFICES PENDANT 6 ANS ?

Pour atteindre ces objectifs, on estime à 3 milliards d'euros le coût des actions, ce qui reste comparable à l'effort consenti dans les années précédentes. En retour, ces actions vont permettre de sécuriser le bon fonctionnement de 3 millions d'habitants et la qualité de l'eau potable. Elles garantiront le développement durable des activités économiques, notamment celles liées directement à l'eau, vecteurs de croissance dans le bassin Adour-Garonne, et permettront de créer de nouvelles emplois.



### L'adaptation au changement climatique

Des enjeux plus élevés, moins de neige, une eau moins abondante, des débits plus faibles, plus long terme, dans les rivières : des risques et les effets du changement climatique obligent à repenser la gestion de l'eau pour les années à venir. Dans le SDAGE 2016-2021, chaque orientation intègre ces risques et anticipations.



### L'analyse économique

- L'analyse économique mise en œuvre dans le projet de SDAGE vise à mesurer :
  - l'efficacité des programmes d'action au regard des coûts.
  - l'acceptabilité sociale et économique.
  - à l'échelle des coûts financiers.
  - le renforcement des outils financiers.
  - l'anticipation des coûts de fin de vie.



## Annexe 5

### – Arrêté ministériel portant désignation du site Natura 2000

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie, de l'énergie,  
du développement durable et de  
l'aménagement du territoire

NOR : DEVN0820579A

Arrêté du 26 DEC. 2008

#### portant désignation du site Natura 2000 GORGES DE LA VEZERE AUTOUR DE TREIGNAC (zone spéciale de conservation)

Le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et la secrétaire d'État chargée de l'écologie,

Vu la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, notamment ses articles 3 et 4 et ses annexes I et II ;

Vu la décision de la Commission des Communautés européennes du 13 novembre 2007 arrêtant, en application de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992, la liste des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique continentale ;

Vu le code de l'environnement, notamment le I de l'article L. 414-1 et les articles R. 414-4 et R. 414-7 ;

Vu l'arrêté du 16 novembre 2001 modifié relatif à la liste des types d'habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages qui peuvent justifier la désignation de zones spéciales de conservation au titre du réseau écologique européen Natura 2000 ;

Vu les avis des communes, des établissements publics de l'Etat et des organismes consulaires concernés,

Arrêtent :

Article 1<sup>er</sup>

Est désigné sous l'appellation « site Natura 2000 GORGES DE LA VEZERE AUTOUR DE TREIGNAC » (zone spéciale de conservation FR7401109) l'espace délimité sur la carte au 1/25000 ci-jointe, s'étendant sur une partie du territoire des communes suivantes du département de la Corrèze : Affieux, Lestards, Saint-Hilaire-les-Courbes, Treignac, Viam.

## Article 2

La liste des types d'habitats naturels et des espèces de faune et flore sauvages justifiant la désignation du « site Natura 2000 GORGES DE LA VEZERE AUTOUR DE TREIGNAC » figure en annexe au présent arrêté.

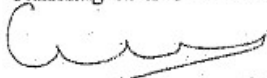
Cette liste ainsi que la carte visée à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus peuvent être consultées à la préfecture de la Corrèze, dans les mairies des communes situées dans le périmètre du site, à la direction régionale de l'environnement du Limousin, ainsi qu'à la direction de l'eau et de la biodiversité au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

## Article 3

La directrice de l'eau et de la biodiversité est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

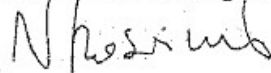
Fait à Paris, le **26 DEC. 2008**

Le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire,



Jean-Louis BORLOO

La secrétaire d'État chargée de l'écologie,



Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET

– **Plaquette construire en sol argileux**





## le retrait gonflement des argiles

### UN PHÉNOMÈNE NATUREL



- Évapotranspiration
- Absorption par les racines
- Couches argileuses
- Feuilles argileuses
- Eau interstitielle

Les sols qui contiennent de l'argile bougent. Comme des éponges, ils se rétractent avec la sécheresse et se gonflent avec l'humidité. Ce phénomène est appelé « retrait gonflement des argiles ».

Ces mouvements entraînent des tassements responsables de la fissuration des bâtiments.

### SES CONSÉQUENCES SUR LE BÂTI

Quelles sont les constructions les plus vulnérables ?

- Les constructions individuelles aux fondations superficielles
- celles aux fondations peu profondes ou non homogènes ou avec un sous-sol partiel
- celles sur un terrain en pente ou hétérogène ou avec des variations de teneur en eau (rupture de canalisations, variation du niveau de la nappe phréatique...)
- celles avec des arbres à proximité

Quels désordres peuvent apparaître ?

- Fissuration des bâtiments et/ou déformation des encadrements
- Décollement des bâtiments annexes
- Dislocation des dallages et des dalles
- Rupture de canalisations enterrées

### CARTOGRAPHIE DU PHÉNOMÈNE (ALÉA)



La carte réalisée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) vise à délimiter les zones à priori sujettes au phénomène de retrait gonflement des argiles, et à les hiérarchiser en 4 classes d'aléa :

- "Fort" : probabilité élevée d'apparition de sinistres importants
- "Moyen" : probabilité d'apparition et intensité des sinistres plus modérées
- "Faible" : sinistres possibles en cas de sécheresse importante pour les bâtiments les plus vulnérables
- "A priori nul" : terrain "à priori" sans argile (sauf particularité locale)

## de bons réflexes pour bien construire

### Étudier son terrain

Le diagnostic est réalisé par un bureau d'études spécialisé dans le cadre d'une mission géotechnique ou la norme NF P 94-500. Il consiste, notamment, à caractériser le type d'argile présent sur la parcelle. Pour un faible coût, il permet :

- de déterminer la nature, la géométrie et les caractéristiques géotechniques du sol
- de concevoir une construction adaptée



(avec étude de sol)



Fondations adaptées



(sans étude de sol)



Fondations non adaptées

### RÉALISER DES FONDATIONS APPROPRIÉES



adaptation des arraches en fonction de la pente du terrain

vide sanitaire ou radier généralisé ou sous-sol total

- Les ancres de 0,80 m à 1,20 m en fonction de la sensibilité du site
- Elles doivent être continues et armées, bétonnées à pleine feuille sur toute la hauteur
- Adapter les ancres en fonction de la pente du terrain
- Éviter les sous-sols partiels, préférer aux dallages sur terre plein les radiers ou les planchers porteurs sur vide sanitaire





## **Annexe 7**

### **– Résumé non technique de l'étude de danger du barrage de Treignac**

EDF-CIH

IH.EDRS.TREIG.G.100.\*.004 A

Etude de dangers du barrage de Treignac

---

# **RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE DE DANGERS DU BARRAGE DE TREIGNAC**

---

Page 15/174

## 0 RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE DE DANGERS

Conformément à la réglementation, EDF a réalisé l'Etude de Dangers du barrage de Treignac ; l'objet de ce résumé non technique est de fournir à des lecteurs non-spécialistes du domaine des barrages, une information objective et factuelle et leur permettre une appréciation convenable des enjeux.

Cette étude porte sur le barrage, son évacuateur de crues, l'ouvrage de vidange de fond, la retenue et ses berges ; elle ne concerne pas la centrale hydroélectrique.

### 0.1 L'OUVRAGE ET SON ENVIRONNEMENT

#### 0.1.1 LE BARRAGE DANS SON ENVIRONNEMENT

Le barrage de Treignac barre la Vézère à 3 km au nord-est de la commune de Treignac dans le département de la Corrèze. Il constitue le deuxième aménagement hydroélectrique de la Vézère, à l'aval du barrage de Monceaux-la-Violle (aussi nommé Viam). Le barrage de Treignac permet de créer la retenue de Vaud (aussi nommée lac des Bariousses). Les eaux de la retenue de Vaud alimentent, par l'intermédiaire d'une dérivation souterraine d'environ 5 km, la centrale de Treignac d'une puissance de 34 MVA.

Mis en eau en 1952, le barrage de Treignac est une voûte mince en béton, d'une hauteur maximale de 26 m au-dessus des fondations. Il s'appuie sur des culées et se prolonge en rive droite par une digue<sup>3</sup> en terre, à masque amont, de 9 m de hauteur sur fondation. En pied de l'ouvrage béton, sont implantés les ouvrages de vidange de fond et de restitution.

La retenue de Vaud créée par le barrage s'étend sur 3,5 km à la cote RN<sup>4</sup> (513 m NGF) pour un volume total de 7,48 Mm<sup>3</sup>, et couvre une superficie de 101 ha. La superficie du bassin versant naturel de la Vézère au barrage de Treignac représente 231 km<sup>2</sup>.

##### A l'amont

Hormis les activités hydroélectriques, aucune activité industrielle n'est recensée à l'amont du barrage de Treignac. Le barrage de Monceaux à l'amont dont l'exploitation est régie par des cahiers des charges, des consignes d'exploitation et des conventions ne crée pas, en situation normale, de dangers particuliers pour le barrage de Treignac.

En cas de rupture éventuelle du barrage de Monceaux, la capacité de retenue (20 hm<sup>3</sup>) pourrait engendrer un déversement au-delà de la cote de danger du barrage de Treignac. Les conséquences de cette rupture sont traitées dans le PPI relatif au barrage de Monceaux. Le cas de rupture du barrage de Monceaux n'est donc pas traité comme événement initiateur dans la présente étude de dangers.

En période estivale, l'activité touristique liée au plan d'eau est très importante. Toutes les activités nautiques à l'exception de la navigation à moteur y sont autorisées (baignade, pédalos, kayak...). Ces activités constituent un enjeu potentiel en cas de montée rapide du niveau d'eau.

##### A l'aval

Concernant les activités industrielles, les barrages de Peyrissac, Biard, Pouch et du Saillant seraient impactés en cas de rupture du barrage de Treignac. On peut également citer deux centrales électriques, à Treignac et à Uzerche, potentiellement impactées par l'onde de submersion du barrage en cas de rupture. A l'exception des activités liées à la production électrique précédemment citées, il n'y a aucune activité industrielle sensible à l'aval du barrage.

Concernant les voies de communication, des routes départementales dans les villages de Treignac, Peyrissac, Uzerche et Saint-Viance seraient impactées par la rupture du barrage de Treignac. On recense également 17 ponts, dont 2 ponts SNCF potentiellement impactés.

<sup>3</sup> La digue de Treignac n'est pas une digue au sens d'ouvrage de protection contre les inondations mais est à considérer comme un barrage au sens de l'article R. 214-112 du code de l'environnement. La dénomination « barrage remblai de fermeture » serait plus opportune. Le terme « digue » est cependant utilisé dans cette EDD, par habitude d'usage.

<sup>4</sup> RN : Cote de Retenue Normale.

---

**Etude de dangers du barrage de Treignac**

---

Concernant les zones habitées, les villages de Treignac, Uzerche, Vigeois, Allasac et Saint-Viance sont à l'aval du barrage de Treignac.

Concernant les activités touristiques, on peut citer les lieux d'activités suivants :

- Un camping à Allasac,
- Un terrain de sport à Saint-Viance,
- Une base de loisirs à Uzerche,
- 3 terrains de sport à Vigeois.

Enfin, il convient de noter que conformément à l'arrêté préfectoral de 2004, toute présence humaine est interdite dans la Vézère sur une longueur de 100 mètres à l'aval immédiat du barrage.

### **0.1.2 LES ORGANES DE SECURITE**

#### **L'évacuateur de crues**

Les crues sont évacuées par déversement sur un seuil libre d'une longueur de 63,5 m en partie centrale de la voûte. Arasé à la cote 513 m NGF, le déversoir est muni de 5 déflecteurs permettant le fractionnement de la lame d'eau. La lame d'eau se déverse sur un tapis de réception de 0,4 m d'épaisseur et de 15 m de longueur, ancré et drainé.

Le débit évacuable par cet ouvrage est de 480 m<sup>3</sup>/s à la cote des PHE<sup>5</sup> (515,50 m NGF).

#### **La vidange de fond**

La vidange de fond est constituée de 2 conduites équipées chacune d'une vanne papillon. Ces vannes sont manœuvrées par un moteur électrique et un réducteur. Les conduites peuvent être obturées à l'amont par la mise en place d'une boule batardeau de 1,5 m de diamètre pour des opérations de maintenance (stockage au barrage de Monceaux).

L'accès aux commandes des vannes reste possible en période de déversement : la galerie d'accès bétonnée est perpendiculaire au barrage, puis suit le pied de la voûte. Le toit de cette galerie a été dimensionné pour résister aux déversements. La galerie permet également d'accéder au groupe de restitution du débit réservé, logé dans un bâtiment attenant à la chambre des vannes de la vidange de fond.

### **0.1.3 CONCEPTION ET COMPORTEMENT DU BARRAGE**

#### **Barrage béton**

Concernant la stabilité de l'ouvrage, une étude de stabilité pour le barrage béton a été menée en 1951. Cette étude avait pour objet la vérification de la stabilité statique des culées à la partie haute du barrage ainsi que de la crête encadrant le déversoir. Les conclusions de cette étude attestent d'une marge de sécurité confortable autant pour les culées que pour la crête encadrant le déversoir, et ce y compris à la cote 516,00 m NGF. La stabilité de l'ouvrage n'a cependant pas été réévaluée en tenant compte du comportement récent de l'ouvrage ni de certains états limites actuellement pris en considération (règles CFBR).

Concernant le comportement mécanique du barrage béton, il reste essentiellement caractérisé par une lente évolution irréversible vers l'amont, plus marquée en rive droite. Cette évolution conduit à suspecter un phénomène de gonflement hétérogène du béton. Ce gonflement est suivi et la fréquence bimensuelle des relevés sur pendules est adaptée au phénomène.

Concernant le comportement hydraulique du barrage béton, les niveaux piézométriques du barrage demeurent stables. Ils indiquent toujours un rabattement correct et réagissent aux variations de cote de la retenue. Les débits de fuite restent constants et faibles sur l'ensemble de l'ouvrage. Des fluctuations saisonnières sont toujours observées sur la rive droite du barrage mais sans évolution notable. Les différents réseaux de drainage (culée rive gauche et réseau de

---

<sup>5</sup> PHE : Cote des Plus Hautes Eaux

---

**Etude de dangers du barrage de Treignac**

---

drainage aval) font l'objet d'une surveillance adaptée (inspection visuelle et mesure des débits de drainage) et de travaux de maintenance périodique.

Hormis quelques fissures (couronnement, culées, tapis de réception central) faisant l'objet d'un suivi et/ou de travaux de réparation réguliers, le barrage béton est en bon état.

**Digue rive droite**

Concernant la digue rive droite, une étude a été menée en 2011. Cette note fournit une évaluation de la stabilité statique de la digue de fermeture du réservoir de Treignac, ainsi qu'une évaluation du risque d'érosion interne. Les résultats indiquent que la stabilité statique de la digue est justifiée pour les situations de chargement évaluées, soit RN et PHE. La stabilité de la digue de Treignac est cependant dépendante de la bonne tenue du perré aval. Ce perré aval maçonné est de forte dimension et en très bon état. La stabilité dynamique n'est pas évaluée du fait d'une faible sensibilité intrinsèque de l'ouvrage liée à sa conception (pente des talus), de son état (notamment celui du perré aval), et de la sismicité très faible (inférieure à 0,05 g).

Concernant le comportement mécanique, on ne constate aucun signe de tassement significatif sur la digue.

Concernant le comportement hydraulique, les débits de fuite en digue restent constants, de l'ordre de 15 l/min. Le comportement de la digue est jugé satisfaisant.

Concernant l'état général de la digue, on observe que le revêtement en résine est ponctuellement décollé sans qu'il y n'ait de dégradations importantes. Le couronnement est en bon état. Une légère dégradation (sans gravité) du couronnement avec aciers apparents à la jonction barrage / digue est cependant à noter. Le parement aval en maçonnerie appareillée est en très bon état. Enfin, il n'existe aucun indicateur permettant de déceler un éventuel phénomène d'érosion interne étant donné que :

- Il n'a été constaté aucun désordre au niveau du perré aval ;
- Il n'existe aucun signe de tassement visible en crête ;
- Les débits de fuites en aval de l'ouvrage sont stables ;
- Les niveaux piézométriques semblent suivre l'évolution de la retenue ;
- Le caniveau de pied est sec, mise à part une zone locale où des suintements apparaissent suivant le niveau de la retenue.

**0.1.4 EXPOSITION DU BARRAGE AUX ALEAS NATURELS****Hydrologie**

Le débit évacuable par l'évacuateur de crues (EVC) à la cote des PHE est de 480 m<sup>3</sup>/s. L'EVC permet donc aisément le passage d'une crue décennale, évaluée à 340 m<sup>3</sup>/s à la cote 515,01 m NGF. Par extrapolation, on peut vérifier que la crue Q<sub>100 000</sub> est également évacuable sous une cote inférieure à la cote des PHE.

**Géologie*****Barrage béton***

Les conditions géologiques de fondation du barrage sont bonnes malgré la présence rapportée de failles notables ayant induit des adaptations à la conception (notamment des injections de collage).

***Digue***

Le terrain de fondation a été reconnu hétérogène avec la présence en alternance de rochers de plus ou moins bonne qualité et de gore. Les informations disponibles concernant les caractéristiques du gore (perméabilité...) laissent supposer une certaine sensibilité du matériau à un risque d'érosion. Cependant, le barrage est essentiellement fondé au rocher et dispose d'un para-fouille amont de grande dimension permettant de limiter ce phénomène.



---

Etude de dangers du barrage de Treignac

---

**Sismicité**

Le barrage voûte de Treignac est implanté sur une zone peu sismique et est considéré comme peu sensible au séisme. Le séisme n'est par conséquent pas retenu comme un événement initiateur dans l'analyse de risques.

La digue rive droite est par contre plus sensible au séisme. Le séisme sera retenu comme un événement initiateur dans l'analyse de risques en ce qui concerne la digue.

**Aléas météorologiques**

Les aléas météorologiques auxquels peut être soumis l'ouvrage (neige, gel, vent, foudre) n'ont jamais occasionné d'incident d'exploitation significatif depuis la mise en service de l'ouvrage. Cependant, des conditions climatiques défavorables pourraient empêcher l'exploitant d'accéder au barrage (neige, tempête) ou endommager les matériels électriques et télécoms.

**Stabilité des versants**

Les visites régulières des berges ne révèlent aucune évolution inquiétante des versants. Les quelques instabilités observées se limitent à des petits affouillements localisés, liés au batillage de la retenue aux alentours de la cote RN.

**Envasement**

Lors de la vidange décennale de 1997, 10 500 m<sup>3</sup> de sédiments provenant de la Lambre ont été évacués, afin de prévenir une éventuelle obstruction de la vidange de fond (en cas d'éboulement) et une surcharge de l'ouvrage. Hormis cet état de fait, la retenue est peu sujette à l'envasement.

## 0.2 L'EXPLOITATION ET LA GESTION DE LA SECURITE

La sécurité publique autour des ouvrages d'EDF est une préoccupation permanente de l'entreprise et de son personnel ; construit sur la base du retour d'expérience et mis sous assurance qualité, le Système de Gestion de la Sécurité est totalement intégré dans l'organisation et le management des entités de la Division Production et Ingénierie Hydraulique.

### 0.2.1 L'EXPLOITATION

L'ouvrage est exploité par le personnel du Groupement d'Usines de la Vézère (une quinzaine d'agents), qui exploite également les autres aménagements du groupement. Le groupement appartient au Groupe d'Exploitation Hydraulique Dordogne, (situé à Tulle), faisant lui-même partie de l'Unité de Production Centre, (situé à Limoges), qui assure le pilotage de la maintenance des ouvrages hydroélectriques d'EDF à l'échelle régionale, avec l'appui des services d'ingénierie de la Division Production et Ingénierie Hydraulique d'EDF.

Il n'y a pas de personnel présent en permanence au barrage du Treignac mais les techniciens d'astreinte du groupement sont joignables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour assurer la surveillance en cas de défaut sur le barrage et, s'il le faut, déclencher une intervention aussi rapidement que possible en fonction des conditions d'accès et de la météorologie.

L'exploitation de l'ouvrage est strictement encadrée par des consignes, qui prescrivent les dispositions applicables dans les différents modes d'exploitation : en exploitation normale, en crue ou en essais. Ces consignes contiennent toutes les dispositions retenues par le responsable de l'ouvrage pour assurer une exploitation de l'ouvrage en toute sécurité pour les tiers. D'autres mesures concourent à cet objectif : panneaux de danger et interdictions d'accès dans les zones sensibles, campagnes annuelles d'information du public,...

Selon les dispositions prévues dans la consigne d'exploitation en crue, l'état de crue est décrété par le chargé d'exploitation de l'ouvrage lorsque certains critères de cote et de débit sont atteints ; il est précédé d'un état de veille qui permet de préparer l'ouvrage au passage de la crue, de mobiliser le personnel nécessaire.

Le personnel est formé, régulièrement entraîné et recyclé à la mise en œuvre des principales procédures d'exploitation, notamment en crue. Des contrôles managériaux, des audits et un système de qualifications garantissent que le personnel est qualifié et compétent pour les tâches qui lui sont confiées.

### 0.2.2 LA SURVEILLANCE

La surveillance de l'état et du comportement du barrage est au centre de la politique de maintenance des ouvrages d'EDF, qui associe plusieurs unités de la Division Production et Ingénierie Hydraulique (DPIH), à savoir l'Unité de Production, Division Technique Générale (DTG) et le Centre d'Ingénierie Hydraulique (CIH). L'entretien régulier des ouvrages permet d'en assurer et améliorer le fonctionnement.

La consigne de surveillance, transmise à l'administration, formalise les dispositions prises pour la surveillance de l'ouvrage. Des tournées de surveillance courante sont réalisées selon une périodicité rapprochée, tandis que des visites plus poussées, en présence de spécialistes, sont réalisées annuellement ou à des fréquences plus faibles selon les thématiques abordées. Les mesures réalisées pour l'auscultation de l'ouvrage font l'objet d'analyse en temps réel à plusieurs niveaux et sont synthétisées dans un rapport biennal formalisé qui porte un jugement sur le comportement du barrage.

Les éventuelles anomalies détectées et confirmées au cours des actions de surveillance sont corrigées par des opérations de maintenance ; si besoin, des mesures compensatoires temporaires, augmentation de la fréquence des tournées d'inspection visuelle ou d'actions de maintenance,...), peuvent être prises après analyse de risques, et formalisées sous forme de DMP (Dispositifs et Moyens Particuliers).

Pour toutes ces actions, EDF a mis en place une organisation, des méthodes et des outils communs à ses 239 grands barrages qui bénéficient ainsi chacun d'un large retour d'expérience sur plusieurs décennies d'exploitation.

### 0.3 METHODE D'ANALYSE DES RISQUES

La retenue artificielle d'eau créée par le barrage constitue le potentiel de dangers de l'ouvrage. Le maintien de la survenance de ces dangers à l'état potentiel est assuré par la maîtrise permanente des trois fonctions de sécurité de l'ouvrage qui sont « retenir l'eau », « maîtriser les variations de débits à l'aval » et « maîtriser les variations du niveau de la retenue ».

L'analyse de risques vise à mettre en évidence les situations accidentelles potentielles les plus significatives, et examine les scénarios pouvant les provoquer. Cette analyse est menée en cinq étapes :

- Identification des risques intrinsèques à la structure génie civil, à la vannerie et aux organes de contrôle-commande par l'examen de la conception, du dimensionnement, de l'état et du comportement de l'ouvrage et de ses matériels,
- Analyse Préliminaire de Risques (APR). Pour chacune des trois fonctions de l'ouvrage (définies ci-dessus), et pour toutes les conditions d'exploitation (normal, crue, essais), l'APR a dressé un inventaire hiérarchisé des modes de défaillance de l'ouvrage et de ses organes de sécurité pour ne conserver, en justifiant ce choix, que les modes de défaillance jugés significatifs, appelés Evénements Redoutés Centraux (ERC),
- Etablissement d'arbres de défaillance et d'événements pour les ERC identifiés par l'APR,
- Quantification des occurrences des événements (courant, probable, improbable, très improbable, extrêmement peu probable dans la durée de vie de l'ouvrage) et de l'efficacité des barrières, mise en évidence du scénario le plus vraisemblable de chaque ERC,
- Evaluation de la gravité des ERC par l'évaluation de leurs conséquences, par analogie aux débits de crues naturelles de temps de retour 10, 100, 1 000 ou 10 000 ans.

Les ERC sont représentés graphiquement sous forme de « nœud papillon » ; cette formule permet de faire figurer sur le même dessin l'arbre de défaillances (à gauche de l'ERC) et l'arbre des conséquences (partie droite).

## 0.4 LES EVENEMENTS REDOUTES CENTRAUX ET PHENOMENES DANGEREUX

L'application de la méthodologie d'analyse de risques aux ouvrages du barrage de Treignac a conduit à sélectionner 6 ERC qui correspondent à la perte d'une ou plusieurs des trois fonctions de sécurité de l'ouvrage :

- ERC 1 : Rupture du barrage béton,
- ERC 2 : Ouverture d'une brèche dans la digue en remblai,
- ERC 3 : Rupture d'une vanne de vidange de fond,
- ERC 4a : Ouverture intempestive d'une vanne de vidange de fond en exploitation normale,
- ERC 4b : Non-respect du gradient d'ouverture d'une vanne de vidange de fond en essai,
- ERC 5 : Rupture de conduite à l'amont de l'une des deux vannes de vidange de fond.

### 0.4.1 PRESENTATION DES ERC ET PHENOMENES DANGEREUX

**La rupture du barrage béton de Treignac (ERC1)**, toutes conditions d'exploitation confondues (normale, en crue et en essai) est un événement jugé **très improbable**, et dont les causes principales seraient issues d'un mode de défaillance lié à la sensibilité intrinsèque du barrage béton ou d'un colmatage du réseau de drainage dans la culée rive gauche.

Il en résulterait une libération totale du volume d'eau de la retenue, qui se traduirait par une onde de submersion s'étendant sur 77 km en aval du barrage et une baisse rapide du niveau de la retenue, sans possibilité d'arrêter l'écoulement.

**L'ouverture d'une brèche dans la digue remblai (ERC2)**, toutes conditions d'exploitation confondues (normale, en crue et en essai) est un événement jugé **très improbable**, et dont la cause la plus probable serait liée à une érosion interne dans le corps de la digue.

Il en résulterait une libération partielle du volume d'eau de la retenue (maximum de 3,9 hm<sup>3</sup>) et une baisse rapide du niveau de la retenue, sans possibilité d'arrêter l'écoulement.

**La rupture d'une vanne de la vidange de fond (ERC3)**, en conditions normales d'exploitation et en essai, est un événement jugé **improbable**. Les causes principales d'un tel événement seraient dues à un mode de défaillance lié à la sensibilité intrinsèque des vannes, des vibrations de la vanne papillon en ouverture intermédiaire, notamment lors des lâchers pour les sports en eaux vives ou à une surpression conduites RD ou RG due à une action brutale de la chaîne cinématique (fermeture vanne).

Si en dépit de toutes les dispositions d'exploitation décrites dans l'EDD la rupture survenait, il en résulterait une baisse lente du niveau de la retenue jusqu'à la cote du seuil de la vanne et une augmentation rapide du débit à l'aval du barrage (débit inférieur au débit de la crue décennale de la Vézère).

**L'ouverture intempestive d'une vanne de la vidange de fond en exploitation normale (ERC4a)** est un événement jugé **improbable**. Les causes principales d'un tel événement seraient liées à la défaillance de l'automatisme de report de débit réservé (groupe de restitution vers vanne de vidange de fond) ou à un ordre intempestif sur la commande à courant alternatif.

Si en dépit de toutes les dispositions d'exploitation décrites dans l'EDD la rupture survenait, il en résulterait une baisse lente du niveau de la retenue (jusqu'à la cote du seuil de la vanne en l'absence d'action correctrice) et une augmentation rapide du débit à l'aval du barrage (débit inférieur au débit de la crue décennale de la Vézère).

**Le non-respect du gradient d'ouverture d'une vanne de la vidange de fond en essai (ERC4b)** est un événement jugé **probable**. La cause principale d'un tel événement serait liée à l'erreur humaine.

Si en dépit de toutes les dispositions d'exploitation décrites dans l'EDD la rupture survenait, il en résulterait une baisse lente du niveau de la retenue (jusqu'à la cote du seuil de la vanne en l'absence d'action correctrice) et une augmentation rapide du débit à l'aval du barrage (débit inférieur au débit de la crue décennale de la Vézère).

## Etude de dangers du barrage de Treignac

**La rupture d'une conduite à l'amont de l'une des 2 vannes de vidange de fond (ERC5)** est un événement jugé **improbable**. Les causes principales d'un tel événement seraient un mode de défaillance lié à la sensibilité intrinsèque des conduites ou à une surpression conduites RD ou RG due à une rupture de la chaîne cinématique.

Si en dépit de toutes les dispositions d'exploitation décrites dans l'EDD la rupture survenait, il en résulterait une baisse lente du niveau de la retenue jusqu'à la cote du seuil de la vanne et une augmentation rapide du débit à l'aval du barrage (débit inférieur au débit de la crue décennale de la Vézère).

#### 0.4.2 CRITICITE DES ERC

Pour chacun des 6 ERC du barrage de Treignac, l'EDD a retranscrit les résultats de l'analyse de risques dans une grille de criticité croisant les occurrences des risques et leur gravité, exprimée en équivalent de crues naturelles de la rivière (caractérisation de la gravité par le temps de retour de ces crues naturelles).

**L'ERC1 est considéré comme très improbable (occurrence D) avec une gravité supérieure à une crue de retour 10 000 ans.** La rupture totale et instantanée du barrage provoquerait une onde de submersion de 77 km sur la vallée de la Vézère, impactant environ 1587 personnes. Les voies de communication et les communes citées au paragraphe 0.1.1 seraient impactées.

**L'ERC2 est considéré comme très improbable (occurrence D).** Cet ERC présente une **gravité supérieure à une crue de retour 10 000 ans**. Les conséquences aval sont considérées équivalentes à celles de la rupture du barrage bien que le volume d'eau libérable soit un peu plus faible.

**Les ERC 3, 4a et 5 sont considérés comme improbables (occurrence C). L'ERC 4b est considéré comme probable (occurrence B).** L'ensemble de ces ERC présente une **gravité très inférieure à une crue décennale**. Des tiers (pêcheurs, promeneurs, touristes) pourraient être mis en danger lors de la montée rapide du niveau d'eau dans la rivière.

#### 0.5 MESURES DE REDUCTION DES RISQUES

La conception et la construction de l'ouvrage, son historique de maintenance et d'exploitation, l'inspection visuelle ainsi que l'auscultation du barrage de Treignac montrent que l'ouvrage est dans un état satisfaisant et correctement surveillé. Son comportement est conforme à celui attendu pour un ouvrage de sa catégorie qu'il s'agisse de la structure de génie civil ou des organes de sécurité de l'ouvrage.

L'étude de dangers montre que, compte tenu des barrières de prévention et de protection mises en œuvre par EDF, le barrage de Treignac ne présente pas de risque immédiat pour la sécurité du public. La réduction de la criticité de certains risques dans la durée nécessite cependant des actions complémentaires aux dispositions de sûreté hydraulique actuellement opérationnelles.

D'ici à 2017, l'exploitant s'engage à :

- Faire réaliser une étude complémentaire de stabilité du barrage béton : la stabilité de l'ouvrage n'a, à ce jour, pas été réévaluée en tenant compte du comportement récent de l'ouvrage ni de certains états limites actuellement pris en considération (règles CFBR) ;
- Faire réaliser une expertise sur une vanne de vidange de fond (état de l'épaisseur, des goupilles, des trous au niveau de l'axe et de la chaîne cinématique) : Une telle expertise n'a pas été menée à ce jour sur les vannes de fond depuis leur installation.

Au vu de ces éléments, le niveau de risque du barrage de Treignac vis-à-vis de la sécurité publique n'est pas jugé comme critique.

L'Exploitant s'approprie et partage les résultats de l'EDD en s'engageant à maintenir les dispositions de sûreté hydraulique actuellement en place sur le barrage de Treignac ; le maintien en conditions opérationnelles des dispositions actuelles de sûreté inclut l'examen des scénarios de défaillance traités dans l'EDD ainsi que l'analyse des barrières afin d'évaluer la pertinence d'améliorer leur efficacité et leur robustesse.



## 0.6 CARTOGRAPHIE DE L'ONDE DE SUBMERSION

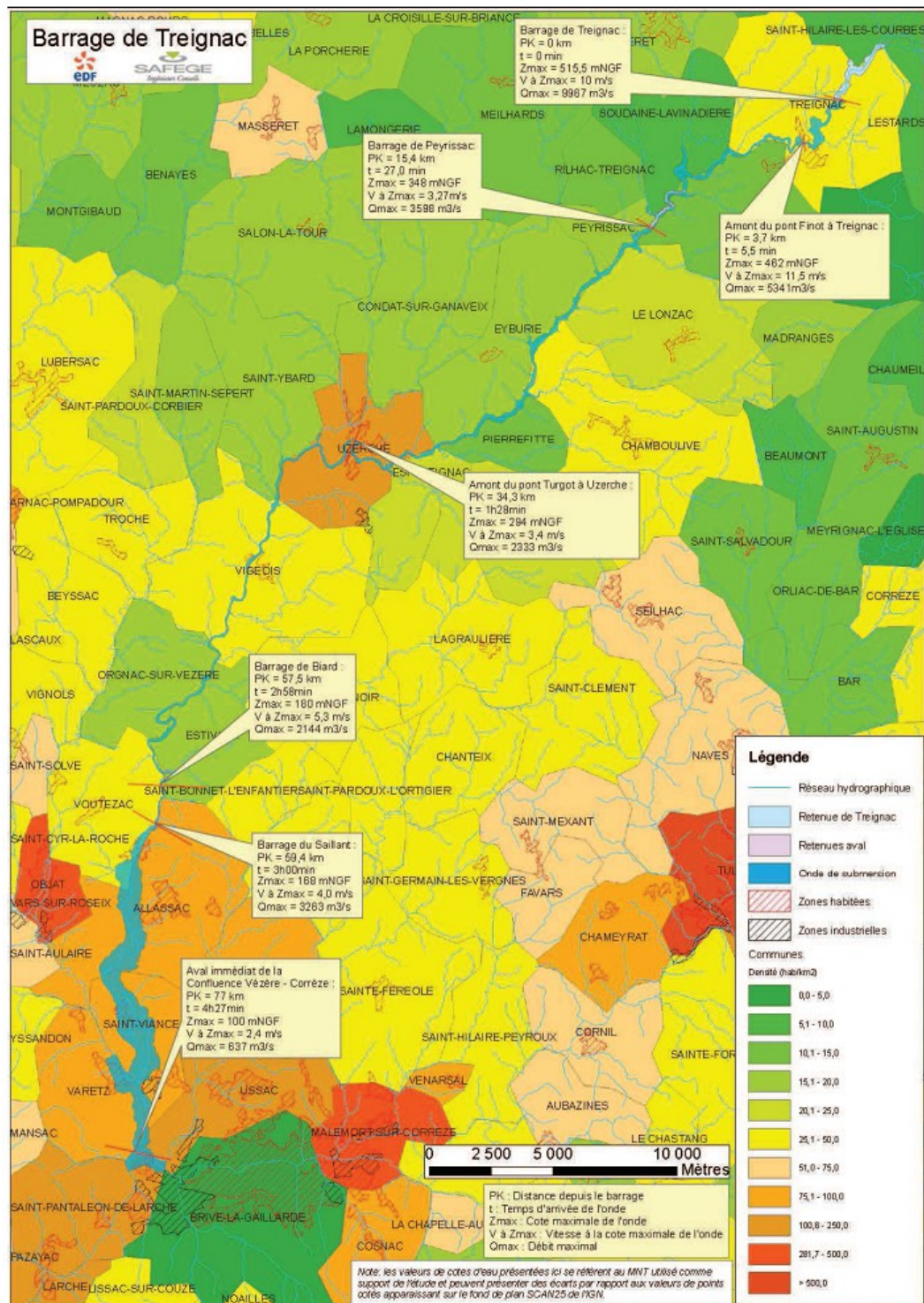
Le calcul de l'onde de submersion relative à la rupture totale et instantanée du barrage de Treignac a été effectué en supposant la retenue du barrage de Treignac à la cote des Plus Hautes Eaux (PHE).

Sur la carte ci-après, les résultats sont présentés jusqu'à l'aval immédiat de la confluence Vézère-Corrèze, soit environ 77 km à l'aval du barrage de Treignac (point à partir duquel le débit généré par l'onde de rupture sera inférieur au débit centennal). Pour les différents points kilométriques sont précisés : le temps d'arrivée de l'onde, la vitesse de propagation de celle-ci et les cotes maximales atteintes.

Une marge d'incertitude est à prendre en compte dans les résultats des calculs, en raison de l'imprécision du modèle, des données (cartographies, rugosités) et de la connaissance imparfaite du déroulement du phénomène.

Selon cette modélisation, la population impactée par l'onde de submersion du barrage de Treignac est estimée à 1 587 personnes.

## Etude de dangers du barrage de Treignac



## Annexe 8

### – Éléments donnés par le service départemental d'incendie et de secours



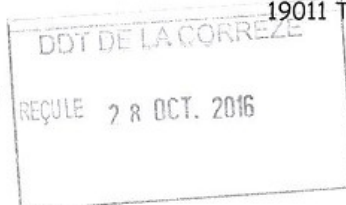
Tulle, le

27 OCT. 2016

Le directeur départemental  
des services d'incendie et de secours  
de la Corrèze

à

Madame Evelyne VERGELY  
Direction départementale des territoires de la  
Corrèze  
Service planification et logement  
Unité planification et territoires  
Cité administrative Jean Montalat  
Place Martial Brigouleix - BP 314  
19011 TULLE Cedex



**OBJET** ... : Plan Local d'Urbanisme de la commune de TREIGNAC

**REFER** .... : Courrier DDT Service planification et logement Unité  
planification et territoires du 28 septembre 2016

**P. J.** ..... : Annexes

Dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Treignac, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations utiles, relatives à la voirie, aux réseaux d'eau et aux établissements de mon ressort, susceptibles d'avoir une incidence sur la désignation des zones figurant sur les PLUi des communes ci-dessus nommées.

Il convient de noter qu'il s'agit d'informations générales ne préjugant pas des dispositions particulières qui seraient rendues nécessaires par l'application des dispositions réglementaires spécifiques à chaque type de construction. Ainsi, lors de l'instruction par mes services des dossiers de permis de construire, une étude particulière est réalisée sur les conditions d'accès et de stationnement des engins de secours et de lutte contre l'incendie et sur les besoins en eau nécessaires pour assurer la défense incendie de la construction projetée. Les dispositions constructives «intérieures» ne seront pas évoquées ici, car, à priori, sans incidence d'urbanisme directe.

### **1) Localisation et desserte des constructions**

Le permis de construire peut être refusé si les caractéristiques des voies rendent difficiles la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (code de l'urbanisme, article R.111-4).

La délivrance du permis de construire est assujettie à des dispositions législatives et réglementaires spécifiques à la nature des constructions.

#### ***1-1) Immeubles de Grande Hauteur***

Articles L.421-3, R.421-47, R.421-48 du code de l'urbanisme, règlement de sécurité contre l'incendie (code de la construction et de l'habitation et arrêté du 30/12/2011)

- \* la construction d'un IGH n'est permise qu'à des emplacements situés à 3 km au plus d'un centre de secours principal,
- \* les sorties des immeubles sur le plan accessible aux engins des sapeurs-pompiers ne peuvent se trouver à plus de 30 mètres d'une voie ouverte à la circulation publique à ses deux extrémités et permettant la circulation et le stationnement de ces engins. Sur ces voies, un cheminement répondant à des caractéristiques minimales doit être réservé en permanence aux sapeurs-pompiers.

Un volume de protection de 8 m est prévu autour des IGH. Les constructions susceptibles de se trouver dans le volume de protection font l'objet de prescriptions particulières.

Les dispositions générales ci-dessus peuvent être complétées par des dispositions particulières propres à chaque IGH.

#### ***1-2) Établissements Recevant du Public***

Articles L.421-1, L.421-3, R.421-53 du code de l'urbanisme, règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP (code de la construction et de l'habitation et arrêté modifié du 25/06/1980).

Les bâtiments et locaux doivent avoir une ou plusieurs façades en bordures de voies ou d'espaces libres permettant l'accès et la mise en service des moyens de secours et de lutte contre l'incendie. Les voies et espaces libres doivent répondre à des caractéristiques minimales (voir annexe 1).

Les ERP doivent être isolés par rapport aux tiers (parois coupe-feu ou aire libre).

Les dispositions communes évoquées ci-dessus peuvent être complétées par des dispositions particulières propres à chaque établissement.



Les dispositions prises en application de l'article R.123-13 du CCH ne peuvent avoir pour effets de diminuer le niveau de sécurité des personnes. Le permis de construire doit mentionner les dispositions exceptionnelles approuvées par l'autorité compétente.

***1-3) Habitation, logement-foyer, petit parc de stationnement***

Articles L.421-1, L.421-3 du code de l'urbanisme, code de la construction et de l'habitation et arrêté du 31/01/1986 relatif à la protection contre l'incendie de ces constructions.

Toute construction doit permettre aux occupants, en cas d'incendie, soit de quitter l'immeuble sans secours, soit de recevoir un tel secours (CCH R. 111-13).

Cette dernière notion sous-entend que des conditions minimales d'accès pour les engins de secours et de lutte contre l'incendie soient remplies.

Les modalités d'application de cet article sont précisées par l'arrêté du 31/01/1986 précité. Des contraintes complémentaires sont apportées en matière de voirie pour les habitations de 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> famille, les foyers logements et les petits parcs de stationnement (voir annexe 1).

***1-4) Installations Classées pour la Protection de l'Environnement***

Code de l'urbanisme, code de l'environnement, directive SEVESO.

Les ICPE sont soumises à déclaration, et à enregistrement, les plus dangereuses devant faire l'objet d'une demande d'autorisation jointe au dossier de permis de construire.

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (D.R.E.A.L.), au travers de l'inspection des ICPE a pour mission de fournir les informations sur les aléas technologiques générés par les installations classées sous une forme claire et synthétique, dès lors que des zones d'effets, déterminées par une étude de danger, débordent les limites de l'établissement.

Ce « porter à connaissance des risques technologiques » vaut :

- ❖ pour les ICPE soumises à autorisation avec servitude au titre de la législation des installations classées, ainsi que ceux élaborés pour les nouvelles installations soumises à autorisation ;
- ❖ pour les extensions existantes soumises à autorisation, ainsi que, ponctuellement, certaines installations existantes dont le Préfet, territorialement compétent, estime qu'une mise à jour de l'étude de dangers est pertinente au regard de la situation de l'installation classée.

La loi n°2003-699 du 30-07-2003, relative à la prévention des risques technologiques et naturels, et à la réparation des dommages, conduit à adopter des démarches cohérentes avec les démarches de maîtrise des risques et de maîtrise de l'urbanisation intégrant désormais des probabilités.

L'instruction de ces dossiers est assurée essentiellement par la DREAL, notamment lorsque des servitudes d'utilité publique doivent être proposées.

Ces installations, soumises à permis de construire relèvent aussi des dispositions générales évoquées dans le premier paragraphe en termes de circulation et d'utilisation des engins de secours et de lutte contre l'incendie, et justifient donc d'une étude au cas par cas par le SDIS.

## **2) Défense contre l'incendie des constructions**

Le permis de construire peut être refusé si les caractéristiques des voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (code de l'urbanisme, article R.111-4).

L'utilisation des engins obéit aux dispositions du règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs-pompiers, approuvé par l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1978, dont le premier chapitre traite des besoins en eau du service incendie, ces besoins étant couverts, en ce qui concerne les risques courants, selon les dispositions précisées par la circulaire du 10 décembre 1951, relative aux débits et réserves à prévoir pour alimenter le matériel de lutte contre l'incendie.

Dans le cas normal, les engins pompes doivent être alimentés en eau par des hydrants de 100 mm normalisés (bouche ou poteau d'incendie), distants entre eux de 200 m. La distance séparant le premier hydrant du risque à défendre est le plus souvent fixée par les réglementations spécifiques (ERP, IGH, Habitation, ...) ou après étude de la défense incendie en relation avec le SDIS. (Voir annexe 3 : besoins généraux en hydrants).

La défense incendie des risques particuliers (ERP de type M ou T non sprinklés, la plupart des ICPE, ..... ) nécessite également une étude particulière du risque au cas par cas, les besoins en eau pouvant être très importants.

La prise en compte de ces besoins dans les documents d'urbanisme m'apparaît essentielle, afin de mettre en place une défense incendie cohérente avec la nature des constructions et activités envisagées sur les différentes zones.

### ***2-1) Immeubles de Grande Hauteur***

Alimentation en eau des secours: les IGH doivent être alimentés en eau potable à partir du réseau public, par au moins deux branchements d'un diamètre minimal de 100 mm. Les hydrants normalisés doivent se trouver à une distance maximale de 60 m des orifices d'alimentation des colonnes sèches ou humides de l'IGH.

Les dispositions générales ci-dessus peuvent être complétées par des dispositions particulières propres à chaque IGH.

#### ***2-2) Établissements Recevant du Public***

La défense incendie doit être étudiée en relation avec le SDIS. Elle nécessite la mise en place de points d'eau normalisés répondants aux contraintes d'utilisation des engins de lutte contre l'incendie. Des distances maximales doivent être respectées entre les hydrants et le risque à défendre.

#### ***2-3) Habitation, logement-foyer, petit parc de stationnement***

Toute construction doit permettre aux occupants, en cas d'incendie, soit de quitter l'immeuble sans secours extérieur, soit de recevoir un tel secours (CCH R.111-13).

Les modalités d'application de cet article sont précisées par l'arrêté du 31/01/1986 précité. Des conditions minimales d'alimentation en eau des engins de secours et de lutte contre l'incendie doivent être remplies et des contraintes particulières sont prévues pour les habitations de 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> famille, les foyers logements et les petits parcs de stationnement.

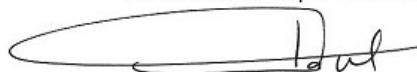
#### ***2-4) Installations Classées pour la Protection de l'Environnement***

Ces installations, soumises à permis de construire relèvent aussi des dispositions générales évoquées dans le premier paragraphe en termes d'utilisation des engins de secours et de lutte contre l'incendie, l'évaluation des besoins en eau se faisant au cas par cas par le SDIS.

Dans le cadre de la défense contre l'incendie des communes, il serait souhaitable d'effectuer une étude globale.

Le groupement gestion des risques est à votre disposition pour vous apporter, si nécessaire, des informations complémentaires à l'instruction de ce dossier.

Le directeur départemental



Lieutenant-colonel Ivan PATUREL

## ANNEXE 1

### PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES VOIES DE DESSERTE

#### Voie utilisable par les engins de secours : (Arrêté du 23 janvier 2004)

Caractéristiques techniques :

- voie d'une largeur de 8 m, comportant une chaussée répondant aux caractéristiques suivantes : bandes réservées au stationnement exclues :
  - 3 m pour une voie de 8 à 12 m de large,
  - 6 m pour une voie de 12 m et plus de large
- force portante de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu et les essieux sont distants de 3,60 m au minimum
- résistance au poinçonnement de 80 N/cm<sup>2</sup> sur une surface maximale de 0,20 m de diamètre
- rayon intérieur minimum R : 11 m
- surlargeur  $S=15/R$ , dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m
- hauteur libre: 3,50 m
- pente inférieure à 15 %.

#### Voie utilisable pour la mise en station des échelles aériennes.

Partie de voie utilisable par les engins de secours dont les caractéristiques sont complétées et modifiées comme suit :

- \* longueur minimale: 10 m
- \* largeur libre minimale de la chaussée: 4 m
- \* pente maximale: 10 %
- \* si cette section de voie n'est pas sur la voie publique, elle doit lui être raccordée par une voie utilisable par les engins de secours.



## ANNEXE 2

### BESOINS GENERAUX EN HYDRANTS

#### **Zones à dominante d'immeubles d'habitation de la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> famille**

- densité d'implantation des hydrants : 1 au minimum par carré de 4 ha
- distance linéaire maximale entre 2 hydrants consécutifs : 200 m
- débit minimum de chaque hydrant : 1000 l/mn
- distance<sup>(1)</sup> maximale entre un hydrant et l'accès ou la cage d'escalier le plus éloigné du bâtiment le plus défavorisé : 150 m
- simultanéité des débits : en tout point et compte tenu des distances fixées ci-dessus, au minimum 2000 l/mn répartis sur 2 hydrants successifs.

#### **Zones à dominante d'immeubles d'habitation de la 3<sup>ème</sup> famille**

- densité d'implantation des hydrants : 1 au minimum par carré de 4 ha
- distance linéaire maximale entre 2 hydrants consécutifs : 200 m
- débit minimum de chaque hydrant : 1000 l/mn
- distance<sup>(1)</sup> maximale entre un hydrant et l'accès ou la cage d'escalier le plus éloigné du bâtiment le plus défavorisé : 150 m
- simultanéité des débits : en tout point et compte tenu des distances fixées ci-dessus, au minimum 2000 l/mn répartis sur 2 hydrants successifs.
- par ailleurs, quand la zone concernée a une surface supérieure à 36 ha, le réseau d'hydrants de 100 mm doit être complété par un réseau d'hydrants à gros débits (minimum 2000 l/mn) implanté de la manière suivante :
  - ⇒ densité : 2 hydrants par carré de 36 ha
  - ⇒ distance linéaire entre 2 hydrants consécutifs : 1200 m
  - ⇒ apport supplémentaire : 2000l/mn par chaque hydrant à gros débit.

5

### **Zones à dominante d'immeubles d'habitation de la 4<sup>ème</sup> famille et éventuellement d'immeubles de grande hauteur**

- densité d'implantation des hydrants : 1 au minimum par carré de 2,25 ha
- distance linéaire maximale, par voie carrossable aux cheminements praticables par les sapeurs-pompiers, entre 2 hydrants consécutifs : 150 m
- débit minimum de chaque hydrant : 1000 l/mn
- distance<sup>(1)</sup> maximale entre un hydrant et l'orifice d'alimentation de la colonne la plus éloignée propre à chaque construction : 60 m
- simultanéité des débits : en tout point et compte tenu des distances fixées ci-dessus, au minimum 3000 l/mn répartis 3 hydrants successifs
- par ailleurs, quand la zone concernée a une surface supérieure à 36 ha, le réseau d'hydrants de 100 mm doit être complété par un réseau d'hydrants à gros débits (minimum 2000 l/mn) implanté de la manière suivante :
  - ⇒ densité : 2 hydrants par carré de 36 ha
  - ⇒ distance linéaire entre 2 hydrants consécutifs : 1200 m
  - ⇒ apport supplémentaire : 2000 l/mn par chaque hydrant à gros débit.

### **Zones à dominante d'industries, d'entrepôts, de commerces importants**

- densité d'implantation des hydrants : 1 au minimum par carré de 2,25 ha. Si la disposition des établissements ne permet pas cette implantation, une étude particulière de chaque cas doit être effectuée.
- distance linéaire maximale entre 2 hydrants consécutifs : 150 m
- débit minimum de chaque hydrant : 1000 l/mn
- distance<sup>(1)</sup> maximale entre un hydrant et l'accès principal de la construction : 100 m
- par ailleurs, quand la zone concernée a une surface supérieure à 36 ha, le réseau d'hydrants de 100 mm doit être complété par un réseau d'hydrants à gros débits (minimum 2000 l/mn) implanté de la manière suivante :
  - ⇒ densité : 2 hydrants par carré de 36 ha ou 3 au minimum par zone isolée de cet ordre de grandeur
  - ⇒ distance linéaire entre 2 hydrants consécutifs : 1200 m
- simultanéité des débits totaux :
  - ⇒ 4000 l/mn par carré de 9 ha
  - ⇒ 10000 l/mn par carré de 36 ha.

(1) Par distance, il faut comprendre « distance maximale à parcourir par le sapeur-pompier sur un chemin praticable, d'une largeur minimale de 1,40 m, avec un dévidoir mobile ».

## Annexe 9

### – Liste des personnes publiques associées

Le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme qui élabore le PLU,

**notifie** (articles L. 132-7, L. 132-9 et L. 132-10 du code de l'urbanisme) à :

- l'État (préfecture),
- la région,
- le conseil départemental de la Corrèze,
- l'organisme de gestion du parc naturel régional de Millevaches,
- la chambre de commerce et d'industrie territoriale,
- la chambre de métiers,
- la chambre d'agriculture
- les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes du territoire objet du plan lorsque ce territoire n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale.

**Consulte** (article L. 132-12 du code de l'urbanisme) :

À la liste de PPA ci-dessus, s'ajoutent :

- les présidents des EPCI voisins compétents, des maires des communes voisines
- les associations de protection de l'environnement agréées au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement ainsi que des associations de personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite.

**Invite** lors des réunions de présentation :

Aux listes de PPA ci-dessus, s'ajoutent :

- la direction départementale des territoires (DDT),
- l'agence régionale de santé (ARS),
- l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP),
- office national des forêts (ONF),
- l'institut national des appellations d'origine et de qualité (INAO),
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL),
- la direction régionale des affaires culturelles (DRAC),
- le service départemental d'incendie et de secours (SDIS),
- les gestionnaires de réseaux,
- le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de la Corrèze (CAUE).

## Glossaire des principaux sigles et abréviations utilisés en urbanisme

**ABF** : architecte des bâtiments de France  
**AEP** : alimentation en eau potable  
**AVAP** : aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (se substitue aux ZPPAUP depuis la loi « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010)  
**AOP** : appellation d'origine protégée  
**BE** : bureau d'études  
**CAUE** : conseil d'aménagement, d'urbanisme et de l'environnement  
**CC** : communauté de communes  
**CCI** : chambre de commerce et d'industrie  
**CCTP** : cahier des clauses techniques particulières  
**CCAG** : cahier des clauses administratives générales  
**CCAG- PI** : cahier des clauses administratives générales de prestations intellectuelles  
**CDCEA** : commission départementale de consommation des espaces agricoles  
**CDNPS** : commission départementale de la nature, des paysages et des sites  
**CDPENAF** : commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (elle remplace la CDCEA depuis la loi LAAF)  
**CMP** : code des marchés publics  
**CNIG** : conseil national de l'information géographique (le CNIG a rédigé des recommandations pour la numérisation des documents d'urbanisme)  
**CU** : code de l'urbanisme  
**CU** : certificat d'urbanisme  
**DDT** : direction départementale des territoires  
**DOO** : document d'orientation et d'objectifs (document majeur dans un SCOT, opposable aux PLUI, PLU, PLH, cartes communales, etc)  
**DPU** : droit de préemption urbain  
**DREAL** : direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
**DTADD** : directive territoriale d'aménagement et de développement durable (document d'urbanisme supra régional).  
**DUP** : déclaration d'utilité publique  
**EDIGEO** : échange de données informatisées de l'information géographique (format du fichier du cadastre numérisé)  
**EE** : évaluation environnementale  
**EBC** : espace boisé classé  
**EPCI** : établissement public de coopération intercommunale  
**GES** : gaz à effet de serre  
**INSEE** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Loi ALUR** : loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ( loi n°2014-366 du 24 mars 2014)  
**Loi ENE** : loi portant engagement national pour l'environnement ; dite loi « Grenelle2 » (loi n°2010-788 du 10 juillet 2010)  
**Loi SRU** : loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi n° 1208-2000 du 13 décembre 2000)  
**MH** : monuments historiques  
**NGF** : nivellement général de la France (côte NGF)  
**OAP** : orientation d'aménagement et de programmation ( un des documents opposables du PLU)  
**PAC** : porter à connaissance  
**PAC** : politique agricole commune  
**PADD** : projet d'aménagement et de développement durable (document majeur constitutif du PLU)  
**PCET** : plan climat énergie territorial (issu des lois Grenelle, document à élaborer par les collectivités de + 50 000 hab, doit être compatible avec le SRCAE, doit être pris en compte dans les PLU et les SCOT)  
**PCI** : plan cadastral informatisé  
**PDU** : plan de déplacement urbain (document obligatoire pour les agglomérations de + 100 000 habitants. Les PLU doivent être compatibles).  
**PEB** : plan d'exposition au bruit (document d'urbanisme opposable au tiers destiné à encadrer l'urbanisation dans les zones de bruit des aéroports. Il s'impose au PLU.)  
**PDH** : plan départemental de l'habitat (élaboré dans chaque département pour assurer la cohérence des politiques de l'habitat)  
**PIG** : projet d'intérêt général  
**PLH** : programme local de l'habitat (document stratégique de programmation obligatoire pour les collectivités d'une certaine taille de population. Cf : article L302-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation)  
**PLU** : plan local d'urbanisme  
**PLUi** : plan local d'urbanisme intercommunal  
**PNR** : parc naturel régional  
**POS** : plan d'occupation des sols  
**PPA** : personnes publiques associées (cf : article L121-4 du code de l'urbanisme)  
**PPR(i)** : plan de prévention des risques inondation (servitude d'utilité publique annexée au PLU)  
**PPR(MT)** : plan de prévention des risques mouvement de terrain (servitude d'utilité publique annexée au PLU)  
**PPR(N)** : plan de prévention des risques naturels (idem)  
**PPR(T)** : plan de prévention des risques technologiques (idem)  
**RNU** : règlement national d'urbanisme  
**RPA** : représentant du pouvoir adjudicateur  
**RLP(i)** : règlement local de publicité (intercommunal)  
**SAGE** : schéma d'aménagement et de gestion des eaux (document de planification et de gestion de l' eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin, versant), il doit être compatible avec le SDAGE).  
**SAU** : surface agricole utile  
**SCOT** : schéma de cohérence territoriale (document de conception et de mise en œuvre d'une planification stratégique intercommunale, élaboré à l'échelle d'un bassin de vie ou d'une aire urbaine)  
**SDAGE** : schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ( depuis la loi sur l'eau de 1992, document de planification qui fixe pour chaque bassin hydrographique les orientations d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la directive cadre sur l'eau et de la loi sur l'eau).  
**SIG** : système d'information géographique  
**SRCAE** : schéma régional du climat, de l'air, de l'énergie (depuis la loi Grenelle II de 2010, document de programmation élaboré avec l' État à l'échelle des Régions)  
**SRCE** : schéma régional de cohérence écologique. Il a pour but la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.  
**STAP** : service territorial de l'architecture et du patrimoine ;  
**STECAL** : secteur de taille et de capacité d'accueil limité (cf : art L123-1-5-6° du code de l'urbanisme)  
**TVB** : trames vertes et bleues (identifiées dans le SRCE, réservoirs de biodiversité et corridors écologiques)  
**UTN** : unité touristique nouvelle (article L.145-3 du code de l'urbanisme en loi Montagne)  
**ZAC** : zone d'aménagement concerté  
**ZAD** : zone d'aménagement différé  
**ZICO** : zone importante pour la conservation des oiseaux  
**ZNIEFF** : zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique  
**ZPPAUP** : zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (servitude d'utilité publique, remplacée par les AVAP)







**Service des  
Études et  
Stratégies  
Territoriales  
Unité Planification**

**Agence de  
Moyenne Corrèze**

**Direction Départementale des Territoires de la Corrèze**

**Cité Administrative Jean Montalat  
Place Martial Brigouleix  
BP 314  
19011 TULLE CEDEX**

**Agence Moyenne Corrèze  
Rue du Docteur Valette  
BP 214  
19012 TULLE CEDEX**